

Les discours des protagonistes à la conférence sur la paix au Proche-Orient

## M. Shamir met en garde les Arabes contre une négociation centrée sur « la question territoriale »

**Amertume française**

MADRID, dans la salle des colonnes du palais royal, un diplomate du Quai d'Orsay écoute, silencieux, les discours des participants à la conférence : c'est la seule - et discrète - présence française à cet événement. A l'heure où le Proche-Orient emprunte - peut-être - le chemin de la paix, la France est contrainte de jouer un rôle mineur qui ne correspond ni à ses ambitions ni à ses responsabilités historiques dans la région.

« Le France a été très utile (dans la préparation de cette conférence), les historiens le sauront un peu plus tard », observait mercredi M. Mitterrand. Peut-être... Il n'empêche qu'elle n'est guère récompensée de ses efforts, et que les dirigeants français en éprouvent une vive amertume.

Le constance de Perle n'est pas en cause. Depuis de longues années, on s'y dépense activement pour hâter l'événement d'une solution politique au conflit israélo-arabe. Si la France a « tenu son rang » pendant la guerre du Golfe, c'était - eut-il du soul de voir restaurer le droit international - parce qu'elle désirait ardemment être partie prenante au moment où débute- raient les grandes manœuvres diplomatiques au Proche-Orient. Ce fut peine perdue.

La guerre finie, Paris « laisse jouer » Washington, assurant ne vouloir en rien compliquer la tâche, déjà fort délicate, de M. James Baker. Mais, sans être rabat-joie, elle avait du mal à cacher son scepticisme quant aux chances de succès du secrétaire d'Etat américain. Aujourd'hui, elle affiche son « fair play » et déclare « vouloir faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider au succès » de la conférence de Madrid.

Pouvait-elle espérer qu'on lui réservât un meilleur sort? Son insistance à promouvoir le rôle des Nations unies - enclenche où elle dispose d'une place privilégiée - était inacceptable pour Israël, qui n'a jamais pardonné le vote à New-York d'une résolution assimilant sionisme et racisme. Résultat : à Madrid, l'ONU n'est représentée que par un observateur muet. En outre, la soutien immobilier apporté à M. Arafat, malgré ses nombreuses erreurs politiques, empêchait la France de prétendre à une neutralité active dans la recherche de la paix.

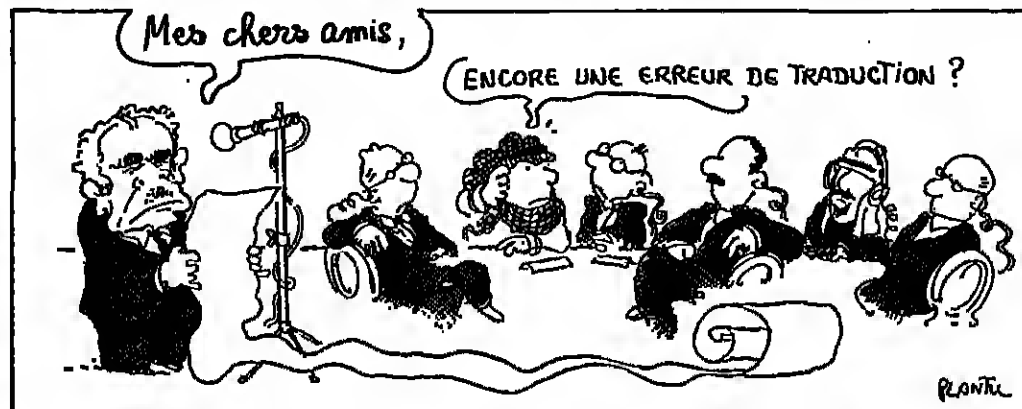
PARIS ne mérite pas pour autant qu'on lui impute un mensonge. En jetant toute leur autorité en faveur d'une conférence internationale, MM. Bush et Baker rendent justice à la France, qui fit si longtemps de ce projet son cheval de bataille. Le fond du problème est allé : si la France - et l'Europe avec elle - se retrouve à l'écart du processus de paix, c'est simplement parce qu'elle n'est pas en mesure d'exercer une influence décisive sur les parties en conflit. Seule l'Amérique - le monde arabe le sait - peut brandir les arguments, notamment financiers, susceptibles d'arracher à Israël des concessions majeures. Elle seule possède les moyens de garantir sa sécurité. Que l'Europe - et l'Asie - ne désespèrent pas! Elles seront mises à contribution - a promis mercredi M. Bush - pour « fournir des ressources afin qu'il y ait (au Proche-Orient) paix et prospérité ».

MO147 - 11010 - 6.00 F



Au deuxième jour de la conférence de Madrid, M. Shamir, paraissant répondre à M. Bush, a déclaré, jeudi 31 octobre, que les négociations de paix aboutiraient à « une impasse » si elles se concentraient d'abord « et exclusivement sur la question territoriale ». Le discours très mesuré prononcé la veille par le président Bush semble avoir causé presque

autant de satisfaction dans la délégation israélienne que dans les autres - avec plus de réserves toutefois de la part des Syriens et de certains Palestiniens. Dans la plupart des pays arabes, l'événement a été accueilli avec calme. Ce n'a pas été le cas en Cisjordanie et à Gaza, où des heurts violents ont eu lieu entre Israéliens et Palestiniens.



« Ils s'écoulent... »

MADRID

de nos envoyés spéciaux

« Ils ne se sont pas encore parlés, certes, mais ils s'écoulent et c'est déjà miraculeux. » Deuxième round d'observation, jeudi 31 octobre, sous les splendeurs du palais royal espagnol. Dans l'entourage de M. James Baker, grand maître d'œuvre de la rencontre entre Israël, ses voisins et les Palestiniens, on se presse d'engranger le premier dividende à la fois tangible et sans précédent d'une initiative de paix née de la guerre : « Les irréductibles du Proche-Orient s'écoulent. »

Contrairement à ce qui se pro-

Lire aussi

- Extraits des discours
- Pour M. Shamir, « une journée de travail comme les autres »
- Un entretien avec le grand rabbin de France
- Les points de vue d'Enrique Baron et de Pierre Hunt

Lire pages 2, 3 et 4

### La Libye en accusation

Le juge Bruglière met directement en cause les services spéciaux de Tripoli pour l'attentat contre le DC-10 d'UTA.

page 24

### LIVRES ♦ IDÉES

■ Mehrouz, le chroniqueur universel. ■ Autour du politique, de Paul Ricœur. ■ Le fouilleton de Michel Breu- deau. ■ Histoire littéraire, par François Bont. ■ Com- prendre les embrouilles d'Urle. ■ D'autre monde, par Nicole Zand : le clan des « Pakis ».

pages 25 à 32

### AFFAIRES

■ La fin de la « chasse gardée » algérienne. ■ Les PM français en voie de redressement. ■ Quand la Chine s'initie au capitalisme.

page 17 et 18

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 24

## Un entretien avec le premier ministre algérien

M. Sid Ahmed Ghazali demande que la communauté maghrébine ne soit pas « l'otage » de confrontations électorales en France

ALGER

de nos envoyés spéciaux

« Vous venez de marquer un combat à l'Assemblée, contre une importante majorité de députés du FLN qui refusait vos projets électoraux. Il semble bien qu'entre eux et vous il y a deux politiques. Pourquoi, dans ces conditions, restez-vous membre du comité central du FLN? »

« Je pense que le FLN, en tant que somme de valeurs s'un rôle essentiel à jouer dans le processus démocratique. Je n'ai de problèmes ni avec la base militante du FLN ni avec ses cadres, mais avec des politiques et des pratiques qui ont laissé le pays dans un piègeux état, et que l'on s'obstine à vouloir m'imposer. C'est

inacceptable. Le fait de constater qu'une des pièces de la maison FLN est indolument occupée se doit pas forcément me conduire à l'abandonner.

« Mais avec le discrédit qui frappe ce parti, avez-vous vraiment intérêt à y rester? »

« Si je ne faisais que des calculs personnels, certainement pas. Mais je s'en fais pas. Je suis chef d'un gouvernement indépendant et je suis attaché à conduire une étape du processus démocratique. J'entends réunir de façon crédible les conditions de l'alternance. Cela m'impose des responsabilités.

« Certains estiment que vous devriez construire un mouvement de soutien à votre politique, afin d'y fusionner plusieurs partis politiques qui, à eux

seuls, n'ont pas suffisamment de poids. Cela paraît-il, dit-il, de construire une alternative à l'ancien système qui ne soit pas l'unique alternative islamiste radicale.

« Créer un mouvement, c'est retomber dans un travers que j'ai toujours dénoncé. Un chef de gouvernement est fait pour gérer les affaires du pays. Mon approche est peut-être utopique, mais celle-ci consiste à ne songer qu'à ses propres intérêts quand on est chargé de nettoyer les écuries à fait ses preuves : elle nous a conduit au désastre. Donc, elle n'est pas valable. »

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et GEORGES MARION Lire la suite page 8 et l'article de VÉRONIQUE MAURUS page 17

## L'embellie protestante

Réunis à Lille, du 1<sup>er</sup> au 3 novembre, les héritiers de la Réforme connaissent un réveil religieux

par Henri Tincq

Les protestants sont beaux joueurs. Et ils croient trop à la grâce et au pardon pour ignorer qu'ils seront sauvés des tours que l'histoire et le politique viennent de leur jouer. En 1983, en pleine crise des euromissiles, alors que les évêques venaient de prononcer un oui nuancé à la dissuasion nucléaire, l'assemblée générale du protestantisme français, réunie à La Rochelle, réclamait un « gel unilatéral » de l'armement atomique! Et quand Pierre-Patrick Kaltenbach, président des Associations familiales protestantes, l'éternel empêchement de protester en rond, demandait si cette position ne risquait pas de réduire la France à l'état du poulet prêt à être plumé, il se faisait élouer le bec sur-le-champ.

Dans une famille pour qui

révolution rime avec émancipation et liberté avec laïcité, l'engagement politique tient presque de l'acte de foi. Qu'ils votent au PS, à l'UDF et même, dans l'Alsace luthérienne, au RPR, ils se flattent d'avoir certains de leurs chefs au sommet de l'Etat, comme Michel Rocard, Pierre Joxe ou Georgina Dufour. Mais il semble loin le temps où, après la victoire de François Mitterrand en 1981, des personnalités protestantes, et non des moindres, comme Georges Casalis, André Leenhardt, Jacques Stewart, Marthe Westphal, Michel Wagner, faisaient circuler dans la Réforme une pétition soulignant « les convergences entre le combat socialiste et les exigences proclamées par la communauté chrétienne ».

Toutes les assemblées protestantes des vingt dernières années résonnent encore d'imprécations contre les essais nucléaires.

Lire la suite page 11

# DÉBATS

La conférence de Madrid

## Un pas historique

par Enrique Baron

L'IMPENSABLE est devenu réalisable : israéliens et Arabes autour d'une même table pour nouer le dialogue indispensable à la recherche de la paix. La guerre du Golfe fut le catalyseur de cette nécessité. Les efforts diplomatiques de toutes les parties prenantes ont abouti à la convocation de la conférence de Madrid.

Je vois dans le choix de Madrid un symbole : celui d'un pays où, jadis, cohabitèrent les trois grandes religions monothéistes. C'est de ce lieu qu'il s'agit aujourd'hui : retrouver l'harmonie entre races, entre croyances religieuses.

Chacun semble avoir compris que les armes ne régleront pas le conflit israélo-arabe, et que la négociation ouvrira le chemin de la paix. Quelles que soient les arrière-pensées des uns ou des autres, un pas historique va s'accomplir le 30 octobre prochain. L'Espagne qu'il fera tomber les idées préconçues, les préjugés. Certains disent déjà : « Ce n'est qu'une victoire de procédure. » Je leur répondrai : « Sans une procédure préalable, le fond ne sera jamais abordé. »

Une fois ouverte, la conférence entamera des négociations qui, selon une expression trop souvent galvaudée, mais combien haute de signification aujourd'hui, devront parvenir à une paix juste et durable dans cette région du monde. Depuis la déclaration de Venise de 1980, la Communauté y œuvre dans les termes que l'on connaît, et le Parlement européen, en recevant, ce mois, tout à tour le roi Hussein de Jordanie et M. Yitzhak Shamir, contribue en fonction de ses moyens à tisser les fils du dialogue.

Pour notre institution qui, à plusieurs reprises, s'est exprimée : « La conférence devra à terme garantir la sécurité et l'indivisibilité des frontières de l'État d'Israël et de tous les États de la région, ainsi que l'autodétermination du peuple palestinien et son droit à la création d'un État libre et indépendant. »

Nous le savons tous, les obstacles sont nombreux. Nul, dans ce forum, ne peut imposer son point de vue à quiconque. Mais les positions devront se rapprocher sous peine d'engendrer désillusions, tensions, affrontements...

Beaucoup, parmi lesquels le Parlement européen, regrettent que la Communauté ne soit pas, au même titre que les États-Unis ou l'URSS, un coparrain de la conférence. Il est effectivement regrettable que l'Europe des Douze, qui est le plus riche culturellement, historiquement et économiquement aux parties en conflit, ne puisse jouer un rôle moteur. Saehons regarder la réalité : en fait, l'Europe a, au sein de cette conférence, le voix qui est la sienne dans le contexte international. Rien de plus. Rien de moins. Il n'en serait pas de même si elle était déjà dotée des attributs d'une politique extérieure et de sécurité commune, logique de l'union politique.

Toutefois, premier partenaire commercial de la région, et modèle d'une intégration régionale réussie, après des siècles de luttes fratricides, elle jouera, j'en suis convaincu, un rôle de première importance dans un Moyen-Orient pacifié.

A nous de tirer les leçons de nos insuffisances dans le cadre des conférences intergouvernementales et d'agir vite en concluant leurs travaux à Maastricht par la mise en œuvre de cette politique extérieure et de sécurité commune qui, seule, permettra à la Communauté de ne plus être un vain politique et un géant économique.

Enrique Baron est président du Parlement européen.

C'EST une grande tristesse pour qui suit les affaires d'Orient et prend à cœur le destin des peuples de constater jusqu'à ce jour l'enlisement de la question palestinienne alors que jamais n'ont été aussi fortes les chances politiques et sans doute humaines d'une solution qui restaure la paix et un équilibre durable dans la région.

L'effacement des ambitions sionistes, l'abaissement de Saddam Hussein, l'acceptation par les Palestiniens de conditions minimales pour ouvrir un dialogue, la formidable supériorité technique et militaire d'Israël, la résignation - peut-être temporaire - des principaux pays arabes, y compris la Syrie, à la légitimation de son État, tout incline vers un compromis historique. Il doit être fondé sur les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et accompagné des garanties de sécurité qui donnent enfin à Israël un statut reconnu et une perspective d'insertion définitive dans la région.

Depuis que les Américains, pour une fois bons juges de l'opportunité et désireux après leur victoire du Golfe de prouver la cohérence de leur position au regard de leurs partenaires arabes et des Nations unies, se sont engagés avec M. Gorbatchev dans l'institution d'une conférence de paix, nous avons assisté aux débordements, surenchères, et mauvaises querelles d'un Israël qui poursuit imperturbablement sa politique « maximaliste » de puissance (raids au Liban, démonstrations aériennes et de colonisation à Jérusalem-Est et en Cisjordanie).

Tout se passe comme si Israël refusait de prendre en compte les nouvelles réalités internationales et tournait le dos aux chances qui lui sont offertes. Dans quel but ? Est-ce celui de conserver par la force et dans un antagonisme pérenniel avec le monde arabe un « Grand Israël » bénéficiant de l'assistance (ou de la

complicité) des États-Unis ? Que peut signifier d'autre l'obstination du gouvernement israélien à accroître la venue et l'implantation des juifs sionistes en dépit de tous les obstacles et alors que ceux-ci ont maintenant une possibilité raisonnable (et souhaitable, comme l'a dit Boris Eltsine) de rester sur place et d'apporter leur concours à la rénovation d'une société dont ils sont peut-être plus proches que de l'État prosélyte qui les accueille ?

En fait, les arguments des dirigeants israéliens dissimulent de moins en moins une volonté brutale d'appropriation des territoires arabes à l'instar de ce qui s'est passé à Jérusalem-Est et d'assujettissement de la population palestinienne. Celle-ci, maintenue dans une étroite dépendance, n'a que la seule perspective d'une migration en Jordanie où Hussein serait abandonné à son sort (Sharon et d'autres ne souhaitent-ils pas l'instauration d'un État palestinien en Jordanie ?). Ainsi, la conférence de paix (1) risque d'être privée de toute substance : Israël n'a rien à offrir qui réponde aux aspirations qu'il a combattues.

Si un égoïsme national peut à la rigueur expliquer une position aussi négative, c'est faire bon marché des souffrances humaines qu'elle entraîne. Nier le principe d'autodétermination, seul compatible avec le processus historique d'implantation d'une nation juive dans une région à prédominance arabe, c'est rejeter un droit fondamental dont l'application est liée, après tant d'années de larmes, à la dignité même du peuple palestinien. L'antichisme lancé sur l'OLP en tant qu'organisation terroriste occulte l'évolution de la centrale palestinienne où les modérés (ou réalistes) l'emportent en définitive, comme l'a montré le récent Conseil national d'Alger. Israël est reconnu pour l'essentiel par l'action terroriste est honteuse (mais non pas l'action dite militaire) ce qui n'empêche pas, comme

on le voit sporadiquement, les gestes individuels de désespoir ou même de démenace, surexcités par les tensions toujours plus fortes.

Le terrorisme palestinien d'antan n'était-il pas d'ailleurs la forme banale et érudite d'une revendication patriotique ou culturelle vis-à-vis d'une occupation spoliatrice ? M. Shamir, qui n'a jamais écarté les moyens extrêmes au service de la cause israélienne, ne peut, s'il a la moindre lucidité, le nier.

Allons au cœur du débat : la perpétuation de la domination israélienne dans les territoires conquis en 1967, le mépris des droits palestiniens essentiels et la répression qui en résulte altèrent le visage et le crédit d'Israël. Certes, bien des voix courageuses s'élèvent en Israël même contre ce lamentable état de choses. Amnesty International multiplie les rapports alarmistes. On sait les arrestations arbitraires, les maisons rasées, l'usage quotidien de l'intimidation et de la violence, l'économie palestinienne discriminée, les universités fermées, les courtoisies incessantes qui rendent toujours plus aléatoires les approvisionnements et les soins. Par un sinistre renversement de l'histoire, Gaza n'est-elle pas devenue un véritable ghetto ?

Curieusement l'opinion publique occidentale, si prompt à s'enflammer aux malheurs plus lointains, reste muette. L'on s'habitue à lire dans les pages intérieures du *Monde* et en petits caractères que des enfants ont été tués par balles ou que des détenus s'entre-tuent dans les prisons. Comment expliquer cette placidité, voire cette indulgence à l'égard d'Israël ? Mépris des Arabes, peur des électeurs de mouvance juive ou peut-être mauvaise conscience née des abominations de la Shoah ?... Mais quel rapport peut-il exister entre une tragédie historique strictement européenne et la condition misérable faite par

l'État juif au peuple arabe de Palestine, même si les guerres subies ou entreprises en leur temps ont développé leur néfaste logique ?

Où, nous avons le devoir, par conscience de notre histoire et de l'histoire du peuple juif, de défendre l'existence et la sécurité d'Israël dans des frontières reconnues. Nous n'avons pas celui de l'approuver lorsque ses ambitions sont celles d'un État nationaliste ou religieux même si elles s'appuient sur des références bibliques. Trop souvent ses autorités condamnent ceux qui ne les soutiennent pas les yeux fermés. Qui n'acquiesce pas à 100 % est tenu pour hostile. Il n'est pas jusqu'à l'accusation d'antisémitisme qui ne soit ainsi dévoyée. Le président Bush ne vient-il pas d'en faire lui-même l'expérience ?

Que faire pour qu'Israël se ressaisisse, pour qu'il reste fidèle à l'âme de son combat et qu'il redevenue capable de générosité et de vision ? L'Orient a besoin de ses hommes, de sa compétence gestionnaire et technologique : une coopération est possible avec le monde arabe. Elle est nécessaire si l'on considère les besoins pressants de la région. Ce que de Gaulle a fait pour l'Algérie, Sadek pour l'Égypte, qui le fera pour Israël ?

Le peuple « à la nuque raide » est capable de bien des miracles. L'ancien-lui l'appel : qu'il ne laisse pas passer l'heure de la paix et de la réconciliation, qu'il impose à sa direction archaïque le juste choix pour l'avenir, qu'il rétablisse l'équité et le respect du plus faible. Partout dans le monde, les forces d'émancipation sont en œuvre. Restent-elles inertes en Israël ?

La communauté internationale est en droit d'attendre ce rendez-vous d'Israël avec son histoire.

(1) Dont l'Europe, et particulièrement la France, est injustement tenue à l'écart. Pierre HUNT est ambassadeur de France à Tunis et au Caire.

## BIBLIOGRAPHIE

### Quand Staline battait les cartes

LE FANTÔME DE LA PLACE ROUGE de Jean Cathala. Albin Michel, 228 p., 98 francs.

Est-il encore possible d'écrire sur Staline ? D'ajouter du nouveau, de l'intelligent, à tout ce qui a été expliqué, raconté, commenté ? Ce n'est pas évident. C'est pourtant la tour de force qu'a réussi Jean Cathala dans son *Fantôme de la place Rouge*, l'essai qui lui tenait tant à cœur et qu'il a terminé quelques jours seulement avant sa mort (le *Monde* du 24 septembre). Comme s'il nous avait enfin livré l'essentiel, sans s'attarder sur l'accessoire.

L'accessoire, si l'on peut dire, ce sont les crimes, les meurtres, les déportations, les millions de morts que personne encore ne peut oublier. C'est le comment, aujourd'hui, qui est le plus intéressant. En quelques dizaines de pages magistrales, où l'émotion - toujours bridée par une pudeur en forme de déraison - s'allie à la raison la plus classique, Cathala cherche et trouve les ressorts du monstre.

Nous sommes en 1936, tous les rivaux de Staline et cinq millions de koulaks ont été éliminés, « le Léviathan est parvenu à maturité » et pourtant « le Créateur n'est pas satisfait de son œuvre », qui assure, certes, la dévotion des masses, mais entraîne leur inertie. Que va faire Staline, ce « catholique d'un lévinisme sans cesse revu et corrigé » ? Conférer à l'État de nouveaux pouvoirs ? Impossible, « il les avait tous », répond Cathala. Non, Staline va inventer ce qu'il a appelé « la révolution par la peur ». Il va, pour reprendre encore une de ses expressions atroces tant elles banalisent le pire, « battre les cartes », mettre en œuvre une terreur dont « le vertu réside dans son absurdité : la peur se surajoutant à la dévo-

tion, personne, si haut ou si bas soit-il placé, ne se sentira à l'abri, sans pour autant cesser de lécher la main qui le frappe, au effort que, peut-être, tous travailleront mieux. »

Peines perdues : beaucoup périront et personne ne travaillera mieux. Jusqu'à la trahison de Hitler et l'offensive nazie de 1941, le duel à mort avec l'Allemagne, « officiellement proclamé guerre sainte », Staline cheusant les bottes de ses prédécesseurs, les tsars, pour récupérer les « provinces » perdues par Léningrad en 1917 et même venger la défaite infligée à la Russie par le Japon au début du siècle. Jean Cathala a bien connu ces années-là, celles de « la foi du herbier ». Mieux vaut lui donner la parole : « L'identification de la patrie à un homme avait transformé un esclavage volontaire le sacrifice imposé par cet homme. Et parce que la sacrifice suppose la foi, avant qu'il le propose, la dévotion était devenue foi, foi agissante et même raisonnée (...). Staline promu commandant en chef des armées, il était logique qu'à mesure des victoires le Père terrible se transfigurât en Sauveur (...). La Grande Terreur n'en fut pas, pour autant, oubliée. Mais elle cessa de paraître absurde. Avant de se battre, il avait bien fallu se débarrasser des ennemis de l'intérieur ; et il y en avait tant que les erreurs étaient inévitables. »

#### Le séral en folie

La victoire acquise, Staline va persévérer dans sa « réforme de l'entendement » qui n'est que « déréglage de l'esprit ». C'est la lutte contre « l'engourdissement devant l'Occident » et « les servitudes de l'impérialisme », le triomphe du grand charlatan Lysenko, le glas des « cosmopolites » (« Staline n'avait pas besoin de détester pour proscrire, ni d'aimer pour pacifier, note Cathala de son scalpel

éguisé. Hitler avait persécuté les juifs pour les anéantir ; Staline, c'était pour les garder »). Le mort le surprendra alors qu'il s'apprêtait de nouveau à frapper un grand coup, à « battre les cartes » encore plus fort qu'en 1936, « nouveau Staline ayant passé sa vie de tyran à hisser un rocher qui, à chaque poussée, est retombé en écrasant des millions d'êtres humains. »

Le livre de Jean Cathala ne s'arrête pas à ces « dévotions de l'adoration » qui firent au moins mille cinq cents morts parmi les Moeovites qui se prasseraient pour voir le dieu mort embaumé. Les années qui suivent nous valent des pages savoureuses, toujours pleines de souvenirs personnels et de morale acide : elles sont consacrées au « séral en folie », c'est-à-dire à la lutte pour le successeur que remportera finalement Khrouchchev, ce « scribouillard briseur d'idées » qui « ne pensait qu'à abattre une statue, sans dégrader l'église ». Vient ensuite le tampa de la « restauration », celui de Brejnev, du stalinisme rampant, de la dissidence, de l'Afghanistan - ultime pièce rapportée de l'Empire vacillant. Et après le parenthèse Andropov/Tchernomkine, l'ère Gorbatchev, elle aussi contaminée par le virus stalinien. « Gorbatchev avait conduit son pays au désastre en voulant le lui épargner, écrit Cathala, car le Parfait ne se perfectionne pas (...). L'État totalitaire ne se réforme pas. Ou bien il détruit ceux qui ont eu cette prétention. Ou bien ils doivent le détruire. »

Quelques jours avant de mourir, Cathala se passionnait pour le putsch manqué. Il y a vu promesse de chaos, mais d'un « chaos créateur » qui atteindrait enfin le stalinisme dans ses œuvres, un de ces « big-bangs d'où naissent les mondes » et où le Raison finirait par avoir raison du fantôme de la place Rouge. Puisse l'ami Cathala être entendu. En attendant, lisez-le.

JACQUES AMALRIC

### La Toussaint des pieds-noirs

La série télévisée produite par Antenne 2 « Les années algériennes », la commémoration à grands renforts de promotion médiatique de la manifestation FLN du 17 octobre 1961 de Paris et de sa répression ont ouvert, à l'aube de cette année 1992 qui marque le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Algérie et de l'exode des harkis et des pieds-noirs, bien des plaies chez tous nos compatriotes directement concernés par cette tragédie.

C'était il y a également bientôt trente ans : le 26 mars 1962, rue d'Isly à Alger, des dizaines de morts et plus de 150 blessés parmi les Français d'Algérie ; le 5 juillet 1962 à Oran, un millier de morts et des dizaines d'incapables ; les dramatiques problèmes des 3 500 Français enlevés, assassinés, dont 1 400 n'ont jamais été retrouvés, et des dizaines de milliers de harkis massacrés. Étranges et nombreuses similitudes avec le drame du 17 octobre 1961 à Paris, si tant est que les récentes révélations faites lors de cette commémoration soient exactes.

Mais là c'est pas notre propos. Notre préoccupation, voire notre angoisse étant surtout que le 30<sup>e</sup> anniversaire de nos propres martyrs français d'Algérie, ceux du 26 mars et du 5 juillet 1962, puisse passer dans l'indifférence générale sans aucune célébration et sans révélation historique de nature à faire éclater la vérité.

Une vérité à la recherche de laquelle les historiens devraient avoir à cœur de contribuer et dont nous, Français d'Algérie, avons toujours une soif aiguë. Trente ans après, même si nous souscrivons au proverbe arabe « le fer met » (le passé est mort), pourquoi notre volonté de savoir qui furent nos bourreaux et les faire clairement connaître ne serait-elle pas aussi légitime que celle manifestée en faveur du FLN ?

D'autant que les grands responsables politiques de toutes ces répressions furent souvent les mêmes, ce qui pourrait paraître paradoxal. Mais il est vrai aussi, comme le disait Albert Camus dans le *Mythe de Sisyphe* : « L'absurde est essentiellement un divorce. L'absurde est dans l'un et dans l'autre des éléments comparés. Il naît de leur confrontation. »

## COURRIER

Ainsi peut-on rétrospectivement mesurer, trente ans après, à l'aune de nos confrontations, combien notre drame, sous-tendu par tant de mensonges, de tromperies, de trahisons fut absurde.

JACQUES ROSEAU  
porte-parole du Recours-France

### Impressions hébraïques

Dans l'intéressant article sur Gutenberg (le *Monde* du 5 octobre), il est dit que l'impression d'ouvrages hébraïques ne daterait que du seizième siècle. Il n'en est évidemment rien. On connaît l'existence de plus de cent cinquante incunables hébraïques, imprimées entre 1470 et 1500, notamment en Italie, en Espagne et au Portugal. Tous les pans de la création littéraire hébraïque y sont représentés.

ISRAËL ADLER  
Paris

### Pour Edith Cresson

Exposé sous le projecteur des médias, le monde politique se sent suspecté dans son ensemble et montré du doigt, tenu en déshonneur par des juges qui s'érigent eux-mêmes en procureurs permanents.

De plus en plus d'électeurs décident de rester chez eux les jours de vote et obéissent d'accomplir ce devoir pour lequel en d'autres lieux, sous d'autres cieux, des hommes et des femmes sont prêts à risquer leur vie. Les politiques doutent. Et les socialistes se plaignent avec délectation dans l'auto-flagellation, certains ministres réussissant même, par un étrange phénomène de dédoublement de la personnalité, à se retourner contre le gouvernement, donc contre eux-mêmes.

Comme il est pratique, dans ces moments de désarroi, de trouver un catalyseur à tous ces mécontentements, à toutes ces frustrations. Edith Cresson est là et tout le monde est d'accord pour voir en elle le bouc émissaire idéal.

Premier ministre, choisi par le président de la République, femme, nouvellement arrivée sur une scène jusque-là interdite aux femmes, elle est le coupable par le fait. L'attaque est primaire, sommaire, déshabillée, mais ça marche.

Edith Cresson travaille, comme ceux qui l'ont précédée. Elle a expliqué sa politique et lancé le « programme Malignon » dont je n'ai pas entendu dans la presse qu'il soit réellement débattu ou mis en cause. Finira-t-on par la brûler sur le bûcher ? Devra-t-elle payer pour le malaise général ? C'est trop facile. Edith Cresson tient bon. Elle le fait malgré tous les dangers et avec tous les mérites que l'on accorde aux pionniers. Dans cette course, dans cette cabale grossière, qui confine à l'irrationnel, je sens, je vois aussi cela, qui me rappelle le climat des années 30, celui des luges, ce climat qui a fait jusqu'à la débâcle la gauche, la classe politique française, de Blum à Salengro. Est-ce ce à quoi nous aspirons ? Rien ne peut justifier, au-delà d'un certain stade, cet enlacement dans la politique, d'abord, Edith Cresson, ensuite, sont victimes.

YVETTE ROUDY  
(ancien ministre)

### Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction : Jacques Lescaux, gérant directeur de la publication Bruno Pappant directeur de la rédaction Jacques Guille directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)

Thomas Faronel Philippe Herremann Jacques-François Simon

Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1958) Jacques Fauvet (1959-1982) André Laurens (1983-1985) André Fontana (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUBOURG 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-86-25-25 Télécopie : 40-86-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY 94062 NOUVEAU-BOIS CEDEX Tél. : (1) 40-86-25-25 Télécopie : 40-80-30-10

سكزا من الذملي



# LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

L'ouverture de la conférence de paix sur le Proche-Orient a provoqué, mercredi 30 octobre, des heurts dans les territoires occupés, entre Palestiniens favorables et opposés aux négociations de paix d'une part, entre Palestiniens et forces israéliennes d'autre part. Des partisans de l'OLP favorables à la conférence de Madrid ont notamment jeté des pierres contre des mosquées de Gaza, berceau du soulèvement anti-israélien des territoires occupés en décembre 1987. Ailleurs, des intégristes et des radicaux hostiles au processus de paix ont contraint des commerçants à fermer dans le cadre d'une grève générale de protestation.

A Hébron (Cisjordanie), une patrouille israélienne a tué un Palestinien de dix-neuf ans. La veille, un jeune Palestinien avait déjà été tué par l'armée dans cette même ville. Selon la sécurité israélienne, une vingtaine de Palestiniens ont été blessés par des tirs de l'armée à Gaza et onze à Naplouse (en Cisjordanie). A Gaza, deux mille partisans de l'OLP ont défilé les intégristes en manifestant en faveur de la conférence de Madrid, tandis qu'à Khan-Yunis, camp de réfugiés près de Gaza, une manifestation similaire a réuni cinq

milliers Palestiniens. Là, l'armée a escorté les manifestants, bien que certains aient brandi des drapeaux palestiniens ou des couteaux, ce qui leur aurait valu, en temps normal, d'être arrêtés. Les intégristes, fortement implantés dans la bande de Gaza, leur ont interdit l'accès des mosquées, ce à quoi les partisans de l'OLP ont riposté en brisant des fenêtres avec des pierres. Selon des témoins, quatre militants du mouvement islamiste Hamas ont été poignardés. Ailleurs dans les territoires occupés, des jeunes Arabes ont érigé des barricades et lapidé des véhicules de l'armée.

En outre, à l'exception d'une fraction des chiites libanais et d'une certaine de manifestants au Pakistan, le monde musulman a pratiquement ignoré mercredi l'appel de l'Iran à une «journée de colère, de cris et de protestations» contre la conférence de Madrid. Dans les pays arabes du Proche-Orient, du Golfe et du Maghreb, aussi bien qu'en Turquie et en Extrême-Orient, où vivent plusieurs centaines de millions de musulmans, l'appel de l'Iran est resté lettre morte. A Téhéran, l'ouverture de la conférence de Madrid a donné lieu à un véritable déchaînement contre ce qui est considéré ici comme «le sommet de la capitula-

tion». Le chef de file des radicaux, l'hojatoleslam Ali Akbar Mohtachemi, a considéré que «la conférence américaine de Madrid était une déclaration de guerre contre l'Islam» et est allé jusqu'à assurer que «les participants à cette conférence sont ennemis de l'Islam et donc condamnés à la peine capitale». «Les musulmans révolutionnaires», a-t-il ajouté dans un discours au Parlement, accompliront leur devoir religieux à l'égard de ces ennemis de l'Islam dans les plus brefs délais et dans n'importe quelle condition. De son côté, le guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a estimé que la conférence de Madrid était «une grande injustice» envers les Palestiniens et que «ses participants feront l'objet de la colère des peuples musulmans».

Accordant une place de premier plan à Madrid - gros titres, manchettes et éditions spéciales, retransmission en direct de la séance d'ouverture - la presse du Proche-Orient a largement donné dans le superlatif : «Événement le plus important de cette fin de siècle» pour la presse (officielle) syrienne, «Arabes et Israéliens au rendez-vous de l'histoire», selon le quotidien libanais L'Orient-Le

Jour, «L'humanité connaît aujourd'hui l'une de ses plus grandes victoires», clame l'égyptien al-Gomhouria. «La bataille de la paix commence aujourd'hui à Madrid», ont, pour leur part, tiré sur huit colonnes deux journaux jordaniens indépendants, Destour et el-Rai.

Dans un message transmis au ministre libanais des affaires étrangères, M. Farès Boueiz, M. Roland Dumas a assuré que la France souhaitait être «active» dans le processus de paix au Proche-Orient engagé mercredi. (Nos dernières éditions du 31 octobre). M. Dumas souligne notamment que «la France, qui n'a cessé d'œuvrer à un règlement de paix juste et durable au Proche-Orient, accueille avec beaucoup d'espoir la conférence de Madrid et se propose d'être présente et active dans ce processus de négociation».

Pour sa part, le pape Jean-Paul II a envoyé mercredi deux messages aux présidents Bush et Gorbatchev pour leur affirmer sa conviction qu'«un accord est possible s'il est recherché avec persévérance» et si «les exigences de la justice sont satisfaites» dans les négociations sur la Proche-Orient. - (AFP, Reuter.)

## « Ils s'écoulent... »

Suite de la première page

La conférence proprement dite, avec ses rites et ses ors, alourdis comme à dessein pour impressionner les participants, leur faire sentir l'importance de l'occasion internationale et finalement peser sur leur choix, cette grande conférence-spectacle censée engendrer la dynamique de paix que chacun attend est déjà presque terminée.

Jeudi matin, à l'heure où M. Shamir devait la parole à la délégation jordanienne-palestinienne, on ne pouvait toutefois dire si la fameuse dynamique était effectivement enclenchée. Mais, sans coup de théâtre, rien, en principe, ne paraissait devoir sérieusement compromettre la dernière étape de l'initiative américaine : la

être tenu comme une solution possible, et M. Naguib Natifi, leur porte-parole, a précisé que ce projet était «à l'étude». «Une décision sera prise dans les prochains jours», a-t-il ajouté.

De toute façon, laisse-t-on entendre du côté arabe, il est «impensable pour les Syriens, comme pour les autres» de se rendre à Tel-Aviv ou à Jérusalem pour poursuivre les négociations. «Cela reviendrait, dit-on, à reconnaître de facto la permanence de l'Etat juif dans la région avant même que des progrès sérieux aient été accomplis sur les autres problèmes, notamment celui des territoires occupés». Aux dernières nouvelles, d'après les affirmations d'un haut fonctionnaire proche de

son l'œil attentif des caméras, ils en ont été pour leurs frais.

Le climat général était «glacial». Israéliens d'un côté, la plupart des Arabes de l'autre. Entre les deux, une table large comme une tranchée. «A un moment donné», raconte-t-on plus tard, M. Sarah Doron, membre de la délégation israélienne, j'ai tenté de serrer la main d'une déléguée libanaise, je lui ai demandé si elle était, elle aussi, une élue du parlement, elle m'a répondu «non», a ignoré ma main tendue, puis elle a tourné le dos.

M. Itzhak Shamir, qui est apparu pour sa part tendu et nerveux tout au long de la journée, n'a pu s'entretenir, fort courtoisement d'ailleurs, qu'avec le chef de la diplomatie égyptienne, M. Amr Moussa. Un peu plus tard, ce même diplomate, représentant du seul pays arabe en paix avec l'Etat juif, prononcera un discours plutôt «dur», formulant une opposition catégorique à des concessions sur la question «des territoires arabes occupés, y compris Jérusalem-Est» ainsi que sur le droit inaliénable «des frères palestiniens à l'autodétermination». M. Shamir

apparaîtra alors un peu surpris et lancera à l'adresse du diplomate égyptien un très sombre coup d'œil. «Les Arabes ne nous aiment pas et ne nous aimeront jamais», a-t-il coutume de dire. Ici, il faut reconnaître que, jusqu'ici, le déroulement de la conférence ne paraît pas devoir remettre en cause cette très populaire croyance. Tel n'est d'ailleurs pas son objet. Pour les Israéliens, l'essentiel dans l'immédiat était que les Américains, qui ont tant fait pour les inciter aux Palestiniens et les Etats arabes, à accepter le principe même de la conférence, n'apparaissent pas - ou plus - comme les supporters d'un camp contre l'autre.

Un discours jugé «habile»

M. George Bush, dans un discours jugé «habile», notamment dans son maniement des symboles et des mots clefs de la rhétorique proche-orientale, s'est surtout employé à apaiser les craintes israéliennes. Objectif largement atteint si l'on en juge par les déclarations officielles et officieuses recueillies dans l'entourage de M. Shamir. «C'était un discours très positif», déclarait notamment M. Yossef Ben Aharon, directeur des services du premier ministre et conseiller très écouté de M. Shamir : «M. George Bush n'a pris grand soin de souligner que le rôle des Etats-Unis était celui de catalyseur et qu'ils n'avaient nullement l'intention d'imposer une solution».

Selon lui, le président américain aurait eu quelque chose d'adopté l'approche israélienne en ce qui concerne à la fois la méthode - «négociations directes» avec les Palestiniens et les Etats arabes - et la conception de la paix : «Il a notamment dit que, comme nous, il ne se satisfait pas d'un simple point final à l'état de belligérance; la paix doit être réelle, avec un traité, des échanges touristiques, économiques et culturels». Bref, comme le disait en souriant un respecté commentateur israélien, le chef de l'administration américaine avait fait, en substance, «un discours sioniste que notre vice-ministre des affaires étrangères, M. Benyamin Netanyahu soi-même, aurait pu écrire».

Au Proche-Orient, la perception des choses est souvent aussi importante, voire plus déterminante encore que leur substance. Favorablement reçu par les Israéliens, le discours de M. Bush a été perçu avec une satisfaction surprenante mais quasi égale du côté palestinien.

M<sup>me</sup> Hanane Achraoui, porte-parole de la délégation palestinienne, l'a ainsi jugé globalement «positif», appréciant notamment une formule de M. Bush à propos du «contrôle authentique que les Palestiniens devront avoir sur leur

vie et sur leur destin» à l'issue du processus qui s'annonce. «Nous estimons qu'il s'agit là d'une reconnaissance indirecte de notre droit à l'autodétermination», a poursuivi M<sup>me</sup> Achraoui, ajoutant que sa délégation avait également apprécié que le président Bush ait tenu à préciser que tout arrangement intermédiaire «ne préjuge en rien des négociations définitives».

En clair, a encore souligné la très volontariste porte-parole palestinienne, «si, par exemple, le statut de Jérusalem n'est pas mentionné dans un éventuel accord intérimaire, cela ne signifiera pas qu'il sera impossible d'aborder la question plus tard».

Moins enthousiaste, un autre représentant des Palestiniens, M. Radouane Abou Ayache, observe : «Le président américain a tenu un délicat numéro d'équilibre et il a «omis» de mentionner un certain nombre de points auxquels nous tenons particulièrement. Pas un mot sur nos droits

nationaux, même pas une évocation d'un «foyer» (homeland) pour notre peuple. Pas un mot sur Jérusalem, rien sur la nécessité d'arrêter les implantations dans les territoires. M. Bush a tenté de contenir toutes les parties en présence et nous comprenons son souci diplomatique. » «Son discours reflète, c'est vrai, un certain sérieux, une certaine bonne volonté, mais nous nous méfions à mieux; ce qu'il n'a dit n'est pas suffisant », a conclu M. Abou Ayache, précisant que l'orateur palestinien qui devait s'exprimer jeudi à la conférence répondrait «point par point» au président américain.

Le Syrien Farouk El Charaf n'a pas paru très satisfait non plus des propos de M. George Bush : «Le président s'est contenté de mentionner les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies comme base des négociations, sans préciser la formule de l'échange des territoires contre la

paix, alors que celle-ci figure dans sa lettre d'assurances à la Syrie. Je ne peux évidemment pas imaginer, a poursuivi M. Charaf, que M. Bush pourrait revenir sur ses engagements, ce serait désastreux.»

En fait, les Syriens ne cachent pas en privé leur profond mécontentement à l'endroit des Américains. Ils n'ont apprécié ni l'insistance du président sur les négociations multilatérales - «nous sommes ici pour la conférence et les bilatérales seulement, et nous ne nous engageons pas sur la suite, à ce stade», précisait-il, - ni la référence à d'éventuels traités de paix entre l'Etat juif et ses voisins. Pour les Syriens, «ceci est, pour l'heure, totalement hors de question».

FRANÇOISE CHIPAUX  
PATRICE CLAUDE  
et ALAIN FRACHON

## Images glacées

Pour la première fois, tous les ennemis se retrouvaient en un même lieu, le palais royal de Madrid. Mais ils auront réussi la prouesse de ne jamais laisser l'impression d'une réelle rencontre. Les images de cette première journée de conférence étaient en ne peut plus glacées.

Aux marches du palais, pour la photo officielle, l'emplacement de chacun avait, là aussi, été soigneusement choisi, après - sans doute - de nouvelles tractations protocolaires. Il y avait un degré d'écart entre M. Shamir et les représentants arabes. Un fossé... Attitudes figées, visages fermés. Pareil dans la salle des Colonnnes, durant les discours. Autour de la table en «U», sa forme avait fait l'objet d'une négociation avant les négociations : pas le moindre mot échangé, bien sûr, pas le moindre sourire, les évènements même de croiser leurs regards. Les uns et les autres avaient une préférence marquée pour une distrainante étude des fresques du plafond : la naissance du soleil et la triomphe de Bacchus. Pourtant M. Shamir était le voisin direct du chef de la diplo-

matie libanaise. Israéliens et Arabes se sont côtoyés mais à aucun moment ils n'ont donné le sentiment d'être vraiment réunis. Ils se sont écartés à ne pas le faire. Pas de poignées de main. Une déléguée israélienne a tendu la sienne à son homologue libanaise mais celle-ci s'est ostensiblement détournée. Seuls les Égyptiens sont venus vers les Israéliens et leur ont adressé la parole. Un premier traité de paix oblige. Mais la délégation israélienne s'est abstenue d'applaudir l'allocution du ministre égyptien des affaires étrangères.

Les Israéliens avaient voulu qu'il n'y ait, sur la table, aucun drapeau. Pour ne pas voir celui des Palestiniens. Mais l'un de ces derniers avait coiffé son keffiyeh. Cela valait bien un drapeau. Amers, les Israéliens ne s'y sont pas trompés.

Le président Bush n'a pas manqué d'évoquer le problème essentiel de la définition des frontières; manifestement celui des barrières psychologiques n'est guère moins important.

FRANCIS CORNU

tenue, probablement dimanche, à Madrid, de la première séance des négociations bilatérales. La suite des événements apparaît cependant moins évidente, les complications concernant le lieu des discussions bilatérales étant encore loin d'être apaisées.

Où vont se poursuivre ces négociations «directes et sans intermédiaire» si ardemment désirées par les Israéliens? Au Proche-Orient, comme ils le réclament avec insistance? Ou bien à Madrid, comme le veulent toujours si fort les Syriens? «Pourquoi ne pas poursuivre le processus ici?», demandait ainsi M. Farouk El Charaf, le ministre des affaires étrangères du gouvernement de Damas. Et il ajoutait : «La revendication israélienne est un prétexte pour entraver le processus de paix. Si nous acceptons (de déplacer les) conversations bilatérales, les Israéliens trouveront un nouveau prétexte. Ils ne sont pas venus ici pour faire la paix...»

M. James Baker, qui ne partage probablement pas cette opinion tranchée, n'a eu pas moins apparemment préoccupé par la question et il a reconnu mercredi soir : «Nous sommes toujours en pleine discussion à ce sujet; nous n'avons pas encore trouvé d'accord acceptable par tout le monde.» A tout hasard, les Égyptiens ont fait courir le bruit que Le Caire pouvait

Une table large comme une tranchée

En fait, depuis le départ de Madrid, mercredi, des présidents George Bush et Mikhail Gorbatchev, coparrains inégaux d'un événement qui a été organisé de bout en bout par le premier, tandis que le second était quasi réduit à un rôle de spectateur, il semble bien que les protagonistes israéliens et arabes aient compris que, sauf à prendre la responsabilité politique d'un échec devant les caméras du monde entier, leur face-à-face était désormais inévitable.

Certes, si les organisateurs de l'événement avaient délibérément laissé dans la matinée, comme on le croit, Israéliens, Palestiniens, Jordaniens, Syriens et Libanais seuls durant presque trente minutes dans la grande salle des colonnes, en espérant que les uns et les autres allaient, sinon se donner l'accolade, au moins se saluer.

## Pour M. Shamir «une journée de travail comme les autres»

JÉRUSALEM

de notre correspondant

«Une journée de travail comme les autres. Il n'y avait pas place pour les émotions», M. Itzhak Shamir a réussi à surprendre les télespectateurs Israéliens, mercredi soir 30 octobre, lorsque, interrogé sur les sentiments qu'il avait éprouvés au premier jour de la conférence de Madrid, il a prononcé cette petite phrase. Toute la journée, les stations de radio et de télévision, qui diffusaient en continu de Madrid, avaient inlassablement répété le mot «historique». Toutefois, le premier ministre a récusé ce qualificatif : «Ce n'est pas la première fois, a-t-il fait remarquer, que nous rencontrons des délégations arabes». M. Shamir a, en tout cas, rassuré les télespecta-

teurs, inquiets à la vue du visage particulièrement sombre et crispé de leur premier ministre pendant le discours du président Bush : «C'était en général un bon discours, équilibré. En fait, la plupart des commentateurs israéliens considéraient que cette première journée à Madrid a été un «sans faute». «Le discours du représentant européen, le ministre hollandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, conforte les craintes de tous ceux qui estiment que cette conférence est un piège», écrit néanmoins l'éditorialiste du quotidien à grand tirage Yedioth Aharonoth.

Aprandon, le principal sujet de préoccupation de la presse concerne la «température» des relations entre la délégation israélienne et les délégations

arabes, avec pour «thermomètre» les poignées de main. Un nombre incalculable de fois, les envoyés spéciaux à Madrid ont demandé aux différents membres de la délégation israélienne s'ils avaient déjà «serré la main» de leurs collègues arabes.

Cela dit, une partie de la presse semble avoir été convaincue par M. Shamir que les séances plénières de la conférence de Madrid sont une banale cérémonie : l'essentiel, ce sont les négociations directes qui doivent s'engager le semaine prochaine au sein des commissions bilatérales. «C'est seulement alors, lorsque les cérémonies s'achèveront, écrit Yedioth Aharonoth, et que commencera la deuxième phase, que l'on pourra, en reprenant l'expression de Churchill, parler du début de la fin.» - (Interim.)

## JEAN-DOMINIQUE GIULIANI



Giuliani démystifie l'activité des lobbies, décrit leurs méthodes, cerne les champs d'action, anecdotes et... noms à l'appui. Une formidable enquête au sein d'un monde secret. Sylvie Pierre-Brossolette / L'Express

Collection L'Epreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rouman. 120 F

Editions du Seuil

كتاب من ليد



# LA CONFÉRENCE DE PAIX DE MADRID

Les discours à la cérémonie d'ouverture

## M. Bush : «Négociation et compromis sont toujours douloureux»

Voici les principaux points du discours du président George Bush à l'ouverture de la conférence de paix, mercredi 30 octobre :

« Une Paix réelle : « Nous venons à Madrid pour une mission d'espoir, pour commencer à ouvrir à un règlement juste, durable et global du conflit du Proche-Orient. (...) Notre objectif est clair et direct. Ce n'est pas seulement de mettre fin à l'état de guerre ou Proche-Orient. (...) Ce n'est pas assez. Cela ne durera pas. Nous cherchons plutôt la paix, une paix réelle. (...) Une paix réelle, une paix durable, doit être fondée sur la sécurité pour tous les États et les peuples, y compris Israël. (...) Dans tout le Proche-Orient nous cherchons une solution stable et durable. »

« La sécurité d'Israël : « Pendant trop longtemps le peuple israélien a vécu dans la peur, entouré par un monde arabe qui ne l'acceptait pas. C'est maintenant le moment idéal pour le monde arabe de démontrer que les attitudes ont changé, qu'il est désireux de vivre en paix avec Israël et d'accepter les besoins raisonnables d'Israël en matière de sécurité. »

« Justice pour les Palestiniens : « Nous savons que la paix doit aussi être fondée sur la justice. En l'absence de justice il n'y aura pas de stabilité ni de stabilité. Cela s'applique particulièrement au peuple palestinien. (...) Israël a maintenant l'occasion de démontrer qu'il est désireux d'avoir de nouvelles relations avec ses voisins palestiniens, une relation fondée sur le respect mutuel et la coopération. »

« Concessions territoriales : « La paix ne pourra être que le résultat de négociations directes, de compromis, de concessions mutuelles. (...) Nous estimons que des compromis territoriaux sont

essentiels pour la paix. Les frontières doivent refléter la qualité des accords, à la fois en matière politique et en matière de sécurité. (...) La négociation et le compromis sont toujours douloureux. »

« Sur la base de la résolution 242 : « Ce que nous envisageons est un processus de négociations directes à double niveau, entre Israël et les pays arabes d'une part, entre Israël et les Palestiniens d'autre part. Les négociations doivent être conduites sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. Le véritable travail ne commencera pas à la session plénière mais dans des négociations bilatérales directes. Cette conférence ne peut imposer une solution aux participants ou mettre un veto à des accords. Tout aussi important, la conférence ne peut être reconvoquée qu'avec l'assentiment de chaque participant. »

« Les pourparlers israélo-palestiniens : « Un cadre diplomatique existe déjà. Les négociations se dérouleront en plusieurs phases, débutant avec des discussions sur des arrangements pour une auto-détermination intermédiaire. Une fois un accord conclu, ces arrangements dureront cinq ans. La troisième année, des négociations sur un statut permanent débuteront. Personne ne peut dire que, pendant ce qui sera le résultat. A notre avis, quelque chose doit être développé qui soit acceptable par Israël, les Palestiniens et la Jordanie et qui donne au peuple palestinien un contrôle véritable sur sa vie et son destin et permette l'acceptation d'Israël et sa sécurité. »

« Elles concerneront des questions communes à la région : contrôle des armements, eau, problème des réfugiés, développement économique. Des progrès dans ces forums ne sont

pas considérés comme devant remplacer ce qui doit être décidé dans les discussions bilatérales. Au contraire, des progrès sur les questions multilatérales peuvent aider à créer une atmosphère dans laquelle les vieux conflits bilatéraux peuvent être résolus plus facilement. »

« Le rôle des États-Unis : « La paix ne peut pas être imposée de l'extérieur par les États-Unis ou qui que ce soit d'autre. Nous continuons de faire tout ce qu'il est possible pour aider les parties à surmonter les obstacles, mais la paix doit venir de l'intérieur. (...) Dans un esprit d'ouverture et d'honnêteté nous informons toutes les parties sur les assurances que nous avons données aux autres. Nous sommes prêts à fournir des garanties, de la technologie et un soutien si c'est nécessaire à la paix. Nous appellerons nos amis en Europe et en Asie à se joindre à nous pour fournir des ressources afin qu'il y ait à la fois paix et prospérité. »

« ... et de l'URSS : « En ces temps d'énormes défis dans son pays, le président Gorbatchev et ses principaux collaborateurs ont démontré leur intention que l'URSS soit une force pour un arrangement positif au Proche-Orient. Cela envoie un message puissant à tous ceux qui désirent la paix. »

« La paix ne doit pas être un rêve : « Personne ne doit douter de l'ampleur de ce défi. (...) Je m'attends à ce que certains disent que ce que je propose est irréalisable. (...) Nous savons tous que ces négociations ne seront pas faciles. (...) Il y aura des désaccords, des critiques, des retours en arrière - qui sait ? - peut-être des interruptions. (...) Mais la paix au Proche-Orient doit pas être un rêve. La paix est possible. » (AFP, Reuters)

## M. Gorbatchev : «Réalisation et respect des droits du peuple palestinien»

Voici les principaux points de l'intervention du président Mikhaïl Gorbatchev :

« Les Palestiniens : « La conférence peut seulement réussir si personne ne cherche une victoire sur les autres mais si tous cherchent une victoire partagée sur un passé cruel. Il faut porter de paix et non de cessation de l'état de guerre. Une paix durable implique la réali-

sation et le respect des droits du peuple palestinien. »

« Le rôle des relations soviéto-américaines : « Il est clair que sans une amélioration et un changement radical dans les relations soviéto-américaines nous n'aurions pas été les témoins des changements qualitatifs profonds qui permettent de parler d'une nouvelle ère, une ère de paix. (...) C'est uniquement dans ce contexte qu'est apparu un espoir tangible de règlement arabo-israélien. »

« La limitation des armements au Proche-Orient : « Le Proche-Orient est devenu une des régions les plus armées du monde. (...) La technologie nucléaire y est mise en place, on y trouve aussi des armes de destruction massive, ce qui constitue des causes justifiées d'inquiétude. (...) »

« La communauté internationale est en droit d'attendre des décisions de cette conférence qui répondraient à cette préoccupation. »

## M. Van den Broek : «Un arrêt des implantations israéliennes dans les territoires occupés est une contribution essentielle»

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, qui représentait la CEE, a notamment déclaré :

« Pour la première fois, toutes les parties impliquées dans le conflit israélo-arabe et la question palestinienne sont assises ensemble à la table de conférence, confirmant leur volonté de parvenir à un règlement juste, global et durable. »

« Les Douze attachent une signification particulière à la participation de l'Égypte. Le traité de paix entre Israël et l'Égypte a été un premier pas important. Il a montré que le respect des engagements et le courage des deux côtés pouvaient amener des résultats concrets. (...) Les Douze considèrent de la plus haute importance que les parties aient accepté le schéma de déroulement de cette conférence : négociations directes sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU en suivant deux axes : entre Israël et les Palestiniens d'une part, entre Israël et ses voisins arabes de l'autre. (...) »

« Les principes qui guideront les Douze tout au long de ce processus de négociation sont ceux qui ont depuis longtemps fixé notre position. Ils n'ont pas changé. »

« Ces principes sont les résolutions du Conseil de sécurité 242 et 338, le principe de la terre contre la paix, le droit de tous les États de la région, y compris Israël, à vivre dans des frontières sûres et reconnues, et l'expression du droit du peuple palestinien à l'autodétermination. »

« Notre position sur les questions relatives aux territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, est également bien connue. (...) A notre avis, un arrêt des implantations israéliennes dans les territoires occupés est une contribution essentielle. Une renonciation par les Arabes au boycottage commercial d'Israël en est une autre. (...) Nous espérons que les deux côtés feront maintenant preuve de retenue et qu'Israël observe les termes de la Convention de Genève (...) »

« M. Giscard d'Estaing regrette l'absence de la France à Madrid. L'ancien président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing, a jugé sur RTL, mercredi 30 octobre, « tout à fait regrettable » l'absence de la France et de la Grande-Bretagne à la conférence de paix sur le Proche-Orient. Il a souligné que, « sur les trois pays arabes concernés - la Syrie, le Liban et la Jordanie palestinienne - deux de ces pays ont été proches de la France et le troisième a été et est encore très largement d'influence britannique ». - (AFP)

## M. Moussa : «Les Arabes ne sont pas venus ici pour renoncer à leurs droits»

Selou M. Amr Moussa, ministre égyptien des affaires étrangères, a justifié le règlement du problème palestinien est une condition essentielle pour parvenir à la paix au Proche-Orient. Il a rappelé que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU qui constitue le cadre de la conférence de Madrid déclare inacceptable l'acquisition de territoires par la force, référence à l'occupation de la Cisjordanie, de Gaza, de Jérusalem-Est et des hauteurs de Golan (Syrie).

M. Amr Moussa a rappelé que son pays avait créé un précédent dans la recherche de la paix au Proche-Orient, allusion à la réconciliation égypto-israélienne à l'époque d'Anouar El Sadate.

« Les Arabes ne sont pas venus ici pour renoncer à leurs droits », a souligné Amr Moussa, qui a énuméré les conditions suivantes, nécessaires pour parvenir à un règlement de la paix :

« Les Palestiniens doivent être traités comme une nation. »

« La Cisjordanie, la bande de Gaza et les hauteurs du Golan doivent être évacuées par la résolution 242 du Conseil de sécurité qui prévoit leur rétrocession par Israël en échange de la paix. »

« Les implantations juives dans les territoires occupés, y compris Jérusalem-Est, « doivent être arrêtées car elles font obstacle à la paix ». Jérusalem doit être « libre, accessible et sacrée pour tous les fidèles de l'islam, du christianisme et du judaïsme ». Le ministre égyptien a réitéré l'appel de Jérusalem-Est (arabe) par Israël et demandé l'ouverture de négociations sur l'avenir de la ville sainte. - (AFP, Reuters)

## Un entretien avec le grand rabbin de France

«Croire à la paix, c'est prendre des risques» nous déclare M. Joseph Sitruk

M. Joseph Sitruk, grand rabbin de France, dans un entretien au Monde, exprime ses espoirs de paix au Proche-Orient et présente la Yom Hatorah, ou journée du judaïsme français, prévue dimanche 3 novembre au Bourget, dont la précédente édition avait attiré plus de 30 000 personnes.

« Madrid, l'Espagne, ce sont des noms symboliques pour le peuple juif... »

« Le choix de Madrid comme siège de la conférence de la paix au Proche-Orient me paraît en effet symbolique. Madrid, l'Espagne, c'est une histoire magnifique et tragique pour le peuple juif. L'histoire d'un âge d'or, mais aussi, il y a cinq cents ans, l'histoire d'un exil, d'une persécution, d'une inquisition. Que l'Espagne devienne aujourd'hui le terrain sur lequel, je le souhaite de tout cœur, germe la paix doit le Proche-Orient à la plus urgente des nécessités : un juste retour des choses. »

« Les juifs de France ont-ils un espoir réaliste de règlement ? »

« L'un de mes maîtres disait : « Plus que d'avoir peur de la mort, l'homme a peur de la vie ». Pour le paraphraser, j'ai envie de dire aujourd'hui que plus que d'avoir peur de la guerre, l'homme a peur de la paix. Croire à la paix, c'est faire des concessions douloureuses, prendre des risques, mais ceux-ci ne sont pas moins grands quand on choisit de croire à la guerre. »

« Je ne me prononcerais pas sur les modalités de la négociation, encore moins d'un éventuel règlement, mais le fait que le premier ministre d'Israël, M. Shamir, se soit hâté d'assister à cette conférence de Madrid montre bien tout ce que ce peuple attend de cette paix. »

« Des concessions pourraient-elles être envisagées, comme le demandent les musulmans et les chrétiens, sur le statut de Jérusalem ? »

« N'oublions pas que la seule fois dans l'histoire où les croyants des trois grandes religions monothéistes, qui font de Jérusalem leur ville sainte, ont pu y accéder facilement en pèlerinage et prier, c'est depuis que Jérusalem est sous tutelle israélienne. Depuis 1967, les chrétiens peuvent se rendre au Saint-Sépulchre et les musulmans à

la mosquée. Des incidents ont certes éclaté, mais sans aucune certitude avec ce qui se passait avant 1967. »



« Je ne pense donc pas qu'il faille placer l'affaire de Jérusalem sur un plan politique ou parler de concession territoriale ou de statut international. Le véritable débat est de s'assurer que si Jérusalem reste israélienne - et rappelons que c'est la seule ville sainte pour les juifs - elle n'en demeure pas moins une ville ouverte et tolérante. N'en faisons ni un *no man's land*, ni un *god's land*. »

### Une nouvelle «Yom Hatorah»

« Vous voulez réunir les juifs de France, dimanche prochain, pour une nouvelle Yom Hatorah. Pourquoi cette répétition, quand on se souvient des protestations que cette manifestation publique d'un réveil religieux juif avait provoquées en 1989 chez un certain nombre d'intellectuels juifs de la communauté ? »

« Cette journée du judaïsme français veut symboliser les retrouvailles de notre communauté avec ses racines, ses textes, ses valeurs. Et cette manifestation s'adresse à tous sans exclusion. Nous avions réuni, en 1989, 35 000 personnes au Bourget. Le judaïsme religieux progresse quantitativement, mais doit-il cesser de pendant des années à être marginalisé, occulté ? »

« Cela étant, je souhaite énergiquement m'écarter des dérives qui feraient penser à un quelconque « recentrage ». Mon souhait est d'être le rabbin de tous les juifs, dans la diversité de leurs opinions. Je n'ai jamais prétendu détourner le message et de la vérité. La force du judaïsme est d'être un mouvement d'idées fécond, ouvert, et je répète que cette manifestation du Bourget est destinée à tous, croyants ou non-croyants, laïques ou religieux, et ne doit être perçue comme un retour à l'orthodoxie. »

« Ce serait une lamentable erreur de croire que le judaïsme - comme sans doute les autres religions - veut revenir en arrière, comme par une sorte de nostalgie, de passivité. Le défi aujourd'hui est autrement plus difficile. Les religions se trouvent plus ou moins en concurrence avec elles-mêmes hier dans des guerres interreligieuses. Leur rôle est plutôt de dire que, en faisant l'économie de valeurs spirituelles et morales, une société s'appauvrit. Et que, à l'inverse, proposer des critères de référence morale et religieuse à une société - qui doit évidemment les enfants dans l'ignorance de ce qu'elles sont et de ce qu'elles proposent. Laissons les choisir ! »

« Etes-vous favorable à l'enseignement de la religion à l'école publique ? »

« Tout à fait. Je pense que en occultant l'enseignement religieux dans l'école publique, on a fait preuve d'intégrisme laïque. Je n'ignore pas que les religions font preuve de prosélytisme, mais je dis qu'il est aussi indigne de laisser les enfants dans l'ignorance de ce qu'elles sont et de ce qu'elles proposent. Laissons les choisir ! »

Propos recueillis par HENRI TINCO

## Les services secrets allemands avaient l'intention de fournir des chars à Israël

Une douzaine de chars de fabrication soviétique, que les services de renseignements allemands (BND) étaient sur le point de livrer à Israël, ont été découverts par hasard, mardi 29 octobre, lors de leur chargement sur un cargo israélien dans le port de Hambourg. Les véhicules, qui font partie des stocks de l'ancienne armée est-allemande, avaient été déclarés aux douanes comme « matériel agricole ».

Le ministère de la défense, qui a mis ce matériel à la disposition du BND, a déploré que celui-ci avait agi sans l'informer. La porte-parole du gouvernement, M. Norbert Scheffer, visiblement embarrassé, a précisé que le BND, pour sa part, n'avait pris connaissance de cette livraison que lundi. Il a indiqué également que les chars « ne sont absolument pas destinés à servir dans des combats militaires » et qu'il s'agissait d'un échange « habituel » pour effectuer des « tests techniques » sur des armes semblables à celles utilisées par les voisins d'Israël.

Commentant cette découverte, qui a eu lieu à la veille de la conférence de Madrid, la porte-parole du groupe parlementaire de l'opposition SPD a estimé que « le Proche-Orient a besoin de paix et non d'armes. Même dans le but de les tester ». - (AFP)

**AU SOMMAIRE DU N° 41**

**Débat**

**AZMY BISHARA**  
Quelle stratégie pour les Palestiniens ?

**GÉRAUD DE LA PRADÈLLE**  
Les résolutions du Conseil de sécurité sur la question des armements

**RICHARD FALK**  
La démocratie est morte dans le Golfe

**Rencontre**

**MIGUEL BENASAYAG, ÉDITH CHARLTON**  
Crise de la représentation, crise de la référence

**SERGE HALIMI**  
La guerre dans les médias américains

**NIDAL SABRI**  
Le financement du logement dans les territoires occupés

**Roman**

**PAULA JACQUES**  
Deborah et les anges dissipés

Le N° 30 F - Abonnement 1 an (quatre numéros) 230 F.  
Éditions (sur justification) 105 F.  
Réglement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 100.43 7)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études Sémitiques  
Diffusion : Les Éditions de Minuit - 7, rue Bernard Lamy, 75006 Paris



## DIPLOMATIE

La rencontre entre le président de la République et le chef de l'Etat soviétique à Latche

### Foie gras, bonnes manières et climat de confiance

LATCHE

de notre envoyé spécial

M. Mitterrand a montré à M. Gorbatchev ses ans, ses chères et ses livres. Il lui a fait faire, juste avant la tombée de la nuit, un petit tour de la propriété. « Ça n'est pas un palais, c'est une maison construite en 1783 par des paysans », lui a-t-il dit. « Je vous envoie. Cette maison est à la fois modesta et très belle », lui a répondu son invité. Le président français a indiqué la direction de l'océan, distant seulement de quelques kilomètres. « La plage est aussi à vous ? », a-t-il demandé. M. Gorbatchev. « Non, elle appartient à tout le monde », a précisé M. Mitterrand.

Ces propos badins ont ponctué la visite du président soviétique et de son épouse Raisa à la « baronnie » lachézienne de M. Mitterrand. M. Gorbatchev était arrivé mercredi 30 octobre à 5 heures de l'après-midi à l'aéroport de Biarritz, venant de Madrid, où il avait coprésidé, avec M. Bush, le cérémonial d'ouverture de la conférence sur la paix au Proche-Orient. M. Mitterrand l'attendait sur le tarmac, et les deux hommes ont effectué dans la même voiture le trajet, long d'une quarantaine de kilomètres, qui sépare Biarritz de Latche.

Le protocole avait été réduit au minimum pour cette courte visite : une rapide prise d'armes sur l'aéroport de Biarritz, pas de discours d'arrivée. La but de l'exercice était de permettre aux deux dirigeants, dans le cadre champêtre de la maison lachézienne du président français, de faire tranquillement le point sur les nombreux événements de ces derniers mois.

Sans

« regret »

Il ne s'étaient pas vus depuis leur petit-déjeuner londonien, le 17 juillet dernier, en marge du sommet du G 7 dans la capitale britannique. MM. Mitterrand et Gorbatchev ont eu mercredi en fin d'après-midi un entretien d'une heure et demie, dans la bibliothèque-pièce de séjour du président, aux murs blanchis à la chaux. Ils n'étaient entourés que de leurs conseillers diplomatiques respectifs, MM. Morel et Tchernakov, de leurs porte-paroles, MM. Muscatelli et Gratchev, et de leurs interprètes. Leurs épouses les ont rejointes pour le dîner, auquel figuraient foie gras et chateau yquem.

Avant de passer à table, ils ont répondu, en direct aux questions d'Antenne 2. M. Gorbatchev a été interrogé sur le « regret », exprimé dans son livre *Le Putsch*, qui vient de paraître en français aux éditions Orban, que M. Mitterrand ne l'ait pas appelé au télé-

phone à Foros, en Crimée, dans l'après-midi du 21 août, immédiatement après qu'il eut été libéré. « Je ne cherche nullement querelle à M. Mitterrand. Si c'est dans le livre, ce n'est pas moi qui l'y ai mis », a-t-il affirmé. Visiblement piqué au vif par les commentaires

encore, « un partenaire bienveillant et solide » et à la confiance que « les Etats-Unis nous aideront comme il convient ». Son « ami François Mitterrand » lui a également affirmé que la France n'allait pas changer d'attitude à son égard.



suscités par cette affaire, le président français l'a interrompu pour révéler que le « regret » en question ne figurait pas dans l'édition anglaise de son ouvrage.

Il reste que M. Bush a pu joindre M. Gorbatchev à Foros, et pas M. Mitterrand. C'est pure « malchance », a expliqué le président français. Lorsque la communication a pu être établie entre l'Elysée et Foros, M. Gorbatchev était déjà parti pour Moscou. On avance, dans l'entourage de M. Mitterrand, une explication possible. Dans l'édition anglaise, M. Gorbatchev fait part de son « regret » de n'avoir pu téléphoner à sa mère, âgée et inquiète, lors de sa séquestration en Crimée. Ce passage a été, dans la version française, pour être remplacé par la phrase incriminée. Il y a peut-être eu confusion.

Le président soviétique a-t-il perdu tout espoir dans le communisme ? M. Gorbatchev ne répond pas directement. Il était resté secrétaire général parce que cette fonction était une « structure essentielle du pouvoir » et qu'il en avait besoin pour en finir avec le « totalitarisme ». Mais « il ne pouvait plus garder de liens » avec le parti des lors que de nombreuses instances de celui-ci avaient soutenu le putsch. Cela dit, il est hostile à toute « chasse aux sorcières » contre les communistes.

M. Bush lui a-t-il accordé à Madrid la même considération que par le passé ? Le président américain s'est montré, cette fois

Le président français a été particulièrement net dans son soutien. Pour lui, il ne fait pas de doute que l'aide occidentale doit être accordée à l'Union. « Il est important que l'Union, défendue avec acharnement par M. Gorbatchev, finisse par parvenir, même si la France est prête à avoir des relations de coopération avec celles des Républiques qui le voudront », a affirmé le président français.

De la même façon, M. Mitterrand a répété que le « centre » devait exercer le commandement » en matière d'armes nucléaires, et qu'il ne pouvait être question d'une quelconque « dissension » dans un domaine aussi sensible. Le président français a rappelé à cette occasion son projet de réunion des quatre puissances détentrices d'armes nucléaires en Europe (Etats-Unis, URSS, France et Grande-Bretagne) pour examiner la situation résultant des changements récents. M. Gorbatchev lui a rendu son soutien à cette initiative.

La question de l'aide économique occidentale à l'URSS a été abordée jeudi matin, au cours d'un petit-déjeuner auquel assistait M. Leuvenegon, secrétaire général adjoint de l'Elysée. MM. Mitterrand et Gorbatchev devaient ensuite donner une conférence de presse commune avant que le président soviétique et son épouse ne s'enlèvent pour Moscou en fin de matinée.

DOMINIQUE OHOMBRES

### Les principales déclarations de M. Mitterrand et de M. Gorbatchev

Le président de la République française, M. François Mitterrand, et son homologue soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev ont répondu en direct, mercredi 30 octobre, aux questions d'Antenne 2.

S'agissant de l'attitude de la France à l'égard de l'Union soviétique, M. Gorbatchev a expliqué que « le président de la France a toujours eu beaucoup de compréhension à l'égard de ce qui se passe en Union soviétique. Nous avons reçu de la part de la France et de son président non seulement des expressions de solidarité, non seulement des mots, mais aussi des mesures et des intentions pratiques en ce qui concerne les crédits et la coopération économique ».

Revenant sur le putsch du 19 août, le numéro un soviétique a affirmé : « C'est un drame personnel pour moi qu'une bonne partie des comités du Parti, de différents niveaux, aient pris position pour les putschistes et j'ai dit, ainsi qu'une partie du comité central et du secrétariat, que dans ces conditions il était impossible, du point de vue politique et du point de vue moral, qu'il n'y ait plus de liens avec les structures communistes. Je suis contre l'unité-communisme, a-t-il ajouté, je suis contre la chasse aux sorcières, je suis pour la continuation du processus démocratique. Chacun doit faire son choix, y compris le choix idéologique et moral, dans des conditions de liberté spirituelle : qu'il entre dans celui des partis qui correspond à ses vues, à ses idées. Les communistes ont déjà parcouru un long chemin depuis le putsch. Depuis deux mois, ils ont tenu vers de nouvelles structures, ont créé un Parti socialiste, d'autres partis aussi, sur la base de ce qui unifiait dans le temps diverses tendances et courants du Parti communiste. Voilà une position ».

Le président français a expliqué quant à lui qu'il avait cherché à joindre son homologue soviétique à

la fin du putsch : « Il ne peut pas y avoir de malentendu, d'autant plus que dès le lundi matin j'avais cherché à l'atteindre, et, comme la plupart des chefs d'Etat, j'ai échoué car il fallait passer par Moscou et bien entendu on ne nous facilitait pas les communications. La malchance se limite à une demi-heure pendant laquelle M. Bush n'a pu en effet, et je m'en félicite, atteindre M. Gorbatchev et lui dire tout aussitôt sa joie de le voir libre. Dans la demi-heure qui a suivi la libération et précédé le départ très rapide de M. Gorbatchev pour Moscou, au il a repris le plein exercice de ses fonctions, je ne l'ai pas atteint, voilà à quel point se limite le débat. Je le répète, j'insiste beaucoup - c'est vous qui m'avez posé la question - personne n'a pu atteindre M. Gorbatchev pendant le moment où il était en danger ».

« Je ne crois pas que ce que vous avez dit soit dans mon livre. Je ne cherche aucunement querelle au président de la France, M. Mitterrand. Si quelque chose de ce genre est dans le livre, ce n'est pas de moi, ce n'est pas mon livre (...) » a ajouté M. Gorbatchev à propos des « regrets » qu'il aurait exprimés dans son ouvrage. M. Mitterrand : « Ce qui est tout à fait intéressant, c'est que dans le texte paru en anglais, qui est le texte initial, il n'est pas fait état de son destin. Et la France entretient avec celles qui le désirent des relations de coopération. Mais, aujourd'hui, M. Gorbatchev est président de l'Union, il représente son pays. Mais il est normal que la France, qui, je le

répète, entretient de bonnes relations avec plusieurs de la République, particulièrement avec la République de Russie, entente traitée avec les instances qualifiées et particulièrement avec un homme dans lequel elle a confiance et qui est à mes côtés ce soir ».

A propos de l'armement nucléaire soviétique, M. Gorbatchev s'est voulu rassurant en rappelant que les dernières déclarations des Républiques dans lesquelles se trouvent des missiles nucléaires stratégiques (Russie, Ukraine, Kazakhstan) sont en faveur de leur contrôle par le centre : « mais le centre sera déjà un autre centre dans les conditions de l'Union nouvelle ». Il a également estimé qu'il n'y avait pas « concurrence » entre ses déclarations en faveur d'un « marabout » en ce qui concerne les essais nucléaires et celles de M. Boris Eltsine demandant un arrêt d'un an. « Dans ce domaine, a-t-il déclaré, j'ai une position de principe, je m'en tiendrai à ce qui a été convenu avec tous les dirigeants, y compris le camarade Eltsine ». Pour sa part, M. François Mitterrand a expliqué qu'il continuait « de croire qu'il y a quand même un sens des responsabilités dans les Républiques et qu'il y en a un très fort à la tête de l'Union et qu'il ne peut pas être question de disperser les centres de commandement dans une matière aussi grave que celle de l'armement nucléaire ».

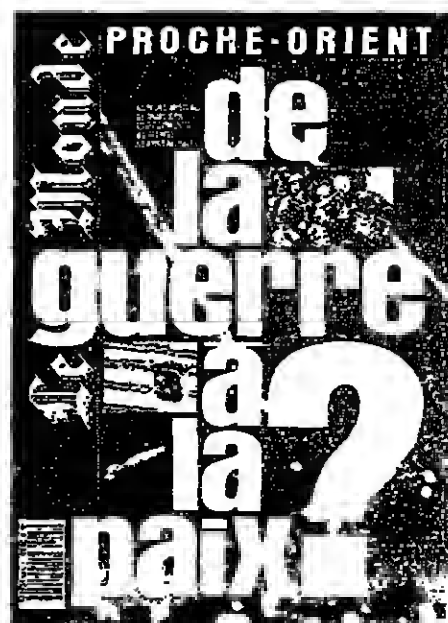
Enfin, à propos de l'absence de la France à Madrid, M. Mitterrand a affirmé : « La France et l'Europe n'ont jamais été, malheureusement, partie prenante depuis l'intrusion armée dans ce type de débat. Ce sera un progrès quand on y sera parvenu, c'est-à-dire quand l'Europe sera reconnue comme partenaire de plein droit, et nous y travaillons ; j'espère bien que ce sera le cas d'ici la fin de l'année, lorsque nous nous rencontrerons aux Pays-Bas. Quant à la France, elle a, croyez-moi, été très utile tout le long de la préparation de cette conférence, les historiens le verront un peu plus tard. »

## Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

### PROCHE-ORIENT : DE LA GUERRE A LA PAIX ?

Le Monde publie un numéro hors-série sur les grands dossiers du Proche-Orient : les incertitudes de l'après-guerre dans le Golfe, le sort des Kurdes, la situation au Liban, le conflit israélo-arabe. Outre ces points chauds, le Monde répertorie les situations à risques dans le contexte géopolitique de la région : le pétrole, l'armement, la pénurie d'eau, l'intégrisme islamique. Avec des photos qui ont fait date, de nombreux cartes en couleur, et les meilleurs dessins parus dans le quotidien. Proche-Orient : de la guerre à la Paix ? un numéro spécial du Monde pour mieux comprendre les enjeux politiques, économiques et religieux.



132 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

#### BON DE COMMANDE : PROCHE-ORIENT

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_  
PAYS \_\_\_\_\_  
FRANCE (métropole uniquement) Nombre d'ex : \_\_\_\_\_ X 50 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F  
DOM-TOM et ÉTRANGER Nombre d'ex : \_\_\_\_\_ X 55 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F  
Bulletin et règlement à retourner à :  
Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguère, 75501 PARIS CEDEX 15 - FRANCE. 1/4 LM

Accusée par Washington d'aider l'Iran

### La Chine diffère sans explication la ratification du traité de non-prolifération nucléaire

La Chine a annoncé, sans explication, jeudi 31 octobre, qu'elle différerait la ratification du traité de non-prolifération nucléaire, au moment même où Washington l'a accusée de coopérer dans ce domaine avec l'Iran.

PEKIN

de notre correspondant

La recrudescence chinoise n'a pas fait l'objet d'une grande publicité : son annonce figurait dans le compte-rendu d'une session du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire. Ce comité, après avoir « délibéré attentivement d'une proposition du Conseil d'Etat (gouvernement) d'adhérer au traité de non-prolifération nucléaire, a décidé d'en référer à des réunions ultérieures en vue d'études plus approfondies ».

La décision avait été annoncée en août au premier ministre japonais d'alors, M. Kaifu. La Chine, dernière puissance nucléaire à n'avoir pas signé le TNP après la décision française d'y adhérer,

n'avait pas donné de date pour sa ratification. Mais la décision politique paraissait avoir été prise. A en juger par l'étonnante report qui vient d'être annoncé, elle peut encore être révisée. Que s'est-il donc passé ?

Il faut vraisemblablement voir le résultat d'un durcissement américain à l'égard des pratiques chinoises en matière de ventes de technologies sensibles. Pour la première fois, un responsable du département d'Etat, M. Richard Solomon, secrétaire adjoint pour l'Asie et le Pacifique, a déclaré mercredi devant le Congrès que Washington « pense qu'il existe une forme de coopération nucléaire entre la Chine et l'Iran ».

M. Yang Shangkun à Téhéran

M. Solomon était interrogé par les sénateurs sur des révélations du *Washington Post*, accusant Pékin de vendre à Téhéran des équipements susceptibles de fabriquer la matière fissile nécessaire à la confection d'une arme nucléaire. « Il y a quelque chose là-dessous, dont nous avons parlé avec les Chinois et que nous continuerons à

suivre », s'est-il borné à dire. Il a mis l'accent sur le fait que, sur d'autres dossiers d'exportations sensibles, la Chine s'était montrée « réceptive » aux plaintes américaines, en refusant par exemple de livrer des missiles promis au Pakistan et à la Syrie.

Une partie de bras de fer plus sérieuse qu'il s'agit initialement envisagé sur l'adhésion chinoise au TNP paraît donc engagée. Elle s'est ouverte au moment même où le président chinois, M. Yang Shangkun, arrivait à Téhéran en visite officielle. Il est le premier chef d'Etat d'un pays membre du Conseil de sécurité des Nations unies à se rendre en Iran depuis la révolution islamique de 1979. Les autorités iraniennes ont démenti les informations faisant état de ventes chinoises de technologie nucléaire à Téhéran. La presse américaine, soupçonne aussi la Chine de s'être dotée d'armes biologiques. A Pékin, un diplomate occidental bien informé a déclaré mardi ne pas avoir connaissance d'éléments venant à l'appui de cette hypothèse, mais il ne l'a pas non plus explicitement écartée.

FRANCIS DERON

سكنا من لاجل



# AMÉRIQUES

## HAÏTI : la visite du chef de l'Etat légitime à Paris

## *Les impatiences du Père Jean-Bertrand Aristide*

Si certains économistes et élus font valoir que, quels que soient les risques, il n'y a plus d'autres choix, d'autres affirment que ce remède de cheval s'avérera insupportable. Pour sa part, le président russe a décidé d'envoyer à travers le monde une série d'émissaires chargés d'explicitier ses projets.

**JAN KRAUZE**

## Commentaires contradictoire

Près de quarante mille Azéris se sont rassemblés dans la ratiénée du mardi 29 octobre à la frontière turque pour participer à la première ouverture, depuis la fin de la guerre froide, d'un pont sur le fleuve Aras qui sépare l'Azerbaïdjan et la Turquie. Cette cérémonie solennelle avait été organisée par le président du Parlement du Nakhkhevan, une République autonome de l'Arménie soviétique, peuplée majoritairement d'Azéris. Après un retard de plus de cinq heures, la foule s'est impatientée et quelque dix mille personnes se sont ruées vers le pont. Dans

l'énorme bousculade qui a suivi, deux personnes ont été précipitées dans le fleuve et ont péri noyées, selon l'agence Tass. Les autorités turques affirment qu'aucun corps n'a été retrouvé. D'après le sous-préfet d'Aralik, la ville frontalière turque, « pratiquement tous les Azéris ont regagné leur pays mercredi matin ».

Par ailleurs, trois membres de la communauté arménienne du Haut Karabakh ont été tués, mardi 29 octobre, au cours de nouveaux affrontements avec des Azéris. Les incidents se sont déroulés à Stepanakert et dans la région d'Askeran. - (AFP, Reuters.)

**FINLANDE** : profitant  
du nouveau contexte politique européen

## Helsinki révisé ses relations avec Moscou

Depuis l'échec de la tentative de coup d'Etat à Moscou en août dernier, le Finlande s'efforce de vivre libre ses relations avec son grand voisin soviétique. Tout ce qui, il y a un an encore, semblait relever d'un avenir plus ou moins lointain, est aujourd'hui abordé dans les termes les plus concrets. La trêve d'amitié, d'assistance mutuelle et de coopération, signée en 1948 entre Helsinki et Moscou au sortir des deux guerres meurtrières que se étaient livrées la Finlande et l'URSS de 1939 à 1944, est ainsi appelée à devenir prochainement un souvenir historique. Le 14 octobre dernier, en effet, débuté à Moscou des négociations bilatérales visant à définir la forme que prendront à l'avenir les relations entre les deux voisins.

ni de « consultations » nécessaires entre Helsinki et Moscou en cas de danger ou de crise. Le nouvel accord sera politique - il insistera sur les relations de bon voisinage entre les deux pays - et économique.

En fait, les relations avec la République de Russie apparaissent plus importantes aux Finlandais. « La Russie est plus notre voisin que l'URSS » explique M. Ristü Penttilä, du ministère de la défense. La conclusion d'accords directs avec la Russie a été évoquée une première fois en juillet dernier à Moscou entre le président finlandais, M. Mauno Koivisto, et M. Boris Eltsine.

Une délégation russe doit se rendre à Helsinki, fin octobre, pour négocier ce qui devrait prendre la forme d'accords de caractère général, notamment commerciaux visant à développer les régions frontalières entre les deux Républiques. «*Mourmansk, Saint-Petersbourg et Arkhangelsk*», les trois principales villes de Russie et de l'URSS qui ont des frontières communes avec un pays capitaliste», dit M. Vayrynen. La Carélie, cédée à l'URSS, est aujourd'hui revendiquée par un nombre croissant de Russes nationalistes. «*Koivisto* est formel: la Carélie, «perdue en deux guerres et trois traités», ne figurera pas à l'ordre du jour des négociations.

## L'attrait de la CEE

Libérée de ce traité de 1948 qui la rendait suspecte, la Finlande pourrait ainsi rejoindre plus facilement le camp de l'Europe communautaire. Il y a quelques semaines, au plein débat sur le budget, au Parlement d'Helsinki, le ministre conservateur du Commerce extérieur, M. Pertti Salo-  
vainen, lançait haut et fort l'idée, reprise ensuite par le leader de l'opposition social-démocrate, M. Pertti Paasio, d'une demande d'adhésion à la CEE.

Les centristes (ex-agrariens) du ministre des affaires étrangères ne sont pas partagés. Prudents, ils ne veulent pas se précipiter. Ils ne veulent pas parler pour l'instant, comme le veut le chef du gouvernement, M. Esko, qui, quoiqu'il en soit, a une candidature éventuelle à la présidence de la Finlande. Mais l'idée, même chez eux, a fait beaucoup de chemin en peu de temps.

Si le président Koivisto n'a toujours pas donné officiellement son avis, il aurait laissé entendre qu'il serait pas opposé à une démarche en ce sens. De l'avis général, la demande d'adhésion de la Finlande pourrait être déposée dans la première moitié de 1992.

**FRANÇOISE NIETO**

L'exil sied de plus en plus mal au président Jean-Bertrand Aristide, le « père du peuple haïtien », reçu à Paris avec tous les honneurs dus à un chef d'Etat, mercredi 30 octobre, quatre semaines après son renversement par le général Cédras. Le président légitimement élu d'Haïti n'a pas envisagé un instant de demander l'asile politique en France, nous a-t-il déclaré, tant il paraît ne pas douter d'un retour prochain dans son pays.

major Michel François, à qui il promet un procès pour « crime contre l'humanité », seraient les promoteurs.

Le prêtre, adepte de la théologie de la libération, manifeste ses sympathies lorsque l'évêque devient lui le discours radicalisé qu'il e prononcé le 27 octobre, trois jours avant le putsch, au cours duquel il aurait, avec les ecclésiastes d'un Robespierre, invité incendier les « temples du malin » : le sudanais.

Père Lebrun (psau enflammé contre du coup) aux anciens tonnes macoutes. « Mauvaise interprétation de phrases en crêole sources de leur contexte », dit le père, qui se défend d'être jamais fait de théologie qu'un seul « outil et instrument » : la Constitution.

Il ne retire rien, en revanche, de ses propos tenus le même jour contre la bourgeoisie d'Hari.



accusée de s'être enrichie en «*exploitant et volant*» et fermement invitée à se conformer aux règles du jeu démocratique. «*Ceux qui peuvent se sentir concernés par ces discours forment une oligarchie qui a toujours utilisé l'armée pour maintenir des structures de répression, d'exploitation et d'injustice*». Tous les arguments sur une prétention dérivée autoritaire ne sont que «*pièges tendus*», poursuit-il. «*Il n'y a pas de responsabilité à la fois des dirigeants, des militaires et des citoyens*», dit-il. «*Les dirigeants ont été responsables de l'assassinat du pasteur Sylvio Claude (l'un de ses adversaires à l'élection présidentielle), en guise de provocation, juste avant le putsch*».

Le Père Aristide brûle de reprendre ses missions là où il se sont laissées (lutte contre la corruption, alphabétisation, réforme agraire et décentralisation), avec, cette fois, un gouvernement n'excluant pas les membres de la classe politique, à condition toutefois qu'ils n'aient pas cautionné ouvertement les militaires putschistes et le « gouvernement provisoire » actuel.

Sans prétendre n'avoir pas fait l'erreur, ce docteur en théologie et diplômé en psychologie ne pense pas que le cours des événements aurait été changé s'il avait ouvert plus tôt son gouvernement aux dirigeants des innombrables parties, au lieu de se contenter de choisir uniquement ses ministres parmi les intellectuels et les technocrates. « Quand nous avons vu de la corruption peser sur le pays, la tradition du coup d'Etat fait irruption », ajoute-t-il. « Et c'est le principal des maux que l'incorruptible président, âgé de trente-huit ans n'a pas réussi à combattre ». Provoiairoament, espère-t-il.

**MARTINE JACOT**

◻ CAMBODGE : libération de prisonniers politiques et de guerre. — Le gouvernement de Phnom Penh a annoncé, mercredi 30 octobre, la libération de 1 034 détenus, dont 442 détenus politiques et 483 prisonniers de guerre. D'autres libérations sont prévues, « particulièrement des prisonniers politiques », en raison de la signature, la semaine dernière à Paris, de l'accord de paix sur le Cambodge, a précisé le ministère de l'intérieur. — (Reuters, AP).

Les problèmes domestiques. Le même jour, une étude du département de l'Agriculture indiquait que 23,6 millions d'Américains ont recours aux bons d'alimentation remis par le gouvernement à l'intention des personnes touchées au moins de 1 117 dollars par mois. Plus de 3 millions de nouveaux bénéficiaires ont été recensés par rapport à l'an dernier. — (AFP).

**INDE:** grave accident de train. Au moins quarante-deux personnes sont mortes et une centaine d'autres ont été blessées lors d'un déraillement d'un train, survenu mercredi 30 octobre près de Bangalore, dans le sud de l'Inde. Onze des vingt wagons ont quitté la voie, après que la locomotive eut heurté une masse de rochers éboulés à la suite de pluies torrentielles qui affectent plusieurs Etats méridionaux, et plus spécialement le Karnataka. (AFP, Ap. Reuter).

## La proposition de cumul de M. Walesa ne suscite guère d'enthousiasme

L'idée de M. Lech Walski de cumuler les fonctions de président et de premier ministre (*Le Monde* du 31 octobre) a reçu un accueil enthousiaste dans les milieux polonois. L'ancien chef du gouvernement, M. Tadeusz Mazowiecki, leader de l'Union démocratique (UD), a réagi sous grand feu d'applaudissements : « *Si c'est moi: le temps de réfléchir calmement* », a-t-il déclaré à l'issue d'un entretien, mercredi 30 octobre, avec le chef de l'Etat.

Surprise étonnante des les commentateurs : la presse polonaise. Pour le quotidien *Gazeta*, l'idée (de M. Walski) est à première vue choquante, mais elle prend tout son sens si l'on se rappelle que, par son *faux*, comment le journal, comme *Cyfles Warszawy*, dénonce « le renforcement de l'excès de pouvoir » du chef de l'Etat, et son « rôle d'arbitre » entre le Parlement et le gouvernement.

Une panne d'ordinateurs a de nouveau retardé la publication des résultats officiels du scrutin du 27 octobre à la Chambre basse. Au Sénot, l'Union démocratique s'est assurée, avec 21 sièges sur les 100 à pourvoir, le plus grand nombre de sièges. Les autres partis se classent dans l'ordre suivant : Solidarité (11 sénateurs), Alliance du centre (POC, 9), Action catholique (WAK, 9), PSL (ex-satellite des communistes, 8), Entente des peuples (Solidaritas, 7). Le Congrès libéral démocratique fait parti de l'actuel premier ministre Jan Krzysztof Bielecki 6).

Le parti de la Social-démocratie (SLD, ex-communiste), qui a fait une percée spectaculaire à la Chambre des députés en s'adjugeant, selon des résultats partiels, 18 sièges, n'a obtenu que 4 sièges au Sénat. Le secrétaire général de cette formation, M. Leszek Miller, a déclaré que le SLD restait dans l'opposition. — (Reuters, AFP.)

**La fin  
de « l'assistance mutuelle »**

Les termes d'«omitté» et de «coopération» restent actuels. L'exclusion d'«assistance mutuelle», en revanche, a fait son temps. Il n'y a plus aucune trace, dans le nouveau texte, des clauses militaires contenues dans le traité du 1948; celles-ci pussissent encore à la Finlande d'avoir demandé l'aide du Reich en 1940 pour faire face aux Soviétiques. Il n'est plus question d'assistance militaire soviétique à la Finlande.



## La plupart des missionnaires étrangers sont décidés à rester

## La formation d'un gouvernement mixte suppose le départ du président Ratsiraka

# Un face-à-face entre deux candidats sans programme

## La formation d'un gouvernement mixte suppose le départ du président Ratsiraka

## Le chef rebelle Charles Taylor a accepté le déploiement de la Force ouest-africaine d'interposition

**PICARD**  
LIBRAIRIE INTERNATIONALE  
82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS  
REGIONALISME

*Livres neufs - Livres anciens*

**Catalogue bimestriel**

Envoi sur simple demande

**PICARD**  
LIBRAIRIE INTERNATIONALE  
82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-Sulpice

**HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS  
REGIONALISME**

*Livres neufs - Livres anciens*  
*Catalogue bimensuel*  
*Envoi sur simple demande*

**NEUBAUER**  
vous propose  
votre **106, 205, 309, 405**  
en série spéciale **CUIR**  
(intérieur complet en cuir façon sellier)

**NEUBAUER**  
vend et loue des PEUGEOT  
c'est français, nous en sommes fiers !  
29, bd des Batignolles 75008 PARIS ☎ 42 93 59 82  
227, bd. Anatole France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21







# POLITIQUE

L'examen du budget de la coopération et du développement à l'Assemblée nationale

## M<sup>me</sup> Avice : « Ne cédon pas à l'afro-pessimisme »

Le ministre de la coopération et du développement, M<sup>me</sup> Edwige Avice, a demandé, « avec regret », mercredi 30 octobre, à l'Assemblée nationale, la réserve du vote sur les crédits de son ministère. Comme l'a expliqué très clairement le porte-parole du groupe centriste, M. Jean-Paul Fuchs (Haut-Rhin), pour justifier la position du groupe, ce n'est pas le budget lui-même qui est en cause, mais « c'est d'une nouvelle définition de la politique de coopération que nous avons besoin ».

Les crédits du ministère de la coopération, d'un montant de 8,145 milliards de francs et en augmentation de 3,36 % par rapport à 1991, ne représentent, en effet, qu'une faible part, de l'ordre de 20 % de l'ensemble de l'aide apportée par la France aux pays en voie de développement, le reste provenant des ministères des affaires étrangères et surtout des finances. Chaque année, les députés se plaignent de cette

situation, qui, pour beaucoup, alimente le sentiment diffus que l'aide est souvent allouée à fonds perdus. « Il faut réorganiser notre dispositif institutionnel, redéfinir les finalités, encourager la naissance d'une coopération économique et monétaire intergouvernementale, mieux contrôler l'efficacité des fonds octroyés, valoriser l'action des organisations non gouvernementales et la coopération décentralisée, mettre en place une politique de formation et d'éducation », a souligné M. Fuchs. La nécessité d'une redéfinition de la stratégie de développement est devenue d'autant plus urgente, selon M. Richard Cazenave (RPR, Isère), que « l'Afrique doit aujourd'hui subir la concurrence d'un nouveau tiers-monde, héritier de la décolonisation de l'empire communiste ».

En réponse aux interventions de plusieurs députés socialistes, M. Pierre Victoria (Morbihan), rapporteur de la commission des

finances, et M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann (Essonnes), qui souhaitaient que l'aide soit liée aux progrès de la démocratie et au respect des droits de l'homme, le ministre de la coopération a affirmé que « le discours de la gauche [du président de la République] est appliqué dans tous ses aspects ». « Lorsque nous intervenons, nous coopérons avec le Zaire, après l'avoir réduit progressivement, nous montrons bien notre attachement à la démocratie », a déclaré M<sup>me</sup> Avice. Mais est-il juste de demander à ces pays si pauvres de réaliser en deux ou trois ans ce que nous avons mis des siècles à construire ? (...) Ne condamnons pas les pays qui n'avaient pas assez vite à notre goût, et ne décourageons pas ces pays, qui considèrent la France comme une amie, en cédant à l'afro-pessimisme ».

J.-L. S.

En démissionnant du Parti socialiste

## M. Yves Vidal veut exprimer le malaise du « député de base »

M. Yves Vidal, député (PS) des Bouches-du-Rhône, a annoncé, mercredi 30 octobre, qu'il démissionnait du Parti socialiste. Dans une lettre adressée le même jour à M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, M. Vidal constate que « les possibilités d'action d'un député de base sont réellement insuffisantes » et dénonce « la guerre des chefs » qui sévit au sein de son parti. M. Vidal a précisé qu'il avait remis son mandat de député à la disposition du PS, mais que M. Mauroy avait jugé cette décision « inopportune ». Le député des Bouches-du-Rhône s'agitera donc aux bancs des non-inscrits à l'Assemblée nationale.

Il faut savoir pour quoi faire. En 1988, on s'est battu tout seul et on a gagné », rappelle M. Vidal. Alors, ajoute-t-il amèrement, « si maintenant au PS il faut avoir une belle gueule pour être candidat... »

Quant à ses trois ans de mandat de député socialiste, M. Vidal en dresse un bilan tout aussi sévère. Les orientations du budget pour 1992 ? « Je les ai apprises à la télévision par Bérégovoy ». Le plan emploi ? « Aux journées parlementaires du PS, on nous a dit qu'on ne pouvait pas faire plus. Et quelques jours après, on lit dans les journaux que sous la pression des syndicats, le gouvernement a accordé des milliers de francs supplémentaires ». L'agriculture ? « Pendant que les députés débattaient des crédits de ce ministère, le président de la République annonçait de son côté, et sans nous en informer, un effort en faveur des agriculteurs ». La contribution sociale généralisée ? « Je me suis battu pour l'expliquer à mes électeurs, j'ai envoyé des centaines de lettres en leur disant que c'était plus juste, que c'était une bonne mesure sociale. Et trois mois plus tard on me fait voter une cotisation supplémentaire ».

### « Si ce n'est pas du suicide collectif... »

Et, si l'on fait encore un exemple de ce malaise du député de base, M. Vidal le puiserait dans la séance des questions d'actualité, le jour même de l'annonce de sa démission du PS : l'affaire de la transfusion sanguine : « En mai dernier, au cours d'une réunion de groupe, deux députés ont alerté le gouvernement sur ce sujet et lui ont demandé d'annoncer une indemnisation des victimes. Ils n'ont pas été entendus. Et il faut que ce soit en réponse à une question du président du groupe UDF que l'on apprenne que la décision d'indemnisation a enfin été prise ». Alors, soupire

M. Vidal, « si ce n'est pas du suicide collectif, je ne comprends plus... ».

M. Vidal est convaincu que bon nombre de ses collègues du parti et du groupe socialistes partagent ses réflexions et souhaitent « un changement des méthodes politiques ». L'actualité récente, marquée par la démission du maire de Clermont-Ferrand, le renforce encore dans ses convictions : « Pendant des mois, Roger Quilliot a demandé en vain à être entendu. Mais il a fallu qu'il démissionne avec fracas de son mandat de maire pour que, dans les vingt-quatre heures, il obtienne un entretien avec le président de la République, la promesse d'un rendez-vous avec le premier ministre, la visite du ministre de l'aménagement du territoire dans sa ville et des crédits supplémentaires. Est-ce que c'est cela le « Changer la vie » du Parti socialiste ? ».

Le « projet » que son parti est en train d'élaborer ne trouve pas non plus grâce à ses yeux. « Quand j'en tends parler de projet, je me hécise. Nous sommes au pouvoir. Si on a des idées et des mesures à prendre, qu'on les prenne, mais tout de suite », observe-t-il.

En quittant le PS, M. Vidal a simplement le sentiment d'abandonner une maison dont on a changé les meubles. Mais il ne veut pas renoncer à la politique et il entend bien se représenter aux élections législatives de 1993. Quant aux régionales, il ne « rejette aucune perspective qui permettrait de faire avancer des idées ». Pour l'instant, son seul souci est son prochain week-end en Camargue, à faire du cheval, « loin du 44/3, du 49/3 et des amendements dont on nous refuse la discussion ». Avec, affirme-t-il, « le sentiment d'être vraiment libre ».

PASCAL ROBERT-DIARD

Une proposition de députés de toutes tendances

## Aider les populations, non les Etats

Donner plus pour les peuples pauvres ? L'idée, a priori impopulaire en période de récession, rencontre un écho favorable auprès d'une majorité de parlementaires : 289 des 577 députés (l'ensemble des groupes RPR et PC, 81 UDF, 35 UDC, 17 non-inscrits et 3 PS). M. Jean-Michel Bologny, Jean-Pierre Luppi et M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann sont en effet signataires d'une proposition de loi en ce sens. A l'initiative de l'association Survie, cinq textes identiques, sur ce thème, ont été déposés, et un sixième — émanant des trois élus socialistes — est sur le point de l'être. La proposition vise à associer le

France, puis ses partenaires européens, à des régions pauvres vie des programmes concernant non plus les Etats — traditionnels bénéficiaires de l'aide publique — mais les populations.

Le budget consacré à ces programmes serait de 0,2 pour mille du produit intérieur brut la première année, 0,8 pour mille la deuxième et 1 pour mille la troisième. La proposition de loi inclut aussi la création d'une agence française pour la survie et le développement, administrée par des représentants des ministères concernés et des représentants des collectivités

locales.

« Le gouvernement va-t-il se décider à inscrire à l'ordre du jour de la session cette proposition de loi ? », a demandé mardi, au cours d'une conférence de presse, M. Théo Vial-Messier (PC). Réponse de M<sup>me</sup> Edwige Avice, le lendemain à l'Assemblée : « Je ne suis pas du tout hostile à ce que cette loi soit examinée au niveau interministériel ». Le ministre de la coopération a également déclaré : « Il faut changer la politique de coopération, on est tous d'accord, mais ce n'est pas facile... ».

M.-P. S.

Fonction publique

## M. Soisson promet de nouvelles négociations

A la demande de M. Jean-Pierre Soisson, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et de la modernisation administrative, l'ensemble des budgets rattachés aux services du premier ministre ont été réservés.

En voici le détail : services généraux, 4,787 milliards de francs (+1,1 % par rapport à 1991) ; journaux officiels, 728,5 millions de francs (+3,2 %) ; crédits du plan, 170,6 millions de francs (-1,3 %) ; secrétariat général de la défense nationale, 270 millions de francs (+2,9 %) ; conseil économique et social, 150,4 millions de francs (+2,7 %) ; fonction publique, 1,070 milliard de francs (+7,3 %).

Ce dernier budget ne comprend pas naturellement l'ensemble des dépenses induites par la fonction publique de l'Etat, qui sont ventilées par ministère et qui représentent au total près de 40 % du budget de l'Etat.

### Diminution des effectifs

Toutefois, après trois années successives d'augmentation, les effectifs de fonctionnaires diminuent légèrement en 1992 (-2 732 postes budgétaires), et cela en dépit des créations d'emplois dans les secteurs jugés prioritaires de l'éducation nationale (+5 711) et de la justice (+477).

Dans son intervention, le ministre de la fonction publique a précisé que, depuis la mise en œuvre de la décentralisation en 1984, le nombre de fonctionnaires d'Etat, mis à part les secteurs de l'éducation, de la police et de la justice, avait baissé de 36 000.

M. Soisson a aussi indiqué que l'accord salarial intervenu le 22 octobre ouvrait la voie à de nouvelles négociations sur les conditions de travail, la formation professionnelle, l'introduction des nouvelles technologies et la mobilité géographique et professionnelle des fonctionnaires.

J.-L. S.

Le débat sur une réforme du mode de scrutin

## L'UPF récuse « la tentative du pouvoir de rendre la France ingouvernable »

Lors d'une réunion du bureau politique de l'Union pour la France (UPF), mercredi 30 octobre, le RPR et l'UDF ont réaffirmé leur opposition absolue à tout changement de mode de scrutin pour les législatives de 1993. « L'UPF récuse formellement la tentative du pouvoir de rendre la France ingouvernable par un changement improvisé de mode de scrutin. Cette manœuvre n'a qu'un but : empêcher le peuple français d'exprimer clairement sa volonté d'alternance. L'UPF ne se préoccupe pas de cette manœuvre », indique un communiqué. Celui-ci a été adopté « à l'unanimité », a indiqué M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, en précisant que M. Bernard Péro, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, favorable à une réforme avant

1993 (le Monde du 31 octobre), était présent.

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UPF, a rappelé que les statuts de l'UPF interdisaient des alliances avec le Front national. Les déclarations renouvelées du président d'honneur du PR, M. Michel Poniatowski, en faveur d'accords avec l'extrême droite ont fait l'objet d'une mise au point du président du PR, M. Gérard Longuet. Il a demandé à ses parlementaires de « laisser au PR la responsabilité de régler ses propres problèmes », rappelant que l'UPF « peut et doit gagner sans le Front national ».

Enfin, l'UPF a protesté contre le déroulement de la discussion budgétaire à l'Assemblée, estimant que le gouvernement l'a « délibérément vidée de toute signification ».

Avant la réunion des collectifs à Paris

## Le mouvement Refondations veut aller « plus avant et plus vite »

Six mois après la publication, en avril, de leur manifeste Pour la refondation de l'avenir, les animateurs des collectifs Refondations (1) ont diffusé, mardi 29 octobre, un nouvel appel dans lequel ils estiment que « le moment commande de pousser plus avant et plus vite la construction d'une alternative ».

Ils affirment notamment : « Six mois ont passé (...). Mais la France s'enlise. Mais la France va plus mal (...). Nous parlons des trois millions de chômeurs, des agriculteurs serrés à la gorge, des infirmières en grève et maltraitées, des acteurs et des enseignants qui manifestent, des salariés qui dans toutes les professions revendiquent. Nous parlons de la protestation qui s'élargit parce que les inégalités se creusent, que l'exclusion touche désormais des millions de personnes (...). Nous parlons du désarroi, de l'amertume et parfois de la rage qui montent dans ce pays et nous évaluons la profondeur de la crise au grémement de la déshérence, à ce discours de l'exclusion et à la haine qui gagne jour après jour et rappelle celui des années 30. Et auquel on ne doit opposer ni la démagogie ni une coalition hétéroclite sans programme autre que des mots (...). Nous refusons cela. Nous disons : assez d'habiletés, assez de savoir suprême, assez de voir la politique seulement comme une succession d'échéances électorales ».

Les signataires du manifeste réuniront leurs collectifs le 30 novembre à Paris.

(1) Parmi ceux-ci figurent notamment M<sup>me</sup> Louis Azur, M<sup>me</sup> Boudin, Claude Cheysson, Charles Fiterman, Max Gallo, André Le Port, Georges Monneron, Jack Ralhe, M<sup>me</sup> Gaillet, M<sup>me</sup> Mireille Bertrand, Lydia Brovelli, Gisèle Halmi, Joëlle Kaufmann.

L'examen du livre III du code pénal

## Le Sénat renforce la répression des crimes et délits contre les biens

La majorité sénatoriale a adopté, mercredi 30 octobre, le livre III du projet de code pénal consacré à la répression des crimes et délits contre les biens et présenté par M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice. Les groupes communiste et socialiste ont voté contre.

Les sénateurs ont parcouru à grands pas l'ensemble des dispositions du livre III. Fidèle aux positions adoptées sur les livres précédents, la majorité sénatoriale a prévu l'application obligatoire d'une période de sûreté dans les cas les plus graves de vols et de destructions volontaires dangereuses, ainsi que dans les différents cas d'extorsion aggragée. De même, elle s'est déclarée favorable, contre l'avis du gouvernement, à une large application de l'interdiction de séjour et de l'interdiction du territoire français pour les étrangers coupables de infractions les plus graves pour lesquelles est d'ailleurs prévue l'application obligatoire de la période de sûreté.

La majorité sénatoriale a adopté d'autre part une disposition innovante du texte, le dispositif relatif aux immunités familiales qui précise qu'« un vol commis par une personne au préjudice de son conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant, ne peut donner lieu à des poursuites pénales que sur plainte de la victime ».

A propos de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité, les sénateurs ont adopté un amendement proposé par M. Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire-de-Belfort) qui dispose que « celui qui organise pour échapper à ses obligations la diminution fictive au réel de ses revenus » tombe également sous le coup de la loi. M. Dreyfus-Schmidt a précisé que cette disposition visait les personnes qui, avant que ne soit entamée une procédure de divorce, renoucent à faire des heures supplémentaires ou démissionnent afin de ne pas verser à leur conjoint une pension qui est fonction de leur revenu.

Au chapitre du vandalisme et des destructions, les sénateurs, sur proposition de M. Marcel Rudloff (Union cent., Bas-Rhin, rapporteur

de la commission des lois, ont voté un article additionnel sanctionnant les destructions involontaires par incendie lorsqu'elles sont provoquées par manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou les règlements. Ces destructions seront punies d'un an d'emprisonnement et de 100 000 francs d'amende. Le Sénat a aussi adopté un amendement de M. Jacques Thyraud (Rép. et ind., Loir-et-Cher) punissant de six mois d'emprisonnement et de 50 000 francs d'amende « le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins sans autorisation préalable sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain ».

Les sénateurs ont réintroduit un dispositif réprimant les menaces d'atteintes aux biens, ainsi que la sanction de la fausse information destinée à faire croire à un attentat contre les biens. Ils ont enfin adopté une série d'amendements de M. Thyraud introduisant dans le livre III les dispositions de la loi du 5 janvier 1988 concernant la fraude informatique.

GILLES PARIS

كلمة من الحزب



سكوت فيل

## SOCIÉTÉ

L'affaire de la transfusion sanguine

### Toutes les personnes contaminées par le virus du sida pourront être indemnisées

Un accord entre l'Etat et les compagnies d'assurances vient d'être conclu, qui permettra d'indemniser, selon les règles du droit commun, toutes les personnes ayant été contaminées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990 par le virus du sida après une transfusion sanguine. Cette décision concernerait cinq mille personnes environ. Elle ne s'oppose nullement aux actions judiciaires entreprises devant la juridiction pénale. Les organisations d'aide aux victimes ont donné leurs premières réactions, mais ne se sont pas encore prononcées sur le fond de ces nouvelles propositions.

L'accord entre l'Etat et les assureurs avait été conclu depuis plusieurs jours déjà, les négociations étant, pour l'essentiel, menées par le ministère des finances et l'Hôtel Matignon. Cet accord concerne toutes les personnes qui, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990 (1), ont été contaminées par le virus du sida après une transfusion sanguine (malades hémophiles ou polytransfusés). Une campagne nationale d'information devrait être lancée dans les prochains jours par voie de presse

pour expliquer dans le détail la procédure retenue. Un dossier sera adressé aux personnes qui en feront la demande dans lequel un certain nombre de renseignements seront demandés, en particulier la date de découverte de la séropositivité et celle de la transfusion sanguine. La gestion des dossiers et l'instruction des procédures d'indemnisation seront assurées par la Fédération française des compagnies d'assurance. « Les personnes concernées ne doivent pas s'inquiéter si des éléments leur manquent, souligne M. Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances. Nous ne sommes pas là dans un esprit policier. Des experts médicaux seront nommés pour retrouver, notamment dans les archives des établissements hospitaliers, les éléments qui pourraient manquer, notamment quant à la réalisation des transfusions ou des perfusions. »

Les chefs de préjudices (patrimoniaux et extrapatrimoniaux) seront ensuite établis au cas par cas. Le même dossier sera ouvert, d'après droit, à de nouvelles indemnisations en fonction de l'évolution de la situation de la victime (séropositivité, sida, décès). Les indemnisations seront proposées par une commission présidée par un magistrat à la victime — ou à

ses ayants-droit — qui pourra être assistée d'un avocat ou d'une association d'aide. On souligne auprès des assureurs, qu'il ne s'agit nullement d'une indemnisation forfaitaire, mais qu'on appliquera bien au contraire les règles du droit commun de la réparation. Selon certaines indications et compte tenu de la jurisprudence naissante sur ce sujet, les indemnisations pourront se situer dans une fourchette comprise entre 500 000 francs et 2 millions de francs. Dans le cas où la victime (ou ses ayants-droit) refuserait cette procédure ou contesterait le montant des indemnisations proposées, une action devant les juridictions civiles ou administratives pourra être entreprise ou maintenue. A l'inverse, le fait d'accepter la proposition émise par les experts médicaux ne constitue pas une reconnaissance de responsabilité. Cette procédure d'indemnisation ne concerne pas les actions entreprises devant la juridiction pénale.

#### Réactions

des associations  
« L'Etat proposera aux associations d'aide aux victimes de participer à l'élaboration du processus d'indemnisation et de proposition de l'indemnisation, notamment concernant les modalités générales

dans son colonnes le philosophe Paul Ricoeur (le Monde du 29 octobre). Il est clair qu'en l'occurrence la « communauté » française a failli.

On ne saurait pour autant méconnaître la responsabilité propre des politiques. La prudence de l'opposition, qui s'abstient de toute polémique, montre qu'elle en a conscience. Elle ne peut que, sur un tel sujet, la classe politique tout entière est mise en cause et que le rejet dont elle souffre en est accentué. M. Charles Millon, qui a lu Ricoeur, dont il n'est pas si éloigné, a su donner au débat, mercredi, la dignité nécessaire. Il y va, en effet, de l'avenir de la société française. « Quelque chose nous est confié qui est essentiellement fragile », affirme encore Paul Ricoeur. Plus que les autres, les hommes politiques sont les dépositaires de ce legs.

De ce point de vue, on peut leur faire deux reproches. L'un pour le passé, l'autre pour le présent. Pour le passé, c'est évidemment de s'en être entièrement remis aux experts dans le traitement de l'épidémie et d'avoir renoncé à faire entendre leur voix. Pour le présent, c'est de refuser d'assumer pleinement leur responsabilité.

Au moment où commencent à se poser avec acuité les terribles questions qu'aborde la bioéthique et où les grands choix politiques se croisent de plus en plus avec ce qu'on appelle les grands problèmes de société, il appartient aux dirigeants, qu'ils soient de droite ou de gauche, de tenir un discours fort pour éclairer et guider l'opinion.

THOMAS FERENCZI

### Responsabilité collective

Suite de la première page

Autres registres : l'appel à la sévérité de la justice (M<sup>me</sup> Cresson au nom du gouvernement, M. Mauroy au nom du PS); le souci d'indemniser les victimes (MM. Bianco et Bérégovoy); la volonté d'engager, par la réorganisation du système de la transfusion sanguine, que de tels drames ne se renouvelent (MM. Bianco et Durieux). Expliquer, punir, indemniser, prévenir, tels sont donc les axes de la riposte.

L'explication consiste à dire, pour l'essentiel, que si les responsables politiques ont, à l'époque, sous-estimé les risques de la contamination, c'est que les médecins eux-mêmes d'en étaient pas, pour la plupart, pleinement conscients et qu'ils n'ont pas alerté, comme ils l'auraient sans doute dû, les instances gouvernementales. Si ceux qui avaient pris la mesure du danger s'étaient adressés alors, solennellement, aux pouvoirs publics, disant aujourd'hui les dirigeants socialistes, il est certain que les décisions prises auraient été différentes.

La punition, si la justice en décide ainsi, doit atteindre ceux auxquels une responsabilité particulière est imputable en raison des fonctions qu'ils exerçaient au moment où l'affaire a pris naissance. Faut-il étendre cette responsabilité aux membres du gouvernement de 1985? Leur responsabilité

morale est assurément engagée. Seul l'examen des faits, soulèvement, pourrait établir leur responsabilité juridique.

L'indemnisation est présentée par M. Bianco comme « un devoir de solidarité nationale »; l'ampleur de la tragédie fait du dédommagement des victimes, selon le ministre des affaires sociales et de l'intégration, « une dette de la nation ». La prévention, enfin, sera assurée par la « refonte complète » du système, qui devrait être rapidement mise en route.

#### Fermer les yeux sur la maladie

Cet argumentaire est globalement inattaquable, même si, dans le détail, on peut en discuter certains aspects. Le point essentiel est qu'il repose sur l'idée, dont il faut débattre, d'une responsabilité collective dans l'erreur commise en 1985. Responsabilité du gouvernement, qui n'a pas été capable de comprendre la gravité des enjeux. Responsabilité des spécialistes, qui se sont trompés ou n'ont pas su se faire entendre. Responsabilité de la « société civile », qui n'a pas trop souvent choisi de fermer les yeux sur la maladie et de tourner le dos aux malades. « Le politique apparaît lorsque l'une communauté historique s'organise pour devenir capable de prendre des décisions collectives », déclarait récemment

### EDUCATION

Lors d'une manifestation à Paris

### Les enseignants du privé réclament la parité avec le secteur public

Les enseignants des établissements privés sous contrat ont manifesté, mercredi 30 octobre à Paris, afin de réclamer la parité de traitement avec le secteur public. Ils étaient 3 500, dont plusieurs délégations de province, notamment de l'ouest de la France, à avoir répondu à l'appel du Syndicat national de l'enseignement privé, le SNEC-CFTC. « Les enseignants du privé ont les mêmes devoirs et obligations que leurs collègues du public », a déclaré M. Arthur Patel, secrétaire général du SNEC. « Ils doivent être pareillement traités ».

Les revendications des manifestants s'articulent autour de trois axes : la formation, le recrutement et le traitement. Ils estiment que la formation initiale des professeurs de l'enseignement libre est « mise sur une voie de garage ». Les nouveaux Instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) n'ont pas leur équivalent dans le privé. Ils dénoncent la

situation de 38 000 maîtres rémunérés comme des auxiliaires, ainsi que celle des 6 500 directeurs d'école privée, « considérés comme bénévoles puisqu'ils ne perçoivent aucune indemnité et ne bénéficient d'aucune décharge ». Enfin, les manifestants réclament l'application des mesures de revalorisation de la fonction enseignante.

Les députés centristes ont affirmé leur soutien au SNEC-CFTC et appelé le gouvernement à « préserver l'avenir de l'enseignement privé ». Dans un communiqué, les parlementaires du groupe UDC ont fait part de leur crainte de voir les professeurs de l'enseignement libre « victimes d'un traitement discriminatoire ». Les manifestants ont aussi reçu l'appui du secrétaire général de la CFTC, M. Alain Delou, ainsi que de l'association de parents d'élèves du privé, l'UNAPEL.

M. A.

### PARIS

### Le préfet veut réserver cent logements pour les « squatters » du quai de la Gare

Sur les six cents appartements réhabilités au cours des trois prochaines années en Ile-de-France, dans le cadre de l'application de la loi Besson en faveur du logement des personnes défavorisées, M. Christian Sautter, préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris propose d'en réserver cent aux familles des sans-logis, pour la plupart d'origine marseillaise, qui depuis la mi-juin occupent un terrain situé 103, quai de la Gare dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, près du chalet de la Très Grande Bibliothèque (TGB). C'est ce qu'a indiqué M. Sautter, mercredi 30 octobre, à une délégation de squatters qui vivent désormais dans une situation sanitaire précaire (trois enfants ont déjà été mordus par des rats).

A la préfecture, comme à la mairie de Paris, on n'avait cessé de répéter depuis le début de cette affaire, qu'aucune priorité particulière ne serait accordée aux occupants du quai de la Gare « puisqu'ils se sont mis en position d'illégalité en plantant leurs tentes sur un terrain appartenant à la ville » (le Monde du 17 septembre). Pour sortir de l'impasse, M. Saut-

ter a indiqué aux représentants des sans-logis qu'il leur proposait un logement provisoire en attendant l'attribution définitive d'un appartement prévu par la loi Besson. Pour les cinquante-trois familles autrui domiciliées à Paris, seize d'entre elles se verront offrir un logement provisoire rue de Flan-dre, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, et vingt-huit, dans trois immeubles du boulevard Vincent Auriol (13<sup>e</sup>). Les neuf dernières, pour lesquelles aucune solution n'a encore été trouvée, s'abriteront dans des banquets de chantiers montés boulevard Berthier (17<sup>e</sup>) et quai d'Austerlitz (13<sup>e</sup>).

Les sans-logis devaient dire jeudi 31 octobre en fin de journée s'ils acceptaient ou non ces propositions. Au cours de cette réunion avec le préfet de région devait également être étudié le cas des familles venues de banlieues et présentes dans le camp : quatorze des Hauts-de-Seine, quinze de Seine-Saint-Denis, treize du Val-de-Marne, trois des Yvelines, une du Val-d'Oise et une de l'Esson-ne, soit au total quarante-sept.

J. P.

### M. Bianco annonce une « refonte complète du système »

M. Charles Millon, président du groupe UDF, avait choisi la sobriété pour poser la question la plus attendue et la plus sensible de cette séance télévisée du mercredi 30 octobre, à l'Assemblée nationale. « Il ne nous appartient pas, d nous membres de la représentation nationale, a-t-il observé en préambule, de rechercher les responsables : médecins, fonctionnaires et gouvernants. C'est à la justice, et à elle seule, de le faire. » Soucieux de déplacer le débat du terrain de la polémique à celui de la santé publique et de la responsabilité de l'Etat, M. Millon a déclaré que la vraie justice était « la reconnaissance de la dette morale de la nation vis-à-vis de ces victimes ».

C'est sur le même ton, et après avoir remercié le président du groupe UDF de s'être exprimé dans les « termes qui conviennent », que M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, a répondu au président de l'Assemblée nationale en affirmant que le gouvernement en faveur des hémophiles et des transfusés. « La nation, a-t-il dit, a envers ces personnes un devoir de solidarité et de réparation, même si rien, aucune somme d'argent, aucune aide matérielle ne pourra jamais être à

la mesure du drame. » Evoquant l'accord passé, mercredi en fin de matinée, avec les compagnies d'assurance (le Monde du 31 octobre), M. Bianco a précisé que le fonds d'indemnisation des victimes de transfusions sanguines contaminées par le virus du sida serait doté de « crédits illimités » et que « chacun pourra ainsi exercer son droit à la solidarité nationale ».

Un numéro de téléphone sera mis, « dès la semaine prochaine », à la disposition des victimes, des associations et des familles, pour les informer de la procédure à suivre. Les demandes seront examinées individuellement par une commission présidée par un magistrat et chacun aura la faculté de se faire assister par une association. M. Bianco s'est engagé à ce que les dossiers soient « traités dans les trois mois ».

Le ministre des affaires sociales a enfin annoncé la « refonte complète » du système de transfusion sanguine, « afin d'assurer un contrôle sans faille, au niveau national, tant sur la sécurité des transfusions que sur la qualité du sang et sur les décisions financières ». Les modalités de cette réforme devraient être présentées « d'ici la fin de la semaine ».

Mis en cause par « l'événement du jeudi »

### Le rapport Habibi reflétait l'état des connaissances en 1985

Dans son numéro daté 31 octobre-6 novembre, l'hebdomadaire l'événement du jeudi affirme que le rapport sur la transfusion sanguine, « l'un des principaux rapports sur lesquels Michel Garretta se fonde pour affirmer que les décisions de 1985 ont été prises avec l'accord de dizaines de spécialistes », avait « l'époque été truqué ». Selon l'hebdomadaire, l'auteur de ce rapport, le docteur Bahman Habibi (du Centre national de la transfusion sanguine) avait rajouté, lors de la rédaction finale de ce rapport, un paragraphe « contredisant royalement les recommandations formulées par les membres du groupe de travail » qui l'avait aidé à élaborer ce document. Ce paragraphe, précise encore l'hebdomadaire, ne figurait pas dans le pré-rapport qui avait été soumis à tous les experts le 14 mai lors d'une « assemblée générale », et n'a pas été soumis à la lecture des membres du groupe de travail. « Nanti de cette bénédiction tacite, le Centre national a pu continuer à distribuer ses concentrés plus que douteux », conclut l'hebdomadaire.

Ce rapport — dont à l'époque nous avions largement rendu compte dans nos colonnes, soulignant son grand intérêt (le Monde du 23-24 juin 1985) — avait été rédigé à la demande de la Commission consultative de la transfusion sanguine qui souhaitait faire connaître ses propositions, au plus tard le 20 juin 1985, quant aux moyens de résoudre « tous les problèmes posés par le sida et la transfusion et notamment vis-à-vis du test de dépistage, de la préparation des produits, des risques professionnels, de la communication à établir avec le donneur et du coût du dépistage systématique ». Trois sous-groupes de travail, comprenant trente-quatre spécialistes de diverses disciplines (virologie, épidémiologie, transfusion, etc.) avaient été créés et placés sous la responsabilité des docteurs Habibi, Courraud et Allain.

« En aucune manière, précise aujourd'hui le professeur Alain Godeau, qui faisait partie de ce

groupe de travail et qui est aujourd'hui l'un des « sages » nommés par M. Bruno Durieux au Comité d'expertise de la transfusion sanguine, il ne nous a été demandé de signer ce rapport. Nous faisons partie d'un groupe de travail chargé de donner des avis. Nous n'étions pas un groupe d'experts au sens où, par exemple, l'Organisation mondiale de la santé l'entend. C'est-à-dire que nous n'avons pas, d'une part, à rédiger collectivement ce rapport et d'autre part, d'accord à la rigueur, de le présenter. Notre rôle était d'éclairer les décideurs. Quant au fond, l'erreur ne nous a pas échappé. Ce problème : ce rapport ne faisait que poser des questions sur la meilleure manière d'activer, dans les plus brefs délais, les dérivés plasmatisques contaminés. En ce sens, les paragraphes dont il est aujourd'hui question ne me choquent pas. Ils ne font que poser le problème de la faisabilité du remplacement immédiat des produits sanguins contaminés et déjà distribués aux hémophiles. Sur ce point, je me rappelle fort bien qu'il n'existait pas de consensus entre d'une part les virologues et d'autre part les transfusés. Et encore une fois, l'analyse sur ce point, ce rapport n'a rien de décisif. »

Autre membre du groupe de travail, le professeur Jean-Claude Gluckmann (hôpital Pitié-Salpêtrière), l'un des premiers médecins à avoir dès 1983-1984 à avoir — vainement — tenté d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la gravité du sida, se souvient qu'il n'existait pas de consensus sur ce qu'il convenait de faire des produits contaminés. « Le paragraphe dont parle l'événement du jeudi, nous a-t-il expliqué, reflète bien la tension de nos discussions. » Comme le professeur Godeau, le professeur Gluckmann rappelle qu'on ne lui avait jamais demandé de signer ce rapport et que son rôle s'est borné à donner son avis sur un certain nombre de points précis.

F. N.

### SPORTS

□ RUGBY : Coupe du monde. — Avec une équipe profondément remaniée par rapport à celle qui avait été battue par les Australiens en demi-finale de la Coupe du monde de rugby, les All Blacks néo-zélandais ont gagné, mercredi 30 octobre à Cardiff (Pays de Galles), le match de classement pour la troisième place de cette compétition : les champions du monde 1987 se sont repris en s'imposant 13-6 face aux Ecossais, grâce à un essai du centre Little (80) et à trois buts de pénalité de Preston contre deux pénalités de Hastings.

□ TENNIS : Open de Paris. — Yannick Noah, Jimmy Connors et John McEnroe ont tous trois été battus, mercredi 30 octobre, lors du deuxième tour de l'Open de Paris, respectivement, par Derrick

Rostagno, Jim Courier et Goran Ivanisevic. Le Français Rodolphe Gilbert s'est incliné d'extrême justesse face à l'Américain Michael Chang. Voici les résultats du mardi 30 octobre : G. Ivanisevic (You) b. J. McEnroe (E-U), 6-4, 6-4 ; D. Rostagno (E-U) b. Y. Noah (Fra), 6-3, 6-3 ; S. Benguerel (Esp) b. W. Masar (Aut), 4-6, 6-2 ; A. Volkov (URSS) b. B. Gilbert (E-U), 6-2, 2-6, 6-3 ; O. Cam-porose (Ita) b. J. Hisek (Sui), 7-6, 4-6, 6-3 ; N. Kulli (Sue) b. D. Wheaton (E-U), 6-3, 6-3 ; P. Korda (Tch) b. J. Stoltenberg (Aut), 3-6, 7-6 ; M. Chang (E-U) b. R. Gilbert (Fra), 7-6, 7-6 ; B. Becker (All) b. H. Skoff (Aut), 6-2, 6-4 ; S. Edberg (Sue) b. T. Hogstedt (Sui), 6-0, 6-7, 6-3 ; J. Courier (E-U) b. J. Connors (E-U), 6-2, 6-3.



## SOCIÉTÉ

### DÉFENSE

Avec l'espoir d'un gros marché au Pakistan

## Dassault presse la France de commander la version du Mirage 2000 destinée à l'exportation

Les constructeurs de l'avion de combat Mirage 2000 font pression sur l'armée de l'air française pour qu'elle commande - ce qu'elle n'avait pas prévu de faire - la version destinée à l'exportation et baptisée Mirage 2000-5, dans l'espoir de les aider à vendre cet avion à des clients étrangers en lui conférant un label national. Grâce à une telle initiative, des marchés comme celui de la Finlande, de l'émirat d'Abou-Dhabi ou du Pakistan s'ouvriraient à l'appareil de Dassault, qui, pour l'instant, a du mal à s'exporter.

A la commission de la défense de l'Assemblée nationale, des industriels, notamment MM. Serge Dassault et Jean-Luc Lagardère, ont plaidé, la semaine dernière, la cause du Mirage 2000-5 en expliquant que l'achat de cet appareil par la France permettrait de rejoindre la flotte de ses avions de combat et, du même coup, de favoriser la conclusion prochaine de contrats à l'étranger. M. Jean-Michel Boucheron, le président de la commission et député PS d'Ille-et-Vilaine, a souligné, de son côté, l'« étout » que représenterait une telle acquisition.

Lors du dernier Salon aéronautique du Bourget, le premier ministre, M. Edith Cresson, avait indiqué que son gouvernement était « très attentif » à la réussite commerciale du Mirage 2000-5 à l'exportation. Par rapport aux autres versions existantes, le Mirage 2000-5, disponible en 1995, a été spécialement conçu, sur fonds privés des industriels concernés, pour le marché indien. Il a un nouveau radar (le RDV) de Thomson, des contre-mesures améliorées et il tire le dernier-od des missiles d'interception air-air (le Mica) de Matra.

A l'époque (la *Monde* du 25 juin), on avait cru comprendre que Dassault - persuadé qu'un avion qui n'a pas reçu l'approbation du client national est difficile à pister à l'extérieur - souhaitait que l'armée de l'air française commande le Mirage 2000-5 à raison de douze à quinze exemplaires pour créer à Dijon un escadron d'entraînement des pilotes étrangers.

Déjà très discutée au sein de l'armée de l'air française, une décision de ce genre pouvait à la rigueur être interprétée comme une contribution à l'exportation dès lors que tout commanditaire

étranger n'apprécie pas, en effet, de devoir essayer les pilotes en se dotant d'un avion que le client national n'a pas acheté.

Aujourd'hui, des auditions des industriels par les députés de la commission de la défense, il ressort un tout autre projet, partiellement appuyé par M. Boucheron, qui craint les « retombées » économiques et sociales catastrophiques d'un déclin - qui s'amorce tous azimuts - des exportations d'armes de la France.

A en juger par des indications de source parlementaire, que les industriels ne démentent pas, il pourrait s'agir, ni plus ni moins, de faire acquiescer à l'armée de l'air française entre quarante et cinquante Mirage 2000-5 en plusieurs tranches étalées dans le temps. A ce jour, la France a commandé, pour la mission de défense aérienne, cent soixante-buit RDM et RDJ, du nom des différents radars de Thomson qui équipent pour tirer des missiles air-air Super-530 ou Magic.

Il avait été prévu, au départ, d'acheter cent quatre-vingt-douze exemplaires de ces Mirage 2000. La commande a été bloquée définitivement à cet état-là, pour des raisons budgétaires. Vingt-quatre appareils ont été acquis, soit environ 12 % du marché français total. Les seuls commandés encore à venir sont des versions N (emport d'un missile nucléaire) et D (emport d'une charge croisière classique Apache).

### Un retard du Rafale

Si, aujourd'hui, les industriels pressent l'armée de l'air française de se doter du Mirage 2000-5, c'est parce qu'ils font valoir que leur avion retiendrait d'autant plus l'attention de clients étrangers qu'il sera en service aussi chez elle. Les Suisses, qui a tenté en juin l'offre de Dassault au profit du F-18 américain, l'a déclaré expressément. La Finlande ne l'a pas davantage envoyé dire. L'émirat d'Abou-Dhabi a indiqué, pour sa part, qu'il n'entendait pas décaler le feu client à attendre de douze à quinze exemplaires pour créer à Dijon un escadron d'entraînement des pilotes étrangers.

Mais c'est le cas, tenu secret, du Pakistan qui procure aux constructeurs des arguments nouveaux. Ce pays est de longue date un client de la France, à laquelle il a commandé, afin de tourner un

embargo des Etats-Unis en 1965 pour cause de guerre avec l'Inde, de l'ordre d'une centaine de Mirage III et Mirage 5 (la version simplifiée du prédecesseur), six avions de paroloute maritime Atlantique et des hélicoptères Puma ou Alouette. Récemment encore, le Pakistan a acheté d'occasion à l'Australie pas moins d'une cinquantaine de vieux Mirage III, après desquels il récupère des pièces de rechange pour maintenir sa flotte opérationnelle.

Avec les Pakistanais, le projet consisterait, cette fois-ci, à leur faire acquiescer du Mirage 2000 de seconde main, à partir des premiers modèles en service dans l'armée de l'air française. En échange, cette même armée de l'air française se moderniserait avec l'acquisition de quarante à cinquante Mirage 2000-5 et elle donnerait ainsi l'exemple espéré par d'autres clients étrangers.

Cette opération, qui est loin d'être conclue et sur laquelle parlementaires et industriels conservent un silence prudent, ne soulève pas l'enthousiasme de l'armée de l'air, comme en témoigne l'un des rapporteurs de la commission de la défense à l'Assemblée, M. Jean Briane, député apparenté UDC de l'Aveyron. A ses collègues, à qui il a expliqué que le projet de budget pour 1992 « marquait une rupture et non une simple transition », M. Briane a fait part de ses doutes sur la capacité financière de l'armée de l'air française d'acquiescer des Mirage 2000-5 sans que le programme Rafale en soit retardé.

Même, s'il existe de nombreux éléments communs à chacune des différentes versions du Mirage 2000 proposées sur le marché, il n'en demeure pas moins que l'armée de l'air française - avec déjà ses Mirage 2000 RDM et ses Mirage 2000 RDI de défense aérienne, avec ses Mirage 2000 B d'entraînement, ses Mirage 2000 N pour des missions nucléaires, avec ses Mirage 2000 D biploaces pour des attaques air-sol tout temps et, bientôt, avec des Mirage 2000-5 optimisés pour les interceptions multibandes - serait en charge d'une flotte très diversifiée et d'un équipement disparate qui lui créerait de délicats problèmes de logistique.

Depuis trois ans, Dassault n'a pas exporté un Mirage 2000 et Matra, qui fournit l'armement, a dû se résoudre à monter ses missiles sur des avions de conception étrangère pour pouvoir maintenir le niveau de ses ventes en 1991.

JACQUES ISNARD

### JUSTICE

Les attentats contre les foyers Sonacotra devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes

## Les idées qui tuent

La cour d'assises des Alpes-Maritimes, spécialement composée de magistrats, juges, depuis lundi 29 octobre, cinq hommes accusés d'avoir organisé plusieurs attentats en 1987 et 1988, notamment contre des foyers de travailleurs immigrés, faisant un mort et quatorze blessés. La plus grande partie des débats du mercredi 30 octobre a été consacrée aux dépositions des responsables du Parti nationaliste français et européen (PNFE). Ces responsables ont été considérés à la fois comme des témoins à charge par l'accusation et témoins à décharge par la défense.

NICE

de notre envoyé spécial

Costume bleu, chemise claire, cravate rouge, M. Claude Cornillau, président du PNFE, tend la bres droit en direction de la cour. A l'entendre, il faut avoir de bien mauvaises pensées pour imaginer qu'il a gâté ses le salut hitlérien. C'est seulement la salut du PNFE, « le salut romain, le salut européen, qui est l'apanage de la race blanche, jamais employé par une tribu nègre, ni en Asie ». Son parti est « une organisation légale, qui a existé toujours ». Très sûr de lui, il répond avec complaisance aux questions posées par l'avocat général Bernard Fart, par les avocats du MRAP et de la LICRA et par les défenseurs des cinq accusés.

Son programme ? « Lutter contre l'invasion étrangère qui nous est imposée sous l'influence du lobby mondialiste. » Et il en profite pour dire : « Le mot « invasion », Giscard l'a employé, il n'est plus tabou. » D'ailleurs, les mots ne le gênent pas. Sauf un : « Raciste ? Ou est-ce que ça veut dire ? » Et il refuse l'amalgame selon lequel il y aurait « des idées qui tuent ». Car c'est pour cela que M. Cornillau est à la barre. Deux des accusés, Gilbert Hervoechon et Nicolas Gouge, étaient membres de son parti, et l'avocat général lui pose clairement la question qui est contenue implicitement dans toutes

les interventions des partis civils et de la défense : « Quel que part du moins, ne vous sentez-vous pas moralement responsables de ce qui s'est passé ? » Sans hésitation, M. Cornillau lui répond : « Absolument pas. »

Cat le président du PNFE n'a pas d'état d'âme. Que les membres de son parti, dont il admet que « la moyenne d'âge est très basse », portent un uniforme rappelant des alibistes souvenirs ne le trouble pas. Si, lors du congrès du parti, qui s'est tenu au château de Corvair près d'Orléans les 5 et 6 novembre 1988, Gouge a fait un exposé aux explosifs, c'est seulement pour apprendre aux militants « à se prémunir » des agressions du « terrorisme rouge ». D'ailleurs, il l'avait dit aux adhérents après l'intervention de Gouge : « N'allez pas voir la moindre incitation à commettre un acte de terrorisme » : selon certains témoins, la précaution oratoire avait fait rire la salle.

### Une balade hors de l'ennemi

Mais M. Cornillau a l'aspirer tranquille, et il se réfugie derrière le non-lieu dont il a bénéficié, rendu par la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence. Un arrêt qui le comble d'aise, car, lorsque l'avocat général a énoncé que, pendant le congrès, certains intervenants aient pu dire qu'il fallait « casser du Maroc », le président du PNFE récite la formule des juges selon laquelle « cas axés verbaux » doivent être « replacés dans un contexte particulier des réactions politiques ». Et M. Cornillau ajoute, satisfait, que l'arrêt a été confirmé par la Cour de cassation.

Des deux côtés de la barre, les avocats fouillent les publications du parti. On y trouve des formules comme « la violence est une composante de la lutte politique ». Dans un procès-verbal d'interrogatoire, M. Patrick Quentin relève que M. Cornillau disait, en répondant à la police après les attentats commis contre les foyers d'immigrés : « Le PNFE ne peut pas plaindre les victimes qui, si elles

étaient restées dans leur pays au lieu d'être à notre charge, n'auraient jamais été touchées. » Mais « la président Cornillau » réplique qu'il a bénéficié d'un non-lieu. « On ne va pas refaire mon instruction. » Et il se plaint de « chasser aux sorcières ».

M. Cornillau pourrait continuer longtemps, mais le président s'inquiète et trouve qu'« on s'éloigne du dossier ». Certes, on avait déjà beaucoup parlé du PNFE avec la déposition de Serge Lacanu, secrétaire général de la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIPI). Il avait, lui aussi, fait une intervention au cours du congrès.

Selon l'accusation, il s'agissait d'indiquer aux militants comment déjouer les méthodes policières en résistant aux interrogatoires. Mais, pour M. Lacanu, c'est seulement un cours de droit ; et lui aussi a bénéficié d'un non-lieu. Prudent dans ses propos, il ne manifeste pourtant aucun regret particulier. Il n'a pas la réaction de cet autre policier membre du PNFE qui avait déclaré à l'instruction : « Si j'avais dénoncé le cours de Gouge sur les explosifs, les attentats auraient peut-être pu être évités. »

Mais il faut bien, selon la formule du président, « revenir aux accusés ». Parmi eux, Nicolas Gouge a commis des attentats parce que les foyers Sonacotra sont un repaire de drogués et de délinquants. Georges Casar et Serge Bayoni ne semblent pas avoir des idées précises et n'appartenaient pas au PNFE. Philippe Lombardo non plus, mais il lisait l'organe du parti, Tribune nationaliste que Gouge lui rapportait.

Quant à Gilbert Hervoechon, il nie toute participation aux attentats, admettant seulement avoir révisé des tracts de revendications. Pour cet homme de soixante-dix ans, « la question raciale est la clé du monde ». Et, dans un flot de paroles, il justifie un certain racisme. Mais la vieille homme se calme soudain pour expliquer son adhésion au PNFE en soupignant sur un ton las : « C'était une balade hors de mon ennui. »

MAURICE PEYROT

### RELIGIONS

## L'embellie protestante

Suite de la page 11

Elles dénonçaient également les ventes d'armes, la dictature au Chili et l'apartheid en Afrique du Sud, ou de « vœux » pour la révolution au Nicaragua et la libération en Afghanistan, les droits des Kanaks en Nouvelle-Calédonie et ceux des demandeurs d'asile en métropole. Les lieux de dissidence politique et de ressourcement biblique, comme les communautés ecclésiales de base en Amérique latine, étaient mythifiés. On construisait le Royaume de Dieu sur terre. Au nom de l'Evangile et pour ne pas laisser le terrain aux seuls marxistes, on faisait un tri rigoureux entre les oppresseurs et les opprimés. Chez les béritiers de Luther et de Calvin, l'amalgame était total entre la justice et la justification. La grâce même était devenue une frontière politique », dit le pasteur André Dumas.

Le protestantisme du début des années 90 s'est assagi. Les paroisses ne sont plus divisées comme il y a vingt ans après la publication tumultueuse d'un document engagé, *Eglise et pouvoirs*, ou comme après la crise néo-calédonienne. Trop bavard hier, la Fédération protestante de France serait presque accusée d'être trop silencieuse aujourd'hui. Et les camps de boutoir d'un Pierre-Patrick Kattenbach contre le « libéralisme théologique » ou les « opportunistes » d'Eglises (conseillers presbytéraux, synodaux, etc.) qui, dit-il, « vivent en régime d'immunité collective sous influence évangélique », arrivent presque à contre-temps.

An désenchantement pour la politique, succède en effet, chez les protestants, un réinvestissement dans le religieux. Même si la participation au culte n'a jamais été pour eux un critère décisif d'appartenance, les Eglises historiques, réformée et luthérienne, enregistrent une légère remontée de leurs pratiquants et éconistes. « L'évolution redevient positive. C'est la fin du protestantisme-peau de chagrin », dit le pasteur Jean-Pierre Monsarrat, président de l'Eglise réformée de France (quatre cent mille fidèles), citant notamment les terres de diaspora comme les pays de Loire ou le Poutou-Charente.

Les vocations de pasteurs ne manquent pas, même si un nombre plus grand qu'hier interrompé en cours de route le ministère. Les jeunes remettent le ruban pour prêcher. A Montpellier et à Paris, les facultés de théologie protestante font le plein. Les trois bugenotes réapparaissent sur les chandeliers. Les musées, comme celui de Calvin à Noyon ou celui du Désert dans les Cévennes, sont de plus en plus fréquentés. Si l'histoire était hier plutôt désertée, les protestants d'en finissent plus de commémorer leurs événements fondateurs, comme tour à tour, depuis dix ans, la Confession d'Augsbourg, la naissance de Luther et la révélation de l'Édit de Nantes.

Si l'écclésiologie et la dogmatique, Karl Barth et Bultmann, Paul Ricoeur et André Gougeon se partagent toujours les faveurs des lecteurs et des prédicateurs, les cultes sont moins compassés et « céré-



braux » qu'autrefois. Et si on se dispute encore fraternellement dans les paroisses, ce n'est plus pour le Nicaragua, mais pour le choix des recueils de chants entre les psaumes de la bonne tradition réformée ou luthérienne (*Nos cultes se chantent*) et d'autres plus baroques et proches de la liturgie catholique (*Arc-en-Ciel*).

### L'envoie des Assemblées de Dieu

La remontée de ce protestantisme « confessionnel », succédant à un protestantisme plus engagé, n'est pas étrangère à la concurrence, sur le flanc des Eglises historiques, des nouvelles dénominations baptistes, évangéliques et pentecôtistes. Le succès d'un Billy Graham, prédicateur américain qui, à Bercy en 1987, avait attiré cinq cent de suite un total de plus de cent mille personnes, n'était pas qu'un feu de paille. Les nouvelles Eglises

pentecôtistes recrutent dans les banlieues populaires, les milieux dits fragiles, migrants ou populations d'outre-mer, mais aussi chez des croyants bien insérés mais déçus par la lourdeur des Eglises institutionnelles.

Dans la ligne des « réveils » du dix-neuvième siècle, la progressivité la plus spectaculaire est celle des Assemblées de Dieu, qui seraient au nombre de trois cents en France, touchant pas loin de cent mille personnes. Elles se réunissent autour de pasteurs charismatiques, le plus souvent sans diplôme, venus de France ou de pays anglo-saxons. Comme chez les baptistes, leurs « convertis » sont baptisés par immersion à l'âge adulte. Ils évangélisent à la radio - comme l'émission « Christ vous appelle », la nuit sur RTL - ou montent des « stands bibliques » sur les marchés.

Dans leurs célébrations, ils parlent en langues, rendent grâce à « Bon Dieu », écoutent des prophé-

ties, des prêches sur le ciel et l'enfer, des prières jaillies spontanément de l'assistance. Le succès des Assemblées de Dieu vient de cette efficacité religieuse et d'un message biblique délivré à l'état pur, hors des carcans théologiques et disciplinaires des Eglises traditionnelles. Attachés aux valeurs de la famille, ils fuient comme la peste tout engagement politique. « Les gens attendent des certitudes », dit Michel Fort, pasteur de l'Assemblée de Dieu à Versailles. Or, dans les Eglises ou les partis, ils n'obtiennent pas de réponses claires.

Les Assemblées de Dieu frappent à la porte de la Fédération protestante de France. Craignant d'être confondues avec des sectes, elles espèrent y gagner un brevet de respectabilité, mais ne sont pas accueillies, loin s'en faut, les bras ouverts. Les « vieux » protestants regardent de haut ces pentecôtistes, dont ils saluent le dynamisme missionnaire, mais redoutent les dérives sectaires, leur parler en langues, leurs prétendus dons de guérison. « Le protestant est pudique », dit André Dumas. « La conversion, c'est une affaire entre Dieu et lui. Cela prend du temps et n'est jamais acquis pour toujours. »

### Espace de réflexion

Ce rééquilibrage des forces arrive à un moment où le protestantisme - huit cent mille personnes au total, soit 1,5 % de la population française - s'interroge sur son identité, sa représentativité et la capacité de ses structures à communiquer avec l'opinion. « La Fédération ne réunit pas, elle divise. Elle s'arrange le pouvoir extraordinaire, dans une société de bruit, de partisanisme et de vent, de dire ce que pense le protestantisme, sans consulter le peuple », même s'il a peu de troupes, Pierre-Patrick Kattenbach, interviewé par le *Christianisme du vingtième siècle*, exprime tout haut le malaise.

Le protestantisme des années 90

apparaît, au fond, victime de son propre succès. Les valeurs pour lesquelles il a combattu et souffert depuis quatre siècles - liberté, tolérance, individualisme, pluralisme, modernité - font désormais partie du lot commun, même s'il est toujours menacé. Si la sympathie des Français est plutôt grande à leur égard, l'image du protestantisme, selon les enquêtes d'opinion, serait plutôt molle et floue. « La paix laïque », dit Dominique Parisot, de Garnier-Parisot-Consultants, a marginalisé le protestantisme. En s'intégrant dans la société, il s'est désintégré. »

Il reste que les missions officielles de médiation, confiées par le gouvernement au pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, en Nouvelle-Calédonie, en 1988, et plus récemment entre M. Bianco et les déboutés du droit d'asile, a joué un rôle utile de « confrontation avec le réel », comme dit Jean Baubérot, sociologue et historien du protestantisme. « Nous avons vocation dans la société française, ajoute-t-il, à devenir un espace de réflexion plutôt que, comme le catholicisme, un espace magistral. »

Dans l'attente d'États généraux du protestantisme, toujours souhaités, toujours retardés et ajournés, les héritiers de la Réforme ont du pain sur la planche : poursuivre le travail engagé avec la Ligue de l'enseignement pour définir les conditions d'une « nouvelle laïcité » ; relancer le dialogue entre juifs, musulmans et chrétiens, les protestants étant sans doute les mieux placés pour servir de lien ; ancrer le protestantisme dans son rôle de « spécialiste de l'intégration », comme dit Dominique Parisot, et « grand-frère » des nouvelles minorités ; forte contrepoids, enfin, aux nouvelles formes d'affirmation du catholicisme. Bref, les protestants français ont encore de beaux jours devant eux.

HENRI TINCO

هنا في الجبل



## CULTURE

### CINÉMA

## Un roi à Hollywood

Le Festival de Pordenone a permis de réévaluer l'œuvre du prolifique Cecil B. De Mille

Le succès récent de Ciné-Mémoire à Paris l'a prouvé : il existe un engouement nouveau pour les films anciens restaurés. Cet engouement, nul n'a plus aidé à le créer que les Journées du cinéma muet de Pordenone, qui, chaque année, attirent cinq cents curistes-pélerins du monde entier dans cette petite ville du Frioul. Harpistes, organistes, pianistes, archistes de chambre ou symphoniques accompagnent des œuvres oubliées depuis longtemps et restituées dans leurs couleurs d'origine. Historiens, directeurs de cinémathèque, critiques, profitent d'une manifestation qui, à l'instar des grandes expositions de peinture, permet de faire le point sur un sujet, de réévaluer un œuvre entière, voire de changer certaines attributions.

Pour célébrer leur dixième anniversaire, les organisateurs ont vu grand en consacrant une rétrospective à « l'héritage De Mille », c'est-à-dire non seulement le fameux Cecil B. mais aussi son frère William, réalisateur plus subtil, introverti, que l'on redécouvre aujourd'hui (superbe *Miss Lulu Bett*), et des éponymes comme Paul Iribé, décorateur et costumier mais cinéaste de plein droit, comme dans *Chicago* (1928), qui annonce le film noir.

Près de soixante heures de projections en une semaine (sans compter des hommages à l'invité d'honneur, au cinéma italien, au comique oublié Lloyd Hamilton), un volume de six cents pages, une exposition sur trois étages proposant près de cinq cents documents (photos, affiches, manuscrits), tout concourait à rivaliser avec le goût du colossal propre à De Mille. C'est que le metteur en scène-producteur, tel un pharaon, avait veillé - à la différence de ses confrères des premiers temps - à préserver les traces de son règne hollywoodien. Tous ses films ont été légués aux archives d'Eastman House à Rochester, et mille deux cents boîtes de documents, trois cents volumes de coupures de presse à l'université Brigham-Young dans l'Utah.

#### Le champion du box-office

Cas unique : depuis 1914, lorsqu'il débute au cinéma avec *le Mari de l'Indienne* (*The Squaw Man*), s'installant à Hollywood, qu'il fonde quasiment avec Jesse Lasky et Samuel Goldfish (plus tard Goldwyn), jusqu'à son dernier film *les Dix Commandements* en 1956, Cecil B. De Mille n'a jamais cessé d'être sur le devant de la scène. Seul cinéaste (avec Disney) à avoir bénéficié d'une notoriété égale à celle des vedettes, il a incarné, avec ses battes, ses culottes de cheval, son autoritarisme, son goût maniaque du détail, l'image du metteur en scène pour le grand public. Et lorsque, dans *Sunset Boulevard*, la star déchu Gloria Swanson va rendre visite à un cinéaste, c'est Cecil B. De Mille qu'elle retrouve, toujours actif, sur le plateau de *Samson et*



« The Affairs of Anatol », 1921 avec de gauche à droite : Agnes Ayres, Gloria Swanson, Cecil B. De Mille et Wanda Hawley.

Dalla, lui qui l'avait révélée comme actrice en 1919 dans *l'Admirable Crichton* (*Mole and Female*).

De Mille a toujours soigné sa popularité. Ancien comédien, entrepreneur de spectacle, on le voit dans des bandes-annonces ou des films publicitaires aux côtés de ses muses-scénaristes, l'œil au viseur de la caméra, divertissant son entourage ou recevant D. W. Griffith sur le tournage du *Roi des rois*. Mais la rétrospective de ses films muets (supérieurs à son œuvre parlante) a permis de mesurer la variété de son inspiration, qui ne se résume pas, comme on l'a cru trop souvent, au sang, au sexe et à la Bible, même si son goût du grand spectacle s'est affirmé de plus en plus et a fait de lui le champion du box-office hollywoodien.

Dans les années 10, il se révèle un authentique inventeur de formes, un peintre de la misère sociale - *The Kidnapping of Rachel* (*The Whispering Chorus*), - un adaptateur intelligent d'œuvres littéraires (*Carmen*). Redécouvert à Pordenone dans une copie teintée de toute beauté avec une musique inspirée d'Adrian Johnston, *Furieuse* (*The Cheat*, 1915) est apparu comme un chef-d'œuvre d'analyse psychologique, en avance sur le cinéma expressionniste allemand, et l'on comprend l'admiration que lui porta le Paris de l'immédiat après-guerre.

Après ces audaces, De Mille intraduisait au tournant des années 20 la comédie snobistique. Après *la pluie le bon temps* (*Don't Change Your Husband*) et *l'Echange* (*Why Change Your Wife?*) sont des divertissements aimables, impeccablement interprétés. Osés pour l'époque (on y voit les premières sautes de bain, à l'écran !), ils n'en préparent pas moins, après les tentatives de l'adultère, le retour au foyer. Tout De Mille repose sur cet équilibre entre le piment de la nouveauté et un conservatisme profond.

#### Sadomasochisme

Ce respect de la norme, cette peur de la différence, lui font cacher dans son *Autobiographie* ses origines juives. Il consacre dix pages à la famille paternelle, des protestants de souche, et une ligne aux ancêtres de sa mère, des bijoutiers venus de Liverpool dont il évite avec soin de mentionner la confession. De même, son amour de l'ordre établi en fera un des partisans les plus déterminés de la chasse aux sorcières macarthystes.

Dominé par sa mère, elle-même écrivain, par une épouse plus âgée que lui et par une maîtresse à la forte personnalité, sa scénariste attitrée Jeanie MacPherson, De Mille (dont le père, auteur célèbre de Broadway, avait disparu prématurément) révèle dans ses films des pulsions sexuelles évidentes, fortement teintées de sadomasochisme (femmes traînées par les cheveux, corps fouettés), mais que la religion et la morale viennent contre-carrer. A cet égard, *le Roi des rois* (1927), son film le plus populaire, est exemplaire. Cette vie du Christ s'ouvre par une scène étonnante où Marie-Madeleine, l'ins d'un

banquet orgiaque, constate l'absence d'un de ses amants, Judas, qui l'a quittée pour un nouveau prophète inconnu...

La mégalomanie et le cynisme de De Mille se retrouvent dans une lettre à Jesse Lasky en 1921 : « Il y a plus d'attention donnée dans mes films aux costumes, aux décors, à l'histoire et à la mise en scène que dans tous les autres films réalisés aujourd'hui. Mais même si cela n'était pas vrai, c'est le rôle du département de la publicité de faire en sorte que le monde le pense. » L'œuvre de De Mille ainsi revisitée révèle un cinéaste de grand

talent, un auteur éclectique, un remarquable directeur d'acteurs, mais aussi un artiste freiné par le producteur qu'il était avant tout. Il évite soigneusement les dérapages et les excès qui font les grands films. Il n'est ni Griffith, son maître, ni Lubitsch, dont il anticipe les comédies, ni Chaplin, lui aussi producteur avisé, ni Stroheim, dont il propose une copie édulcorée. A ce gardien des tables de la loi hollywoodienne, il manquait l'audace et une vraie liberté.

MICHEL CIMENT

## Elles et eux

Trois nouvelles de Doris Lessing, quatre personnages pour une actrice étonnante

#### UN HOMME ET DEUX

FEMMES de Valérie Stroth

Martha est écrivain. Elle vit une relation amoureuse difficile avec Paul, un psychiatre. Une nuit, alors qu'ils sont au bord de la rupture, Martha, dans sa villa de Lille, replonge dans ses manuscrits de nouvelles. Il y en a trois : *Un homme et deux femmes*, *Un jour, l'autre*, un frisson de sensualité laissant percevoir le feu sous la glace. Cela se retrouve dans les quatre incarnations, les quatre visages et corps successifs et superposés de Valérie Stroth, omniprésente sans avoir pour autant éteint ses indispensables partenaires : Lambert Wilson, Patricia Dinev, Yan Epstein, Michael Varian, Julie Jézéquel, Clotilde de Beyer, Leonardo Treviglio, pour ne citer qu'eux.

JACQUES SICLIER

« Valérie Stroth n'a pas choisi par hasard ces trois nouvelles et ce n'est pas un artifice de scénario qui les relie. En se projetant dans trois personnages qui sont, ici, ses créatures littéraires, Martha tente d'élucider son rapport avec Paul, réfléchit sur l'indépendance et l'identité féminines, dans un troublant jeu de miroirs que Valérie Stroth, auteure-actrice, reprend entièrement à son compte. Qu'il y ait là-dedans un brin de narcissisme n'est pas douteux, mais il n'y a en revanche aucune complaisance dans la mise en scène, aussi éloignée de la description psychologique que de l'expressionnisme.

Anne, artiste-peintre, vient d'avoir un bébé qu'elle allaite. Pour lui, elle débauche sa peinture et son mari, Pierre, qu'elle pousse vers sa meilleure amie en se donnant l'allure d'une femme « libérée ». Freda, mariée depuis peu, reçoit chaque matin son frère dans sa chambre à coucher. Ils se livrent au lit à une communion incestueuse, affective mais sans acte sexuel. Judith, enfin, intellectuelle d'une trentaine d'années, refuse de mettre sa beauté à l'épreuve, de se plier aux règles de la séduction. Elle est « raisonnable » et secrète. Des vacances à l'île

d'Elbe et la rencontre avec un barbier italien semblent l'avoir changée. Mais c'est, en fin de compte, Martha, revenue après cette troisième nouvelle - la plus longue et la plus complexe - à la réalité, qui va changer...

Tout cela est traité en images claires et nettes, rigoureusement cadrées, épurées. Passe pourtant, ici et là, et particulièrement dans *Un jour, l'autre*, un frisson de sensualité laissant percevoir le feu sous la glace. Cela se retrouve dans les quatre incarnations, les quatre visages et corps successifs et superposés de Valérie Stroth, omniprésente sans avoir pour autant éteint ses indispensables partenaires : Lambert Wilson, Patricia Dinev, Yan Epstein, Michael Varian, Julie Jézéquel, Clotilde de Beyer, Leonardo Treviglio, pour ne citer qu'eux.

JACQUES SICLIER

## Mort du Dr Folamour

Le deuxième Festival international du film d'histoire de Pessac a disséqué le cadavre de la guerre froide

Quelque chose prend corps à Pessac, à deux pas de Bordeaux, sous les applaudissements d'un public chaque année plus nombreux : un vrai dialogue entre le cinéma, l'histoire et des spectateurs qui ne s'en laissent plus conter. Le deuxième Festival international du film d'histoire, qui s'est tenu du 23 au 27 octobre, a contribué à mettre en relief un trait culturel bien dans l'air du temps : la violation des frontières et la haine des langues de bois.

Entre des critiques de cinéma qui découvrent qu'il ne suffit plus d'épandre la science infuse de la cinéphilie, des historiens universitaires sommés d'avoir enfin à mieux lire les faits derrière les images, des réalisateurs et des vedettes questionnés sans fioritures, Pessac fait désormais courir une jolie perturbation océanique.

Cette année, ils ont tous ensemble disséqué le cadavre, déterré pour quelques jours en août dernier par les putschistes de Moscou, de cette guerre froide entre l'Est et l'Ouest qui avait virifié pendant quarante ans le dialogue des peuples, piégé les rêves et transpercé tant de consciences. Ils ont dit, bien sûr, que du côté des Balkans ou de l'Extrême-Orient ses séquences, hélas, sont bien visibles, même si le monde est enfin soulagé du poids du KGB, du pacte de Varsovie et des bombardiers à charges atomiques du Dr Folamour.

Quatre films, *le Troisième homme* de Carol Reed, *Le Livre du Kremlin* de John Huston, *les Anges de fer* de Thomas Brasch et *Moscou à New York* de Paul Mazursky, ont permis de mieux saisir cet affrontement militaire et idéologique, bloc contre bloc, du « grand schisme » qui inaugure, en 1945-1948, à sa fin, par jet d'éponge des combattants à l'étoile rouge, quelque part entre les accords d'Helsinki et la décomposition avancée de l'Empire soviétique. Et une exposition des « unes » du Monde depuis Hiroshima rappelait l'affreuse respiration des opinions publiques, angoissées par

la menace atomique et la violence des conflits périphériques, de l'Indochine ou la Corée jusqu'au Vietnam ou l'Afghanistan.

La programmation de quarante-six films majeurs, tournés de 1948 à 1990, du *Rideau de fer* de Welles à *The Confession* de Bower, a eu ses bonnes surprises. Celle notamment du *Port de la drogue* de Fuller en version d'origine, où les trafiquants étaient enfin des agents soviétiques, et de *l'Homme sur la corde raide*, un Kazan de 1952 inédit en France. Elle a surtout permis de vérifier une loi qui a régi nos imaginaires collectifs : avec son cinéma économiquement appauvri, des réalisateurs qui résistaient aux pressions stalino-brejnéviennes, ses thèmes défensifs qui exaltaient l'héroïsme de 1941-1945, l'Est n'a pas fait le poids dans la guerre des images.

Et l'histoire de ces temps froids dans les salles obscures s'est donc empli inexorablement d'espions simples ou doubles, de patrouilles perdues au-delà du « point-limite », de chasses aux sorcières, de murs infranchissables et de tortionnaires communistes obstinément sépulcraux ; Hollywood a su imposer ses thèmes et ses fantasmes.

Le cinéma européen, lui, a passablement hésité, et même résisté avec bonheur à cet affrontement par hubris interposées : Don Camillo n'a pas tout à fait baissé les bras face à Jaurès Bond. En France, notamment, l'échec d'un été savoureux, des *Exploits* de Georges Clouzot (1957) au *Silencieux* de Claude Pinoteau (1972) et au *Rouge Baiser* de Véra Belmont (1985).

Ce Festival plein de malices et de trouvailles se penchera l'an prochain, toujours en octobre, sur un thème de guerre non peu plus chaude, celui de « La femme au pouvoir », de Sémiarits à *Madame Tote* le culte. Un concours de scénaristes a déjà lancé (Festival de Pessac, rue des Poilus, 33600 Pessac, tél. : 56-46-25-43).

JEAN-PIERRE RIOUX

## Le budget du CNC pour 1992

Le Centre national du cinéma met l'accent sur la production télévisuelle et les relations internationales

Satisfait d'avoir obtenu un soutien constant du gouvernement à l'heure des restrictions budgétaires, M. Dominique Wallon, directeur général du CNC, a présenté un budget en léger progrès par rapport à 1991 : 1959,5 millions de francs (+ 6 %) constitués principalement par les taxes et prélèvements sur les billets de cinéma (434,7 millions de francs) et sur le chiffre d'affaires des chaînes de télévision (1072 millions) et les dotations du ministère de la Culture (344,9 millions).

Pour la première fois le soutien à la production audiovisuelle (60 %) est supérieur à celui dévolu aux films (40 %). Un choix qui tient compte de la contribution majoritaire des chaînes aux recettes du Centre, mais surtout de ce que les mécanismes mis en place pour le financement du cinéma fonctionnent désormais de façon satisfaisante, alors que l'au-

divisuel réclame un plus gros effort. Cet effort portera en particulier sur le documentaire de création, et sur l'incitation aux tournages en haute définition. Côté cinéma, outre la poursuite du programme intensif de sauvetage des vieux films, la priorité porte sur les « relations extérieures » (fonds de soutien aux coproductions avec les pays de l'Est, accord de coproduction avec l'Italie, contribution accrue au fonds européen Eurimage, soutien à l'exportation).

Par ailleurs, l'opération « collages-cinéma », qui intègre des projections dans le cursus scolaire, sera poursuivie, avec pour objectif de toucher tous les établissements du secondaire dans cinq ans. Enfin, des économies réalisées cette année ont permis d'affecter 20 millions de francs à l'amélioration des installations sonores des salles indépendantes.

J.-M. F.

## COMMUNICATION

### La fusion d'HDM et de Bélier donne naissance à Eurocom-France

La fusion de HDM et de Bélier, deux des filiales vedettes d'Eurocom, a été réalisée mardi 29 octobre. La direction d'Euro-RSCG, nouvelle entité créée par le « mariage » d'Eurocom (groupe Havas) et de RSCG (le Monde du 3 octobre), démontre ainsi sa volonté de regrouper des pôles publicitaires désormais concurrents et de rationaliser à la fois fonctions et activités.

Les deux agences donnent naissance à Eurocom-France, qui regroupe 1 350 salariés, dont 730 à Paris. Les salariés de Bélier ayant clairement refusé la « retraite » de licenciements prévus (*le Monde* du 30 octobre), la liste des suppressions de postes entraînées par cette fusion devrait être révélée d'ici trois semaines. Entre-

temps, la CGT, présente chez Bélier, a décidé « de maintenir la pression et de limiter la casse » au maximum. Le personnel de Bélier a saisi un expert qui doit évaluer « l'opportunité » de la fusion HDM-Bélier et ses conséquences.

Eurocom-France, qui sera désormais co-présidé par MM. Guy Chauvel (ex-HDM) et Jacques Hénoque (ex-Bélier), demeure toutefois en concurrence avec RSCG France, créée en l'état. M. Alain Godard, auparavant président du groupe HDM, devient vice-président d'Euro-RSCG tandis que M. Jacques Pitban, nommé il y a un an président du groupe Bélier après avoir été le conseiller en communication de l'Elysée, rejoint la maison-mère, Havas.

■ Ted Turner achève le producteur de dessins animés Hanna-Barbera. Turner Broadcasting a annoncé le rachat, pour 320 millions de dollars, de la société de production de dessins animés Hanna-Barbera. Ted Turner, qui contrôle déjà des chaînes câblées d'information (CNN), de cinéma (TNT) et de sport (TBS), hérite ainsi d'un stock de 3 000 demi-heures de dessins animés et de 350 films ou séries télévisées.

■ Parution d'*Action International*, consacré au marché de l'art. - *Auction International*, bimensuel consacré au marché de l'art, a paru mercredi 30 octobre. Edité par Pressinvest (filiale télévisuelle du groupe Le Nouvel Observateur) en partenariat avec *l'Annuaire des cotes*, *Auction International* (20 francs) est édité à 30 000 exemplaires et vise une diffusion de 15 000.



YVES BELEFANT « Peintre symbole », expose au moment dans le cadre des premières RIADEN (Festival international d'art contemporain et de musique classique) à la ferme du Masot à Montigny-Le Bretonneux jusqu'au 3 novembre 1991.



# CULTURE

## MUSIQUES

### Georges Brassens dix ans de discrétion

Dix ans après sa mort comment interpréter l'œuvre de l'auteur-compositeur français ?

Il y a tout juste dix ans tombait sur les téléscripteurs et les radios la nouvelle de la mort de Georges Brassens. Les années ont passé, et Brassens fut mis au Panthéon des grands hommes de la chanson, position certes privilégiée, mais enfermante au possible. En dix ans d'années certains indifférents médiatiques, ponctués d'une intégrale (147 titres, plus 29 titres posthumes enregistrés par Jean Béro et 17 titres en public extraits d'un concert donné à Cardiff en 1974, réunis dans un coffret de onze CD, aujourd'hui agrémenté d'un douzième, les Chansons de sa jeunesse, chez Phonogram) (1), ou d'événements festifs (les Journées Georges Brassens de Sète aujourd'hui épuisée), Brassens court le risque d'être fossilisé. Parfois impudiques, souvent sans surprise (lire « Le Monde Radio-télévision » daté du 13-14 octobre 1991), les commémorations ont le strict mérite de poser les interrogations. En l'occurrence, fallait-il ranger Brassens dans les chanteurs de la mémoire au rayon poésie, fallait-il souscrire au mythe au point d'en oublier de le chanter après sa mort ?

Mardi soir 29 octobre, les invités du Centre de la chanson d'expression française à l'Auditorium des Helles et les élèves d'Alice Dona à Bobino commencent d'établir chacun à sa manière un état des lieux Brassens. Les premiers en mesurant l'influence de l'auteur-compositeur sur la chanson française et étrangère, les seconds en ravivant les couleurs et la modernité de mélodies dont on a trop souvent dit qu'elles étaient quelconques, ou trop compliquées, ou trop simplistes. Dans la bouche de Génération, les dix jeunes élèves (maximum vingt-cinq ans) de l'école de spectacle d'Alice Dona, Quatre-Vingt-Quatre pour cent se colore heureusement à la brésilienne, au grand dam de ceux qui voyaient en Brassens un intouchable.

Le spectacle de Génération, avant d'arriver symboliquement à Bobino, était sorti victorieux de l'épreuve, punie dans l'ensemble, des Journées de Sète l'année passée. Depuis, Génération est passé au disque (Génération chante Brassens, chez Tiers), puis au spectacle anniversaire par la grâce de Philippe Bouvard, patron du nouveau Bobino. « C'est une combinaison de hasards. J'ai rencontré Brassens trois ans avant sa mort, explique

Alice Dona, j'ai vu en lui un être simple, sympathique, qui se fait d'être si peu interprété agaçant. J'ai donc voulu en retrouver les chansons les plus fraîches, les plus tendres, qui mêlent romantisme et humour, de façon à couper l'image d'ours de Georges Brassens. » La pari est réussi, et la veuve sauvegardée dans la majeure partie des cas. Si les Amoureux des bancs publics passent à la moulinette des synthétiseurs sans autre bonheur que celui du démantèlement, si Je m'suis fait tout p'tit s'apparente plus à un divertissement pour après-midi enfantin, il y a de bien jolies surprises où la musicalité des chansons de Georges Brassens ressort au mieux (les Passantes, Marquise). Mourir pour des idées prend ainsi des allures de comédie musicale.

Le Centre de la chanson d'expression française a misé quant à lui sur l'ampleur du phénomène Brassens sans en écarter ceux justement qui l'ont toujours chanté, tels Pierre Louk ou Valérie Anahor. Mais il a appuyé sa programmation sur la diversité des interprètes étrangers de Brassens : Graeme Allwright, qui a ouvert le feu à l'Auditorium, Paco Ibanez bien sûr, mais aussi le Néerlandais Gérard Wijn, le Russe Alexandre Aveneev, l'Allemand Wolf Biermann, l'Italien Nenni Svamps. Un grand hommage à Brassens mélodiste et joueur de mots, passé ici au redoutable cri de la traduction. Un panorama où il ne manque que les versions créoles de Sam Alpha.

VERONIQUE MORTAIGNE

(1) Les Chansons de sa jeunesse sont une petite promenade sans conséquence dans l'univers familier de Brassens, où l'on retrouve Minicé, Jean Nodain, Trench, et bien sûr, Jean Béro, Pierre Nicolas, Joël Favreau et Georges Fabel. Au total, vingt-cinq chansons à la bonne française, qui furent diffusées pour la plupart sur Radio Monte-Carlo en 1980. Brassens traverse le tout avec humour, chantant la Révolution en espagnol, et nous n'en apprenons pas plus sur son compte ni sur son art.

A lire sur Brassens : Georges Brassens, de Louis-Jean Calvet, L'Arche, 1991, 120 p., 120 F. Brassens, d'André Salicrú, Solar, 224 p., 150 photos, 150 F.

► Georges Brassens, poète européen, jusqu'au 12 décembre, à l'Auditorium du Châtelet, au Casino de Paris et au Roseau Théâtre. Reins : 42-72-28-99.

► Génération, au Casino de Paris, jusqu'au 10 novembre. Tél. : 43-27-75-75.

## ARTS

### L'ambition du nouveau Jeu de Paume

A travers une triple exposition, une idée de ce que pourrait être la nouvelle galerie nationale d'art contemporain

DUNOYER, GOBER ET RUIZ au Jeu de Paume

Un lieu, non pas de conservation, mais où l'on peut débattre des problèmes de la création contemporaine.

Alfred Jacquemont, directeur du nouveau Jeu de Paume, l'avait annoncé : après l'exposition inaugurale consacrée à Dubuffet, la nouvelle galerie nationale proposerait des contemporains moins connus, qui méritent quelque attention. Le Français Pierre Dunoyer et l'Américain Robert Gober sont de ceux-là. Le premier, qui est peintre, donne dans le genre faussement agréable et fleuri, qu'on est tenté de résumer en un mot : décoratif. Le second, qui est plutôt sculpteur, donne carrément dans le genre désagréable et grinçant comme une scie découpant un cadavre qui n'a rien d'exquis : il moule des lavabos et des jambes avec poils, bas de pantalon, chaussettes et chaussures. Le premier semble assésiner la peinture et l'autre l'être humor.

Mis à part ce semblant de connivence meurtrière (de l'art, de l'homme et du plaisir de voir), ils n'ont apparemment pas de point commun. Gober est né en 1954 dans le Connecticut, où les artistes allaient, autrefois, chercher de la belle lumière, mais vit à New-York, où il fait de moins en moins bien vivre. Depuis sa première exposition, en 1984, chez Paula Cooper, qui le suit toujours, il développe une œuvre étrange, « déplaçable », qui met franchement mal à l'aise, ne cadre pas avec l'image, il est vrai un peu dépeçée, du forisme à l'américaine, ne tient pas compte d'une iconographie capricieuse, chic et cultivée à la Schnabel, ne participe pas non plus d'un retournement dérisoire de l'objet de consommation courante dont un Jeff Koons a pu se

faire le champion. Bref, on ne sait comment s'en débarrasser.

On peut trouver dans ses éviers, lavabos et miroirs en plâtre blanc, sans robinets, placés haut, parfois à l'envers, et donc dépourvus de toute notion d'utilité, un résidu de mimétisme doublé d'une façon amusée de ne pas faire du ready-made, tout en saluant Duchamp. Il faut cependant admettre que ce ne sont là qu'accessoires, utilités, éléments d'un décor préparé pour une mise en scène, sur fond de papiers peints représentant des petits pendus et des dormeurs, ou des sexes sur fond noir. Gober, dans ses installations, vide le plancher et utilise le mur à plein : il le creuse pour y loger les siphons de lavabos, et s'en sert pour planter ses jambes hyperréalistes, sinon carrément réalistes : après Kienholz, on pense, entre autres, à Magritte.

Au Jeu de Paume, on peut regretter de ne voir que le dernier aspect de ce travail de plantation, transposition d'objets et de membres, dont le plus horrible débouche sur une vision de mollets exsangues, creux, le tout sur fond de papier peint représentant une mécanique forcée. Le

visiteur serait moins dérouter s'il était confronté à d'autres exemples plus anciens. Il comprendrait mieux la croissance inquiétante de l'œuvre de Gober, ses poils humains et ses bougies. Qu'on ne saurait dissocier d'une situation new-yorkaise, où la création se fait de plus en plus l'écho dérisoire et dramatique d'un quotidien moribond, marqué par la violence, l'indifférence, et la fréquentation des hôpitaux où les copains meurent du sida.

Après la nuit, le grand jour. On change carrément de fuseau horaire avec Pierre Dunoyer, peintre phénoménologue serin - mais oui - qui n'a en tête qu'un objectif : nous montrer ce qu'est un tableau, un vrai, quelque chose qui part de rien. Il n'en démont pas depuis quinze ans qu'il prive sa peinture de toute image, de toute attache sentimentale, de toute affliction. Que l'on croie l'affaire quelque peu dépassée, Dunoyer vous dira le contraire, utilisant, non sans courage, aujourd'hui, une terminologie heideggerienne, à laquelle on ne comprendra rien, à moins d'avoir quelques notions sur l'être et ses étants.

Et Dunoyer, qui se réfère volontiers à Chamoiseau et à Manet - son

œuvre participe d'un état d'esprit bien français - de goler tout : la surface picturale qu'il donne comme un monochrome plat, les états gestuels pris dans une glu transparente, colorée après coup. Le résultat, on le voit bien au Jeu de Paume, en vingt-quatre tableaux de 1989, tous composés à partir du même format, sur lesquels on bute. Car si on y voit d'abord quelque nouvelle mouture d'un art décoratif, on s'aperçoit vite que ces exercices de style n'ont rien d'aimable, rien de gentil, et même qu'il y a là quelque chose qui ressemble odieusement à de la peinture (ce qu'il fallait démontrer ?). Une peinture sans complaisance, où il n'y a rien de plus à voir que ce qui est donné, qui n'a pas de secret. Sinon qu'elle cache un peintre qui se fait une très haute idée de l'art et qui, au lieu de baisser les bras comme bien d'autres, a trouvé le moyen de continuer à peindre des tableaux et y trouve sans aucun doute du plaisir. Qu'on ne marche pas, à l'évidence, n'est pas son problème.

GENEVIÈVE BREERETTE

► Jeu de Paume, jardin des Tuileries, terrasse des Feuillants. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

### PRIX INTERNATIONAL UNIONE LATINA DE LITTÉRATURES ROMANES

Promu par l'Unione Latina et placé sous le patronage de la Présidence du Conseil des Ministres, du Ministère des Affaires Étrangères, de la Commission Nationale pour l'Unesco et la collaboration du Ministère du Tourisme et Spectacle et de SIAE.

#### Finalistes 1991

Augustin Buzura (Roumanie)  
José Cardoso Pires (Portugal)  
Marguerite Duras (France)  
Juan Goytisolo (Espagne)  
Jean-Marie Gustave Le Clézio (France)  
Luigi Meneghello (Italie)  
Gonzalo Torrente Ballester (Espagne)  
Luandino Vieira (Angola)

#### Jury

Stefano Rolando (Italie, Président)  
Jorge Amado (Brésil)  
Tahar Ben Jelloun (Maroc)  
Francesca Duranti (Italie)  
Carlos Fuentes (Mexique)  
Dan Haulica (Roumanie)  
Pascal Quignard (France)  
José Saramago (Portugal)  
Manuel Vazquez Montalban (Espagne)

Rome, le 5 novembre 1991  
Accademia di Spagna  
San Pietro in Montorio, 3

- GENESE DE LA CREATION à 17h00
- DISTRIBUTION DES PRIX à 18h30
- CONCERT à 19h00
- FESTIVAL DU CINEMA Du 2 au 9 novembre
- EXPOSITION DE LIVRES Du 2 au 9 novembre

Rencontre littéraire présidée par Roman Vlad avec les écrivains membres du jury

Francesca Franci (mezzo-soprano)  
Sando De Palma (pianiste)

Cinéma et littérature romane  
Cinéma Avila - Corso d'Italia 37/D

Cinéma Avila - Corso d'Italia 37/D

### VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINUTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur licitation au Palais de Justice d'EVRY (91) rue des Mazères, le Mercredi 28 Novembre 1991 à 14 h

APPARTEMENT à MASSY (Essonne)  
4, place de la Touraine

Bât. H, 1<sup>er</sup> étage, de 4 pièces principales - au sous-sol : une cave

Mise à Prix : 200 000 F  
consig. préalable pour examen de plan de coupe ou en espèces, S'ad. à la SCP BERNADEAU-PELLEGRIN-VARIN, société d'avocats, 91, route de Corbeil - MORSANG-sur-ORGE. Tél. : 69-04-44-11.

Vente sur SUBROGATION, au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 14 NOVEMBRE 1991, à 9 h 30

APPARTEMENT DE 4 P.P. à GENTILLY (94)  
7-9, rue Dedouane au rez-de-chambrée-CAVE au sous-sol

M. à P. : 100 000 F S'ad. à M. Patrick VARINOT, avocat pourvoyant 166, bis, Gde Rue NOGENT-sur-MARNE (94).

Tél. : 48-71-03-78. M. Alain EYREMAN, avocat, 11 bis, rue Portalis Paris (18<sup>e</sup>). Tél. : 45-32-22-86. M. Serge TACNET, avocat, 20, rue Jean-Jacques CHAMPEL, GRY-sur-MARNE (94). Tél. : 47-06-94-22. - Tous avocats exerçant près le T.G.I. de CRETEIL - Sur les lieux pour visiter.

Ph. D.  
L'ortel de David. - Le 4 septembre, un déséquilibré avait frappé à coups de marteau le pied de la statue de Michel-Ange, au Musée de l'Académie à Florence. Mercredi 23 octobre, David a retrouvé son ortel gauche mutilé. Les restaurateurs ont opéré la « greffe » dans le musée même. Les praticiens ont appliqué une sorte de colle faite de résine et de poussière de marbre pour rassembler les différents éclats qui avaient sauté sous les coups.

EDDY MITCHELL

LA TOTALE ! 18 DÉCEMBRE

هنا من الأصل



# SPECTACLES

JEUDI 31 OCTOBRE

## EXPOSITIONS

**Centre Georges-Pompidou**  
Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et dim. de 10 h à 18 h, sam. dim. et jours fériés de 14 h à 18 h.  
**L'ECRIT. LE SIGNE. AUTOUR DE QUELQUES DESSINS D'ARCHAÏQUES.** Galerie de la BPI. Jusqu'au 20 janvier 1992.  
**GRAFFITI ART.** Salle d'actualité BPI. Jusqu'au 6 janvier 1992.  
**MARCEL LODS.** Photographies d'architecture. Galerie du CCI. Jusqu'au 6 janvier 1992.  
**OBSERVATOIRES.** Centre d'information CCI. Jusqu'au 24 novembre.  
**LA PHOTOGRAPHIE EN MIETTES II.** Photographie mesquée. Galerie du Forum - rez-de-chaussée. Jusqu'au 3 novembre.  
**PICASSO : RIDEAU DE PARADE.** Galerie contemporaine. Jusqu'au 4 novembre.  
**LA PRESSE DES JEUNES A TRAVERS LE MONDE.** Salle d'actualité jeunesse. Jusqu'au 2 janvier 1992.  
**RECENTES ACQUISITIONS DU MUSÉE NATIONAL MODERNE.** Fond de dessins et autographes. Salle d'art graphique. Jusqu'au 1 décembre.  
**NIELE TORONI, JEAN-LUC VILMOUTH.** Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.

**Musée d'Orsay**  
1, rue de la Boétie (40-49-48-14). Mar., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.  
**CARPEAUX : ŒUVRES DE COLLECTIONS.** Musée d'Orsay. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 1 janvier 1992.  
**CRAYON. ENCRE OU TERRE CUITE.** Œuvres d'Henri Chapu (1833-1891). Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 27 janvier 1992.  
**EDVARD MUNCH PHOTOGRAPHE.** Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre.  
**GRAVURES SCANDINAVES DE LA BIBLIOTHEQUE NATIONALE.** Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 16 décembre.  
**BRUNO T. LA FRANCE.** Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.  
**LA PAYSANNE MOISSONNEUSE.** Photographies de Léon Lhermitte. Châssis Libermann - exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.  
**ARTHUR RIMBAUD (1854-1891).** Portraits, dessins, manuscrits - exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 12 janvier 1992.  
**LES VAUDOYER, UNE DYNASTIE D'ARCHITECTES.** Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 22 janvier 1992.

**Palais du Louvre**  
Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Fermé les 1 et 11 novembre.  
**ACQUISITIONS RECENTES DES SEPT DÉPARTEMENTS.** Hall Napoléon. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.  
**DESSINS DE DURER ET DE LA RENAISSANCE GERMANIQUE.** Pavillon de Flore. Entrée : 30 F (ticket d'entrée au musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.  
**LES AUTEURS ALLEMANDS DU XVIII<sup>SIÈCLE</sup>.** Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.  
**SCULPTURES ALLEMANDES DE LA FIN DU MOYEN ÂGE.** Dans les collections publiques françaises. Hall Napoléon. Entrée : 35 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 20 janvier 1992.

**Musée d'art moderne de la Ville de Paris**  
12, av. de New-York (47-23-61-27). T.J. et dim. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 20 h 30.  
**LIEUX COMMUNS. FIGURES SINGULIÈRES.** Entrée : 25 F (possibilité de bil-

let groupé : 40 F). Jusqu'au 12 janvier 1992.  
**AGNÈS MARTIN.** Entrée : 25 F (possibilité de billet groupé : 40 F). Jusqu'au 5 janvier 1992.  
**Grand Palais**  
Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower.  
**LES AMOUREUX DES DIEUX.** La peinture mythologique de Watteau à David. Galeries nationales (42-89-54-10). T.J. et dim. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.  
**GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI.** (42-89-54-10). T.J. et dim. de 10 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 3 novembre 1992.  
**GÉRICAULT.** Galeries nationales (42-89-54-10). T.J. et dim. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 37 F. Jusqu'au 6 janvier 1992.  
**JACQUES-HENRI LARTIGUE À L'ÉCOLE DU JEU.** (42-89-54-10). T.J. et dim. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 4 septembre 1992.  
**SALON D'AUTOMNE.** T.J. et dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 3 novembre 1992.  
**UN ÂGE D'OR DES ARTS DÉCORATIFS (1814-1848).** Galeries nationales (42-89-54-10). T.J. et dim. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 34 F. Jusqu'au 30 décembre.

**MUSÉES**  
**L'ATELIER D'ARY SCHEFFER.** Musée de la vie romantique - maison Renan-Scheffer, 16, rue Chapuis (43-74-95-38). T.J. et dim. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 18 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.  
**BAGATELLE À L'ÉPOQUE DE LORO HERTFORD ET DE RICHARD WALLACE.** Photographies de Charles Marville. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et dim. de 10 h à 17 h 40, jeudi jusqu'à 22 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.  
**GIOVANNI SOLDINI.** Musée Marmottin, 2, rue Louis-Boilly (42-24-07-02). T.J. et dim. de 10 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.  
**BRONZES SOUVERAINS ET HINDOUS.** Musée de l'Antiquité Ceylan, CHÈS-ŒUVRES OÙ MUSÉES DU SRI LANKA. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.J. et dim. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 16 décembre 1992.  
**CINQ ANS D'ACQUISITIONS.** Maison de Balzac, 47, rue Raynouard (42-24-56-38). T.J. et dim. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 12 janvier 1992.  
**D'UNE MAIN FORTE.** Manuscrits hébreux des collections françaises. Bibliothèque nationale, galerie Matisse, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 15 janvier 1992.  
**DE PRÈS COMME LOIN.** Palais de la découverte, salles 50, av. Franklin-Roosevelt (43-59-18-21). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 mars 1992.  
**DES VESSIES ET DES LANTERNES.** Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 novembre 1992.

**DESIGN DES MATÉRIAUX PLASTIQUES TECHNIQUES.** Palais de la découverte, salle 54, av. Franklin-Roosevelt, salle 54, av. Franklin-Roosevelt, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 29 mars 1992.  
**PIERRE DUNOYER, ROBERT OGBER, RAUL RUZ.** L'EXPLORATION DES MAURES. Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde (42-60-69-69). T.J. et dim. de 10 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.  
**EN BATEAU.** 150 ans de photographies de bateaux, activités navales et vie maritime. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 5 novembre 1992.  
**YOLLA KOTLAREK.** Réalta du noir. Carré des Arts, par le jardin de Vincennes (43-85-73-52). T.J. et dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 décembre.  
**CHARLES MATTON.** Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 3 novembre.  
**LOUIS MOULIET.** Centre culturel suisse, 38, rue de Valenciennes-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et dim. de 10 h à 14 h 15. Jusqu'au 10 novembre.  
**LES PARIS-PAIS.** FRANÇOIS SCHEIN. Espace Electra, 6, rue de la Chapelle (45-54-10-03). T.J. et dim. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.  
**PEINTRES CONTEMPORAINS DU BANGLADESH.** Autres sources, autres regards. Espace Electra, 6, rue de la Chapelle (45-54-10-03). T.J. et dim. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.  
**MAURICE ROCHER.** Femmes et visages. Chapelle de la Sorbonne, 5 bis, rue des Hautes-Écoles (48-57-60-81). Jusqu'au 26 novembre.  
**RICHARD LONG.** Galerie Gilles-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 9 novembre.  
**HECTOR MAC DONNELL.** Galerie de la Sorbonne, 5 bis, rue des Hautes-Écoles (48-57-60-81). Jusqu'au 26 novembre.  
**RICARDO LONG.** Galerie Gilles-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 9 novembre.  
**ANDRÉ MASSON.** Œuvres pour le théâtre. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 30 novembre.  
**MATEU.** Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix (48-04-84-84). Jusqu'au 17 novembre.  
**JACQUES MATHOT.** Galerie Georges Lacroix, 42, rue Beaubeurg (42-72-71-44-50). Jusqu'au 30 novembre.  
**PATRICIA MONTIEL.** Galerie Présence II, 17-19, rue de Lappe (48-29-95-55). Du 5 novembre au 9 décembre.  
**VIK MUNIZ.** Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Jusqu'au 30 novembre.  
**MAURICE ROCHER.** Femmes et visages. Chapelle de la Sorbonne, 5 bis, rue des Hautes-Écoles (48-57-60-81). Jusqu'au 26 novembre.  
**RICARDO LONG.** Galerie Gilles-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 9 novembre.  
**ANDRÉ MASSON.** Œuvres pour le théâtre. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 30 novembre.  
**MATEU.** Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix (48-04-84-84). Jusqu'au 17 novembre.  
**JACQUES MATHOT.** Galerie Georges Lacroix, 42, rue Beaubeurg (42-72-71-44-50). Jusqu'au 30 novembre.  
**PATRICIA MONTIEL.** Galerie Présence II, 17-19, rue de Lappe (48-29-95-55). Du 5 novembre au 9 décembre.  
**VIK MUNIZ.** Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Jusqu'au 30 novembre.  
**MAURICE ROCHER.** Femmes et visages. Chapelle de la Sorbonne, 5 bis, rue des Hautes-Écoles (48-57-60-81). Jusqu'au 26 novembre.  
**RICARDO LONG.** Galerie Gilles-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 9 novembre.  
**ANDRÉ MASSON.** Œuvres pour le théâtre. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 30 novembre.  
**MATEU.** Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix (48-04-84-84). Jusqu'au 17 novembre.  
**JACQUES MATHOT.** Galerie Georges Lacroix, 42, rue Beaubeurg (42-72-71-44-50). Jusqu'au 30 novembre.  
**PATRICIA MONTIEL.** Galerie Présence II, 17-19, rue de Lappe (48-29-95-55). Du 5 novembre au 9 décembre.  
**VIK MUNIZ.** Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Jusqu'au 30 novembre.  
**MAURICE ROCHER.** Femmes et visages. Chapelle de la Sorbonne, 5 bis, rue des Hautes-Écoles (48-57-60-81). Jusqu'au 26 novembre.  
**RICARDO LONG.** Galerie Gilles-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 9 novembre.  
**ANDRÉ MASSON.** Œuvres pour le théâtre. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 30 novembre.  
**MATEU.** Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix (48-04-84-84). Jusqu'au 17 novembre.  
**JACQUES MATHOT.** Galerie Georges Lacroix, 42, rue Beaubeurg (42-72-71-44-50). Jusqu'au 30 novembre.  
**PATRICIA MONTIEL.** Galerie Présence II, 17-19, rue de Lappe (48-29-95-55). Du 5 novembre au 9 décembre.  
**VIK MUNIZ.** Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Jusqu'au 30 novembre.

**KILIMS D'ANATOLIE. UN ART MILÉNAIRE.** Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et dim. de 13 h à 20 h, visite-conf. T.J. et dim. de 13 h à 20 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 23 novembre.  
**YOLLA KOTLAREK.** Réalta du noir. Carré des Arts, par le jardin de Vincennes (43-85-73-52). T.J. et dim. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 décembre.  
**CHARLES MATTON.** Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 3 novembre.  
**LOUIS MOULIET.** Centre culturel suisse, 38, rue de Valenciennes-Bourgeois (42-71-44-50). T.J. et dim. de 10 h à 14 h 15. Jusqu'au 10 novembre.  
**LES PARIS-PAIS.** FRANÇOIS SCHEIN. Espace Electra, 6, rue de la Chapelle (45-54-10-03). T.J. et dim. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.  
**PEINTRES CONTEMPORAINS DU BANGLADESH.** Autres sources, autres regards. Espace Electra, 6, rue de la Chapelle (45-54-10-03). T.J. et dim. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.  
**MAURICE ROCHER.** Femmes et visages. Chapelle de la Sorbonne, 5 bis, rue des Hautes-Écoles (48-57-60-81). Jusqu'au 26 novembre.  
**RICHARD LONG.** Galerie Gilles-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 9 novembre.  
**ANDRÉ MASSON.** Œuvres pour le théâtre. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 30 novembre.  
**MATEU.** Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix (48-04-84-84). Jusqu'au 17 novembre.  
**JACQUES MATHOT.** Galerie Georges Lacroix, 42, rue Beaubeurg (42-72-71-44-50). Jusqu'au 30 novembre.  
**PATRICIA MONTIEL.** Galerie Présence II, 17-19, rue de Lappe (48-29-95-55). Du 5 novembre au 9 décembre.  
**VIK MUNIZ.** Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Jusqu'au 30 novembre.  
**MAURICE ROCHER.** Femmes et visages. Chapelle de la Sorbonne, 5 bis, rue des Hautes-Écoles (48-57-60-81). Jusqu'au 26 novembre.  
**RICARDO LONG.** Galerie Gilles-Peyroulet, 18, rue Keller (48-07-04-41). Jusqu'au 9 novembre.  
**ANDRÉ MASSON.** Œuvres pour le théâtre. Galerie Proscenium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 30 novembre.  
**MATEU.** Galerie Pascal Gabart, 80, rue Quincampoix (48-04-84-84). Jusqu'au 17 novembre.  
**JACQUES MATHOT.** Galerie Georges Lacroix, 42, rue Beaubeurg (42-72-71-44-50). Jusqu'au 30 novembre.  
**PATRICIA MONTIEL.** Galerie Présence II, 17-19, rue de Lappe (48-29-95-55). Du 5 novembre au 9 décembre.  
**VIK MUNIZ.** Galerie Claudine Papillon, 59, rue de Turenne (40-29-98-80). Jusqu'au 30 novembre.

**MARINA ABRAMOVIC.** Galerie Enrico Navarra, 75, rue du Faubourg-Saint-Martin (48-27-45-68). Jusqu'au 29 novembre.  
**AOAMI.** Galerie K, 16, rue Guénégaud (42-26-15-41). Jusqu'au 9 novembre.  
**GALERIE PRAZAN FLOUSSI.** 25, rue Guénégaud (46-34-71-51). Jusqu'au 9 novembre.  
**EVA AEPPLI ET JEAN TINGUELY.** Galerie Beauvoir, nouvel espace, 3, rue Pierre-Land (48-04-34-40). Jusqu'au 30 novembre.  
**EN BOITES.** Les humoristes L'ART. Galerie satirique Martine Molan, 8, galerie Vivienne (42-97-46-65). Jusqu'au 18 novembre.  
**LAURENT BAUDE.** Métaformes. Galerie Jean-Gabriel, 25, rue de la Chapelle (42-78-14-60). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 novembre.  
**BERLIN.** PARIS BAR. Galerie Artcurial, 8, av. Montaigne (42-99-18-18). Jusqu'au 9 novembre.  
**ALAIN BERTINI.** Galerie Thorigny, 13, rue de Thorigny (48-87-60-65). Jusqu'au 5 novembre.  
**FREDERIC BLEUET.** Galerie Christine Margot de Vasselot, 14, rue Charlot (42-78-21-03). Jusqu'au 20 novembre.  
**BERNARD GORGEAUD.** Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-03). Jusqu'au 30 novembre.  
**DIDIER.** Galerie Guy de la Chapelle, 12, rue Vieille-du-Temple (42-72-82-25). Jusqu'au 18 novembre.  
**PIERRE-MARIE BRISSON.** Galerie Lise et Henri de Monthion, 4, rue du Parc (42-72-82-25). Jusqu'au 18 novembre.  
**BÉTHY.** Galerie Franck Benoit Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 30 novembre.  
**PATRICK GALLIÈRE.** Galerie Bernard Jordan, 52, rue de la Chapelle (42-72-39-84). Jusqu'au 8 novembre.  
**ALAIN CAMPOS.** Galerie Procourt, 35, rue Léon (42-62-44-84). Du 4 novembre au 21 décembre. / Galerie Herve, 23, rue Beaubeurg - passage des Minétières (42-77-27-81). Jusqu'au 9 novembre.  
**CHU TEH CHUN.** Galerie Patricia Triguero, 4, avenue Beaux-Arts (43-34-16-01). Jusqu'au 18 novembre.  
**FRANÇOIS CLEMENTE.** Galerie Daniel Temple, 4, avenue Marceau (47-20-15-02). Jusqu'au 30 novembre.  
**LEONARDO CREMONINI.** Galerie Claude Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts (43-26-07-07). Jusqu'au 23 novembre.  
**JEAN DESMIER.** Galerie Anne Robin, 18, rue Charlot (43-57-22-85). Jusqu'au 7 décembre.  
**MARC DEVADE.** Galerie Jacques Baily, 38, avenue Matignon (43-59-09-18). Jusqu'au 10 novembre.  
**YANN DUGAIN.** Galerie Barcovy-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Jusqu'au 23 novembre.  
**VIRGINIA DWAN.** New York, les années 60 et 70. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 14 décembre.  
**EXPOSITION DE PEINTURE PAR TEMPS DE CRISE.** Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 16 novembre.  
**CLAIRE FEUILLET.** Galerie Peinture Claire, 28, rue de Bourgogne (45-51-00-85). Jusqu'au 16 novembre.  
**YOLANDE FIEVRE.** Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 16 novembre.  
**FOUGERON.** Rugby. Galerie Jean-Jacques Dutko, 5, rue Bonaparte (43-26-36-13). Jusqu'au 16 décembre. / Galerie Ariette Gimenez, 12, rue Mazartine (46-34-71-80). Jusqu'au 16 décembre.

**CENTRES CULTURELS**  
**80 PLASTICIENS.** Cité internationale des arts, 1, rue de l'Hôtel-de-Ville (42-78-71-72). T.J. et dim. de 13 h à 18 h. Du 5 novembre au 30 novembre. / Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Du 5 novembre au 30 novembre.  
**LA BAGARRE D'AUSTERLITZ.** 25 ARTISTES AUTOUR DE GEORGES BOUDAILLE. Gare d'Austerlitz, grande verrière. T.J. et dim. de 14 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 4 novembre.  
**SORDERIE, FLEURY, LORAY, LUMA, BERNARD TRAN ET HÉLÈNE MERMET.** MAJESTÉ. Hôpital Epithème, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.J. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 23 novembre.  
**MARISA BOULLOSA.** NORMA PEDROSA. CARLOS DEOLARTE. JAVIER SAAVEDRA. Nouvelles regards mexicaines. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-18-28). T.J. et dim. de 10 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 16 novembre.  
**LE CADRE ET LE BOIS DORÉ À TRAVERS LES SIÈCLES.** Tronçon de Saint-James, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-18). T.J. et dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 30 F. Entrée du parc : 5 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.  
**DES COURANTS 91.** Centre culturel coréen, 2, avenue d'Iéna (47-20-83-88). T.J. et dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 7 novembre.  
**CHARTIEN HAUETTE.** Suite... sans fin... Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (48-33-50-38). T.J. et dim. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 25 novembre.

**MAURICE ROCHER.** Femmes et suprématies. Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue d'Ormesson, place Sainte-Catherine (48-04-81-00). Jusqu'au 23 novembre.  
**CHRISTINE ROHMER.** Galerie Philippe Frégnas, 50, rue Jacob (42-80-86-31). Du 5 novembre au 22 novembre.  
**JEAN-MICHEL SANCHEZ.** Galerie Frégnas et Puzos, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'au 23 novembre.  
**ALAIN SATTE.** Galerie Michel Broomhead, 48, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 8 novembre.  
**MANFRED SCHLING.** Galerie François Pellat, 91, rue Quincampoix (42-71-44-50). Jusqu'au 22 novembre.  
**PIERRE TAL-COAT.** Galerie Adrien Maeght, 42-48, rue de Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 9 novembre.  
**PIERRE TILMAN.** Galerie Claude Sarrad, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 9 novembre.  
**GUNTER UMBERG.** Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 novembre.  
**UN CABINET D'ANIMATEUR.** Galerie Chateaubert, 16, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 18 novembre.  
**RUAN USLE.** Galerie Faidat-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 23 novembre.  
**JEAN-PIERRE VIELLAURE.** Galerie Vézinau Scroggie, 24, rue Charlot (42-72-83-40). Jusqu'au 8 novembre.

**BOULEGARD-BILANCOURT.** Le XX<sup>SIÈCLE</sup> au tapis. Aspects du tapis au XX<sup>SIÈCLE</sup>. Centre culturel de Boulevarde-Bilancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (47-12-77-55). T.J. et dim. de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 14 décembre.  
**CHATEAU-MALABRY.** Chateau-Malabry et le sentiment de la nature. Maison de Chateaubert - la Vallée-aux-Loupes, 87, rue Chateaubert (47-02-58-61). T.J. et dim. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 22 décembre.  
**CLAMART.** Ruggero Pazzi, Gertrude Schöen. Fondation Jean Arp, 21-23, rue des Châtellains (45-34-22-63). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 janvier 1992.  
**ECOUEN.** Livres du comté, bibliothèque d'Art de Montmorency. Musée national de la Renaissance, château d'Ecrouen (39-90-04-04). T.J. et dim. de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30. Jusqu'au 18 décembre.  
**ESSEY.** Les années 60 à France. Escrouen, hôtel de Contamine, 41, rue Maurice-Ténine (46-66-08-10). T.J. et dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 décembre.  
**IVRY-SUR-SEINE.** Pincemin, Gekler, Meisendorff, Hellingner. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet (48-60-25-06). T.J. et dim. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 novembre.  
**REUILLY-SUR-MARNE.** Anselme Bole-Vincent, L'Arche, château Gohin, 33, av. du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). T.J. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 décembre.  
**PORTOISE.** Armand Guillaumin (1841-1927). Musée Picasso de Portofino, 17, rue du Château (30-38-02-40). T.J. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 novembre.  
**RUET-MALMAISON.** Ingres, prix de Rome. Musée national du château de Malmaison, avenue du Château-de-Malmaison (47-48-20-07). T.J. et dim. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 décembre.  
**SAINT-CLOUD.** Musée prospective Henri Regnaud. Musée municipal, jardin des Anémones, 30, boulevard de la République (92-02-47-18). T.J. et dim. de 14 h à 18 h, mar. jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.  
**SEVRES.** Musée prospective Jean-Paul Vassier 1957-1981. Musée national de Céramique, 15, rue de la Manufacture (46-34-99-09). T.J. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 24 F. Jusqu'au 30 décembre.

**PARIS EN VISITES**  
**« L'Île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Hausmann », 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris intra-muros).**  
« Montmartre, cité d'artistes et de jardins, du Bateau-Lavoir au Lapin-Agilie », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle).  
« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 14 h 30 et 16 h 15, porte principale, boulevard Mérimée (V. de Langlade).  
« L'Opéra, centre de la vie mondaine de la fin du dix-neuvième siècle », 11 heures et 14 h 45, entrée principale, boulevard Mérimée (V. de Langlade).  
« Collages et couverts de la montagne Sainte-Geneviève : écosystème, îlots et spirales », 14 h 30, 65, rue du Cardinal-Lemoine (Monuments historiques).  
« Du quartier Saint-André-des-Arts à la rue Haute-Feuille », 14 h 30, fontaine Saint-Michel (Paris pittoresque et insolite).  
« L'Île Saint-Louis », 14 h 30, 1, rue Saint-Louis-en-l'Île (Tourisme culturel).  
« Promenade dans le « quartier chinois », de Paris et ses lieux de culte », 14 h 30, 63, rue de Montcau (Arts et spectacles).  
« La vieille ville de Montmar-

**MAURICE ROCHER.** Femmes et suprématies. Galerie Pierre-Marie Vitoux, 3, rue d'Ormesson, place Sainte-Catherine (48-04-81-00). Jusqu'au 23 novembre.  
**CHRISTINE ROHMER.** Galerie Philippe Frégnas, 50, rue Jacob (42-80-86-31). Du 5 novembre au 22 novembre.  
**JEAN-MICHEL SANCHEZ.** Galerie Frégnas et Puzos, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'au 23 novembre.  
**ALAIN SATTE.** Galerie Michel Broomhead, 48, rue de Seine (43-25-34-70). Jusqu'au 8 novembre.  
**MANFRED SCHLING.** Galerie François Pellat, 91, rue Quincampoix (42-71-44-50). Jusqu'au 22 novembre.  
**PIERRE TAL-COAT.** Galerie Adrien Maeght, 42-48, rue de Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 9 novembre.  
**PIERRE TILMAN.** Galerie Claude Sarrad, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 9 novembre.  
**GUNTER UMBERG.** Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 30 novembre.  
**UN CABINET D'ANIMATEUR.** Galerie Chateaubert, 16, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 18 novembre.  
**RUAN USLE.** Galerie Faidat-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 23 novembre.  
**JEAN-PIERRE VIELLAURE.** Galerie Vézinau Scroggie, 24, rue Charlot (42-72-83-40). Jusqu'au 8 novembre.

**BOULEGARD-BILANCOURT.** Le XX<sup>SIÈCLE</sup> au tapis. Aspects du tapis au XX<sup>SIÈCLE</sup>. Centre culturel de Boulevarde-Bilancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (47-12-77-55). T.J. et dim. de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 14 décembre.  
**CHATEAU-MALABRY.** Chateau-Malabry et le sentiment de la nature. Maison de Chateaubert - la Vallée-aux-Loupes, 87, rue Chateaubert (47-02-58-61). T.J. et dim. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 22 décembre.  
**CLAMART.** Ruggero Pazzi, Gertrude Schöen. Fondation Jean Arp, 21-23, rue des Châtellains (45-34-22-63). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 12 janvier 1992.  
**ECOUEN.** Livres du comté, bibliothèque d'Art de Montmorency. Musée national de la Renaissance, château d'Ecrouen (39-90-04-04). T.J. et dim. de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30. Jusqu'au 18 décembre.  
**ESSEY.** Les années 60 à France. Escrouen, hôtel de Contamine, 41, rue Maurice-Ténine (46-66-08-10). T.J. et dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 décembre.  
**IVRY-SUR-SEINE.** Pincemin, Gekler, Meisendorff, Hellingner. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet (48-60-25-06). T.J. et dim. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 novembre.  
**REUILLY-SUR-MARNE.** Anselme Bole-Vincent, L'Arche, château Gohin, 33, av. du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). T.J. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 décembre.  
**PORTOISE.** Armand Guillaumin (1841-1927). Musée Picasso de Portofino, 17, rue du Château (30-38-02-40). T.J. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 novembre.  
**RUET-MALMAISON.** Ingres, prix de Rome. Musée national du château de Malmaison, avenue du Château-de-Malmaison (47-48-20-07). T.J. et dim. de 10 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 2 décembre.  
**SAINT-CLOUD.** Musée prospective Henri Regnaud. Musée municipal, jardin des Anémones, 30, boulevard de la République (92-02-47-18). T.J. et dim. de 14 h à 18 h, mar. jusqu'à 20 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 5 janvier 1992.  
**SEVRES.** Musée prospective Jean-Paul Vassier 1957-1981. Musée national de Céramique, 15, rue de la Manufacture (46-34-99-09). T.J. et dim. de 10 h à 17 h. Entrée : 24 F. Jusqu'au 30 décembre.

**PARIS EN VISITES**  
**« L'Île de la Cité, des origines de Paris aux travaux d'Hausmann », 10 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris intra-muros).**  
« Montmartre, cité d'artistes et de jardins, du Bateau-Lavoir au Lapin-Agilie », 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle).  
« Une



## BILLET

## La balle dans le camp de Renault

En désignant un intermédiaire pour renouer le dialogue entre la direction de l'usine Renault de Cléon et les grévistes, M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, a atteint l'objectif qu'elle visait : déplacer le centre de gravité du conflit. Jusqu'à mercredi matin, la question centrale était de savoir si les pouvoirs publics allaient ou non se résoudre à employer les grands moyens - ceux des forces de police dont la justice a expressément autorisé l'intervention - pour mettre un terme à une grève dont l'impact tient davantage à l'organisation d'une entreprise (Cléon assure l'approvisionnement de l'ensemble du groupe en moteurs et en boîtes de vitesse) qu'au nombre de grévistes. Désormais, ce n'est plus dans les réunions interministérielles mais à Cléon, que va se jouer la suite des événements. Pour le gouvernement, il était temps. La problématique de l'intervention a en effet alimenté un débat plutôt vif. Les ministères du travail et de l'industrie, peu disposés à laisser le champ libre à la CGT et préoccupés par la situation de Renault (qui traverse depuis quelques temps une passe très difficile), étaient partisans de la fermeté. En revanche, le ministère de l'intérieur hésitait devant une intervention qui aurait nécessité une présence policière prolongée autour du site, alors que Matignon ne voyait guère dans une telle issue le moyen d'améliorer son image. Sans compter qu'il serait risqué de se priver du soutien parlementaire du groupe communiste.

Cependant, le gouvernement ne fait que dessiner l'état. Le « Monsieur bon office » qui vient d'être nommé n'est ni un médiateur ni même un conciliateur, puisque sa mission consiste uniquement à rétablir le dialogue. En outre, il est bien entendu que les négociations n'auront qu'un caractère local, même si une éventuelle réforme de l'intermédiation pourrait être étendue. Enfin, il est tout aussi clair que les propositions de la direction ne remettront pas en cause la politique salariale du groupe (et, donc, du secteur public) et seront fort éloignées de la revendication-bateau de la CGT, qui continue d'exiger une revalorisation mensuelle de 1 500 francs. Si, d'ailleurs, aucune solution de compromis n'intervenait rapidement, le gouvernement se retrouverait alors devant une alternative périlleuse : se résoudre à l'intervention des forces de l'ordre, avec tous les risques politiques que cela comporte, ou laisser la CGT défier Renault, dont le manque à gagner quotidien atteint 100 millions de francs. Sans oublier les équipementiers, qui évaluent le leur à 85 millions de francs.

JEAN-MICHEL NORMAND  
Lire nos informations en page 19

## Les conséquences financières de la situation en URSS

## La Moscow Narodny Bank souffre d'une grave crise de liquidités

Pour venir en aide à la Banque des relations économiques extérieures de l'URSS, le Vnechkonombank (dite VEB), confrontée à de graves problèmes de trésorerie, les gouvernements occidentaux ont placé sous haute surveillance les filiales européennes de l'organisme. La Moscow Narodny Bank (MNB), basée à Londres, et la Banque commerciale pour l'Europe du Nord (BCEN), située à Paris (1), sont particulièrement touchées par la chute de confiance chez leurs déposants et leurs partenaires bancaires observée depuis le putsch du 19 août. En France, le Trésor pourrait autoriser les banques à constituer des provisions sur leurs crédits à l'URSS.

LONDRES

correspondance

« Nous sommes une banque britannique dont les actionnaires principaux sont soviétiques. En tant que banque, créditrice à l'égard de l'URSS, il est tout à fait normal que nos engagements dans ce pays soient substantiels. » L'incertitude est particulièrement visible chez M. Cliff Evans, co-directeur général de la Moscow Narodny Bank, qui ne cesse d'insister sur le statut de banque britannique de cet établissement, créée en 1919 à Londres.

Pendant près de soixante-dix ans, les activités de la banque de King William Street ont été centrées sur le financement du commerce Est-Ouest, et les opérations en devises. Avec l'avènement de l'ère gorbachevienne en URSS et la libéralisation de la place de Londres, des cadres occidentaux ont peu à peu remplacé la vieille garde d'appar-

chiks soviétiques et la brochure de spécialistes du crédit documentaire pour tenter de transformer cette nouvelle institution en une banque d'affaires dans la plus pure tradition anglo-saxonne (activités de conseil, joint-ventures, négoce des matières premières, à commencer par l'or, dont l'URSS est l'un des principaux producteurs mondiaux).

La détérioration de la situation dans les pays de l'Est a contraint la VEB et la Gosbank (banque d'Etat), qui contrôlent ensemble 51 % du capital de la MNB, à lui venir en aide à deux reprises : en 1989 en début 1991, afin de financer de fortes provisions pour « risque pays ».

## Les effets du putsch avorté

La MNB subit de plein fouet les effets du putsch avorté du 19 août et les angoisses en découlant - peur de l'anarchie, crainte de la balkanisation, onde de choc économique, écartement des responsabilités entre le centre et les Républiques. L'on dit dans la City que celle-ci traverse une très grave crise de liquidités. Signe de ces difficultés : des banques commerciales de la City, à commencer par celles d'Asie et des États-Unis, ont gelé leurs lignes de crédit. Le marché interbancaire, semble-t-il, s'est asséché pour la MNB. Une nouvelle fois, les actionnaires principaux sont venus à la rescousse, reconnaît M. Cliff Evans, afin de compenser les retraits massifs de dépôts à court terme intervenus depuis cet été.

Si l'on en croit les banquiers londoniens, la situation ne risque pas de s'améliorer dans les mois à venir, et l'année sera noire pour la Moscow Narodny. D'après des rumeurs persistantes, le comité de direction de la Banque d'Angleterre a chargé ses deux départements (supervision et international) de suivre la situation de l'établissement au jour le jour. Visiblement, l'accord signé le 28 octobre par les

douze Républiques sur leurs responsabilités conjointes en matière de service de la dette contractée à l'étranger n'a guère apaisé les appréhensions de l'institut d'émission.

## La Banque d'Angleterre : no comment

Celui-ci s'inquiète notamment de la détérioration du rapport entre l'endettement extérieur croissant de l'URSS et la chute de son PNB. Les experts financiers partagent cette analyse pessimiste. En dépit de l'excellente réputation de l'URSS - elle a toujours assuré le service de ses engagements dans le passé, - l'agence londonienne de notation financière IBCA a réduit la note attribuée à la MNB.

La Banque d'Angleterre préférerait jeudi 31 octobre au matin s'abstenir de tout commentaire sur la situation particulière des établissements de la place de Londres. « Je peux vous assurer que la Banque d'Angleterre ne s'autorisera pas à nous laisser poursuivre nos activités si nous avions un vrai problème de liquidités », réplique M. Evans. Cet ancien banquier de la CityCorp accueille favorablement l'idée d'une assistance directe des pays occidentaux : « Une telle action nous permettrait de rétablir notre image et de mieux nous protéger en cas de bouleversement politique fatal. » « Ceci dit, notre situation actuelle ne réclame pas pareille assistance », souligne-t-il. A ses yeux, le mandat octroyé à la VEB comme gestionnaire de la dette et le maintien en activité de la Gosbank, même transformée en Union bancaire des Républiques, sont de bon augure pour la MNB. Symbole par excellence du centre, la Moscow Narodny entend développer désormais ses liens avec les Républiques. A commencer par celle de Russie.

MARC ROCHE

(1) Outre la MNB et l'Eurobank, il faut citer l'East West United Bank (Louvain-la-Neuve), la Danubank (Vienna) et l'Ostwest Flusbank (Frankfurt).

## Les banques françaises s'inquiètent d'une défaillance soviétique

Officiellement, l'URSS est encore un pays solvable. Les représentants du groupe des sept ont d'ailleurs revu de Moscou, mardi 29 octobre, satisfaites des assurances reçues de la part des douze Républiques. Celles-ci ont en effet consenti à reconnaître conjointement leurs engagements concernant la dette extérieure de l'URSS (le Monde du 30 octobre). Elles ont donné mandat à la Banque pour les relations économiques extérieures de l'URSS (Vnechkonombank-VEB) pour la gestion de cette dette, évaluée à 65 milliards de dollars (400 milliards de francs environ).

Malgré le résultat rassurant de la rencontre entre les Sept et les dirigeants de l'ancienne Union soviétique, la communauté bancaire française continue de s'inquiéter des risques de défaut de paiement de l'URSS. Interrogé mardi 29 octobre lors de son point de presse hebdomadaire à propos de la nécessité pour les banques de constituer des provisions sur les crédits accordés à l'Union soviétique, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a répondu qu'il « va falloir aborder cette question ». Une telle décision aurait une grande portée symbolique puisqu'elle traduirait, pour la première fois, la reconnaissance par l'Etat français que la signature soviétique est désormais sujette à une possible défaillance.

Le principe des provisions est le suivant. Lorsqu'un établissement bancaire juge qu'il a consenti un

crédit risqué, c'est-à-dire pouvant ne pas être remboursé par l'emprunteur, il choisit en général de constituer une provision, c'est-à-dire de mettre de côté une somme correspondant soit au total, soit à une partie du crédit. Si l'absence de remboursement devient réelle, la provision est absorbée. Les États, afin d'inciter les banques à provisionner leurs crédits à risque sur des pays du tiers-monde, accordent des avantages fiscaux lors de la constitution des réserves. Ainsi, le Trésor français a constitué au fil des ans et de l'évolution de la crise de la dette une liste de soixante pays environ donnant droit à de tels avantages, liste sur laquelle l'URSS n'a jamais figuré.

## Les difficultés de la BCEN

Les créances détenues par les banques françaises sur l'URSS étaient évaluées à 29 milliards de francs par les autorités de tutelle au printemps dernier (contre 40 milliards il y a deux ans) ; 8 milliards sont des crédits à court terme (l'enveloppe s'est nettement contractée depuis deux ans), le reste étant constitué par des prêts à moyen et long terme.

À la fin de l'année, on affirme qu'aucune possibilité de déduction fiscale des provisions constituées sur l'URSS ne devrait être annoncée dans l'immédiat. Du côté des autorités de tutelle ban-

caire, on reconnaît que l'inclusion de l'URSS sur la liste du Trésor est « techniquement prête ». La question étant éminemment politique, le ministre des finances peut prendre la décision dans un délai très bref ou au contraire attendre que la situation soviétique s'éclaircisse.

Si les grandes banques françaises s'inquiètent des problèmes de liquidité de l'ex-Union soviétique, l'une d'entre elles en souffre particulièrement : la Banque commerciale de l'Europe du Nord (BCEN), filiale de la VEB. Victime de la chute de confiance de ses déposants et surtout de la méfiance de ses partenaires bancaires, la BCEN est considérée comme « très sensible », même si elle est généralement reconnue comme un établissement sain et bien géré.

Un accord sous l'égide de la Banque de France a été passé récemment afin que l'Eurobanque puisse « remettre en ordre ses comptes et continuer ses transactions ». Mais la situation de cet établissement est d'autant plus difficilement contrôlable qu'elle est l'unique banque parisienne dont la position sur l'URSS soit emprunteuse. En effet, au cours des deux dernières années, et encore tout récemment, son actionnaire soviétique lui a transféré des fonds afin de la maintenir à flot. Il n'est pas certain que la VEB puisse continuer longtemps à soutenir sa filiale.

FRANÇOISE LAZARE

## Pour stimuler l'activité

## La Réserve fédérale américaine baisse ses taux d'intérêt

La Réserve fédérale américaine (Fed) a assoupli d'un cran supplémentaire sa politique monétaire mercredi 30 octobre en faisant tomber d'un quart de point le taux interbancaire au jour le jour pour le ramener de 5,25 % à 5 %. Par cette décision, la banque centrale des États-Unis a voulu donner un coup de fouet supplémentaire à une reprise économique anémique, comme en a encore témoigné l'annonce mercredi d'une chute de 12,9 % des ventes de logements neufs. Il s'agit de la douzième réduction du taux sur les fonds fédéraux depuis le début de la dernière récession, en juillet 1990.

Ce taux, que les banques appliquent entre elles sur des prêts à très court terme, est la principale arme à la disposition de la Réserve fédérale pour influencer le marché du crédit à court terme. Pour agir sur ce marché, elle injecte des liquidités dans le système bancaire ou en retire selon l'effet recherché.

En début de semaine, M. Alan Greenspan, président de la Fed, s'était déclaré assez pessimiste sur l'état de santé de l'économie américaine en notant « qu'après avoir montré un regain de vigueur cet été, l'économie donnait des signes d'essoufflement ».

## La fermeture de la Société métallurgique de Normandie est à l'ordre du jour

## Usinor-Sacilor va réorganiser ses activités produits longs

C'est confirmé, le réexamen stratégique que s'est imposé le groupe sidérurgique français Usinor-Sacilor, pour cause de conjoncture difficile, effectuera pour l'essentiel les produits longs courants (poutrelles, fil machine), les plus affectés par la baisse de la demande et la chute des prix. Le PDG du groupe, M. Francis Mer, a proposé à son conseil d'administration, mercredi 30 octobre, un changement radical de configuration industrielle en abandonnant, pour la plupart des aciers longs courants, la filière fonte au profit de la filière électrique.

Le diagnostic a été rapidement fait. Après un examen branche par branche, les dirigeants d'Usinor-Sacilor ont constaté au constat suivant : à conjoncture basse, le groupe gagne un peu d'argent dans les produits plats et il en gagne beaucoup en période d'activité soutenue : dans les produits longs courants, en revanche, il perd beaucoup en bas de cycle et gagne peu lorsque la croissance redémarre. Le bras de fer qui opposait depuis plusieurs semaines hommes des produits plats et hommes des produits longs sur la répartition des efforts de restructuration a été tranché.

La nomination il y a deux ans de M. Robert Hudry, directeur financier du groupe, à la tête d'Unimetal, avait déjà été interprétée comme une volonté de remise en ordre. Celle-ci s'est avérée encore plus pressante en période de ralentissement de la croissance.

## La filière électrique

« Il ne s'agit en aucun cas d'un abandon des produits longs courants », précise-t-on du côté d'Usinor-Sacilor. Les dirigeants du groupe restent en effet convaincus que ces aciers, à valeur ajoutée moyenne, qui s'apparentent encore à une matière première par leur marché très concurrentiel et leur système de formation de prix, peuvent être rentables. Les mesures de restructuration qui doivent être annoncées dans les différents comités d'établissement à partir de la mi-novembre devraient s'accompagner d'un engagement de maintien des tonnages.

La réorganisation que s'approprie à mettre en œuvre le groupe sidérurgique français n'en est pas moins

radicale. Il s'agit d'un changement complet de configuration industrielle, puisque, à la filière fonte classique (cokerie, haut fourneau), M. Francis Mer entend substituer la filière électrique (four et ferailles) jugée plus compétitive pour la plupart des produits longs. « Sur le type d'acier, la maîtrise des prix du marché ne nous appartient pas. Le seul paramètre sur lequel nous pouvons intervenir pour décaler la marge est celui du coût de production », explique-t-on chez Usinor-Sacilor. Le sidérurgiste français estime avoir atteint « une limite technique à l'abaissement des coûts » sur certains sites fonctionnant sur filière fonte traditionnelle.

## Le sort de la SMN

L'usine de la Société métallurgique de Normandie (SMN) est la première visée par ce réaménagement stratégique. Implantée à Caen (Calvados), cette unité de fil machine (utilisée dans la verrerie, la boulonnerie, la fabrication de trombones et de chariots de supermarchés) avait été reprise au groupe Empain-Schneider en 1981 par Sacilor. Intégrée dans Usinor-Sacilor, lors de la constitution du holding public en 1987, la SMN n'a jamais su trouver son point d'équilibre en dépit de multiples plans sociaux (les effectifs salariés ont été réduits de 4 500 à 1 300 au cours des sept dernières années) et d'un important programme d'investissement. Elle devrait afficher des pertes financières de l'ordre de 200 millions de francs cette année pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard.

Son sort avait été mis en balance lors de la révision du plan acier en mars 1984. Sensible aux arguments des élus locaux, l'Élysée avait tranché en faveur d'un maintien du site sous filière traditionnelle contre l'option alternative qui prévoyait l'installation d'une aciérie électrique, qui aurait permis de conserver 500 emplois sur 4 500. L'unité électrique a finalement été installée en Lorraine à Neuves-Maisons.

La fermeture de la SMN, « en l'absence de l'écart du triangle Sarre-Luxembourg-Lorraine, le triangle d'or de la sidérurgie », comme le reconnaît M. Jean-Paul Brunet, délégué CFDT, est aujourd'hui officiellement programmée. Elle devrait intervenir en 1994. Le passage à la filière électrique de Gandrange-Rombas, autre unité de produits longs, cette fois en Lorraine, est également envisagé.

C. M.

## L'Algérie a régit ses arrières commerciaux avec la France

D'après la banque centrale algérienne, l'Algérie a payé la presque totalité de ses arrières commerciaux de l'année 1991 avec la France. D'un montant de 2,3 milliards de francs. Sur cette somme, 2 milliards de francs sont constitués par des crédits garantis par la Coface (Compagnie française du commerce extérieur), qui étaient bloqués depuis juillet en raison de graves difficultés de trésorerie en Algérie.

Lire également dans « Le Monde Affaires », l'article de Véronique Maurus : La fin de la « chasse gardée » algérienne

## En s'alliant avec le groupe Ajinomoto

## Roussel-Uclaf double sa part sur le marché pharmaceutique japonais

Roussel-Uclaf passe la vitesse supérieure au Japon. Le numéro trois du médicament en France, filiale du groupe allemand Hoechst, vient en effet de conclure un accord de principe avec le géant nippon Ajinomoto pour fusionner à la fin de l'année leurs filiales pharmaceutiques au pays du Soleil-Levant, à savoir Roussel-Medica, une société de commercialisation, et le laboratoire Morishita, dont Ajinomoto est le premier actionnaire à 33 %. Roussel-Uclaf détient 50 % du nouvel ensemble ainsi créé, qui réalisera un chiffre d'affaires évalué à 2,3 milliards de francs. Résultat de

cette opération : la firme française va plus que doubler sa part sur le marché japonais du médicament, qui passera ainsi de 0,5 % à 1,3 %. Avec son nouveau partenaire Morishita, Roussel-Uclaf montera de 57<sup>e</sup> au 25<sup>e</sup> rang dans l'industrie pharmaceutique nipponne.

Boulevard des Invalides, M. Edouard Sakiz, PDG de Roussel-Uclaf, se réjouit. C'est une belle victoire. Malgré ses trente-deux ans d'ancienneté au Japon, la firme française ne serait jamais parvenue à élargir aussi vite son implantation par croissance externe. Les rachats d'entreprise sont virtuellement

impossibles au Japon. Grâce à ce montage habile, elle va désormais pouvoir jouer dans la cour des grands.

Seuls quelques puissants groupes occidentaux, tels sa maison-mère Hoechst, ainsi que l'allemand Bayer, les américains Merck et Pfizer, les suisses Ciba-Geigy et Sandoz sont arrivés à se placer non loin des pharmaciens nippons. L'opération est aussi excellente pour Ajinomoto, un géant de l'agro-alimentaire mais un nain dans la pharmacie, qui compte bien sur Roussel et sur Hoechst pour élargir ses bases.

ANDRÉ DESSOT

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC AUX MEILLEURES TABLES.



Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont CLAUDE DARROZE à Lyon, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

**volvic** L'EAU DES SAVEURS INTACTES

كلنا من الازهر



## DEMANDES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

## CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

F. 40 ans - BAC B + formation cadre commercial à l'export - informatique - expérience vente, animation, communication, recouvrement, secrétariat, langues : néerlandais, anglais - bonnes notions allemand.

RECHERCHE : poste d'attaché de direction commerciale (export) - polyvalence. Nécessitant aptitude aux relations publiques et capacités d'adaptation - base Paris - missions à l'étranger. (Section BCO/BD 2064.)

REDACTRICE EN CHEF journaliste, attachée de presse, secrétaire de rédaction - Trilingue.

RECHERCHE : emploi stable même à temps partiel.

F. 35 ans - expérience presse écrite, radio, télévision.

RECHERCHE : toutes formes de collaboration - anglais, italien, hébreu parlé, lu, écrit - spécialisée arts spectacles, santé, environnement, politique internationale. (Section BCO/IV 2065.)

43 ans - Formation : HEC, INSEAD-AMP - anglais bilingue (séjour 13 ans en pays anglo-saxons) - expérience : secrétaire général de sté cotée, finances et trésorerie, assurances - relations bancaires, CAC, conseillers extérieurs - animation et direction d'un service de 25 collaborateurs.

RECHERCHE : poste directeur financier ou secrétaire général. (Section BCO/BD 2066.)

PROFESSIONNELLE DE LA COMMUNICATION interne et de la culture d'entreprise - solide expérience de la gestion, des problèmes relationnels - compétences spécifiques en stratégie, organisation, animation.

OFFRE : savoir-faire éprouvé et idées novatrices. (Section BCO/CR 2067.)

J.F. TRILINGUE ANGLAIS, FRANÇAIS, ESPAGNOL.

RECHERCHE : poste dans sté import-export, communication interne ou externe, relations publiques, attaché de presse - journaliste. (Section BCO/HP 2068.)

RESPONSABLE NATIONALE service prévention sociale, médicale, médico-social depuis 10 ans dans grande fédération - maîtrise droit privé - sens de la négociation, des responsabilités, animation de réseau, gestionnaire, chargée d'actions de communication - grande disponibilité.

RECHERCHE : poste directeur service secrétariat général ou délégué général - Paris - R.P. (Section BCO/HP 2069.)

JEUNE QUADRA - 11 ans responsabilités opérationnelles à bon niveau en cabinet, industries et SSII - expérience de création d'entreprise - senior en management organisation de production - logistique et informatique - tempérament d'entrepreneur - DEA (droit) - IAE (compta, FI) - analyste (control DATA).

RECHERCHE : s'investir sur des responsabilités certaines en PMI-PME ou cabinet - mobilité France. (Section BCO/MH 2070.)

CADRE COMMERCIAL - J.F. - formation supérieure - 10 ans expérience commerciale à des postes à responsabilités dans la communication - habitude relations et négociations clientèle à haut niveau - fort potentiel relationnel et développement.

RECHERCHE : fonction commerciale tous secteurs d'activité poste base Paris - R.P. sur région Toulouse. (Section BCO/HP 2071.)

J.F. JOURNALISTE - 24 ans - diplômée école + 2 ans d'expérience.

RECHERCHE : collaboration ou temps partiel sur Paris - domaines de spécialisation culture (danse, musique) - loisirs - tourisme - société - faits divers - tous secteurs : presse féminine, presse professionnelle ou pratique - bonne maîtrise de l'anglais - propositions en coordination ou rewriting étudiées. (Section BCO/HP 2072.)

CHEF DE PRODUIT, instrumentation scientifique (chimie, protection de l'environnement) - formation grande école - allemande, multilingue - 36 ans - 13 ans expérience dans plusieurs pays (USA, Allemagne, Europe de l'Est).

RECHERCHE : poste similaire ou poste d'encadrement dans les domaines marketing, commerce international - formation à Paris ou dans banlieue Sud de préférence. (Section BCO/MH 2073.)

VOUS ÊTES UNE SOCIÉTÉ exportatrice - pour la négociation de vos marchés, l'établissement des contrats internationaux, l'implantation à l'étranger - J.H. - DESS droit du commerce extérieur - maîtrise droit privé - diplôme centre de droit du commerce international - anglais courant et juridique.

RECHERCHE : poste juriste d'affaires à vocation internationale - mobile - disponible immédiatement. (Section HP/GR 2074.)

DIRECTEUR CABINET courtage assurance Paris ayant cédé parts minoritaires - 46 ans - BAC + 2 de droit professionnel - 20 ans expérience IARD vie groupe spécialiste PME-PMI inspecteur, recrutement, formation, animation d'agents généraux, agent général et courtier - important chiffre d'affaires.

RECHERCHE : poste inspecteur ou courtage - Paris - Ile-de-France - Normandie - Picardie - Centre. (Section BCO/MS 2075.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :  
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09  
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

## L'AGENDA

## Antiquités

GALERIE F. FHAL  
ACHÈTE TABLEAUX  
OBJETS D'ART  
BIBLIOTHÈQUES  
PART. SUCCESSION  
Diplômée Paris/Provence  
Tél. : 42-61-32-74  
23, r. de Lila, Paris 7<sup>e</sup>  
ESTIMAT. GRATUITE

## Vacances

SKI DE FOND  
Haut-Jura 8 h Paris TGV  
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme française du XIX<sup>e</sup> siècle, confortables, rénovées, chères 2 personnes avec 2 de lits, wc, Antenne, cuisine, terrasse, piscine, etc. Accueil 1 pers. par semaine. Cuisine rénovée (cuisine, salon, bain, etc.) tout au vent tour à tour. Prix mod. séjour, séjour à la semaine. 1181 St-Jean-12-51. LE CHATEAU (L'AGENCE) La Longueville - 28250 MONTMONT

## Cours

Gymnastique à domicile par professe. diplômée d'État de culture physique. Bonne expérience. Travail sérieux. Tél. : 42-39-04-93 répondre.

automobiles  
ventes  
de 5 à 7 CV  
Part. vend LANCIA THEMA Turbo Année 88. 75 000 km. Bon état + options. Tél. : 98-06-96-08

de 8 à 17 CV  
GOLF GTI 16S  
3 p., modèle 88, 650 cc, 16 v, 1700 km. T.T. ord. de bord, 120 km/h, 180 km/h, 190 km/h, 200 km/h, 210 km/h, 220 km/h, 230 km/h, 240 km/h, 250 km/h, 260 km/h, 270 km/h, 280 km/h, 290 km/h, 300 km/h, 310 km/h, 320 km/h, 330 km/h, 340 km/h, 350 km/h, 360 km/h, 370 km/h, 380 km/h, 390 km/h, 400 km/h, 410 km/h, 420 km/h, 430 km/h, 440 km/h, 450 km/h, 460 km/h, 470 km/h, 480 km/h, 490 km/h, 500 km/h, 510 km/h, 520 km/h, 530 km/h, 540 km/h, 550 km/h, 560 km/h, 570 km/h, 580 km/h, 590 km/h, 600 km/h, 610 km/h, 620 km/h, 630 km/h, 640 km/h, 650 km/h, 660 km/h, 670 km/h, 680 km/h, 690 km/h, 700 km/h, 710 km/h, 720 km/h, 730 km/h, 740 km/h, 750 km/h, 760 km/h, 770 km/h, 780 km/h, 790 km/h, 800 km/h, 810 km/h, 820 km/h, 830 km/h, 840 km/h, 850 km/h, 860 km/h, 870 km/h, 880 km/h, 890 km/h, 900 km/h, 910 km/h, 920 km/h, 930 km/h, 940 km/h, 950 km/h, 960 km/h, 970 km/h, 980 km/h, 990 km/h, 1000 km/h, 1010 km/h, 1020 km/h, 1030 km/h, 1040 km/h, 1050 km/h, 1060 km/h, 1070 km/h, 1080 km/h, 1090 km/h, 1100 km/h, 1110 km/h, 1120 km/h, 1130 km/h, 1140 km/h, 1150 km/h, 1160 km/h, 1170 km/h, 1180 km/h, 1190 km/h, 1200 km/h, 1210 km/h, 1220 km/h, 1230 km/h, 1240 km/h, 1250 km/h, 1260 km/h, 1270 km/h, 1280 km/h, 1290 km/h, 1300 km/h, 1310 km/h, 1320 km/h, 1330 km/h, 1340 km/h, 1350 km/h, 1360 km/h, 1370 km/h, 1380 km/h, 1390 km/h, 1400 km/h, 1410 km/h, 1420 km/h, 1430 km/h, 1440 km/h, 1450 km/h, 1460 km/h, 1470 km/h, 1480 km/h, 1490 km/h, 1500 km/h, 1510 km/h, 1520 km/h, 1530 km/h, 1540 km/h, 1550 km/h, 1560 km/h, 1570 km/h, 1580 km/h, 1590 km/h, 1600 km/h, 1610 km/h, 1620 km/h, 1630 km/h, 1640 km/h, 1650 km/h, 1660 km/h, 1670 km/h, 1680 km/h, 1690 km/h, 1700 km/h, 1710 km/h, 1720 km/h, 1730 km/h, 1740 km/h, 1750 km/h, 1760 km/h, 1770 km/h, 1780 km/h, 1790 km/h, 1800 km/h, 1810 km/h, 1820 km/h, 1830 km/h, 1840 km/h, 1850 km/h, 1860 km/h, 1870 km/h, 1880 km/h, 1890 km/h, 1900 km/h, 1910 km/h, 1920 km/h, 1930 km/h, 1940 km/h, 1950 km/h, 1960 km/h, 1970 km/h, 1980 km/h, 1990 km/h, 2000 km/h, 2010 km/h, 2020 km/h, 2030 km/h, 2040 km/h, 2050 km/h, 2060 km/h, 2070 km/h, 2080 km/h, 2090 km/h, 2100 km/h, 2110 km/h, 2120 km/h, 2130 km/h, 2140 km/h, 2150 km/h, 2160 km/h, 2170 km/h, 2180 km/h, 2190 km/h, 2200 km/h, 2210 km/h, 2220 km/h, 2230 km/h, 2240 km/h, 2250 km/h, 2260 km/h, 2270 km/h, 2280 km/h, 2290 km/h, 2300 km/h, 2310 km/h, 2320 km/h, 2330 km/h, 2340 km/h, 2350 km/h, 2360 km/h, 2370 km/h, 2380 km/h, 2390 km/h, 2400 km/h, 2410 km/h, 2420 km/h, 2430 km/h, 2440 km/h, 2450 km/h, 2460 km/h, 2470 km/h, 2480 km/h, 2490 km/h, 2500 km/h, 2510 km/h, 2520 km/h, 2530 km/h, 2540 km/h, 2550 km/h, 2560 km/h, 2570 km/h, 2580 km/h, 2590 km/h, 2600 km/h, 2610 km/h, 2620 km/h, 2630 km/h, 2640 km/h, 2650 km/h, 2660 km/h, 2670 km/h, 2680 km/h, 2690 km/h, 2700 km/h, 2710 km/h, 2720 km/h, 2730 km/h, 2740 km/h, 2750 km/h, 2760 km/h, 2770 km/h, 2780 km/h, 2790 km/h, 2800 km/h, 2810 km/h, 2820 km/h, 2830 km/h, 2840 km/h, 2850 km/h, 2860 km/h, 2870 km/h, 2880 km/h, 2890 km/h, 2900 km/h, 2910 km/h, 2920 km/h, 2930 km/h, 2940 km/h, 2950 km/h, 2960 km/h, 2970 km/h, 2980 km/h, 2990 km/h, 3000 km/h, 3010 km/h, 3020 km/h, 3030 km/h, 3040 km/h, 3050 km/h, 3060 km/h, 3070 km/h, 3080 km/h, 3090 km/h, 3100 km/h, 3110 km/h, 3120 km/h, 3130 km/h, 3140 km/h, 3150 km/h, 3160 km/h, 3170 km/h, 3180 km/h, 3190 km/h, 3200 km/h, 3210 km/h, 3220 km/h, 3230 km/h, 3240 km/h, 3250 km/h, 3260 km/h, 3270 km/h, 3280 km/h, 3290 km/h, 3300 km/h, 3310 km/h, 3320 km/h, 3330 km/h, 3340 km/h, 3350 km/h, 3360 km/h, 3370 km/h, 3380 km/h, 3390 km/h, 3400 km/h, 3410 km/h, 3420 km/h, 3430 km/h, 3440 km/h, 3450 km/h, 3460 km/h, 3470 km/h, 3480 km/h, 3490 km/h, 3500 km/h, 3510 km/h, 3520 km/h, 3530 km/h, 3540 km/h, 3550 km/h, 3560 km/h, 3570 km/h, 3580 km/h, 3590 km/h, 3600 km/h, 3610 km/h, 3620 km/h, 3630 km/h, 3640 km/h, 3650 km/h, 3660 km/h, 3670 km/h, 3680 km/h, 3690 km/h, 3700 km/h, 3710 km/h, 3720 km/h, 3730 km/h, 3740 km/h, 3750 km/h, 3760 km/h, 3770 km/h, 3780 km/h, 3790 km/h, 3800 km/h, 3810 km/h, 3820 km/h, 3830 km/h, 3840 km/h, 3850 km/h, 3860 km/h, 3870 km/h, 3880 km/h, 3890 km/h, 3900 km/h, 3910 km/h, 3920 km/h, 3930 km/h, 3940 km/h, 3950 km/h, 3960 km/h, 3970 km/h, 3980 km/h, 3990 km/h, 4000 km/h, 4010 km/h, 4020 km/h, 4030 km/h, 4040 km/h, 4050 km/h, 4060 km/h, 4070 km/h, 4080 km/h, 4090 km/h, 4100 km/h, 4110 km/h, 4120 km/h, 4130 km/h, 4140 km/h, 4150 km/h, 4160 km/h, 4170 km/h, 4180 km/h, 4190 km/h, 4200 km/h, 4210 km/h, 4220 km/h, 4230 km/h, 4240 km/h, 4250 km/h, 4260 km/h, 4270 km/h, 4280 km/h, 4290 km/h, 4300 km/h, 4310 km/h, 4320 km/h, 4330 km/h, 4340 km/h, 4350 km/h, 4360 km/h, 4370 km/h, 4380 km/h, 4390 km/h, 4400 km/h, 4410 km/h, 4420 km/h, 4430 km/h, 4440 km/h, 4450 km/h, 4460 km/h, 4470 km/h, 4480 km/h, 4490 km/h, 4500 km/h, 4510 km/h, 4520 km/h, 4530 km/h, 4540 km/h, 4550 km/h, 4560 km/h, 4570 km/h, 4580 km/h, 4590 km/h, 4600 km/h, 4610 km/h, 4620 km/h, 4630 km/h, 4640 km/h, 4650 km/h, 4660 km/h, 4670 km/h, 4680 km/h, 4690 km/h, 4700 km/h, 4710 km/h, 4720 km/h, 4730 km/h, 4740 km/h, 4750 km/h, 4760 km/h, 4770 km/h, 4780 km/h, 4790 km/h, 4800 km/h, 4810 km/h, 4820 km/h, 4830 km/h, 4840 km/h, 4850 km/h, 4860 km/h, 4870 km/h, 4880 km/h, 4890 km/h, 4900 km/h, 4910 km/h, 4920 km/h, 4930 km/h, 4940 km/h, 4950 km/h, 4960 km/h, 4970 km/h, 4980 km/h, 4990 km/h, 5000 km/h, 5010 km/h, 5020 km/h, 5030 km/h, 5040 km/h, 5050 km/h, 5060 km/h, 5070 km/h, 5080 km/h, 5090 km/h, 5100 km/h, 5110 km/h, 5120 km/h, 5130 km/h, 5140 km/h, 5150 km/h, 5160 km/h, 5170 km/h, 5180 km/h, 5190 km/h, 5200 km/h, 5210 km/h, 5220 km/h, 5230 km/h, 5240 km/h, 5250 km/h, 5260 km/h, 5270 km/h, 5280 km/h, 5290 km/h, 5300 km/h, 5310 km/h, 5320 km/h, 5330 km/h, 5340 km/h, 5350 km/h, 5360 km/h, 5370 km/h, 5380 km/h, 5390 km/h, 5400 km/h, 5410 km/h, 5420 km/h, 5430 km/h, 5440 km/h, 5450 km/h, 5460 km/h, 5470 km/h, 5480 km/h, 5490 km/h, 5500 km/h, 5510 km/h, 5520 km/h, 5530 km/h, 5540 km/h, 5550 km/h, 5560 km/h, 5570 km/h, 5580 km/h, 5590 km/h, 5600 km/h, 5610 km/h, 5620 km/h, 5630 km/h, 5640 km/h, 5650 km/h, 5660 km/h, 5670 km/h, 5680 km/h, 5690 km/h, 5700 km/h, 5710 km/h, 5720 km/h, 5730 km/h, 5740 km/h, 5750 km/h, 5760 km/h, 5770 km/h, 5780 km/h, 5790 km/h, 5800 km/h, 5810 km/h, 5820 km/h, 5830 km/h, 5840 km/h, 5850 km/h, 5860 km/h, 5870 km/h, 5880 km/h, 5890 km/h, 5900 km/h, 5910 km/h, 5920 km/h, 5930 km/h, 5940 km/h, 5950 km/h, 5960 km/h, 5970 km/h, 5980 km/h, 5990 km/h, 6000 km/h, 6010 km/h, 6020 km/h, 6030 km/h, 6040 km/h, 6050 km/h, 6060 km/h, 6070 km/h, 6080 km/h, 6090 km/h, 6100 km/h, 6110 km/h, 6120 km/h, 6130 km/h, 6140 km/h, 6150 km/h, 6160 km/h, 6170 km/h, 6180 km/h, 6190 km/h, 6200 km/h, 6210 km/h, 6220 km/h, 6230 km/h, 6240 km/h, 6250 km/h, 6260 km/h, 6270 km/h, 6280 km/h, 6290 km/h, 6300 km/h, 6310 km/h, 6320 km/h, 6330 km/h, 6340 km/h, 6350 km/h, 6360 km/h, 6370 km/h, 6380 km/h, 6390 km/h, 6400 km/h, 6410 km/h, 6420 km/h, 6430 km/h, 6440 km/h, 6450 km/h, 6460 km/h, 6470 km/h, 6480 km/h, 6490 km/h, 6500 km/h, 6510 km/h, 6520 km/h, 6530 km/h, 6540 km/h, 6550 km/h, 6560 km/h, 6570 km/h, 6580 km/h, 6590 km/h, 6600 km/h, 6610 km/h, 6620 km/h, 6630 km/h, 6640 km/h, 6650 km/h, 6660 km/h, 6670 km/h, 6680 km/h, 6690 km/h, 6700 km/h, 6710 km/h, 6720 km/h, 6730 km/h, 6740 km/h, 6750 km/h, 6760 km/h, 6770 km/h, 6780 km/h, 6790 km/h, 6800 km/h, 6810 km/h, 6820 km/h, 6830 km/h, 6840 km/h, 6850 km/h, 6860 km/h, 6870 km/h, 6880 km/h, 6890 km/h, 6900 km/h, 6910 km/h, 6920 km/h, 6930 km/h, 6940 km/h, 6950 km/h, 6960 km/h, 6970 km/h, 6980 km/h, 6990 km/h, 7000 km/h, 7010 km/h, 7020 km/h, 7030 km/h, 7040 km/h, 7050 km/h, 7060 km/h, 7070 km/h, 7080 km/h, 7090 km/h, 7100 km/h, 7110 km/h, 7120 km/h, 7130 km/h, 7140 km/h, 7150 km/h, 7160 km/h, 7170 km/h, 7180 km/h, 7190 km/h, 7200 km/h, 7210 km/h, 7220 km/h, 7230 km/h, 7240 km/h, 7250 km/h, 7260 km/h, 7270 km/h, 7280 km/h, 7290 km/h, 7300 km/h, 7310 km/h, 7320 km/h, 7330 km/h, 7340 km/h, 7350 km/h, 7360 km/h, 7370 km/h, 7380 km/h, 7390 km/h, 7400 km/h, 7410 km/h, 7420 km/h, 7430 km/h, 7440 km/h, 7450 km/h, 7460 km/h, 7470 km/h, 7480 km/h, 7490 km/h, 7500 km/h, 7510 km/h, 7520 km/h, 7530 km/h, 7540 km/h, 7550 km/h, 7560 km/h, 7570 km/h, 7580 km/h, 7590 km/h, 7600 km/h, 7610 km/h, 7620 km/h, 7630 km/h, 7640 km/h, 7650 km/h, 7660 km/h, 7670 km/h, 7680 km/h, 7690 km/h, 7700 km/h, 7710 km/h, 7720 km/h, 7730 km/h, 7740 km/h, 7750 km/h, 7760 km/h, 7770 km/h, 7780 km/h, 7790 km/h, 7800 km/h, 7810 km/h, 7820 km/h, 7830 km/h, 7840 km/h, 7850 km/h, 7860 km/h, 7870 km/h, 7880 km/h, 7890 km/h, 7900 km/h, 7910 km/h, 7920 km/h, 7930 km/h, 7940 km/h, 7950 km/h, 7960 km/h, 7970 km/h, 7980 km/h, 7990 km/h, 8000 km/h, 8010 km/h, 8020 km/h, 8030 km/h, 8040 km/h, 8050 km/h, 8060 km/h, 8070 km/h, 8080 km/h, 8090 km/h, 8100 km/h, 8110 km/h, 8120 km/h, 8130 km/h, 8140 km/h, 8150 km/h, 8160 km/h, 8170 km/h, 8180 km/h, 8190 km/h, 8200 km/h, 8210 km/h, 8220 km/h, 8230 km/h, 8240 km/h, 8250 km/h, 8260 km/h, 8270 km/h, 8280 km/h, 8290 km/h, 8300 km/h, 8310 km/h, 8320 km/h, 8330 km/h, 8340 km/h, 8350 km/h, 8360 km/h, 8370 km/h, 8380 km/h, 8390 km/h, 8400 km/h, 8410 km/h, 8420 km/h, 8430 km/h, 8440 km/h, 8450 km/h, 8460 km/h, 8470 km/h, 8480 km/h, 8490 km/h, 8500 km/h, 8510 km/h, 8520 km/h, 8530 km/h, 8540 km/h, 8550 km/h, 8560 km/h, 8570 km/h, 8580 km/h, 8590 km/h, 8600 km/h, 8610 km/h, 8620 km/h, 8630 km/h, 8640 km/h, 8650 km/h, 8660 km/h, 8670 km/h, 8680 km/h, 8690 km/h, 8700 km/h, 8710 km/h, 8720 km/h, 8730 km/h, 8740 km/h, 8750 km/h, 8760 km/h, 8770 km/h, 8780 km/h, 8790 km/h, 8800 km/h, 8810 km/h, 8820 km/h, 8830 km/h, 8840 km/h, 8850 km/h, 8860 km/h, 8870 km/h, 8880 km/h, 8890 km/h, 8900 km/h, 8910 km/h, 8920 km/h, 8930 km/h, 8940 km/h, 8950 km/h, 8960 km/h, 8970 km/h, 8980 km/h, 8990 km/h, 9000 km/h, 9010 km/h, 9020 km/h, 9030 km/h, 9040 km/h, 9050 km/h, 9060 km/h, 9070 km/h, 9080 km/h, 9090 km/h, 9100 km/h, 9110 km/h, 9120 km/h, 9130 km/h, 9140 km/h, 9150 km/h, 9160 km/h, 9170 km/h, 9180 km/h, 9190 km/h, 9200 km/h, 9210 km/h, 9220 km/h, 9230 km/h, 9240 km/h, 9250 km/h, 9260 km/h, 9270 km/h, 9280 km/h, 9290 km/h, 9300 km/h, 9310 km/h, 9320 km/h, 9330 km/h, 9340 km/h, 9350 km/h, 9360 km/h, 9370 km/h, 9380 km/h, 9390 km/h, 9400 km/h, 9410 km/h, 9420 km/h, 9430 km/h, 9440 km/h, 9450 km/h, 9460 km/h, 9470 km/h, 9480 km/h, 9490 km/h, 9500 km/h, 9510 km/h, 9520 km/h, 9530 km/h, 9540 km/h, 9550 km/h, 9560 km/h, 9570 km/h, 9580 km/h, 9590 km/h, 9600 km/h, 9610 km/h, 9620 km/h, 9630 km/h, 9640 km/h, 9650 km/h, 9660 km/h, 9670 km/h, 9680 km/h, 9690 km/h, 9700 km/h, 9710 km/h, 9720 km/h, 9730 km/h, 9740 km/h, 9750 km/h, 9760 km/h, 9770 km/h, 9780 km/h, 9790 km/h, 9800 km/h, 9810 km/h, 9820 km/h, 9830 km/h, 9840 km/h, 9850 km/h, 9860 km/h, 9870 km/h, 9880 km/h, 9890 km/h, 9900 km/h, 9910 km/h, 9920 km/h, 9930 km/h, 9940 km/h, 9950 km/h, 9960 km/h, 9970 km/h, 9980 km/h, 9990 km/h, 10000 km/h, 10010 km/h, 10020 km/h, 10030 km/h, 10040 km/h, 10050 km/h, 10060 km/h, 10070 km/h, 10080 km/h, 10090 km/h, 10100 km/h, 10110 km/h, 10120 km/h, 10130 km/h, 10140 km/h, 10150 km/h, 10160 km/h, 10170 km/h, 10180 km/h, 10190 km/h, 10200 km/h, 10210 km/h, 10220 km/h, 10230 km/h, 10240 km/h, 10250 km/h, 10260 km/h, 10270 km/h, 10280 km/h, 10290 km/h, 10300 km/h, 10310 km/h, 10320 km/h, 10330 km/h, 10340 km/h, 10350 km/h, 10360 km/h, 10370 km/h, 10380 km/h, 10390 km/h, 10400 km/h, 10410 km/h, 10420 km/h, 10430 km/h, 10440 km/h, 10450 km/h, 10460 km/h, 10470 km/h, 10480 km/h, 10490 km/h, 10500 km/h, 10510 km/h, 10520 km/h, 10530 km/h, 10540 km/h, 10550 km/h, 10560 km/h, 10570 km/h, 10580 km/h, 10590 km/h, 10600 km/h, 10610 km/h, 10620 km/h, 10630 km/h, 10640 km/h, 10650 km/h, 10660 km/h, 10670 km/h, 10680 km/h, 10690 km/h, 10700 km/h, 10710 km/h, 10720 km/h, 10730 km/h, 10740 km/h, 10750 km/h, 10760 km/h, 10770 km/h, 10780 km/h, 10790 km/h, 10800 km/h, 10810 km/h, 10820 km/h, 10830 km/h, 10840 km/h, 10850 km/h, 10860 km/h, 10870 km/h, 10880 km/h, 10890 km/h, 10900 km/h, 10910 km/h, 10920 km/h, 10930 km/h, 10940 km/h, 10950 km/h, 10960 km/h, 10970 km/h, 10980 km/h, 10990 km/h, 11000 km/h, 11010 km/h, 11020 km/h, 11030 km/h, 11040 km/h, 11050 km/h, 11060 km/h, 11070 km/h, 11080 km/h, 11090 km/h, 11100 km/h, 11110 km/h, 11120 km/h, 11130 km/h, 11140 km/h, 11150 km/h, 11160 km/h, 11170 km/h, 11180 km/h, 11190 km/h, 11200 km/h, 11210 km/h, 11220 km/h, 11230 km/h, 11240 km/h, 11250 km/h, 11260 km/h, 11270 km/h, 11280 km/h, 11290 km/h, 11300 km/h, 11310 km/h, 11320 km/h, 11330 km/h, 11340 km/h, 11350 km/h, 11360 km/h, 11370 km/h, 11380 km/h, 11390 km/h, 11400 km/h, 11410 km/h, 11420 km/h, 11430 km/h, 11440 km/h, 11450 km/h, 11460 km/h, 11470 km/h, 11480 km/h, 11490 km/h, 11500 km/h, 11510 km/h, 11520 km/h, 11530 km/h, 11540 km/h, 11550 km/h, 11560 km/h, 11570 km/h, 11580 km/h, 11590 km/h, 11600 km/h, 11610 km/h, 11620 km/h, 11630 km/h, 11640 km/h, 11650 km/h, 11660 km/h, 11670 km/h, 11680 km/h, 11690 km/h, 11700 km/h, 11710 km/h, 11720 km/h, 11730 km/h, 11740 km/h, 11750 km/h, 11760 km/h, 11770 km/h, 11780 km/h, 11790 km/h, 11800 km/h, 11810 km/h, 11820 km/h, 11830 km/h, 11840 km/h, 11850 km/h, 11860 km/h, 11870 km/h, 11880 km/h, 11890 km/h, 11900 km/h, 11910 km/h, 11920 km/h, 11930 km/h, 11940 km/h, 11950 km/h, 11960 km/h, 11970 km/h, 11980 km/h, 11990 km/h, 12000 km/h, 12010 km/h, 12020 km/h, 12030 km/h, 12040 km/h, 12050 km/h, 12060 km/h, 12070 km/h, 12080 km/h, 12090 km/h, 12100 km/h



## Le Monde

# AFFAIRES

## La fin de la « chasse gardée » algérienne

Jusqu'ici théorique, l'ouverture du marché algérien devrait se concrétiser rapidement dans un pays soucieux d'attirer les investissements étrangers. Mais la France est aujourd'hui handicapée par rapport aux concurrents qui sont partis plus tôt et peuvent ouvrir largement les vannes du crédit

ALGER

de notre envoyée spéciale

**C**HALEUR, poussière, bousculade. La Foire d'Alger draine comme tous les ans une foule hétéroclite de professionnels et de badauds. Autour du pavillon central, l'atmosphère rappelle le Salon parisien des arts ménagers dans les années 50. Machines à coudre, boîtes à outils, tissus, meubles, vêtements, cuisinières, etc., les familles se pressent pour toucher, admirer, comparer l'introuvable ou l'inaccessible. Dans le stand d'Air Algérie, des jeunes rêvent devant les affiches de voyage et les maquettes d'avions.

En attendant que l'ouverture annoncée aux produits et aux firmes étrangères se concrétise, la Foire demeure un lieu privilégié de projets et de fantasmes pour les Algérois privés de tout. Et un exercice imposé pour toutes les entreprises françaises désireuses de signer des contrats. Elles sont traditionnellement nombreuses puisque, avec 14,7 milliards de francs d'importations en 1990, l'Algérie reste le premier marché hors OCDE de la France, ou onzième rang des débouchés, devant le Suède et juste après le Japon et le Portugal.

Au stand Moulinex, pris d'assaut, on a dû protéger les produits derrière des vitrines, et les dirigeants ont le sourire : grâce à l'accord de partenariat conclu avec la société algérienne ENAPEM, les moulinets à café, fers à repasser, et autres robots bien connus des ménages français sont désormais montés sur place et largement distribués. Un nouvel accord de concession devrait, dans un proche avenir, élargir encore le marché des appareils made in France, importés directement et distribués par l'ENAPEM. A terme, une usine commune devrait produire 600 000 batteurs, robots, moulinets à café et aspirateurs par an.

Plus loin, les représentants locaux de l'Industrie algérienne AMEC pour la production de contacteurs électriques, comme ceux de Michelin, propriétaire à 100 % de la SATI, qui produit sur place et couvre 25 % du marché des pneumatiques, affichent la même satisfaction doublée d'espoir. Michelin, fort content des nouvelles lois sociales qui lui ont permis d'augmenter sa production de 25 % en un an, envisage même de réinvestir, pour la première fois depuis des années de présence lue en Algérie.

L'espoir, on le retrouve dans les deux stands qui font cette année l'attraction principale de la Foire : Peugeot et Renault, admis pour la première fois dans l'enceinte réservée aux entreprises nationales pour marquer leur « algérianisation », et littéralement débordés par le foule. Avec respectivement 44 % et 30 % du parc automobile algérien, les deux constructeurs français ont été les premiers à se précipiter pour obtenir le statut de concessionnaire, ouvert par la loi à la fin de 1990, afin de pouvoir importer et vendre enfin directement leurs produits. Peugeot, le plus avancé, a déjà créé une société commerciale d'importation et de distri-

bution, prête à mettre en place en quelques semaines, dans les principales villes, un réseau de 30 concessionnaires. Renault suivra avec quelques mois de retard.

Les pieds déjà dans les starting blocks, les deux entreprises n'attendent plus, pour démarrer les opérations, que la levée des deux derniers obstacles pratiques : la libération promise des prix des automobiles, et la publication par la Banque d'Algérie des taux de change admis sur le marché à terme des devises, qui permettra aux étrangers de se convertir contre les risques de change. Ces deux obstacles, jusqu'ici paralysants, devaient être levés, assure le ministre algérien du commerce, d'ici une dizaine de jours.

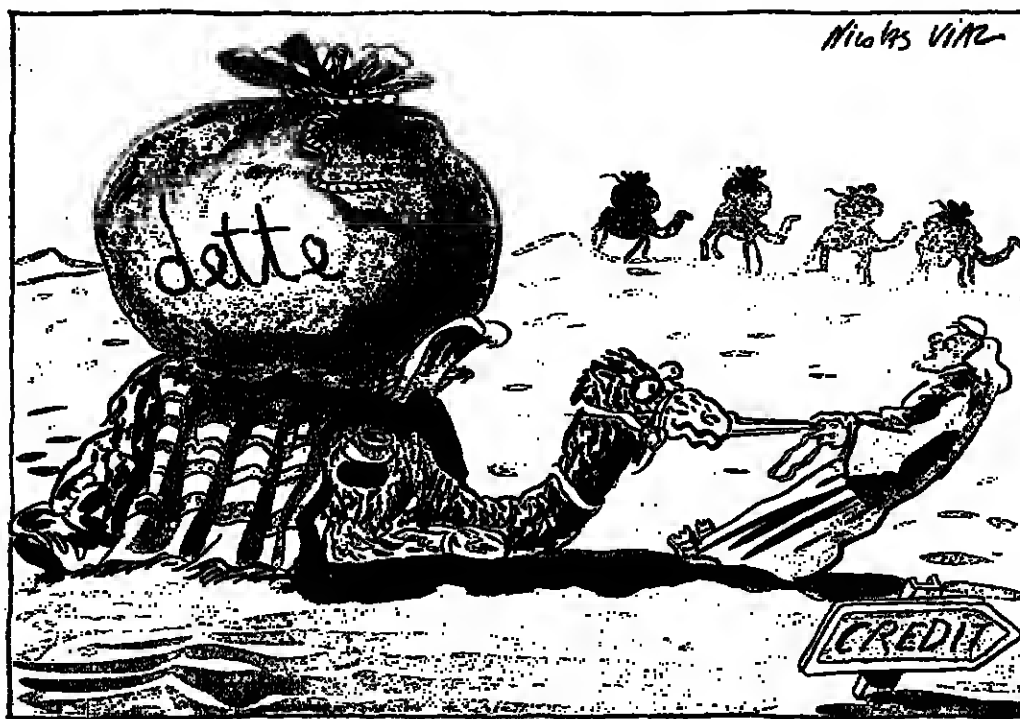
Jean qui rit, Jean qui pleure. Si du côté des grands groupes français, déjà installés sur place et/ou couvrant des secteurs jugés prioritaires (hydrocarbures, automobile, agriculture, pharmacie, fourniture des armées), l'ouverture et la libéralisation économique algériennes offrent de nouvelles et fort attractives perspectives, du côté des PME, traditionnellement très présentes de ce côté-ci de la Méditerranée, c'est la débâcle.

« Nous sommes encore là »

Tandis que le pavillon italien, repeint de frais, affiche complet, le pavillon français n'est qu'à demi plein : 325 exposants l'an dernier, 142 cette année, et des plus découragés. Dans les allées étroites qui hébergent tous les petits et moyens entrepreneurs, notamment de la mécanique ou de la machine-outil, la complainte revient en rétroscène : « La COFACE (1) nous fait des misères », gémît l'un, « Pas moyen d'avoir des crédits », pleure l'autre. « Ce marché très bien quand il y a des devises. Comment font les Italiens ? », renchérit un troisième.

Dans certains stands, on frise le drame. Bon nombre de PME françaises, assurent les banques, réalisent en Algérie une part très importante de leur chiffre d'affaires et se retrouvent complètement coincées par les impayés. « L'an dernier en décembre, j'ai reçu un chèque au secours d'une petite société de Grenoble, raconte le directeur local du Crédit-lyonnais, elle disait : « On me doit tant, si je ne suis pas payé je suis à la fin de l'année ». En janvier, j'ai reçu une lettre disant : « Merci, nous sommes encore là ! »

Motif : crise financière et concurrence accrue. Car, en attendant qu'un nouveau système se mette en place, l'effondrement de l'ancien a surtout créé une récession sans précédent. « L'économie traditionnelle est cassée et jusqu'ici rien ne la remplace », explique le représentant de Rhône-Poulenc. Les réformes, maladroites, trop brutales et surtout engagées au pire moment, ont paralysé l'économie qui ne tourne qu'à 50 % de ses capacités, tandis que les investissements ne représentent plus qu'un quart à peine de ce qu'ils étaient il y a dix ans. Les nouvelles lois permettent certes théoriquement aux étrangers de vendre directement en Algérie, tant qu'ils ont tenu des conditions posées pour obtenir une concession (engagement d'investir



dans l'industrie locale notamment), seules les grandes entreprises ont jusqu'ici eu les moyens de se lancer.

Les autres souffrent avec leurs clients. Incapable de faire face aux échéances de sa dette, le gouvernement algérien n'a eu autre ressource cette année que de resserrer dramatiquement l'accès aux devises. Résultat : une chute de 26 % des importations algériennes au cours du premier semestre 1991 et une multiplication des impayés, dont les entreprises françaises, surtout les plus petites, ont fait les premières les frais.

A l'heure des difficultés, le rang de premier fournisseur se paie cher, et la France, avec 23,4 % des importations, a été de loin la plus affectée par les défauts de paiement. L'Algérie a accumulé depuis la fin juin auprès des banques françaises 1 milliard de francs d'impayés sur les crédits à court terme et 740 millions de francs sur les crédits à moyen et long terme. Résultat : un blocage quasi total des crédits fournisseurs et des affaires. Les banques françaises refusent de garantir les crédits aux acheteurs qui ont déjà des arriérés. Quant aux autres, ils sont pour la plupart incapables de financer les 15 % d'apport en liquide exigés, et là ce sont les banques qui refusent le refinancement des crédits non garantis, arguant de leurs impayés. « Les banques françaises sont saturées », explique le directeur de la BNP, la banque algérienne a concentré sur nous les retards de paiements afin de rembourser en priorité les autres créanciers, ce qui nous met dans une position embarrassante... »

« Simple problème de liquidité qui tient à la conjoncture et aux réformes de structures », assure le secrétaire d'Etat français au commerce extérieur, Jean-Noël Jeanneney, en saluant la volonté du gouvernement

algérien d'avancer dans le sens de la libéralisation. « L'Algérie n'est pas insolvable, il faut dépasser cette période. A moyen terme, il est essentiel que la France ne rate pas l'échéance créée par la politique courroucée du pays. » De fait, il semble que le plus dur soit déjà passé. L'Algérie s'est acquittée de la presque totalité de ses arriérés commerciaux avec la France pour 1991 (2,3 milliards de francs), geste demandé en juillet par M. Bérégovoy. Dès l'an prochain, l'état financier dans lequel se débat le pays devrait se desserrer : l'échéance est moins importante et

une partie de la dette est d'ores et déjà réaménagée.

Une chose est sûre cependant : même si sa situation financière se rétablit, l'Algérie ne sera plus, et pour longtemps, la « chasse gardée » de jadis, lorsqu'il suffisait aux hommes d'affaires français de convaincre, à l'aide de la langue et du franc - monnaie « officielle » du marché noir des devises - aidant, un ou deux gros clients algériens, la plupart du temps publics, et de profiter des crédits garantis par la France. Des crédits d'autant plus largement distribués que le pays, bénéficiant de

revenus pétroliers confortables, payait rubis sur l'ongle ses échéances, et que le gouvernement français espérait bien rééquilibrer grâce au commerce courant le gonflement de la facture du gaz algérien. Une époque révolue. Trop lourdement engagée, la France, premier créancier avec un bon tiers de la dette, est aujourd'hui handicapée par rapport aux pays qui, comme l'Italie, sont partis plus tôt et peuvent aujourd'hui ouvrir largement les vannes des crédits.

« De la place pour tous »

Paris a certes depuis juillet consenti de nouveaux sacrifices : augmentation de 1 milliard de francs du montant des crédits permanents (« revolving ») accordés à l'Algérie, octroi d'une nouvelle tranche de 1 milliard destinée à l'automobile, crédits spéciaux destinés à financer l'achat de 1,2 million de tonnes de céréales, préfinancement des achats de pétrole et de gaz, et mesures diverses afin d'accélérer les règlements.

Mais elle ne peut rivaliser avec les 7 milliards de dollars (42 milliards de francs) de concours à moyen et long terme mis sur la table par l'Italie au cours de l'été. Elle ne le souhaite d'ailleurs pas. « Il y a de la place pour tous les amis de l'Algérie », assure Jean-Noël Jeanneney. « Dans cinq ans les Italiens achèteront deux fois plus de gaz que nous, il est normal qu'ils cherchent à augmenter leur part de marché pour rééquilibrer leurs échanges », note pour sa part l'ambassadeur de France à Alger.

Seul moyen de contrer cette évolution inéluctable : l'implantation directe sur le marché algérien, désormais autorisée par les textes dans le commerce comme dans l'industrie. Jusqu'ici restée théorique, faute de textes d'application (sur les taux de change, les prix, la protection des investissements, l'assurance, la législation pétrolière et minière, etc.), cette ouverture devrait rapidement se concrétiser, assurent les autorités algériennes, anxieuses d'attirer au plus vite les investissements étrangers, principale condition de réussite du plan de redressement économique. « Nous voulons participer à la division internationale du travail dont nous avons été longtemps absents », assure M. Foudil-Bey, ministre algérien au commerce. « L'Algérie est ouverte sur le marché maghrébin et en aura 100 millions d'ici à 2010. C'est aussi un pays où on peut produire à très bas prix. » A condition d'avoir la taille et les moyens d'investir, ce que n'ont pas les PME françaises.

VÉRONIQUE MAURUS

(1) La COFACE est l'organisme public qui garantit les crédits à l'exportation.

### Le recul de la France

Depuis quelques années, les positions commerciales françaises en Algérie s'effritent. Bien qu'elle reste, et de loin, le premier fournisseur du pays, l'industrie française ne couvre plus qu'un quart environ des importations contre près de trois en 1985. Elle est désormais talonnée par l'Italie (12 %) et les États-Unis (11,2 %). Les entrepreneurs français sont de plus en plus guignolés par de nouveaux venus fort agressifs : Espagne, Turquie, Yougoslavie, Corée du Sud, etc., qui, longtemps mal implantés ou absents, ont, ces cinq dernières années, conquis des parts non négligeables sur des secteurs bien précis.

Si la France garde une position prédominante dans onze secteurs-clés (automobile,

pharmacie, produits chimiques, machine-outil, etc.), où elle couvre en moyenne 47 % du marché, elle a perdu depuis 1985 sa position de leader sur cinq secteurs importants : machines et appareils spécialisés, produits laitiers, matières plastiques artificielles, télécommunications, et pneumatiques. Enfin, les entreprises françaises ont beaucoup reculé dans l'ensemble des secteurs divers, qui représentent une faible part des importations algériennes et où elles n'avaient jamais eu de position dominante. Bref, la France se raplle, dans l'ordre, sur ses points forts traditionnels... au grand dam des petites et moyennes entreprises, premières victimes du mouvement.

## Les PMI françaises en voie de redressement

Une enquête conjointe du Crédit national et de son homologue germanique, Industrie Kredit Bank GA, révèle que les grosses PMI françaises ont comblé leur handicap vis-à-vis des industries allemandes

**B**OUSCULANT les idées reçues, une enquête conjointe du Crédit national et de son homologue germanique, Industrie Kredit Bank GA, révèle que sur la décennie 1980-1990, les grosses PMI françaises non seulement ont redressé leur situation vis-à-vis des grosses PMI allemandes, mais encore ont pu les dépasser au cours des trois dernières années, en exploitation du moins, sinon en structures de bilan qui restent moins favorables de ce côté-ci du Rhin.

Pour mener son enquête, le département des études du Crédit national, à partir de la centrale des bilans de l'établissement, a constitué un échantillon de 619 sociétés clientes, suivies sur les onze dernières années (1980-1990). Il s'agit d'entreprises assez importantes, avec un chiffre d'affaires moyen de 460 millions de francs en 1990, dans le secteur de la transformation : biens intermédiaires, biens de consommation,

biens d'équipement, automobile, à l'exclusion du BTP, de l'énergie, des services et des commerces. De son côté, le service d'études de l'Industrie Kredit Bank a extrait de sa base de données comptables EBILA un échantillon de 1 022 sociétés comparables (taille voisine, même secteur d'activité) suivies sur les cinq années, 1986-1990.

En ce qui concerne les PMI françaises tout d'abord, l'enquête note qu'après quatre années de détérioration assez marquée, le redressement des performances d'exploitation a été rapide et continu à partir de 1984, amenant les ratios suivis à des niveaux records en 1989. Ainsi, le taux de marge (excédent brut d'exploitation rapporté à la valeur ajoutée), après avoir reculé de quatre points, augmente de onze points entre 1983 et 1989, atteignant 36 %, soit un niveau supérieur à tous ceux relevés depuis seize ans, largement comparable à celui de la période faste, 1970-1973.

Ce déplacement du partage du revenu en faveur des entreprises reflète la maîtrise des rémunérations qui a entraîné une progression des salaires réels inférieure à celle de la productivité, souligne le Crédit national.

### Performances d'exploitation

De même, la rentabilité économique (excédent net d'exploitation plus produits financiers par rapport aux capitaux mis en œuvre), déjà faible en 1980, s'est encore détériorée de 1981 à 1984, restant inférieure à celle qu'apportaient des placements financiers à taux élevés et sans risques, ce qui faisait craindre à certains un désintérêt pour l'investissement industriel. Elle s'est, ensuite, nettement redressée avant de reculer en 1990 tout en restant à un niveau relativement élevé (15 %).

La rentabilité financière (résultat courant avant impôts rapporté aux

fonds propres) a doublé au cours de la décennie. Quant à la marge brute d'autofinancement (MBA), elle a évolué très favorablement, doublant également entre les années 1981-1983 et les années 1988-1990. Ce qui a soutenu l'investissement passé de moins de 11 % à plus de 16 % de la valeur ajoutée dans l'agrégat du Crédit national. De plus, le vive croissance des investissements financiers (acquisitions de sociétés) a porté l'investissement global de 12,5 % de la valeur ajoutée en 1982 à plus de 20 % en 1989-1990.

Cette amélioration continue des performances d'exploitation a permis, par accumulation des profits comme par apport de capitaux extérieurs, une profonde transformation des structures des bilans pour les PMI étudiées. Les fonds propres ont été nettement renforcés, plus de 50 % des capitaux mis en œuvre contre moins de 40 % jusqu'en 1983. Par ailleurs, la dette à moyen et long terme revient de 60 % des fonds pro-

pres à 30 % actuellement. En conséquence, la solvabilité des PMI étudiées s'est notablement améliorée, seize mois de MBA suffisant aujourd'hui à rembourser la dette à long et moyen terme contre trois ans en 1982, 1983, 1984. Enfin, l'allègement de la dette, associé au recul des taux d'intérêt apparents de 1983 à 1988, a permis une très forte réduction du poids des frais financiers : 45 % de l'excédent brut d'exploitation en 1982 et 18 % en 1988, sommet de la courbe, avant un alourdissement en 1989 et 1990.

### Des frais financiers plus lourds

Cette amélioration des performances des PMI françaises était certes connue ou entrevue, mais le plus piquant est qu'elle les a conduites, en moyenne sur les trois dernières années, à dépasser leurs concurrentes allemandes. C'est vrai pour le taux de marge mesuré par le

rapport excédent brut d'exploitation sur chiffre d'affaires (et non plus valeur ajoutée, la comparaison étant difficile). C'est vrai aussi pour la rentabilité économique, un peu plus de 16 % en France, et un peu moins de 12 % en Allemagne. C'est vrai, enfin, pour la rentabilité financière, même si la différence est moins nette (24,7 % en France, et 23,9 % en Allemagne) et s'inverse en 1990 (21,3 % en France, stabilité outre-Rhin).

En ce qui concerne les fonds propres, la comparaison est viciée du fait des provisions pour retraites (qui, en Allemagne, constituent des ressources longues). En ajoutant ces provisions, le rapport de l'endettement aux fonds propres est favorable aux entreprises allemandes : 5,5 % contre 7,7 % pour les françaises.

FRANÇOIS RENARD

Lire la suite page 18

هذا من المال







# ÉCONOMIE

## SOCIAL

Les pertes de Renault atteignent 100 millions de francs par jour

### M<sup>me</sup> Aubry propose une issue négociée au conflit de Cléon

M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, a proposé mercredi 30 octobre devant l'Assemblée nationale que la direction de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) et les grévistes se mettent d'accord pour « fixer une heure où seront simultanément rétablis le libre du travail et le démarrage des négociations ».

M. Jean Cordouan, directeur régional du travail, a été chargé de renouveler le dialogue entre les deux parties afin de sortir de l'impasse le conflit de Cléon, qui entre dans sa deuxième semaine et continue de paralyser l'ensemble de la production du groupe.

« Chacun aura intérêt à saisir cette ultime possibilité », a déclaré M<sup>me</sup> Aubry, qui estime que « ce

Dans une note à ses services

### Le ministre du travail définit la qualité des plans sociaux

Dans une note à ses services, M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, précise les critères qu'elle porte contre les « mauvais plans sociaux », qu'elle avait dénoncés en septembre (le Monde des 5, 10 et 11 septembre), et ce qu'elle attend des inspecteurs du travail.

Elle demande de veiller à « la qualité et l'efficacité » des plans qui, actuellement, « n'assurent pas aux salariés concernés les meilleures chances de reclassement ».

Sont visées les primes au départ volontaire, parfois importantes, qui constituent « un leurre », et les préretraites, qui « ne doivent représenter qu'une fraction minoritaire du surcoût ».

Le ministre préfère que l'on donne « la priorité aux reclassements internes » ou, quand ce n'est pas possible, souhaite « une véritable implication de l'entreprise » pour les reclassements externes, afin « d'aboutir à un retour à l'emploi aussi rapide que possible ». Pour les cas les plus difficiles, elle préconise le recours aux congés de conversion.

conflit n'a que trop duré » et que « chacun doit prendre sans délai sa part de responsabilité et s'attacher à tirer les conséquences qui s'imposent pour l'avenir ». Selon le gouvernement, Renault perd 100 millions de francs par jour depuis le début de la grève et 47 000 voitures n'ont pu être produites.

Le ministre a indiqué que la direction de l'entreprise « a accepté de mettre sur la table de négociation la question de l'intéressement, ce qui est important pour aboutir à une issue positive » ainsi que « les problèmes propres à Cléon » en matière « de conditions et de relations de travail et de qualifications ». Au siège de la firme au loange, on confirme que les discussions concernaient le seul établissement de Cléon. Elles pourraient notamment porter sur les mécanismes d'intéressement collectif aux performances.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, M. Cordouan a rencontré à Rouen les délégués syndicaux de l'usine pour une première « réunion exploratoire », au cours de laquelle la levée des piquets de grève et l'ouverture simultanée de négociations (que M<sup>me</sup> Aubry envisageait pour jeudi) n'a pas été évoquée. Il devait rencontrer la direction de l'usine dans la matinée avant de recevoir de nouveaux les syndicats. Pour la CGT, la tentative de dénouer le conflit représente « une avancée », mais ses responsables locaux estiment que « c'est à la direction d'abaisser ses cartes ».

□ Bâtiment : la ville de Bapaume (Pas-de-Calais) règlera ses factures à trente jours. — La fédération du bâtiment de la région Nord-Pas-de-Calais a signé vendredi 25 octobre une convention avec la ville de Bapaume (Pas-de-Calais) pour le règlement des factures à trente jours. Bapaume après Narbonne (Aude), en juin, est la deuxième ville à conclure un accord de ce type, également en cours de préparation à Castelnau-

Les engagements du président de la République

### M. Mermaz et les syndicats agricoles veulent faire avancer le dossier des préretraites

A l'issue de la réunion de concertation entre le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, M. Louis Mermaz, et les responsables agricoles, mercredi 30 octobre, M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) a déclaré qu'« il avait reçu quelques engagements du ministre » sur la généralisation des préretraites à partir de 55 ans, la détaxation des carburants d'origine agricole et l'allègement de la fiscalité pour la transmission des entreprises agricoles. En revanche, les responsables syndicaux ont regretté qu'il n'y ait aucun chiffre précis des mesures par le gouvernement.

« Agrir vite » est le maître mot du gouvernement puisque M. Mermaz a indiqué : « Dès lors que le président de la République n'a fait des propositions (NDLR : dans le Journal du Centre le 24 octobre), il importe de les traduire dans les actes ». Le ministre va transmettre au premier ministre des propositions concrètes, et il n'a pas écarté que « certaines mesures significatives soient intégrées dans le budget 1992, comme les préretraites ».

Quant à la confédération paysanne, syndicat proche de la gauche qui n'avait pas été convié avec les autres organisations syndicales et professionnelles à la réunion du 30 octobre, son porte-parole M. Guy Le Fur a déclaré : « C'est scandaleux, il y a une concertation à deux vitesses et l'agriculture est divisée en deux classes ».

dary (Aude). La Fédération nationale du bâtiment (FNB) a entamé depuis plusieurs mois une campagne pour convaincre les maires de signer des conventions les engageant à créditer les comptes bancaires des entreprises du secteur du bâtiment dans les délais de trente jours. Bapaume après Narbonne (Aude), en juin, est la deuxième ville à conclure un accord de ce type, également en cours de préparation à Castelnau-

## ENVIRONNEMENT

Un projet de décret sur les déchets d'emballage

### Les industriels devront se convertir à l'écologie

En l'an 2 000, 75 % des déchets d'emballage ne devront plus finir dans les décharges : M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, a présenté, mercredi 30 octobre, un projet de décret obligeant producteurs, importateurs et distributeurs d'emballages domestiques à « pourvoir » ou à « contribuer » à leur réemploi, leur recyclage ou leur élimination. Dans un rapport, M. Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain, suggère la création à cet effet d'une société financée par les industriels.

La France croule sous une montagne de déchets (579 millions de tonnes annuelles) que chaque Français contribue à ériger en déversant dans sa poubelle 385 kilos d'ordures ménagères par an (535 kilos pour le Parisien), selon un récent rapport parlementaire présenté par M. Jean-Marie Bockel, député socialiste du Haut-Rhin (le Monde du 26 octobre). Une progression qu'il convient de freiner, a souligné M. Lalonde en rappelant que « les emballages représentent de 35 % à 45 % du poids des déchets des ménages, de 45 % à 50 % de leur volume, et [que] cette part ne cesse de croître sous la pression de notre mode de vie ».

C'est pourquoi le ministre s'est fixé un objectif, donné une arme et a demandé aux industriels de lui faire des propositions en ce sens. L'objectif ? Que les trois quarts des déchets d'emballage n'aillent plus en décharge à l'horizon 2 000, mais soient « valorisés » par réemploi pour ceux qui le permettent, par recyclage pour ceux dont les matières premières peuvent aisément résorber ou par « valorisation énergétique » pour ceux qui doivent être brûlés. L'arme ? Un projet de décret contraignant, qui devrait entrer en application au 1<sup>er</sup> janvier prochain, après une large concertation, « afin de préparer l'industrie aux obligations qui lui seront faites » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.

Sur les moyens de parvenir à son objectif, le ministre s'est montré, en revanche, beaucoup plus pragmatique, laissant la parole aux industriels. Au printemps dernier, il avait demandé à M. Antoine Riboud, PDG de BSN, de lui faire une série de propositions (le Monde du 20 juillet). Des propositions approuvées à l'unanimité par une trentaine de chefs d'entreprise des secteurs concernés (distribution, biens de consommation, emballage, matériaux et élimination des déchets) et que M. Jean-Louis Beffa, président du groupe Saint-Gobain, a prolongées par une étude sur leur mise en œuvre.

#### Une « marque » distinctive

Le principe du projet dévoilé par le ministre mercredi est d'obliger « les conditionneurs (...) ainsi que les importateurs de produits conditionnés à pourvoir ou à contribuer à la récupération des déchets d'emballage », soit en reprenant leurs propres emballages auprès des ménages ou par voie de consignation, soit en pratiquant la plus souvent compliquée et coûteuse, « soit en dédiant cette obligation à un organisme agréé par l'Etiat. Les industriels seraient puissamment incités à recourir aux services de cet organisme, par l'apposition d'une « marque » distinctive sur l'emballage de leurs produits. Une « marque » qui ferait d'eux de véritables défenseurs de l'environnement ».

Baptisé Eco Emballage, cet organisme (qui pourrait voir le jour au 1<sup>er</sup> janvier) aurait pour mission de favoriser le développement, par les communes, de la collecte et du tri des déchets d'emballage dont il serait ensuite tenu de garantir l'enlèvement et la valorisation. Société de droit privé, il réunirait en son sein producteurs d'emballage et conditionneurs, et son financement serait assuré par les industriels ou les importateurs recourant à ses services : 1 centime par emballage (quel que soit son matériau) la première année ; 2 centimes la seconde année ; 3 centimes ensuite. Les fonds ainsi dégagés (plus de 2 mil-

liards de francs en année normale) permettraient à la société d'une part de dédommager les collectivités territoriales pour la collecte et le tri initial des déchets et d'autre part de veiller à la « valorisation » de ces mêmes déchets par filière de matériaux : acier, aluminium, papier-carton, verre, plastique, matériaux complexes. La boucle serait bouclée.

« Nous avons cherché à faire simple et souple », a expliqué M. Beffa. A faire moins cher et moins protectionniste aussi que nos concurrents allemands, puisque le système « point vert » mis en place depuis quelques semaines outre-Rhin revient à 7 centimes par emballage, et limite, de facto, certaines importations. D'eau minérale notamment.

PIERRE-ANGEL GAY

## CONJONCTURE

### L'INSEE confirme la hausse de prix de 0,2 % en septembre

L'INSEE a confirmé mercredi 30 octobre que l'indice des prix à la consommation pour septembre avait augmenté de 0,2 %, la hausse atteignant 2,3 % depuis le début de l'année. L'indice du groupe « alimentation » (+0,2 %) a ralenti sa progression, grâce en particulier à la diminution des prix des légumes frais et des viandes de boucherie.

L'indice du groupe « produits manufacturés » (+0,2 %) a pris en compte une partie de l'augmentation des prix du tabac, les prix de l'essence restant pour leur part stables. Enfin, le groupe « services » (+0,2 %) a vu ses prix augmenter pour le cinquième mois consécutif à un rythme moindre qu'en 1990. Les hausses de prix saisonnières ont touché les cantines scolaires et les restaurants universitaires, les frais de scolarité et les cinémas.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### DAIMLERBENZ

A tous nos actionnaires présents et futurs, à tous les amis de notre entreprise nous voulons offrir toujours plus de technologie, d'équilibre, de performance, d'innovation...

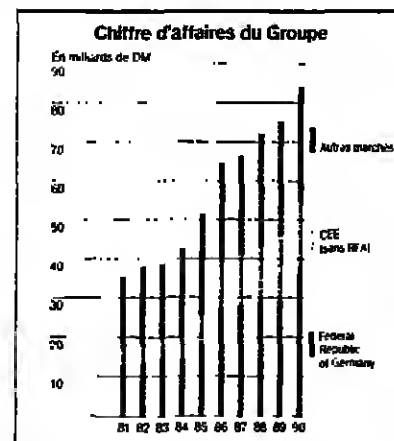
DAIMLERBENZ 1 <sup>er</sup> producteur industriel européen	
CA	85,5 Milliards DM
Investissements	6,8 Milliards DM
Cash flow	6,7 Milliards DM
Dépenses de R&D	8,2 Milliards DM
Bénéfices	1,8 Milliard DM
380 000 personnes dans le monde entier	

Mercedes-Benz
Voitures particulières
Véhicules industriels
CA 59,8 Milliards DM

AEG
Automatisation
Systèmes ferroviaires
Bureautique et télécommunications
Équipement et composants techniques
Électroménager
Matériel électronique
CA 13 Milliards DM

Hauschild
Aéronautique/Aérospatiale
Techniques de défense
Systèmes de propulsion
CA 12,5 Milliards DM

debis
Informatique
Systèmes
Prestations financières
Assurance
Trading / Marketing
CA 3,7 Milliards DM



... et de lieux de cotation avec une « première » en bourse

### Une offre publique de vente d'actions réservées au marché français à concurrence de 100 MF et une admission directe au règlement mensuel de la Bourse de Paris

Le prix de l'action sera fixé par avis de la SBF le 5 novembre sur la base du cours de Francfort à 12h30.

Le prix offrira un avantage aux souscripteurs français.

Il sera porté à la connaissance du public par voie de presse le 6 novembre.

Si des circonstances exceptionnelles se présentaient, l'OPV serait retirée et l'admission se ferait par voie d'arbitrage.

Adressez-vous à votre banquier ou votre intermédiaire agréé jusqu'au 6 novembre 12h.

Les ordres d'achat seront reçus et annulés dans les conditions habituelles.

Introduceurs  
Crédit Lyonnais Société Générale Deutsche Bank AG (Succursale de Paris)

Une note d'information qui a reçu la visa COB n° 91/379 en date du 01/10/1991 est mise sans frais à la disposition du public - Balo du 14/10/1991.

هنا من لاد



## MARCHÉS FINANCIERS

Le différend entre le Crédit lyonnais et le gouvernement britannique

## La Commission de Bruxelles s'oppose à la discrimination par Londres des entreprises publiques

Le gouvernement de Londres ne pourra plus freiner le rachat d'une entreprise britannique par une société d'un autre État membre, notamment française, en invoquant le contrôle de celle-ci par l'État.

**BRUXELLES**  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

En juillet 1990, M. Peter Lilley, ministre britannique du commerce et de l'industrie, prononçait un discours où il indiquait, un substance, qu'après des privatisations en Grande-Bretagne, il ne prévoyait certainement pas son concours au rachat de sociétés britanniques par des entreprises publiques du continent. Mettant en pratique l'orientation ainsi annoncée, il refusait, quelques mois plus tard, de donner son feu vert au rachat de deux compagnies britanniques par le Crédit lyonnais et transmettait le dossier pour examen à la commission de contrôle des monopoles et des fusions (MMC).

Saisie d'une plainte par le Crédit lyonnais, la Commission européenne adressait, le 6 juin 1991, une lettre à M. Lilley lui expliquant qu'à son avis son comportement, dans cette affaire, contrevient à l'article 52 (liberté d'établissement) qu'à l'article 222 (neutralité du traité par rapport au caractère public ou privé du capital). Suite à cette mise en demeure officielle, M. Lilley corrigea le tir; mais, néanmoins, les services bruxellois comprenaient ses propos, même ainsi rectifiés, comme signifiant qu'il considérait toujours le degré de contrôle d'une entreprise par l'État comme un des critères à prendre en considération pour soumettre une opération d'acquisition ou de fusion à l'avis de la MMC.

M. Martin Bangemann, vice-président de la Commission chargé de la politique industrielle et du marché intérieur, prit à son tour la plume, le 31 juillet, pour bien

mettre les points sur les « i »: sauf cas très exceptionnel concernant l'intérêt public (raisons de sécurité, par exemple), le contrôle par l'État de l'entreprise acquise ne peut justifier une saisie de la MMC, soulignait-il.

M. Lilley avait par ailleurs fait valoir que l'intervention de la MMC est d'autant plus nécessaire que les entreprises publiques bénéficient d'aides d'État qui sont de nature à fausser la concurrence. M. Bangemann répliqua qu'aux termes du traité il revenait à la Commission — et à personne d'autre — d'apprécier si des aides d'État étaient compatibles avec le Marché commun.

Finalement M. Lilley s'est incliné et l'accord auquel il vient de souscrire (accord qui a fait l'objet d'un échange de lettres) donne sur tous les points de la controverse entière satisfaction à la Commission. Si le Crédit lyonnais veut donc aujourd'hui obtenir réparation devant les tribunaux britanniques du préjudice subi, il sera en droit de se prévaloir de l'appui de la Commission.

**PHILIPPE LEMAITRE**

o Dior augmente son capital et prépare son introduction en Bourse. Christian Dior, du groupe Financière Agache, a voté mardi 29 octobre une augmentation de 10 % de son capital correspondant à une progression de ses fonds propres de 1,06 milliard de francs. L'opération, réservée aux actionnaires, impliquera la création de 2,8 millions d'actions nouvelles qui seront émises au prix de 370 F avec un nominal de 52 F. Le titre du courtier parisien devrait être introduit sur le marché au comptant de la Bourse de Paris le 4 décembre. Selon un responsable de la financière Agache, cité par l'agence Reuters, l'introduction pourrait se faire par une offre publique de vente (OPV) tout en appelant que depuis 1988, 43 % du capital de Dior sont placés sur le marché gris de Paris.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## RÉSULTATS SEMESTRIELS AU 30 JUIN 1991

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de M. Pierre Aim, a examiné le rapport d'activité et les résultats du Groupe et de la Société-Mère au 30 juin 1991.

Le chiffre d'affaires (12 609 millions de francs), en progression de 23 % par rapport à celui de l'exercice précédent, reflète, d'une part, la prise en compte sur le semestre complet des activités générées par la reprise du fonds de commerce MORV OYERSEAS et, d'autre part, l'entrée dans le périmètre consolidé du Groupe BONNIEUX, dont la SAGA détient désormais 60 %. À périmètre constant, la progression du chiffre d'affaires serait de 19 %.

Le résultat consolidé, qui s'établit à 6 millions de francs, reflète les difficultés du secteur Transi International au premier trimestre en raison de la guerre du Golfe et l'ajournement des frais financiers. Le redressement sensible des activités et de la situation financière au second semestre permet d'escompter, pour l'ensemble de l'exercice, un résultat du même ordre de grandeur que celui de l'exercice 1990, hors éléments exceptionnels.

Le résultat social ressort à 5,8 millions, en retrait par rapport à celui de l'exercice précédent. Des plus-values financières latentes n'ont toutefois été constatées qu'au second semestre et le résultat de l'exercice devrait être légèrement supérieur à celui de l'exercice 1990.

## UN PREMIER SEMESTRE CONFORME AUX PRÉVISIONS

Chiffre d'affaires	377,3 MF	+ 23,8 %
Résultat net	13,3 MF	+ 26,2 %
Marge nette	3,5 %	

## ■ PRÉVISION ANNUELLE 1991 ■

Sopra ne ressent pas de manière notable les effets de la "crise". En ingénierie informatique, Sopra obtient autant de grands contrats que les années précédentes et se renforce même dans les activités "conseil". Les grands projets font émerger Sopra en tête du marché de la gestion des Ressources Humaines et créent de nouveaux logiciels pour les secteurs banque, immobilier et santé.

L'objectif 1991 devrait donc être atteint:

Chiffre d'affaires	750 à 780 MF
Résultat net	de l'ordre de 35 MF
Marge nette	4,5 à 5 %

**SOPRA.**  
Ingénierie informatique

## NEW-YORK, 30 octobre ↑

## L'avance se poursuit

Malgré quelques hésitations, la Bourse de New-York a réussi mercredi 30 octobre à poursuivre son avance amorcée en début de semaine. Il y eut bien quelques reculs dus à la séance, mais elle furent généralement brèves et de faible ampleur.

À la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles s'élevait à 3 071,76, en progrès de 3,84 points (0,12 %). Bref, en trois jours, Wall Street a progressé de 2,21 % le lundi, de 1,31 % le mardi, de 2,35 % le mercredi et a donc gagné 6,46 points, soit 0,21 %.

Océanément, plus les statistiques sont inquiétantes, plus le marché donne l'impression de s'en désintéresser. Après la chute pour octobre de l'indice de confiance des consommateurs américains à un niveau de récession, ce sont les ventes de logements neufs pour septembre qui viennent de décevoir, et pas d'un peu, puisque la baisse frôle les 13 %. C'est la plus importante depuis deux ans et demi. En réalité, paraît-il, la Réserve fédérale va devoir une nouvelle fois assouplir sa politique de crédit pour éviter un blocage de la croissance, les investisseurs ont joué une baisse des taux d'intérêt. Autour du « Big Board » beaucoup d'attentisme, à juste titre, une décision dans ce sens à la veille du week-end.

VALEURS	Cours de 29 octobre	Cours de 30 octobre
Alcoa	62 1/4	63 1/2
AT&T	56 3/4	58 1/2
Boeing	48 5/8	49 1/2
Chrysler	19 1/8	19 1/8
Eastman Kodak	44 1/2	44 1/2
Exxon	61 5/8	61 5/8
Ford	27 1/8	27 1/4
General Electric	70 7/8	70 7/8
General Motors	35 5/8	35 5/8
IBM	100 1/4	100 1/4
Intel	57 1/4	57 1/4
Johnson & Johnson	71 1/4	70 3/4
Merck	89 7/8	90 1/8
Pharmacia	70 1/8	70 1/8
Schering	70 1/8	70 1/8
Texas	64 3/4	64 7/8
United Technologies	134 5/8	134 3/4
United States Steel	19 1/8	19 1/8
Windsor	48 1/4	48 5/8
Windsor	17 5/8	17 5/8
Yale	82 1/4	82

## LONDRES, 30 octobre ↑

## Nette progression

Pour la deuxième fois cette semaine, les valeurs ont fortement progressé mercredi 30 octobre au Stock Exchange. À la clôture, l'indice Footsie des 100 valeurs a gagné 23,8 points, soit 1,3 % à 2 577,7. La tendance a été soutenue par des résultats de sociétés jugés « solides » par les boursiers et des espoirs de reprise économique. D'autre part, un dernier sondage montrait une réduction de la dette publique de 1,2 milliard de livres par rapport aux conservateurs dans les élections de mai. À l'heure de la clôture, le marché a été soutenu par les valeurs de la City, qui ont gagné 1,3 % à 2 577,7.

La tendance a été soutenue par des résultats de sociétés jugés « solides » par les boursiers et des espoirs de reprise économique. D'autre part, un dernier sondage montrait une réduction de la dette publique de 1,2 milliard de livres par rapport aux conservateurs dans les élections de mai. À l'heure de la clôture, le marché a été soutenu par les valeurs de la City, qui ont gagné 1,3 % à 2 577,7.

Philipps : le redressement se poursuit. L'état de santé du groupe néerlandais Philipps, dont le fabricant mondial de matériels électroniques grand public, continue de s'améliorer. Pour les neuf premiers mois, la firme d'Eindhoven annonce un bénéfice net provenant de l'exploitation normale de 310 millions de florins (153 millions de francs), alors que, pour la période correspondante de 1990, elle avait enregistré un déficit de 2,13 milliards de florins. Ce résultat a été obtenu malgré une charge financière de 16,9 millions de florins (8,4 millions de francs) contre 123 millions. Les deux derniers mois de l'exercice ont été particulièrement bénéfiques. La firme a pu faire figurer à son bilan un profit exceptionnel de 365 millions de florins provenant de la vente à Whirlpool de ses derniers intérêts dans l'entreprise néerlandaise.

Première baisse des bénéfices pour Marks & Spencer. Le groupe de distribution britannique Marks & Spencer a annoncé, pour la première fois en dix ans, une baisse de 6,5 % du bénéfice net à 215,2 millions de livres (près de 2,15 milliards de francs) au semestre clos en septembre, contre 230,3 millions pour la même période de 1990. Mais cette baisse est due à une charge exceptionnelle de 16,9 millions de livres pour réduction d'impôt (300 millions de francs) et à des dégrèvements de 260 millions de livres (1,3 milliard de francs) en raison de la dépréciation des stocks de vêtements. Avant cela, le bénéfice a augmenté légèrement, atteignant 232,1 millions de livres (un gain de 13 % en Europe) suite à la baisse au Canada, pour un chiffre d'affaires revenu de 2,66 milliards à 2,64 milliards.

Suspension du cours de l'action Celanese SA. Le cours de l'action Celanese, le numéro un français de la couche-culotte, a été suspendu, mercredi 30 octobre, sur le second marché. La direction du numéro un français de la couche-culotte a annoncé qu'un accord actionnaire étranger — dont l'identité et la nationalité n'ont pas été communiquées — pourrait faire son entrée dans le capital de la société en prenant la participation de 24,5 % du plus impor-

## PARIS, 30 octobre ↑

## Bien orientée

La Bourse de Paris s'est encore orientée à la hausse mercredi 30 octobre. En retrait marginal de 0,03 % au début des transactions, les valeurs ont continué dans la matinée de s'apprécier au fil des échanges, pour afficher au cours de la journée une hausse de 0,3 %. Par la suite, une interruption de séance à 12 h 21, consécutive à une panne du système CAC, les 111 valeurs cotation à 0,26 % pendant une bonne partie de la séance. Peu après la reprise des cotations, vers 14 heures, l'indice de la place s'inscrivait en hausse de 0,4 % pour finalement gagner en clôture 0,45 %.

Selon les analystes, le marché parisien des actions a été soutenu par la bonne tenue de Wall Street depuis plusieurs séances et par la bonne orientation du marché obligataire américain. Cela étant, la diminution enregistrée par l'indice de confiance des consommateurs américains, publiée mardi, a de nouveau soulevé l'incertitude de la reprise outre-Atlantique et a entraîné un assouplissement de la politique de crédit de la Fed, la Réserve fédérale.

En outre, la bonne orientation des marchés européens et des rumeurs parues dans la presse japonaise faisant état d'une prochaine baisse du taux d'escompte au Japon ont été positivement interprétées par les boursiers. Toutefois, cette conjonction d'éléments favorables, soulignant certains opérateurs, ne sera pas suffisante pour enrayer durablement la tendance. On plus, l'on constate actuellement plutôt un ralentissement des courants d'achat, soulignant un spéculatif.

## TOKYO, 31 octobre ↑

## Raffermissement

Après une nouvelle journée de baisse, le Kabuto-cho s'est raffermi jeudi 31 octobre, et même bien redressé puisque l'indice Nikkei a réussi à enclencher à repasser la barre des 25 000 points pour s'établir à la clôture à 25 222,28, avec un gain de 24,72 points, soit presque 1 % de hausse.

D'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

O'après les spécialistes, ce rebond a surtout été dû à la modification des ventes plutôt qu'à une reprise des achats. Le niveau d'activité paraît en témoignage avec seulement 300 millions de titres échangés contre 320 millions la veille. Sur le plan des investisseurs, les investisseurs attendent la baisse des taux d'intérêt, qui devrait accompagner, d'ici fin de l'année, le début de la hausse.

## PARIS :

## Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3800	3820	Immo. Habitat	820	820
Amatel Associés	292	299	Invent. Computer	157	157
B.C.C.	130	129 80	IP.M.	70	70
Banque Paribas	812	815	Locat. Invest.	238	237
Banque Paribas	326	327	Locat. Invest.	70 20	70 20
Banque Paribas	227	227	Locat. Invest.	98	95 10
Banque Paribas	870	861	Mob. Invest.	152	152
Banque Paribas	400	399	Publ. Invest.	365	368
Banque Paribas	695	690	Rand. Invest.	482	482
Banque Paribas	148 20	142	Rand. Invest. (R.I.)	319	319
Banque Paribas	276	280	S.H.M.	184	176 80
Banque Paribas	930	936	Select. Invest. (S.I.)	101	101
Banque Paribas	288	288	Serbo	369 80	369 80
Banque Paribas	770	770	S.M.T. Group	130	130
Banque Paribas	170 90	170	Sopri	270	270
Banque Paribas	389	389	T.F.I.	347	347
Banque Paribas	1220	1200	Thomson R. (T.R.)	295	295
Banque Paribas	357	357	Unilog	218	218
Banque Paribas	980	980	Val et Cie	88 50	88 50
Banque Paribas	280	285	V. St-Laurent Group	840	840
Banque Paribas	138	138			
Banque Paribas	241	240			
Banque Paribas	258	256 80			
Banque Paribas	133	133			
Banque Paribas	120 50	121			
Banque Paribas	139	139 10			
Banque Paribas	433	434			
Banque Paribas	200	192			
Banque Paribas	530	521			
Banque Paribas	658	658			
Banque Paribas	228	232 80			
Banque Paribas	120	120			

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 octobre 1991

Nombre de contrats : 56 332

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	107,30	107,22	107,58
Précédent	107,08	107,12	107,38

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Déc. 91	0,56	1,16
Mars 92	0,37	0,92

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 862	1 874,50	1 886
Précédent	1 854	1 868	1 882

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
-------	---------	----------	----------





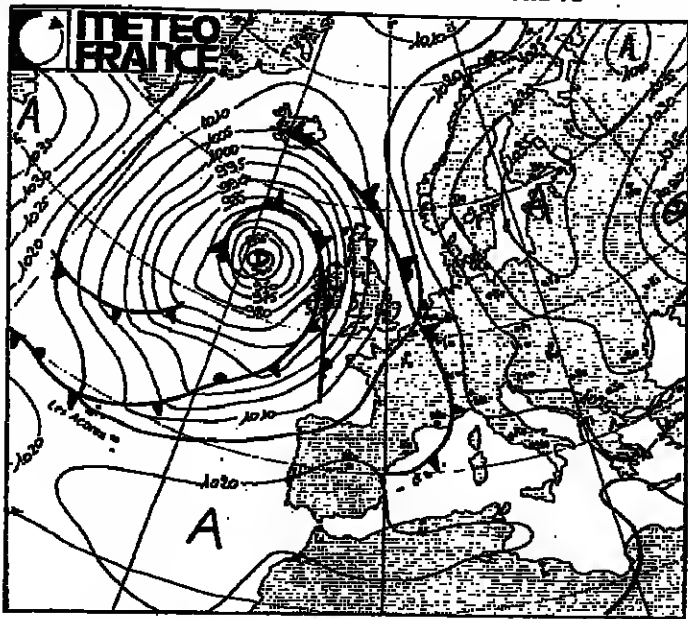


PARIS 8<sup>e</sup> : 13 RUE ROYALE

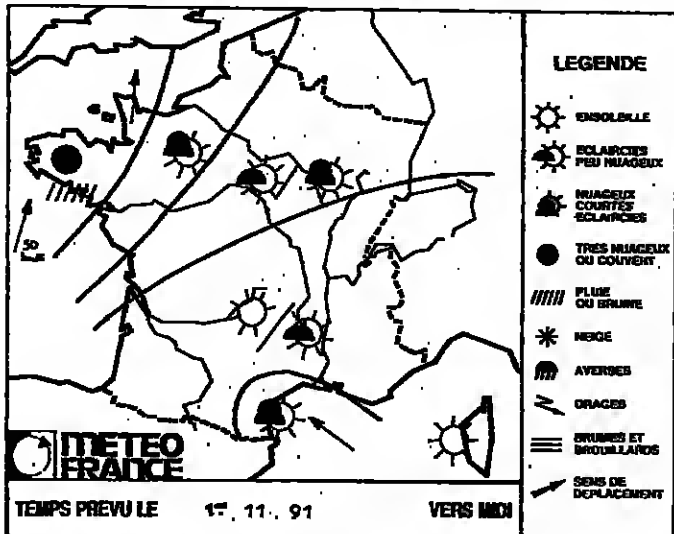


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 31 OCTOBRE A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1991



Vendredi : soleil au sud, nuageux et pluvieux sur le nord-ouest. Sur la Bretagne et la Basse-Normandie, le ciel restera très chargé et souvent pluvieux. Le vent soufflera vers les 50 km/h en Bretagne sud de secteur sud, et en Manche de secteur sud-ouest.

Sur les autres régions du nord de la France, c'est-à-dire du Poitou-Charentes, au Centre, au Nord-Bourgogne, à l'Alsace et plus au nord, après une matinée souvent maussade, des éclaircies se développeront progressivement. Dans l'après-midi, nuages et éclaircies se partageront le ciel. Mais les éclaircies seront beaucoup plus

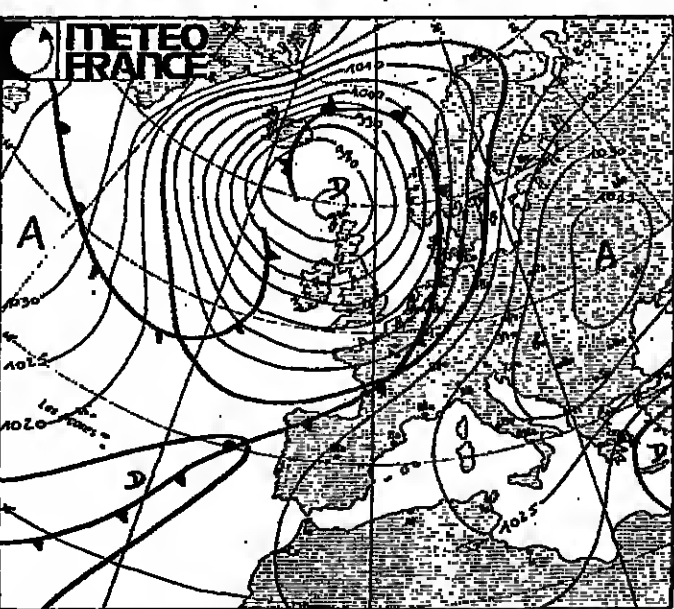
timides des Pays de la Loire à la Normandie et au Nord-Pas-de-Calais.

Sur le sud de la France, le soleil se montrera très généreux. Le vent d'Afrique soufflera vers les 30 km/h.

Les températures minimales varieront de 8 à 10 degrés dans l'Ouest, le Sud-Ouest et le Nord, atteignant 12 degrés près des côtes. Elles descendront jusqu'à 4/5 degrés du Centre au Nord-Est et 0/3 degrés à l'intérieur des régions du Sud-Est.

Les températures maximales seront agréables : 14/16 dans le Nord-Ouest, 15/18 dans le Nord-Est, on atteindra souvent les 20 degrés sur la moitié sud du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 2 NOVEMBRE 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et tempa observé  
le 30-10-1991 à 18 heures TU et le 31-10-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	12	11	C	LOS ANGELES	21	11	D
ALGER	19	12	C		LUXEMBOURG	3	2	N
BARCELONE	16	12	C		MADRID	14	9	B
BRESCIA	12	11	C		MARSEILLE	24	13	B
BURSA	12	4	D		MILAN	8	9	C
CADIX	12	7	C		MONTREAL	11	-1	D
CHERBOURG	11	7	C		MOSCOW	-3	-6	C
CLEMONTE-FE	11	1	D		NAIROBI	25	17	C
DUNKERQUE	8	2	B		NEW-YORK	18	6	N
GENEVE	12	6	B		OSLO	6	4	C
LILLE	8	4	D		PALMA-DE-MAJ	19	15	N
LIMOGES	10	7	C		PEKIN	9	3	D
LYON	12	7	C		RIO-DE-JANEIRO	-	-	-
MARSEILLE	17	1	P		ROME	17	8	D
NANCY	14	5	P		SINGAPOUR	33	24	C
NANTES	14	5	P		STOCKHOLM	6	4	C
NICE	16	12	P		STOCKHOLM	6	4	C
PARIS-MONTS	18	-3	D		STOCKHOLM	6	4	C
PAU	12	10	N		TOKYO	18	15	C
PERPIGNAN	14	10	C		TUNIS	18	14	P
RENNES	14	10	C		VARSOVIE	2	-2	N
STRASBOURG	7	4	P		VERONE	10	4	D
					VIENNE	5	6	D

A B C D N O P T \*  
avec humidité ciel couvert ciel nuageux orage pluie tempête neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

## Les mots et les gestes

Ce fut une séquence brève et bouleversante. Dans un service de l'hôpital Henri-Mondor à Créteil, une infirmière désemparée, effondrée même, après le mort d'un de ses malades du sida, a crié. On l'a vu se précipiter en larmes, vers la chambre. Comme le caméra avait eu le bon goût de n'y point la suivre, on a deviné, à travers la vitre dépolie, qu'elle se jetait dans les bras des proches du disparu. Et elle criait, comme en famille, des mots de désespoir et d'impuissance, des mots de deuil.

Ce fut une autre image et un peu le même, dans un autre hôpital, Saint-Antoine. Une sœur infirmière était dans la chambre

d'un jeune homme visiblement à bout de forces, à bout de vie. Elle a parlé, avec des mots simples et magnifiques, de ce rapport cruel et familial qui, séjour après séjour, s'établit entre le malade du sida et le personnel soignant.

Et puis, tenant la main du malade dans sa main, en femme qui après jour contrainte à perdre un proche, elle a simplement ajouté : « Et quand les mots ne viennent plus, il reste les gestes. Mais c'est dur. Que ceux qui cherchent trouvent quelque chose. Très vite ».

Dans sa « Marche du siècle », sur FR3, décidément une émission de grande qualité per se tenue et son sérieux, Jean-Marie

Cavada avait réuni précisément quelques-uns de ceux qui cherchent. A l'origine, le professeur américain Robert Gallo avait participé. Il a défilé, au dernier moment, sur ordre paraît-il de ses supérieurs. Vrai, faux ? Peu importe.

Ceux qui cherchent, les professeurs Luc Montagnier et Marc Girard, ceux qui gèrent, le docteur Michael Marson, directeur du programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS, ceux qui soignent euesi, sont venus faire l'état des lieux. Un état des lieux effrayant pour les chiffres. Demain, en l'an 2000, le monde comptera 30 à 40 millions de séropositifs, 15 millions de malades du sida.

Un état des lieux effroyable dès aujourd'hui pour le Zaïre, selon le témoignage d'un pédiatre, M. Wenbonyama. Un état des lieux prudent pour la recherche, qui progresse pas à pas, dans l'incapacité scientifique à évaluer le temps, et avec des pistes, des espoirs très raisonnables, un pré-vaccin, une thérapie génique.

Et, enfin, un état des lieux presque rassurant pour deux « vieux » séropositifs, une femme, un homme, déjà venus témoigner il y a deux ans chez Cavada. Leurs visages déjà familiers, leur volonté de vivre, leurs récits pudiques, signifiaient finalement la même chose que l'infirmière de Saint-Antoine.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ◻ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 31 octobre

TF 1

- 20.50 Série : Navarro.
- 22.30 Magazine : Ex libris.
- 23.30 Flash d'informations.
- 23.35 Cinéma : Music Box.
- 23.50 Magazine : Télévision.
- 0.10 Journal, Le Débat, Météo, Bourse.

A 2

- 20.45 Magazine : Envoyé spécial.
- 22.10 Cinéma : L'Orchestre rouge.

FR 3

- 20.45 Téléfilm : Les Misérables.
- 22.50 Journal et Météo.
- 23.10 Cinéma : L'Orchestre rouge.
- 0.45 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 20.35 Cinéma : 37-2 le matin.
- 23.30 Flash d'informations.
- 23.35 Cinéma : Music Box.

LA 5

- 20.50 Cinéma : Harem.
- 22.50 Téléfilm : Pour dans la ville.
- 0.10 Magazine : C'est tout comm.
- 0.30 Journal de la nuit.
- 0.40 Demain se décide aujourd'hui.

M 6

- 20.35 Cinéma : Exodus.
- 23.45 Série : Le Voyageur.
- 0.16 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire : Histoire parallèle.

- 21.00 Magazina : Avis de tempête.
- 22.55 Documentaire : Une leçon particulière de musique avec Gérard Poulet.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Dramatique. Les Miroirs de Jean, de Marian Georges Valentini et Jean-Marie Simon.
- 21.30 Profils perdus, Dominique de Roux.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel-Pierre Edmond (le Philosophe-Roi).
- 0.50 Musique : Coda. Le jazz de Cortazar.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 102 en si bémol majeur, de Haydn; Concerto pour piano et orchestre n° 3 en la mineur op. 85, de Hummel; Symphonie n° 8 en sol majeur op. 88, de Dvorak, par l'Orchestre national de France, dir. Sir Neville Martinov, Stephen Hough, piano.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

## Vendredi 1<sup>er</sup> novembre

TF 1

- 13.35 Cinéma : Les Cavaliers.
- 15.40 Série : Commissaire Moulin.
- 17.20 Divertissement : Vidéo gag.
- 17.40 Série : 21 Jump Street.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.30 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.50 Divertissement : Pas folles les bêtes.
- 20.00 Journal, Météo, Trafic Infos et Tapie vert.
- 20.45 Variétés : Tous à la Une.
- 20.45 Journal et Météo.
- 22.45 Magazine : SOS.
- 23.45 Spécial sports : Boxe.
- 0.55 Journal et Météo.

A 2

- 13.50 Hommage à Georges Brassens.
- 15.35 Variétés : Le Chant des chansons.
- 16.05 Série : Médecins de nuit.
- 17.05 Magazine : Giga.
- 18.15 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.35 Magazine : Défendez-vous.
- 18.50 Série : Mister T.
- 19.15 Jeu : Question de charme.
- 19.40 Divertissement : Le Caméra Indiscrète.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Journal et Météo.
- 22.05 Série : Pes de faire-part pour Max.
- 22.55 Sport : Tennis. Open de la Ville de Paris.
- 0.25 1. 2. 3. Théâtre.
- 0.35 Cinéma : Le Rayon vert.
- 2.10 Journal et Météo.

FR 3

- 13.00 Sport : Tennis. Open de la Ville de Paris.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information.
- 20.00 Un livre, un jour.
- 20.10 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : Thalassa.

- 21.40 Magazine : Caractères.
- 22.45 Journal et Météo.
- 23.05 Magazine : Musicales.
- 0.05 Magazine : Mondo Sono.

## CANAL PLUS

- 13.35 Téléfilm : Chronique d'un amour impossible.
- 15.20 Documentaire : Les Allumés...
- 15.45 Téléfilm : Crimes et jardins.
- 17.15 Documentaire : Gorilles en sursis.
- 18.00 Caneille peluche.

En clair jusqu'à 20.30

- 18.30 Le Top.
- 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.05 Sport : Football.
- 22.50 Flash d'informations.
- 23.00 Le Journal du cinéma.
- 23.04 Cinéma : Polica Academy 6...
- 0.25 Cinéma : Punisher.
- 1.50 Cinéma : Sex et perestroïka.
- 3.20 Cinéma : Dans l'enfer de Jave.

LA 5

- 13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
- 14.45 Spécial drôles d'histoires.
- 15.10 Tiro à l'arc.
- 15.45 Série : L'Enquêteur.
- 16.50 Cinéma : Drôles de diables.
- 18.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
- 19.05 Série : Kojak.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.40 Journal des courses.
- 20.50 Téléfilm : Un privé au paradis.
- 23.35 Téléfilm : La mort est au bout de la rue.
- 0.30 Journal de la nuit.

- 0.40 Demain se décide aujourd'hui.
- 0.45 Le Club du télé-achat.
- 1.15 Rediffusions.

M 6

- 13.30 Série : Brigada de nuit.
- 14.20 Téléfilm : Echec aux hors-la-loi.
- 16.00 Divertissement : Les Fous du rire.
- 16.50 Série : L'Homme de fer.
- 17.40 Jeu : Zygomatic.
- 18.05 Série : Mission impossible.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.30 Météo 6.
- 20.40 Série : Le Saint.
- 22.25 Série : Equalizer.
- 23.20 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
- 23.50 Magazine : Culture rock.
- 0.15 Capital.
- 0.25 Six minutes d'informations.
- 0.30 Informations : Bonne Nouvelle.
- 2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

- 15.30 Théâtre : Le Soulier de satin.
- 18.30 Documentaire : L'Héritage de la chouette.
- 19.00 Documentaire : Entre deux mondes.
- 20.00 Documentaire : L'Anthropographe.
- 21.00 Téléfilm : Bonne chance Française.
- 22.40 Série : Photo-romans.
- 22.55 Téléfilm : Pierre qui roule.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives. Marie Bell.
- 21.30 Musique : Black end Blue.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Le jazz de Cortazar.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (en direct de Sarrebruck) : Symphonie n° 8 en ut mineur A 117, de Bruckner, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. Uwe Mund.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

مكتبة في الجزائر



سنة ١٤١١ هـ

24 • Vendredi 1<sup>er</sup> novembre 1991 •

## Le Monde

A la conférence de Madrid

### M. Shamir appelle les Arabes à faire la paix immédiatement

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a appelé les Arabes, jeudi matin 31 octobre, à Madrid, à prouver qu'ils étaient prêts à accepter Israël, en les avisant que les négociations de paix aboutiraient à une impasse si elles se concentraient uniquement sur des exigences territoriales.

« Montrez-nous et montrez au monde que vous acceptez l'existence d'Israël », a déclaré M. Shamir dans un discours en anglais devant la conférence de paix sur le Proche-Orient. S'adressant aux Arabes, M. Shamir les a appelés à reconnaître l'Etat hébreu, quarante-trois ans après sa création, et à cesser l'« Intifada » (soulèvement) dans les territoires occupés. « Déclarons ici même et maintenant la fin de la guerre, de la haine et de l'hostilité. Allons ensemble de l'avant vers la réconciliation et la paix », a-t-il dit. Sans refuser formellement des négociations territoriales, M. Shamir a averti que les pourparlers de paix ne devraient pas se concentrer sur ce point uniquement. « Il serait regrettable que les négociations se fixent en premier lieu et exclusivement sur la question territoriale. C'est la voie la plus rapide qui conduirait à une impasse », a indiqué M. Shamir, dont aucun des représentants arabes présents dans la salle n'a applaudi le discours. « Nous sommes que nos partenaires aux négociations vont formuler des

exigences territoriales à l'égard d'Israël. Cependant, comme le démontre clairement l'analyse de la longue histoire du conflit, sa nature n'est pas territoriale, a-t-il dit. Ce dont nous avons besoin en premier lieu et avant tout, c'est d'instaurer la confiance, d'écartier le danger d'un affrontement et de développer les relations dans un domaine que possible. S'adressant aux Arabes, M. Shamir a déclaré : « Nous vous appelons à renoncer au Jihad (guerre sainte) contre Israël. Nous vous appelons à dénoncer la charte de l'O.P.L. qui appelle à la destruction d'Israël. Nous vous appelons à condamner les déclarations échoirant à l'annihilation d'Israël. » « Nous vous appelons à laisser sortir les juifs désirant quitter votre pays », a-t-il encore dit.

« Et nous adressons un appel aux Arabes palestiniens : renoncez à la violence et au terrorisme, cessez d'exposer vos enfants au danger en les envoyant jeter des bombes et des pierres sur des soldats et des civils », a-t-il poursuivi. « Par dessus tout, nous espérons que vous réaliserez finalement que vous auriez pu être présents à cette table depuis longtemps, aussitôt après les accords de Camp David (1978), si vous aviez choisi le dialogue à la place de la violence, la coexistence à la place du terrorisme », a déclaré M. Shamir. (AFP)

### Le juge Bruguière met directement en cause la Libye pour l'attentat contre le DC-10 d'UTA

Deux ans après l'explosion du DC-10 d'UTA au-dessus du désert du Ténéré (1989), le juge parisien chargé du dossier sur cet attentat, M. Jean-Louis Bruguière, a mis directement en cause la Libye en délivrant quatre mandats d'arrêt internationaux contre des responsables libyens et en diffusant deux notes de recherches contre deux autres personnalités libyennes (le Monde du 31 octobre).

Assortis d'inculpations pour « complété d'assassinat, destruction de biens mobiliers et immobiliers par explosifs, infraction à la législation sur les explosifs, infraction en relation avec une entreprise terroriste », les quatre mandats visent les services de renseignement de Tripoli. Se trouvent ainsi inculpés M. Abdallah Senoussi, beau-frère du colonel Kadhafi, considéré comme le numéro deux du service de renseignement libyen, dirigé par M. Ibrahim Bishar, ministre des affaires étrangères (ce dernier n'est pas mis en cause par le magistrat); M. Abdallah Elazragh, premier conseiller au bureau populaire de Brazzaville, sous les ordres de M. Senoussi; M. Ibrahim Naeli, membre des services spéciaux qui se trouvait à Brazzaville de la fin août au 19 septembre 1989, jour de l'attentat; enfin, M. Mushah Abbas, adjoint de M. Naeli, membre des services spéciaux.

Les deux notes de recherches

internationales diffusées, qui ne valent pas inculpation, demandent à tous les pays membres d'interpol de signaler la présence sur leur sol ou d'intercepter deux autres hauts responsables de l'Etat libyen : MM. Moussa Koussa, vice-ministre des affaires étrangères et chef de la Mathaba, organisme chargé de la manipulation des mouvements d'opposition et de la lutte contre le « colonialisme », et Abdelassalam Zedma, numéro trois des services spéciaux libyens.

La Libye a toujours démenti toute responsabilité dans l'attentat meurtrier contre le DC-10 d'UTA. L'enquête judiciaire avait toutefois rapidement établi qu'une valise bourrée d'explosifs avait été embarquée lors de l'ascension de l'appareil à Brazzaville, trois suspects congolais, membres d'un groupuscule lié à l'ambassade de Libye dans la capitale congolaise, étaient identifiés. L'un, Apollinaire Mangatany, est mort dans l'attentat, car c'est lui qui avait apporté la valise à bord, ignorant son contenu. Le deuxième, Jean-Bosco N'Galina, s'enfuit au Zaïre, où il est arrêté en octobre 1990. Le troisième, Bernard Yanga, arrêté à Brazzaville, reconnaît dans des aveux rétractés ultérieurement - que le groupe avait été recruté et équipé des explosifs par un conseiller de l'ambassade libyenne à Brazzaville, l'un des quatre libyens visés par les mandats d'arrêt délivrés par le juge.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

### Le 22 à Latche

VISITE de Gorbys à Latche. Le Mimi est aux petits soins :

- Vous dormirez dans ma chambre. Danielle a changé les draps. Si, si, j'insiste ; moi, j'ai couché dans mon bureau.

- Je voudrais pas abuser...

- Mais non, mais non, pas du tout ! Ravé de vous recevoir, cher ami. Alors, comment c'était à Madrid ? Pas trop barbant ?

- Si, encore assez ! Il n'y avait que pour ce ramassage de Bush. Même qu'ils m'ont placé en bout de table au dîner. Domage que vous soyez pas venu. On se serait tenu compagnie.

- J'aurais bien voulu, mais j'ai pas reçu mon carton d'invitation. Vous savez ce que c'est, les retards dans les PTT.

- Ça traîne, ici, en France, la distribution du courrier ? Tiens donc ! Il me semblait pourtant qu'elle vous était bien parvenue, la lettre d'analyse... Vous savez : celle que vous avez lue à la télé, au soir du putsch.

- Oh ! A propos de putsch, faut que je vous dise, j'ai bien essayé de vous appeler en Crimée, mais je tombais toujours sur un disque : Par suite d'ennuies...

- C'est vrai, le téléphone arrête pas de sonner : Bush, Major, le père Kohl et même ce faux d'archa d'Eltsine. N'empêche, je pensais que vous me feriez signe. Relassez-les de me rassurer : Voyons, eh bien, c'est l'heure du petit d'aj, à l'Élysée. Il est occupé à regarder de quel côté, elle est beurrée, sa tartine, à ton Mimi.

- Oui, bon, mais de là à vous plaindre de mon silence dans votre bouquin, c'est pas chère, quand même...

- Qui ? Moi ? Où vous avez pris ça ?

- Ben, dans la traduction française.

- Ah ! Mami ! Mon crétin d'éditeur s'est trompé d'adresses. Il a envoyé à Paris le texte en russe que je destinais aux Anglais. Et à Londres, celui réservé aux Français.

- Quelle différence ?

- Aucune. Seuf ces trois lignes. Je les avais sacrées à votre intention. Et là, patatras, vous en avez écopé, alors que ce pauvre Major doit les chercher partout dans l'exemplaire que je lui ai dédié. Maintenant que vous voilà rassuré, permettez que je lui passe un coup de fil pour m'excuser !

Le débat sur une réforme du mode de scrutin

### Le PS constate la difficulté d'« instiller » une part de proportionnelle

M. Pierre Mauroy est paru quel peu isolé lors de la réunion du bureau exécutif du PS, mercredi 30 octobre. Certes, le premier secrétaire du PS a continué à affirmer haut et fort qu'il est personnellement opposé au retour à la proportionnelle intégrale pour les prochaines législatives, mais la plupart des autres participants, qu'ils soient rocardiens, jospinistes ou fribusien, ont eu, plus que jamais, le sentiment que le débat lancé par le maire de Lille ne servait qu'à préparer ce retour au mode de scrutin des élections de 1986.

Le rapport présenté par M. Gérard Le Gall, secrétaire national adjoint aux études politi-

ques, sur les différentes possibilités d'« instillation » de la proportionnelle, a, en effet, démontré la difficulté de la tâche. Les quatre systèmes qu'il a retenus (celui préconisé par M. Giscard d'Estaing dans lequel les départements voteraient à la proportionnelle ou au scrutin majoritaire selon leur taille; celui d'une proportionnelle départementale à deux tours qui conduirait à un regroupement des listes avant le deuxième; celui où existerait une liste nationale édue à la proportionnelle en complément des députés élus dans les circonscriptions; celui où le contingent d'élus à la proportionnelle serait fourni par certains des battus dans les scrutins de circons-

cription) ont tous leurs inconvénients soit du fait de difficultés de mise en œuvre, soit parce qu'ils ne permettent pas réellement de représenter les forces politiques minoritaires, soit parce qu'ils conduiraient un des objectifs recherchés en éloignant l'élu de l'électeur, ce qui ne pourrait, d'après M. Le Gall, que renforcer la crise de la représentation politique. Mais, après ce rapport, M. Mauroy a redit qu'il fallait trouver le moyen de bâtir « une alliance historique » avec les écologistes, et que l'instillation de la proportionnelle était « le préalable » d'où il serait possible de regarder le paysage électoral. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, a réitéré la proportionnelle imposait d'établir en même temps un véritable régime présidentiel. M. Alain Richard (rocardien) a rappelé que, s'il y avait accord sur une instillation ne faisant que corriger un système pour l'essentiel, majoritaire ou proportionnelle intégrale, une proportionnelle intégrale ne pourrait être imposée qu'à la suite d'un désaccord politique grave au sein du parti.

M. Claude Bartolone (labusien) a demandé une clarification du débat le plus rapidement possible, la proportionnelle intégrale, qu'il ne souhaite pas, ne pouvant être adoptée qu'après une analyse de toutes ses conséquences pour le pays et pour la gauche, car c'est, a-t-il dit, « le parti tel qu'il est construit qui est menacé ».

Il a été décidé que la réflexion continuerait, même si le premier secrétaire continue à soutenir une décision avant les élections cantonales et régionales de mars prochain.

Th. B.

### Europe 1 et RTL estiment être moins bien traitées que NRJ

Europe 1 et RTL ont refusé, mercredi 30 octobre, dans un communiqué commun, les affirmations du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) selon lesquelles elles déclaraient un « parasitage » des fréquences (le Monde du 31 octobre). Europe 1 et RTL précisent qu'elles souhaitent la simple application du communiqué 34 du CSA leur conférant le statut de radios à vocation nationale généraliste. Elles demandent, également, « un examen impartial et transparent permettant de corriger la planification des fréquences du secteur public ».

Citant l'exemple du Languedoc-Roussillon, les deux radios estiment être défavorisées par rapport à NRJ et indiquent que les nouvelles autorisations de fréquence devraient « corriger » et non « amplifier » les écarts avec les radios musicales. Un plaidoyer que RTL avait déjà soutenu devant M. Georges Kiejman lors de l'émission « Le Grand Jury RTL le Monde » avec le ministre délégué à la communication (le Monde du 15 octobre).

Enfin, les deux périphériques dénoncent implicitement la remise en cause du pluralisme de la presse radiophonique en revendiquant le droit d'être écoutées de façon équitable dans l'ensemble des régions françaises afin de permettre au public de choisir ses programmes et ses sources d'information. Mais le président du CSA, M. Jacques Bonier, a décliné, pour l'instant, l'invitation à débattre qui lui a été proposée par Europe 1 et RTL.

■ Décès du violoniste italien. Renato de Barbieri. - Le violoniste italien Renato de Barbieri, considéré comme l'un des meilleurs interprètes de Paganini, est mort le 30 octobre à l'hôpital de Trente. Il avait soixante-dix ans. En 1945, à l'occasion du centenaire de la mort de Niccolò Paganini, il avait joué avec le violon du grand maître, lors d'un concert retransmis dans le monde entier.

■ Les Douze devront renoncer à protéger leur industrie d'armement, estime Sir Leon Brittan. Les Douze devront renoncer à protéger leur industrie d'armement trop souvent peu compétitive, a estimé mercredi 30 octobre, à Bruxelles, le commissaire européen chargé de la concurrence Sir Leon Brittan.

Dans un discours prononcé devant l'Institut royal des relations internationales, M. Brittan a jugé que la CEE devrait éliminer une règle qui autorise les Etats membres à accorder une protection spéciale à leur industrie de défense au nom de leurs « intérêts nationaux essentiels ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 31 octobre

### Hésitation

Après cinq séances de hausse, l'effacement a recommencé à éroder les valeurs françaises jeudi matin 31 octobre rue Vivienne. Mais le mouvement n'a pas duré et après avoir reculé de 0,32 %, l'indice CAC 40 comptait son retard. Aux alentours de 11 heures, le progressif de 0,04 %. Encore une fois, le facteur technique a joué et quelques ventes bénéficiaires se sont produites. Mais, pour l'essentiel, la baisse a surtout été due au manque d'affaires, à la veille du dernier grand week-end de l'année.

■ Le PR s'interroge sur une alliance avec les Verts. Dans un entretien au Figaro, jeudi 31 octobre, M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, exprime le souhait d'« ouvrir un débat » avec les Verts, pour faire le point sur ce qui rapproche et sur ce qui distingue l'opposition des écologistes, « sans préjuger du résultat des discussions ». Exprimant son refus de gouverner avec le Front national, M. Longuet affirme sa « conviction que l'UPF est en mesure de gagner les élections législatives de 1993, et qu'elle ne peut le gagner que seule ». Pour sa part, la Lettre du PR, bulletin quotidien de ce parti, publie un article qui s'attache à relever ce qui sépare l'opposition et les Verts.

### SOMMAIRE

#### DÉBATS

La conférence de Madrid : « Un pas historique », par Enrique Baron. élisé en défilé par Pierre Hunt. 2

#### ÉTRANGER

La conférence de paix de Madrid : les discours à la cérémonie d'ouverture, un entretien avec le grand rabbin de France. 3 et 4  
La rencontre entre M. Mitterrand et M. Gorbatchev à Latche. 5  
Yugoslavie : un convoi humanitaire est arrivé à Dubrovnik. 6  
Le président russe, M. Boris Eltsine, demande des pouvoirs exécutifs. 6  
La Finlande révisé ses relations avec Moscou. 6  
La visite à Paris du président nain Jean-Bertrand Aristide. 6  
Le chef rebelle du Libéria, Charles Taylor, accepte le déploiement de la Force ouest-africaine d'interposition. 7  
Au Zaïre, les missionnaires étrangers sont décidés à rester sur place. 7  
Les premières élections libres en Zambie depuis l'instauration du multipartisme. 7

#### POLITIQUE

La démission de M. Yves Vidal du Parti socialiste. 9  
Le budget de la coopération et du développement. 9

#### SOCIÉTÉ

Les attentats contre les foyers Sonacotra devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes. 11

#### CULTURE

Cecil B. De Mille, un roi à Hollywood. 12  
La mort du Dr Folamour. 12  
Georges Brassens, dix ans de dislocation. 13

Arts : l'embûche du nouveau Jeu de Paume. 13

#### ÉCONOMIE

La Réserve fédérale américaine baisse ses taux d'intérêt. 15  
Unior-Secolor réorganise ses activités produites longe. 15  
M. Aubry propose une issue négociée au conflit Renault de Cléon. 19

#### AFFAIRES

La fin de la « chèque gardée » algérienne. 17 et 18  
Le capitalisme. 17 et 18

#### LIVRES • IDÉES

Mahfouz, le chroniqueur universel. 25  
Annie Wiazemsky entre le roman psychologique et le roman à suspense. 25  
Le feuilleton de Michel Braudeau. 25  
D'autres mondes, par Nicole Zand. 25 à 34

#### Services

Abonnements. 18  
Annonces classées. 16  
Marchés financiers. 20 et 21  
Météorologie. 23  
Carnet. 22  
Mots croisés. 22  
Loto. 22  
Radio-télévision. 23  
Spectacles. 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 31 octobre 1991 a été tiré à 484 469 exemplaires.

# SCIENCE & VIE

## LE SONAR QUI TUE LES BALEINES

Non, les baleines ne se suicident pas collectivement. C'est le sonar des sous-marins qui brouillerait le système de guidage des cétacés.

- Transfusion : le pétrole rouge.
- La Terre a des anneaux.
- OVNI : une nouvelle piste.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

LE LIVRE DU JOUR MARABOUT

200 QUESTIONS À MON AVOCAT



# LIVRES • IDÉES

## Mahfouz, le chroniqueur universel

En décrivant la vie d'un quartier du Caire, le Prix Nobel égyptien atteint à la légende

### LES FILS DE LA MÉDINA

de Naguib Mahfouz.  
Traduit de l'arabe  
par Jean-Patrick Guillaume.  
Préface de Jacques Berque.  
Sindbad, 528 p., 163 F.

Prix Nobel de littérature 1988, le romancier égyptien Naguib Mahfouz n'a toujours pas vu son maître livre édité dans son pays. Depuis trente ans, une censure religieuse intraitable et passablement grotesque en interdit la diffusion. Nous avons tout lieu de nous réjouir d'être encore à bonne distance de la zone d'influence de l'Université traditionnelle d'Al-Azhar, et de pouvoir lire les *Fils de la médina* dans une traduction superbe et intégrale.

Cependant, il ne faudrait pas aborder cet authentique chef-d'œuvre pour sa seule aura de scandale : ce serait comme se placer d'emblée dans l'ombre portée de l'obscurantisme. L'ouvrage de Mahfouz est trop tonique, trop inspiré, trop débordant de ténacité et de vie, il n'a nul besoin d'être découvert au travers d'une grille interprétative : au fil des pages, les références, les allusions, les symboles surgissent bien assez tôt, naturellement, sans ralentir le mouvement, la jubilation, l'ivresse du récit. Car, s'il n'est pas défendu au conteur d'être aussi philosophe, et sociologue, et poète, et polémiste, il importe d'abord de l'entendre à voix nue, pour le plaisir premier de sa parole.

Et Mahfouz est un conteur prodigieux. D'un quartier du Caire il fait tout l'univers, d'une anecdote une légende, d'une bagarre de rue un affrontement tellurique. Non qu'il exagère, qu'il force le ton, le trait, mais il possède le pouvoir inné comme s'il était pourvu d'un œil à mille facettes, de capter à la fois, et de restituer, le détail et la fresque, l'infime et l'ensemble, l'unité étroite et l'unité infinie.

Il sait d'instinct, sans grandiloquence, éveiller le miroir des âges au milieu des actions, des rêves, des romances, des conflits, des débats quotidiens. Il sait renouer la trame héroïque, voire la geste divine, avec le fil indigent que lui tendent les simples mortels. Il ne craint pas d'engager les hommes sur les traces des prophètes, des inconnus ou des dieux. Ainsi, comme le note pertinemment Jacques Berque dans sa préface : « Par une démarche allant au rebours de celle qui, d'une splendeur de légende, avait fait décroître ces foules jusqu'à la plus humble des vérités, son art saurait remonter de l'observation concrète à la restitution d'une mythologie. »



Naguib Mahfouz au café Ali Baba

Mahfouz présente pourtant son entreprise de manière anodine, comme s'il était un modeste chroniqueur qui n'aurait d'autre but que de retranscrire les récits entendus ici ou là, et surtout de café en café. « Voici l'histoire de notre quartier, ou plus exactement les histoires de notre quartier. À l'exception de la toute dernière période, je n'ai pas été directement témoin des événements qui sont rapportés ici : je les transmets

d'après les récits de conteurs publics, si nombreux chez nous. Chacun les transmet à sa façon, tels qu'il les a entendus dans le café de son secteur, et qu'ils lui sont parvenus à travers les générations. C'est là mon unique source d'information. »

On ne peut imaginer incipit plus neutre, prologue plus feutré. Mais la suite n'est plus du tout de la même encre : les interrogations affluent, les pensées

inconfortables se bousculent, les précautions de langage s'effacent devant l'ironie, le désespoir ou la révolte. L'écriture devient précise, nerveuse, parfois acerbe, jamais complaisante : « C'est une bien sinistre farce, prévient l'auteur, que de mentionner le lien de parenté qui nous unit. Sans doute, nous constituons et avons toujours constitué une seule famille, où aucun étranger n'a jamais pénétré. Sans doute, chacun d'entre nous connaît tous les autres habitants du quartier, hommes et femmes. Et malgré cela, aucun quartier n'est plus riche en discordes et en conflits que le nôtre, ni plus divisé en factions hostiles. »

### L'un creuset de l'espèce humaine

Le quartier en question est celui de la Gamaliyya, qui, dans la partie ancienne du Caire, a établi le dédale de ses ruelles sur les ruines de deux palais des Fatimides. C'est dans ce cadre, en en respectant scrupuleusement la topologie, que Mahfouz situe son roman. Aussitôt, il fait de cette scène limitée une sorte de creuset de l'espèce humaine. Tout, du désert initial de l'ancêtre fondateur jusqu'à l'actuel délabrement urbain, se développe sur cette aire destinée à accueillir, à rejouer ou à parodier les séquences majeures d'une évolution vouée plus souvent aux longs assoupissements qu'aux effractions éclairantes et brèves des grandes révélations. On dirait que Mahfouz a voulu ressusciter et dévaler la généalogie d'un désastre toujours renaissant : le sens de l'histoire, ici, n'est pas des plus optimistes.

« Cette situation offligeante, j'en ai été moi-même témoin à notre époque ; elle représente fidèlement ce que rapportent les traditions sur le temps passé. Quant aux conteurs des cafés, ils s'en tiennent à l'époque héroïque, évitent soigneusement tout ce qui pourrait déplaire aux puissants, et chantent les louanges de l'intendant et des futurs (les caïds) : leur justice, dont nous n'avons jamais profité, leur compassion que nous n'avons jamais rencontrée, leur grandeur d'âme, que nous n'avons jamais connue, leur désintéressement, dont nous n'avons jamais vu les effets, leur équité, dont nous n'avons jamais entendu parler. »

Sous couvert d'un apologue débarrassé, Mahfouz ne néglige pas les mises au point les plus urticantes. S'il remonte à l'aube des temps, ce n'est pas pour mieux fuir le présent.

André Velter  
Lire la suite page 34

### LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

### La chair de nos pensées

Les malaises de saint Augustin, les rêves de Descartes, les vertiges de Rousseau... Michel Onfray montre les philosophes an proie à leur corps et dénonce la retour d'un idéal ascétique qui donne « une nouvelle jeunesse à Epicure, Spinoza, Kant (...) quand il ne s'agit pas de Jésus ni de Bouddha... ». Le titre de son essai est une profession de foi : l'Art de jouir.

Page 26

### HISTOIRE

### Comprendre les ambivalences d'Uriage

Uriage est devenu un anneau de mémoire et une question délicate comme tout ce qui touche, de près ou de loin, à Vichy. Bernard Comte a consacré quelque vingt années à une somme sur cette « École nationale des cadres de la jeunesse » qui permet de mieux comprendre les ambiguïtés d'une époque.

Page 32

### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

### Le clan des « Pakis »

Hanif Kureishi, le scénariste de *My Beautiful Laundrette* et de *Sammy et Rosie* s'envoient en l'air, publie son premier roman. Un roman d'éducation d'aujourd'hui – et un vrai jeu de massacre – qui raconte les aventures d'un « beur » de Londres, moitié anglais, moitié pakistanais.

Page 34

## L'essentielle fragilité du politique

Hors des polémiques, Paul Ricœur analyse l'autonomie du politique qui ne peut s'assimiler ni à l'économique ni à l'éthique

### LECTURES 1

AUTOUR DU POLITIQUE  
de Paul Ricœur.  
Seuil, 408 p., 160 F.

Des États-Unis, d'Allemagne, d'Italie, du Japon, la vaste notoriété de Paul Ricœur a fini, depuis quelque temps, par gagner la France. Après la revue *Esprit* (juillet-août 1988), ce sont les actes d'une décennie de Cerisy qui sont publiés aujourd'hui (lire notre encadré page 28). Simultanément paraissent *Lectures 1, autour du politique* et sont réédités en édition de poche les trois volumes de *Temps et récit* (Points-Seuil).

*Lectures 1*. Le titre ne pouvait être mieux choisi. L'éditeur annonce, après ce premier volume, un *Lectures 2* consacré à la poésie, à la théorie du récit et à la linguistique, et un *Lectures 3* où seront publiés des écrits relatifs à la question du mal et aux relations de la philosophie et de la théologie. Si l'on songe que ces *Lectures* ne représentent qu'une petite partie du musée imaginaire de Paul Ricœur – l'autre se trouvant investie dans les exposés plus techniques de sa philosophie propre –, on aura déjà une idée de l'ampleur

des champs parcourus et de la fécondité de ce lecteur infatigable. Il y a des philosophes qui tirent tout ou presque de leurs manches ; ce qui en résulte ne fait pas toujours honneur à la discipline. Paul Ricœur n'appartient pas, ce doit être assez clair, à cette espèce de philosophe-prédispositif.

*Lectures 1* est distribué en quatre sections, selon un mouvement de progression du particulier au plus général, puis de redescende du général au particulier. Tout d'abord une série de commentaires, préfaces ou discussions menées à l'occasion de telle ou telle parution ; puis quelques textes plus généraux concernant les rapports de la morale, de l'éthique et du politique où l'auteur trace plus librement son parcours propre ; enfin une section intitulée « *constances* » où c'est cette fois l'événement dans sa particularité qui est commenté.

Restons un moment à l'extérieur des textes eux-mêmes. Une chose frappe : elle n'est pas si commune qu'on ne le remarque. Paul Ricœur ne polémiquait jamais. Il « accompagne aussi loin que possible » chacune des doctrines qu'il commente et analyse. Ce qui rend ces lectures si constantes, c'est l'effort fait par

le commentateur pour prêter à son interlocuteur le maximum de sens. La critique, s'il y a lieu, ou le tracé des limites aperçues dans l'œuvre ne prennent leur relief que de la lecture endurante qui les précède. Parfois même ce souci de ne pas quitter trop tôt l'auteur qui l'accompagne le conduit à faire trop brève sa propre reprise, trop belle la part de l'autre, et on le regrette. Mais il est vrai qu'on ne peut pas avoir simultanément un bien et le bien inverse.

Hannah Arendt (1), Eric Weil (auteur d'une philosophie politique trop rarement lue), Karl Jaspers, Jan Patocka, l'un des trois porte-parole de la Charte 77, auteur d'*Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire* (2), John Rawls (dont la *Théorie de la justice* publiée en 1971 n'a été traduite en français qu'en 1987, bien après qu'elle eut suscité outre-Atlantique une avalanche de commentaires) : tels sont les partenaires de l'entretien patient entre les lignes duquel il faut regarder si l'on veut retrouver le lecteur au centre de ses lectures. Car, n'en doutons pas, c'est à l'élaboration d'éléments d'une philosophie politique originale que conduit *Lectures 1*.

Originale, c'est-à-dire plus forte-

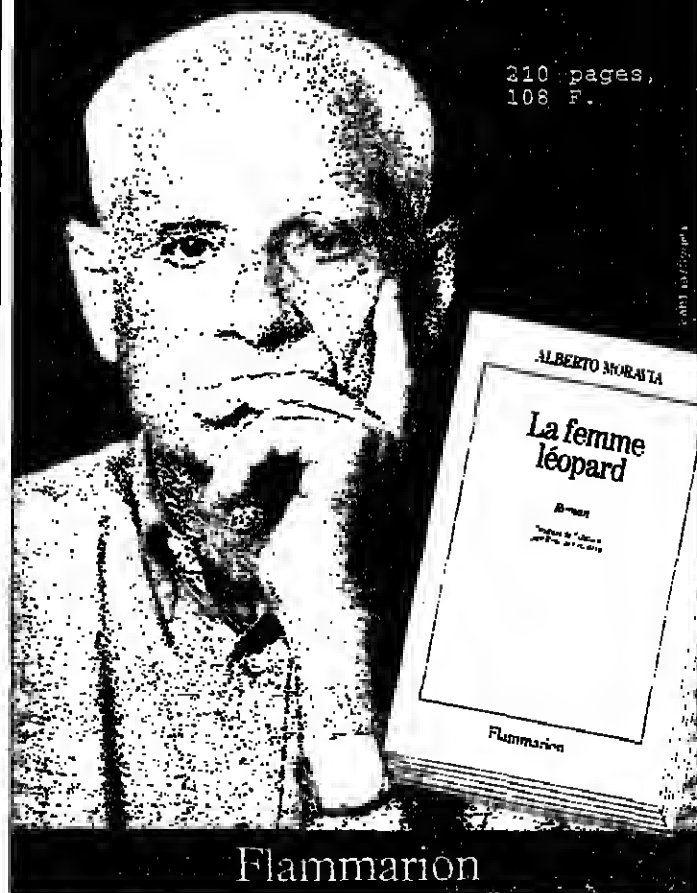
ment nouée à l'anthropologie philosophique naguère exposée dans *Philosophie de la volonté* qu'il n'y paraît d'abord. Par plusieurs traits ces textes sont en consonance avec la thématique de « l'homme faillible ». D'abord, précisément, en ce qu'ils mettent au cœur de l'analyse du politique le thème, central dans l'anthropologie, de la « fragilité ». Fragilité des affaires humaines, fragilité de la parole politique, intermédiaire entre la pure sophistique et la dure rationalité, fragilité de cette forme de gouvernement qui repose sur l'échange indissociablement conflictuel et consensuel de la parole : la démocratie.

François Azouvi  
Lire la suite page 28

(1) Sous le titre *Juger*. Sur la philosophie politique de Kant, Myriam Revault d'Allionnes vient de traduire les textes de Hannah Arendt se rapportant à la troisième et dernière partie de la *Vie de l'esprit* que la mort l'empêcha d'écrire. Ces textes sont suivis de « deux essais interprétatifs » de Ronald Beiner et Myriam Revault d'Allionnes (Seuil, 246 p., 140 F.).

(2) Les *Cahiers de philosophie* ont publié dans leur numéro 11-12 (hiver 1990-1991) un ensemble intitulé « Jan Patocka. Le sens de l'âme », qui comporte une bibliographie complète du philosophe due à Erika Abrams (Les Cahiers de philosophie, 27, rue des Celestins, 59800 Lille, 270 p., 110 F.).

ALBERTO MORAVIA.  
LA JALOUSIE, UN ACIDE QUI NETTOIE L'AMOUR.



Flammarion

هكذا من الأصل



L'ART DE JOUIR

de Michel Onfray.  
Grasset, 315p., 135F.

**J**OUIR est un art, quand bien même nous pensons tous savoir de quoi il s'agit, le tenir au bout de la langue, naturellement. Mais de quelle nature ? Les langues ne sont pas naturelles, bien sûr, ou bien il faudrait admettre que la nature est si diverse qu'elle a pris la fantaisie de nous conduire en tant de traverses intraduisibles, sourdes les unes aux autres, qu'on ne peut plus le considérer comme notre mère Nature, le matrice de nos rêves et de nos mots. Jouir est ce moment ineffable où le corps que nous avons reçu pour vivre et parler se trouve brusquement saisi entre la matière qui le forme – qui n'en peut mais, en demande encore – et le langage qui forme son plaisir, l'informe autant qu'elle l'en sépare. Et lui dit que ce plaisir n'est déjà plus.

Michel Onfray est un jeune philosophe de trente-deux ans dont le premier essai, en 1989, fut consacré à Georges Palante, ce « nietzschéen de gauche » qui servit de modèle à Louis Guilloux pour son fameux *Cripura*. Dans la foulée, il publia *Le Ventre des philosophes et Cygnisme* (Grasset, 1989 et 1990). Aujourd'hui, il fait paraître un essai sur l'Art de jouir sous-titré « pour un matérialisme hédoniste », dans le droit fil de ses précédents ouvrages, et dont le premier mérite à la lecture est, à propos de jouir, de ne pas peiner.

L'origine de ce livre, un infarctus qui faillit emporter l'auteur à vingt-huit ans dans un monde sûrement pas meilleur. Michel Onfray consacre son premier chapitre à la description méticuleuse de ces instants de douleur et d'effroi. Son trajet vers l'hôpital lui inspire une pensée de froide ironie (« car il faut savoir mourir quand il est encore temps ») et la guérison le convainc plus que jamais de la nécessité de réconcilier la chair et l'intelligence. Et, puisque la mort est notre seule certitude, d'apprendre moins à l'apprivoiser qu'à la mépriser. « L'hédonisme est l'art de ce mépris. »

S'il insiste volontiers sur cet accident de sa vie privée, c'est qu'il juge l'événement décisif, non seulement pour son existence personnelle, mais aussi dans la formation de sa philosophie. Et je ne suis pas seul dans ce cas, nous dit-il, il en a toujours été ainsi, les plus célèbres temples de l'esprit, les plus belles cathédrales spirituelles sont nées de ce genre d'expériences chamelles, extases, insomnies, rêves, crises nerveuses, bouffées d'enthousiasme, dans lesquelles le corps est le premier touché, meurtri ou sublimé.

En août 386, saint Augustin est pris de malaise dans un jardin de Milan. Il s'effondre à terre, en pleurs, une voix lui dit d'ouvrir le livre, les Écritures. De cette crise naît la vocation d'Augustin et la résolution des conflits qui le déchiraient. Le 11 novembre 1619, dans son poêle près du Danube, Descartes fait trois rêves qu'il rapportera et qui seront à la base de sa méthode. La nuit du 23 novembre 1654, Pascal reçoit l'illumination de sa vie et note fiévreusement, en phrases précipitées, les éblouissements de son *Mémorial*, ce court texte qu'il coulera tour à tour dans la doubleure de chacun de ses vêtements.

De même, une crise de fièvre chaude conduira La Mettrie à élaborer sa théorie de l'homme-machine. Jean-Jacques Rousseau, se rendant chez d'Alembert en octobre 1749, se repose sous un arbre, feuillette le *Mercurius* de France, lit la

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Michel Onfray : réconcilier le corps et la philosophie.

# La chair de nos pensées

question posée par l'académie de Dijon pour son concours de 1750, et tombe dans un vertige. Une extase, une tempête électrique de la pensée au cours de laquelle s'opère le renversement du cours de sa vie. Lui, l'amateur raté, va devenir le contempteur de la civilisation, cette entreprise dépravée, et un père des Lumières.

Et Onfray poursuit sa démonstration avec d'autres, Nietzsche en tête, en passant par le passionnant et méconnu Jules Lequier, personnage étonnant qui semble avoir posé, à la suite d'une impression d'enfance, d'une angoisse d'un après-midi, la question de l'existentialisme avant tout le monde, avec une simplicité que dut lui envier Sartre, assez pour ne pas le citer. Toute cette première moitié du livre

d'Onfray, vive et brillante, montre les philosophes en proie à leurs corps, souvent hypersensibles, fragiles, malades, corps éloquent, parlant par vertiges, nausées, transports divers que la plume convertira sur le papier en traités rigoureux, présentés comme autant de fruits de la raison.

S'il est un philosophe qu'Onfray ne porte pas dans son cœur, et cela ne date pas de l'infarctus, c'est la solennel et froid Kant, ce mauvais champion de la haine du corps. Kant n'aime pas sentir en général, et particulièrement avec le nez, qui ne lui donne pas que de bonnes nouvelles, du reste. Il estime notamment que les Noirs, qu'il n'a jamais vus, sentent mauvais. Il n'est pas le seul – déjà Buffon leur trouvait une odeur de poireaux verts – ni le dernier à trouver que l'autre, l'étranger pue. Les Juifs plus que les autres, comme par hasard. Schopenhauer et Marx, eux-mêmes Juifs, attesteront du *foetor judaicus*, de la puanteur juive.

Seule la pensée blanche sent bon. Ou plutôt, ce qui sent bon, c'est ce qui ne sent rien, d'où le corps est absent, que la vie a déserté. La philosophie occidentale dominante aura longtemps fonctionné, avec la religion chrétienne, comme une machine à faire des anges, un système efficace d'auto-castration, et on lira avec bonheur les pages consacrées à l'amour d'Abélard ou à Sartre et à sa métaphysique du trou à boucher.

A ces philosophes ennemis du corps, tous peu ou prou des bien-pensants, Onfray oppose les libertins, les matérialistes absolus de l'Antiquité, les gnostiques, les Frères et Sœurs du Libre-Esprit, et surtout Julien Onfray de la Mettrie, auteur lui aussi d'un *Art de jouir*, pour qui seule existait la matière et qui professait comme les neurobiologistes d'aujourd'hui que l'esprit n'est qu'une sécrétion du cerveau, ce « viscère de la pensée ». Cette seconde moitié de l'essai emprunte beaucoup et de façon moins personnelle à l'étude de Raoul Vaneigem le *Mouvement du Libre-Esprit, généralités et témoignages sur les affluements de la vie à la surface du Moyen Âge, de la Renaissance et, incidemment, de notre époque* (Ramsay, 1986).

La situationnisme, dont ce dernier fut un des maîtres à penser, avec Guy Debord, et qui inspira tant de frères et sœurs maximes sur les murs de Paris en mai 1968, est dans la mouvance rebelle de ce courant de pensée qui rallie et qui résiste, de Simon le Magicien à La Mettrie, jusqu'à nous, en relative clandestinité. Depuis 1968, « le ciel est devenu bas et lourd. L'idéal ascétique a trouvé de beaux esprits qui redorent le blason de vieilles vertus qui ont beaucoup servi et qui s'ingénient à donner une nouvelle jeunesse à Epicure, Spinoza, Kant. Et il faut se réjouir quand il ne s'agit pas de Jésus ni de Bouddha... ».

Le propos d'Onfray est avancé avec brio, dans l'urgence, et n'est pas sans failles. Une d'elles est de faire trop peu de cas de l'idée de l'âme, à laquelle Descartes dut céder, même à contre-cœur, et qui, à travers la parole cascalien, a constitué pour des millions de gens de foi, à tort ou à raison, une alternative à la dialectique du corps et de l'esprit. Une autre est d'avoir quasiment esquissé, dans un registre plus tangible, la dimension de la parole, la puissance de la langue, intercesseur reconnu entre la chair et la pensée, dont l'importance depuis Freud et jusqu'à Lacan semble impossible à ignorer. L'auteur annonce un prochain volume sur les vertus de la jubilation. Nous verrons bien si le lapsus jubile, et le mot d'esprit.

ANGOLA

de Charles de La Morlière.  
Édition établie et présentée  
par Jean-Paul Sermat.  
Desjonquères, 198 p., 98 F.

**C**HARLES JACQUES ROCHETTE DE LA MORLIÈRE était mousquetaire. Non pas sous Louis XIII et sous Richelieu, mais sous Louis XV. Le métier eut perdu de son charme et de son prestige. L'époque ne se prête pas à l'héroïsme. Les époques sont comme cela. Elles eurent décevoir les jeunes gens. Elles ne rassurent pas nécessairement à ce qu'on leur demande.

Cer héritier d'Athos et d'Aramis était né au printemps 1709. Rousseau, Diderot et Voltaire furent partie des promotions suivantes, si, du moins, la naissance peut être considérée comme une promotion. Les parents de La Morlière eurent voulu qu'il devint avocat. Il s'empresse de leur désobéir en choisissant le métier des armes. Mais il n'y resta pas longtemps. Il eut peur d'être démodé. Il préféra le littérateur et le libertinage. C'était retracer son époque, et se recommander avec elle... Enfin, c'est beaucoup dire, car le chevalier de La Morlière vécut en marge de celle-ci. Il mène la vie de bohème en quelque sorte. Intempérance diverses, activités douteuses et licence des mœurs...

Même si le siècle eut perdu l'habitude de s'effaroucher, La Morlière eut une fort mauvaise réputation. Il brûlait l'argent et subornait les filles. Il pratiquait volontiers le chantage et commettait quelques filouteries. Il s'occupait aussi de théâtre, et d'une curieuse manière. Il ramuait et reramuait les selles. C'était une espèce d'égroté.

Guère indulgent avec la séduisante Alexandrine de Tencin – qu'il appelait « la scélératée chanoinesse », – Diderot ne l'était pas davantage avec l'ancien mousquetaire. Voici comment il le dépeint dans le *Neveu de Rameau* : « Ce chevalier de La Morlière qui repose son chapeau sur son oreille, qui porte le tête au vent, qui vous regarde le passant par-dessus l'épaule, qui fait battre une épée sur sa cuisse, qui s'insulte toute prête pour celui qui n'en porte point, et qui semble adresser un défi à tout venant, que fait-il ? Tout ce qu'il peut pour se persuader qu'il est homme de cœur ; mais il est lâche. » Et Diderot ajoute : « Une longue et habituelle singerie de bravoure lui en avait imposé. Il avait tant fait les mines qu'il se croyait la chose. »

Au passage, on admire le style. Le brillant et le férocité du portrait. Cet homme éreint donc une sorte de matamore ? Peut-être. Mais le mélange de faux mousquetaire, de voyou et de débauché donne un personnage très romanesque, et l'on imagine facilement quel pouvait être son emploi du temps : « Boire de bon vin, se gorgier de mets délicats, se rouler sur de jolies femmes », comme le dit aussi Diderot. Or il se trouve que La Morlière écrivait des romans. Il les publiait sans mentionner le nom de leur auteur. Il y eut le

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

# Mousquetaire et voyou



*Siège de Tournay* (1745), *Milord Stanley ou le Criminel vertueux*, les *Campagnes de l'abbé T...* (1747), et cet *Angola*, qui date de 1748 et que l'on réédite. Je ne sais si toutes les pensées du chevalier de La Morlière étaient des « catins », mais son livre méritait de sortir du cimetière où dorment les œuvres littéraires négligées par la postérité.

C'EST exrvegeant. C'est déléuré. Et c'est joliment roumé, comme en témoigne la réponse que fait une comtesse au jeune homme qui veut l'entraîner au lit : « Dis-

pensez-vous de feindre des empressements dont vous seriez fort en peine de prouver la vérité si j'étais assez folle pour m'y rendre. » Les « voyous » de ce siècle connaissent très bien la syntaxe. Ils apprécient l'imparfait du subjonctif en sortant des draps. L'élégance du style était eene doute la seule religion de La Morlière. Seule importait la manière de raconter une histoire. La « four-nure », justement.

D'ailleurs, il dédie son livre aux jeunes femmes, pour qu'elles s'en amusent dans « l'aimable désordre » de leurs merlucies. Il les appelle les « petites maîtresses ». Les petites emoussées, si vous préférez. A vrai dire, M. de La Morlière se moque du monde. Mais il en avertit ses lecteurs. Il leur fait savoir que son roman n'offre rien de « vraisemblable ». Dans cette histoire « indienne », l'exotisme n'est qu'une apparence. Un caprice. Une désinvolture. Et les décors sont des trompe-l'œil. Du reste, il ne faut pas demander à l'auteur la moindre description réaliste. Lorsqu'il évoque des « jardins », La Morlière « se contente de dire que c'étaient des jardins de romans ». Tant pis si le lecteur est insatisfait. Il n'eut qu'à lire d'autres ouvrages remplis d'inventaires qui le feront « expirer d'angoisse » ou périr d'ennui. C'est assez

drôle et c'est fort insolent. Cela résume le ton du livre.

Quant à Angola, ce n'est pas le nom d'un pays. C'est le nom d'un jeune homme qui fait son éducation sentimentale. Des gens se préoccupent de le « déniaiser ». De lui apprendre le monde et les frivolités. « C'est ici, lui dit-on, le pays des protestations et des grimaces. Ne vous livrez qu'à ceux dont vous croirez connaître le cœur, et vivez poliment avec le général. » Devenez les demoiselles, il faut qu'Angola perde sa « rudesse d'écolier ». Il y perdra assez vite, car « le commerce des femmes » dégraisse l'es-pèce masculine et lui donne parfois « l'air aimable ».

TOUT cela procure au chevalier de La Morlière l'occasion de nous exposer sa philosophie de l'évanouissement : « Quoi ! une jolie femme vous aime (...), et s'évanouit prudemment, et vous n'en profitez pas ! Que demandez-vous donc de plus ? (...) Rien n'est plus « cruel » pour une jolie femme que de s'être évanouie en vain. » Cette « littérature de bou-doir » revêt le meueq des contes de fées. Le libertinage se dissimule sous des histoires de sorcellerie. Et le conte immoral verse dans le sumptueux. Personne, évidemment, n'y croit. Cependant, La Morlière nous a prévenus qu'il fallait lire son roman comme une « allégorie du siècle ». C'est en effet une satire des mœurs, une parodie de l'existence que l'on menait à la cour de Louis XV. Et si l'éducation sentimentale du jeune Angola prend l'allure d'une fantasmagorie, c'est sans doute que le chevalier de La Morlière voyait le cœur de cette façon. Il l'a dépeinte comme une grande imposture. Il se vengeait peut-être d'en avoir été rejeté.



# Trois femmes et une maison

Anne Wiazemsky entre le roman psychologique et le roman à suspense

MARIMÉ

d'Anne Wiazemsky  
Gallimard, 288 p., 95 F.

D'Anne Wiazemsky on connaît surtout le talent de comédienne. Rien d'étonnant à ce que son second roman, *Marimé*, puisse se lire aussi comme une pièce de théâtre. On y retrouverait presque, transposée sous une forme moderne, la fameuse règle classique des trois unités : de temps (l'été finissant), de lieu (l'espace clos de Marimé, une maison en Bretagne), et d'action (le récit se lève sur la mort d'un personnage et tout le livre retrace ce qui nous y conduit). Est-ce dû aussi aux jeux permanents d'ombres et de lumière, aux clairs-obscur, aux contre-jours ? Aux fréquentes notations de couleurs ? A la vivacité des dialogues ?

*Marimé* est un texte qui se double presque immédiatement d'une mise en scène imaginaire, l'un de ces romans que l'on « voit » et que l'on « entend » en le lisant. Trois femmes, une maison : une touche de nostalgie — quelques ans d'Edith Piaf ressuscités par un vieux pick-up en coin de salon — et accompagnant l'atmosphère de malaise vague qui va s'intensifiant, un coq belliqueux — allégorie du malheur ? — dont la silhouette menaçante se découpe sur le livre comme une ombre chinoise. Voilà pour les personnages et les décors. C'est la fin de l'été, Catherine Chevalier séjourne à Marimé, une propriété familiale en Bretagne. Catherine fut penser à la petite Anna des Filles bien élevées, le recueil de nouvelles d'Anne Wiazemsky. Anna venait d'avoir dix ans, elle passait les vacances chez sa grand-mère, dans cette vaste demeure qu'elle aimait tant et dont elle ne se lassait pas d'explorer le parc. Catherine, elle aussi, se laisse voir, parfois, comme un double d'Anne Wiazemsky, petite-fille de François Mauriac, et on ne peut s'empêcher



Anne Wiazemsky : un roman intimiste

d'entendre en « Marimé » un écho de « Malagar », la propriété bordelaise de l'écrivain.

Ici, trente ans plus tard, la maison est à l'abandon. Manon, le grand-mère, est morte, mais Catherine la retrouve partout, dans chaque pièce, derrière chaque objet. D'où son attachement pour Marimé — presque un anagramme d'« aimer » — un lieu pareil à une « île lointaine », et qui donne « envie de fermer sur soi les portes, les volets, de lire tous les livres de la bibliothèque, pendant des jours, des semaines, des mois peut-être ».

Destins  
divergents.

Mais Catherine n'est pas seule. Annie et Florence sont venues la rejoindre. Ce trio féminin, dans un lieu hors du temps, fournit à Anne Wiazemsky le point de départ idéal d'un « huis clos » où chaque personnage fouille son passé, raconte ses souvenirs, confie ses regrets et ses pensées noires, avoue ses sui-

cides ratés et dévoile peu à peu les néants de ses drames intérieurs. On pleure beaucoup dans *Marimé*. La maison risque d'être vendue, et Catherine ressent cette menace comme une inacceptable dépossession ; Annie se débat dans un fiasco sentimental, doute d'elle-même, craint sans cesse de « passer à côté des choses » ; quant à Florence, rayonnante, à qui la vie semble avoir toujours souri, n'est-elle pas celle des trois qui cache le mieux les blessures les plus graves ?

Trois solitudes, trois destins divergents, trois femmes prises au piège de leur propre impuissance. Cherchent-elles à s'aider ? C'est à peine si elles peuvent s'écouter. Florence et Annie ont beau clamer leur solidarité avec Catherine, elles savent bien, comme le lecteur, que le combat pour garder la maison est perdu d'avance ; Catherine s'agace des peines de cœur d'Annie, de son désir d'enfant ; Florence comprend mal ces deux filles qui vivent « au jour le jour... Sans vrais projets... Sans famille... Comme des

vagabondes ! ». A mesure que l'automne s'installe le climat se modifie, quelque chose se fait plus pesant, l'impression qu'un danger rôde, se rapproche : la mort, peut-être ?

Car c'est par elle que le livre s'ouvre et se reforme. Entre-temps la tension va crescendo, les personnages entrent en scène progressivement — deux puis trois, puis quatre avec l'arrivée de Gaëtan Chevalier, l'oncle indésirable venu conclure la vente de la maison — l'inquiétude s'accroît, un vieux fusil passe de main en main et les irrptions effrayantes du coq ponctuent violemment cette lente montée de l'angoisse.

Pourtant, *Marimé* n'est pas ce qu'il est convenu d'appeler un roman à suspense. Ce n'est pas non plus le récit banalement sentimentai de l'attachement aux choses. C'est plutôt, selon ce que chaque sensibilité y projette, une interrogation en filigrane sur la nostalgie de l'adolescence, la conscience de l'autre, le rôle du langage entre des êtres secrets, enfermés en eux-mêmes, le danger des apparences, l'illusion de la volonté, les fauxsemblants des amitiés... Sans emphase ni sensiblerie, Anne Wiazemsky, après *Mon beau navire*, nous donne un second roman intimiste, au charme discret, sobrement raffiné.

Florence Noiville

(1) Anne Wiazemsky a notamment tourné avec Robert Gresson, Pier Paolo Pasolini, Jean-Luc Godard... En 1988 elle a publié un recueil de nouvelles, *Des filles bien élevées*, suivi en 1989 d'un premier roman, *Mon beau navire*, tous deux chez Gallimard.

## Billard andin

UNE VIE DE RECHANGE

de François Salvaing.  
François Bourin, 244 p., 99 F.

François Salvaing, c'est dit, écrit un jour un roman sur la seule trajectoire d'une boule de billard. Sur les chocs et les entrecroisements, le destin jouant à trois bandes, sur le feutre de la vie. Deux enfants : l'un de Poyabamba, Pérou, l'autre de Cahors, France. Un océan et quelques montagnes entre eux. Bidozvilas pour l'un et « dimanches à rôtir » pour l'autre. Marchés de Lima ou d'Avacucho pour Jagu, fils d'Imma, descendue de la montagne pour faire de son fils un roi. Consultations médicales pour Ludovic, fils de comble, dont le foie dépérit, à vue d'œil, de spécialiste.

Sur le feutre de son monde, Salvaing frappe les boules de rêves prophétiques et de légendes andines : « Patiemment, secrètement, depuis 1572 que l'Espagnol a supplicié le dernier Inca et enterré ses restes aux deux extrémités du Pérou, la tête et le corps séparés de Tupac Amaru convergent sous terre... Le billard de Salvaing a des airs andins. Deux boules convergeront et se roucheront. Mais qui sait comment, qui sait pourquoi ? L'auteur a tissé un fil, invisible, entre les deux enfants, l'Inca et le Gaulois. Lui seul détient le secret de la pelote.

Alternativement péruviens et français, les chapitres égrenent leurs histoires : la misère du tiers-monde, l'étrange de la

maladie. Sans fausse pudeur, avec, sous la plume, un soupçon de tendresse : pour Imma et l'espoir qui sourit, pour Ludo et les yeux d'Imma, qui rêve de lamas visionnaires, jantôt les mains de Ludo, qui tâte son ventre et palpe l'« ennemi ».

Deux parallèles sont toujours faites pour se rejoindre. Perspective et légenda andine obligent. Salvaing se joue de l'espace, nous emmène à Leipzig, à New-York, à Francfort, pour que Jagu et Ludo, chacun plus ou moins bien calé sur les rails de l'existence, se rencontrent. L'auteur se joue des mots et du rythme des phrases : syntaxe à forte valeur ajoutée. Se joue du temps, aussi. Comme déjà il s'était joué de la mort, rouillant malicieusement sa faux (1). Il triture la durée, jauge l'« épaisseur » des semaines, la finesse des gouttes qui gouttent le long d'une fenêtre de train.

Dans *Une vie de rechange*, il y a la vie qui grouille, ni blanche, ni noire, ni grise et des personnages hauts en couleur : des marchands de rêve et d'organes, d'idéologie et de patates douces. On frissonne de plaisir, d'amour ou de peur. Avec Salvaing, il y a des surprises sans fin — des pichenettes au destin — et l'inductible. Il y a, enfin, des morts lentes et des morts explosives et — pourquoi pas ? — pas de mort du tout — puisque, finalement, dit-il, une vie peut en cacher une autre.

Jean-Michel Dumay

(1) Voir *Miroir*, *Miroir*, aventure d'immortel (Balland, 1988).

## Cartes postales de banlieue

Daniel Zimmermann envoie des nouvelles d'un pays qui n'était pas encore envahi par le béton

LES MALASSIS

de Daniel Zimmermann.  
Collection « L'Atelier »,  
Julliard, 137 p., 100 F.

Daniel Zimmermann a conçu le projet d'écrire un cycle romanesque en dix-huit volumes intitulé *les Banlieues ou les Chroniques légendaires de gens sans importance*. A la périphérie de cette œuvre, dont neuf titres ont déjà paru (1), il nous propose aujourd'hui un recueil de nouvelles qui emprunte son titre, *les Malassis*, à ces lieux que l'on trouvait jadis en banlieue parisienne.

Pavillons en parpaing, baraquas en cartons de plâtre et cabanes de jardins. Tel est le décor, au début des années 50, de ces banlieues qu'il serait imprudent de situer du côté de Neuilly ou de Saint-Cloud. Quant aux habitants, s'ils ne sont pas « affreux, sales et méchants » comme dans la comédie italienne, ils sont volontiers « coquins, rusés et tendres ».

Les militants communistes connaissent mieux le « système D » que les truelles de Marx, Lénine et Thorez. Leur chef, le camarade Popov, n'a jamais lu le *Droit à la paresse*. Aussi, samedi et dimanche inclus, il distribue des tracts, vend l'*Humanité*, colle des affiches et fait signer des pétitions pour le tout-à-l'égout ou l'appel de Stockholm. Ce stakhanoviste mettrait en carte les morts s'il le pouvait. Les cadavres d'ailleurs ne manquent pas dans ces nouvelles.

Les jeunes ont l'Algérie pour modèle, les vieux, eux, se suicident avec discrétion, pour ne pas déranger les voisins.

Ces quarante et un textes courts, presque des cartes postales, que l'auteur nous envoie d'un pays désormais enseveli sous le béton, il faut les lire comme il convient, en prenant le temps de savourer une écriture si efficace, si précise, qu'elle paraît évidente, facile. Daniel Zimmermann cisele ses phrases en orfèvre et restitue, au passage, ses lettres de noblesse au langage populaire d'ailleurs. Les personnages ont si bien leurs mots en bouche qu'on les entend autant qu'on les lit. Quel régal que ces « piqués d'analyse », « vieux comme Mérope » qui s'en vont d'un « infractif ».

La seule faiblesse de cet écri-

est la tendresse qu'il porte aux gueules cassées à qui il prête vie. Il les aime tant qu'il n'arrive pas à les exclure de sa plume. D'une nouvelle à une autre, ils resurgissent avec leurs défauts à hauteur d'homme. Comme à l'accoutumée, chez Zimmermann, les femmes ont le beau rôle. Les habitants des Malassis célèbrent la fête des mères tous les mois lorsque le « payeur Noël » apporte leurs allocations familiales à celles qui mériteraient d'être décorées de « l'Ordre de la légion nombreuse » bien qu'elles visitent régulièrement les faïsses d'anges du coin.

Nouvelliste avéré, Daniel Zimmermann effectue le plus souvent des virages à 180° dans les dernières lignes de ces saynètes. Son humour noir fait alors merveille. La cruauté n'est pas ici une affaire de style mais, plutôt, une espèce de pudicité. On ne peut lire sans

mélancolie les pages dans lesquelles « Riols », « Spingouins », « Raméniciens », « Pollacks », etc. survivent en bonne intelligence malgré les préjugés racistes des uns et des autres. Tous se reconnaissent dans les « Chinoches », ces voyous-voyeurs qui épiètent et singent leurs contemporains. On est toujours, aux Malassis, le « Chinoche » de quelqu'un.

Bien avant que les urbanistes construisent des fosses communes pour vivants, les Malassis avaient commencé à mourir pendant la guerre d'Algérie, la haine incrustée dans les cervaux. Daniel Zimmermann n'a pas la nostalgie d'un monde disparu, mais d'un frémissement que résume un mot : l'utopie.

Pierre Drachline

(1) Dont *le Gogol* (Fayard/Mazarine 1987), *les Virginités* (Manga 1990) et *Oniriques* (Manga 1991).

## Les vieilles tantes et le dératiseur

LE NEVEU CHRONIQUE  
de Jean-Pierre Ostende.  
L'Arpentier, 140 p., 75 F.

Le dératiseur, héros paradoxal ? Il y avait eu, inoubliable, celui qu'incarnait dans un film de Truffaut *Une belle fille comme moi*, Charles Denner, farouche et pathétique. Aussi solitaire mais plus inquiétant est celui qui vient mûr de l'intérieur le second roman de Jean-Pierre Ostende.

Une petite ville, une gare désaffectée, un lac. Paul Vancouder, le quarantenaire effacé et distraite (« Paul, vous êtes nulle part », lui répète-t-on), végète dans les assurances, section des sinistres, et habite chez ses vieilles tantes. Elles ont les yeux porcants, le cou maigre, des robes noires qu'agite le vent. Les tantes lavent les tombes des oncles enterrés dans le jardin et tricotent pour l'improbable bébé que le neveu serait « jergement » en âge d'avoir.

Le neveu « rumine », il se sert de rêves : contempler le ciel avec son ami Gue, un rebelle, un fugueur, qui va finir, à force de bricoler, par produire sans s'en

douter de l'« art brut ». Avec Gus, le neveu regarde, les étoiles : Antarès, Bételgeuse. Avec sa « fiendée », une veuve que les tantes — avant de l'adopter — trouvent un peu old old, il projette des pêches nocturnes, en file, sur le lac. Tout est fade et doux, fleur bleue, vieux jeu : la bouillotte et les tisanes, les parties de « whist à gogo » sous le platane. Les tantes fœdératives et senterieuses répètent qu'elles gardent leurs gardiens, Pierrette et Georges Murray, un couple de retraités.

C'est alors que survient, coïncidence, mais les tantes raffolent des coïncidences — ce qui peut-être les perd — un autre Murray : Igor, le dératiseur, embauché pour nettoyer la cave. D'emblée, avec son air « dédicé et coriace », il intrigue et fascine : habillé de noir comme un croquemort, avec de grosses chaussures comme orthopédiques, il a les lèvres minces, le main osseuse, le parler étrange émaillé de formules latines. Pourquoi demande-t-il à habiter dans la cave ? Ne se nourrit-il que de lait fermenté ? Que fait-il de son argent ?

Peu à peu, cet étranger « intra muros », d'abord admi avec récence, prend possession des lieux et des esprits. Il commença par s'enfermer dans la cave où il cultivait des iris, avant de projeter la construction d'une serre, d'un aquarium, d'un mausolée. Dans la maison désormais emmurée de barbelés où monte une fièvre obsessionnelle, le neveu, les tantes et les gardiens tombent tour à tour sous la coupe du dératiseur. On « le sent présent », comme on dit d'un vent qui est dominant.

Cleustration, ivresse, folie, mort, selon un scénario qui a fait ses preuves, de l'ange exterminateur à *To Sleep with Anger*, l'intrigue crée le désastre dans un lieu clos transformé en camp retranché. Reste le phrasé insolite de Jean-Pierre Ostende qui écrit comme parlent les tantes, « sur la pointe des pieds, en poitillé ». L'herbe poussée entre les mots comme parmi les poutres et les gravats de la gare désaffectée. Raccourcis, ambiguïté, dérapages : Ostende a un vrai talent pour faire naître et monter, par petites touches échées, un malaise indéfinissable.

Monique Petillon

## LOUIS MAGNARD EDEUR RECHERCHE HOTELLES - CONFERENCIERES

Vous avez 40-50 ans et une bonne culture générale. Vous disposez de 3 demi-journées par semaine et vous voulez défendre la cause de la lecture auprès des enfants. Louis Magnard Editeur, après une formation adaptée, vous propose de devenir hôteesse-conférencière, près de chez vous. Par des réunions, vous saurez convaincre parents et grand-parents de faciliter la lecture de textes pertinents pour les enfants. Postes à pourvoir en Ile de France. Rémunération à la commission. Envoyer CV à Louis Magnard Editeur, 122 Bd St Germain, 75006 PARIS.



360 P. 155 Dess. 98 Frs.

Si vous « démarrez »  
votre voiture, en fait vous  
rompez accidentellement  
les amarres de  
votre bateau. Bizarres  
et saveurs des étymologies  
du Petit Robert.



DICTIONNAIRES LE ROBERT  
Toute la richesse de la langue.

هذا من الاله



## PSYCHOLOGIE EN MIETTES

par Roland Jaccard

## Breuer, le sceptique

JOSEPH BREUER  
d'Albrecht Hirschmüller.  
Traduit de l'allemand  
par M. Weber.  
PUF, 470 p., 298 F.

Professeur d'histoire à l'université de Tübingen, Albrecht Hirschmüller a consacré en 1978 sa thèse de doctorat à Joseph Breuer, qui fut le co-auteur des *Etudes sur l'hystérie* (1895) et, à travers l'histoire d'Anna O., un précurseur de la psychanalyse.

Cette thèse est aujourd'hui traduite en français : elle permet de prendre la mesure d'un des plus illustres médecins viennois, un humaniste dont le nom serait resté dans l'histoire même s'il n'avait pas été lié à Freud.

Les rapports entre les deux hommes se dégradèrent rapidement : Freud lui reprochait sa pusillanimité et Breuer ses généralisations excessives, ainsi que sa volonté d'« épater le bourgeois ». Lorsque Breuer mourut en 1925, son fils, Robert, assura Freud que son père ne s'était jamais départi

d'un vif intérêt pour ses recherches. « Ce que vous avez dit du rapport de votre père à mes travaux plus tardifs, lui répondit Freud, était nouveau pour moi et a agi comme un baume sur une blessure douloureuse qui ne s'était jamais fermée. » On lira avec attention les pages d'Albrecht Hirschmüller sur la dissolution de leurs liens, sur leurs désaccords scientifiques et sur le scepticisme fondamental de Breuer, dont le « démon moisi » lui soufflait chaque fois qu'une adhésion complète était requise.

## Les déguisements de Freud

L'HOMME-FREUD  
de Lydia Flem.  
Seuil, 278 p., 110 F.

Dans sa jeunesse, Freud regrettait que la Nature n'ait pas mis sur son front « la marque du génie dont elle fait parfois cadeau », et, à la fin de sa vie, il définissait son expérience créatrice comme « la succession d'un jeu audacieux de la fantaisie et d'une impitoyable critique ou nom de la réalité ». Lydia Flem, qui nous avait déjà

fait partager la *Vie quotidienne de Freud et de ses patients* (1), envisage avec sérénité la disparition de la psychanalyse, mais ne doute pas que le nom de Freud continuera à figurer aux côtés de ceux de Shakespeare, Dante, Goethe ou Proust.

Le portrait que Lydia Flem dessine de Freud présente le double intérêt d'être à la fois d'une extrême fidélité et d'une indéfectible séduction. Elle met bien en lumière comment Freud, pour approcher les déguisements de l'âme, devint à la fois détective,

explorateur, archiviste, chimiste, joueur d'échecs, chirurgien, écrivain et archéologue. Toujours isolé, nocturne. Toujours prêt à se laisser surprendre et à nous surprendre. D'une certaine manière, toujours « ailleurs ». Sans doute, comme le relève Lydia Flem, parce que, comme tous les juifs errants d'une Jérusalem en exil, Freud ne se reconnaissait que dans une seule terre, celle du Livre. Son œuvre fut son unique patrie.

(1) Livre de poche « Biblio-essais ».

## La mort désacralisée

LE NOMMÉ ET  
L'INNOMMABLE  
de Maud Mannoni.  
Denoël, 170 p., 115 F.

Il est beaucoup question de la mort dans le dernier essai de Maud Mannoni, *Le Nommé et l'Innommable*. Elle rappelle que quitter la vie à l'heure de son choix, de manière douce, demeure un privilège réservé aux initiés : Freud et Koestler y eurent accès, Bruno Bettelheim, en revanche, d'eut d'autre ressource que de se suicider dans des conditions atroces. « Pourquoi, demande Maud Mannoni, ne construirait-on pas aussi un jour

des hôpitaux où les hommes viendraient mourir parce qu'ils ont décidé que leur heure est venue ? »

Ce qu'elle remet en cause, dans ce livre dérangeant et nécessaire, c'est la médecine conçue uniquement pour guérir. Situation paradoxale et scandaleuse : on réduit les vieux à l'état de déchets, tout en leur refusant les moyens de prendre congé d'une vie qui n'est plus que douleur et détresse.

Notre génération, note justement Maud Mannoni, a popularisé la contraception chimique, et, ce faisant, elle a désacralisé un domaine sur lequel régnait de façon absolue le Dieu des chrétiens. A présent, l'homme, qui est arrivé à maîtriser la naissance, désire avoir le droit de maîtriser

la mort. C'est dans cette perspective que s'inscrit avec retenue l'ouvrage de Maud Mannoni. On souhaiterait qu'il soit prétexte à un vaste débat. La désacralisation de la mort ne devrait en aucun cas signifier sa dévaluation ou sa banalisation, mais au contraire un respect accru de la volonté de chacun, fût-ce celle d'en finir avec l'innommable.

\* A signaler également le *Masque retrouvé* de Sigmund Freud, de Yvan Le Pichon et Roland Harari. Un ouvrage important sur les rapports de Freud et de l'art, préfacé par André Green, qui observe pertinemment que « c'est tout Freud qu'on retrouve dans son masque imaginaire : l'homme de culture et le théoricien pour qui l'art, au même titre que la science, est la source de la connaissance du psychisme ». (Stock, 252 p., 420 F.)

## Névroses, névroses

Le journal de bord d'un psychanalyste

L'ORDINAIRE DE LA PASSION  
Névroses du trop  
névroses du vide  
de Jean Cournot.  
PUF, 330 p., 175 F.

« L'orgasme infini incarnerait-il la passion dont, seuls capables de la supporter, jouiraient impunément les dieux ? » Car la passion est démesure. Je l'aime un peu, beaucoup, passionnément, et tout de suite après c'est à la folie, ou pis, pas du tout.

Remplacez aimer par haïr, souff-

rir, envier, estimer, vous aboutirez à la même idée : « C'est la force des sentiments qui est supposée détenir leur vérité, et leur mesure ». Enthousiasmes qui défilent, dépressions qui rôdent, « deuil raté » : de névroses « du trop » en névroses « du vide » du sentiment, c'est en théoricien et en praticien que le psychanalyste Jean Cournot explore « l'ordinaire de la passion ».

Comment dire, et donc comment agir, sur la force de pulsion ? Au sommet de sa recherche, Freud lui-même en reconnaissait les limites.

UNE SAISON EN ENFANCE de G. BARBEDETTE.

Une enfance reconstruite, inventée.  
Une enfance vraie.



Collection Haute Enfance.

HATIER

C'est Marie l'excessive, la vénéneuse, qui « en fait toujours trop » avec la « peur panique d'éclater en morceaux ». C'est Anne « la blinde », la trop sage : « Quand je commence à éprouver du plaisir, j'ai aussitôt l'impression que se forme en moi comme une peur. C'est flou, puis ça se précise (...) : je ne sais plus ce que je vais devenir mais je sais que je ne pourrai pas le supporter. » C'est ce vieil homme, repris puis débordé par un insurmontable et défilant sentiment d'abandon, qui explose en sanglots pour la première fois de sa vie.

Libération, débâcle, rechute ou renouveau : « prompt-éprouvance » face à la passion des patients, Jean Cournot nous livre le journal de bord de ses succès et de ses doutes. Avec clarté, émotion, et non sans passion, il témoigne qu'au-delà de la théorie, le métier de l'analyste n'est pas « d'interpréter comme un archer trop adroit ou de reconstruire comme un archéologue trop visionnaire », mais de « laisser dériver un point d'interrogation ». Le patient fera le reste, « et ce sera son reste à lui ».

Catherine Vincent

## La jeunesse de Gadamer

La France découvre avec retard un philosophe allemand trop longtemps resté dans l'ombre de Heidegger

L'ART DE COMPRENDRE  
Tome 2 Herméneutique et  
champ de l'expérience  
humaine  
de Hans-Georg Gadamer.  
Traduit de l'allemand.  
Aubier, 384 p., 160 F.

Heureuse vieillesse que celle du philosophe allemand Hans-Georg Gadamer ! Toujours actif à près de quatre-vingt-dix ans, il aura eu de plus sur ses vieux jours la satisfaction de voir son œuvre enfin traduite et reconnue chez nous. Contrairement au monde anglosaxon qui s'est très tôt intéressé à sa philosophie du langage et à son esthétique, Gadamer est longtemps demeuré aux yeux des Français dans l'ombre de Heidegger qui avait été son maître à Marburg dans les années 20. Les choses n'ont commencé à changer qu'il y a une décennie après la traduction partielle de *Vérité et Méthode* (Seuil), puis avec celle de quelques articles réunis chez Aubier sous le titre *L'Art de comprendre* (1).

Ces articles portent d'une part sur la définition de l'entreprise her-

méneutique — le grand projet de Gadamer — et de l'autre sur l'enracinement historique de ce projet dans les philosophies de Platon, de Hegel et de Heidegger. Ils se présentent comme « format » le tome 1, traduit par Marianna Simoo et présenté par Pierre Frachon. Des perspectives que nous ignorons ont retardé pendant neuf ans la publication du second volume. Pierre Frachon a sélectionné une vingtaine d'articles récents, traduits par une équipe, en fonction de quatre centres d'intérêt.

Le premier groupe d'écrits précise la position de Gadamer sur quelques thèmes fondamentaux : le langage, la raison, la vérité, l'existence. Un second groupe rassemble des réflexions sur l'esthétique ainsi que la mémorable discussion qui eut lieu en 1981 entre le philosophe allemand et Jacques Derrida à propos de la notion d'interprétation. La troisième section de l'ouvrage concerne l'herméneutique religieuse (o'oublions pas que le terme herméneutique désigne au sens premier le déchiffrement de l'écriture sainte), et la quatrième la possibilité d'une éthique des valeurs.

Moins métaphysicien que Hus-

ser, moins poétique, et surtout moins pompeux que Heidegger, Gadamer est avant tout un analyste attentif à la fois à la complexité des choses et aux labyrinthes du langage. L'art (et surtout la littérature) l'intéresse, mais aussi la réalité sociale, l'expérience religieuse et d'une façon générale tout ce qui concerne la « philosophie pratique ». Sur ces problèmes (que les intellectuels français ont quelque peu délaissés depuis vingt ans), il a souvent des vues originales qui dépassent ce qu'on ne le dit à Heidegger (malgré l'admiration inconditionnelle que l'élevé continue d'avoir pour son maître) et, plus qu'on ne pourrait le croire à la philosophie anglo-saxonne (Collingwood, Royce, Wittgenstein). Cette orientation analytique explique sans doute que Gadamer nous paraisse souvent plus proche des jeunes philosophes allemands d'aujourd'hui (Habermas, Manfred Frank) que des hommes de sa génération. Ce n'est pas son moindre charme.

Christian Delacampagne

(1) Tome 1 : *Herméneutique et tradition philosophique*, Aubier (1982), 304 p., 110 F.

## L'essentielle fragilité du politique



Paul Ricœur : « Le pouvoir est volé. »

Suite de la page 25

Or il semble que c'est la prise en compte de cette essentielle fragilité qui conduisit Paul Ricœur, avec Aristote et Hegel, contre Locke, à voir dans l'individu porteur de pouvoirs et de droits non pas un être qui pré-existe à l'institution sociale, mais une réalité qui s'adapte à ce que dans et par la dimension politique.

C'est parce que le sujet individuel est d'abord dénué de structures qu'il peut se considérer comme absolument obligé à l'égard des institutions où il les acquiert et où susceptible de révoquer l'obligation qu'elles impliquent. Le sujet qui se tient pour « endetté » de naissance, envers la société, ne paraît être le pendant de l'homme incarné de la Philosophie de la volonté qui doit « consentir » à l'involontaire.

« Le pouvoir est volé », note-t-il en commentant Hannah Arendt. D'où la nécessité de sa « fondation », c'est-à-dire d'une entreprise de légitimation. En ce point surgit évidemment la grande idée du contrat social à la façon de Rousseau ou même de Kant et, aujourd'hui, à la façon de Rawls avec lequel l'auteur noue un rapport tendu : d'attention extrême mais aussi de profonde réserve. Les théories du contrat ont pour ambition d'expliquer comment une collection d'individus parvient à dépasser un état conçu comme naturel et primitif pour accéder à l'état de droit.

Mais suffisent-elles ? Peuvent-elles conférer à l'Etat le supplément d'autorité dont il a besoin pour durer et pour résister à sa fragilité intrinsèque ? Paul Ricœur en doute. Ou plutôt il ne doute pas de la nécessité de comprendre l'institution de l'Etat de droit comme un événement plus que comme un événement (licite) : événement qui donne sens et forme à quelque chose qui est antérieur, préparé, dans la capacité morale du sujet. Ainsi sont conjugués les deux périls

inverses de l'« atomisme politique » et de l'absorption de l'individu dans un tout social. « Oui, le politique s'inscrit sur le trajet de l'effacement de l'humain en tant que tel ; il n'est pas extrinsèque à l'humanité de l'homme. Non, le politique n'est pas l'invention de l'humain et n'importe quelle institution politique n'est pas « bonne ».

Tous ces thèmes convergent vers une idée que, dans son domaine, défendait déjà l'anthropologie : il n'y a ni recouvrement ni séparation pure et simple des diverses instances. Le politique, comme l'acte volontaire, ne surgit pas ex nihilo, mais d'autre part, il conserve une certaine autonomie par rapport aux sphères d'où il émerge : la sphère économique et la sphère éthique.

C'est en tenant à la fois ces deux exigences que l'auteur mène toutes ses analyses et distribue accords ou

désaccords. Le politique ne se réduit pas à l'économique : il a sa rationalité propre et c'est pour ne l'avoir pas vu que les marxistes se sont interdits de comprendre qu'il avait aussi sa pathologie propre dont le totalitarisme fournit l'éloquent exemple.

Mais c'est vrai également dans l'autre sens : l'éthique n'est pas étrangère au politique (ce qu'il faut la peine de rappeler de temps en temps), mais elle ne s'y engouffre pas ; la base éthique des Etats modernes ne représente qu'une faible part — la part consensuelle — des convictions morales des sujets. L'ignorer ou prétendre l'inverse est un autre risque, non moins grand que le précédent. « Il faudrait se demander si la terreur n'envahit pas le politique quand il devient religieux, si le politique n'est pas prêt pour le démantèlement des qu'il dévient l'instance suprême de l'homme ».

Moins théoriques, plus circonstanciés sont les essais qui forment la dernière partie du recueil. On y trouve, avec un intérêt qui vient de leur éloignement dans le temps, des textes sur la Chine (1956), sur Israël (1958), sur l'Université (1968). Les événements intervenus depuis leur parution rendent, selon les cas, plus ou moins aigus les jugements prononcés alors, à chaud. On relit avec des sentiments mêlés des phrases comme celle-ci : « La Chine a cet étrange destin d'être à la fois un modèle et une tentation. Un modèle d'économie rationnelle à l'échelle d'un milliard d'hommes. La tentation de persister dans une conception et une pratique du pouvoir dont on peut espérer que la condamnation gagnera l'Asie après s'être amplifiée en Europe ».

Mais on relit avec une admiration sans mélange le texte sur Israël, en réponse à un article d'André Nehem, à l'heure où s'ouvrent, enfin, les négociations sur la paix : ce texte est peut-être de la façon la plus juste la responsabilité des uns et des autres sans oublier celle des grandes puissances, apparaît sans une ride. Lisez-le sans tarder !

François Azouvi

## L'herméneutique et la raison

PAUL RICŒUR  
Les métamorphoses  
de la raison  
herméneutique

de Jean Greisch  
et Richard Kearney.  
Ed. du Cerf, 414 p., 175 F.

Les organisateurs de la décennie internationale de Cerf consacrée à Paul Ricœur se sont fixé un triple objectif. Déterminer quelques-unes des étapes décisives dans l'histoire de l'herméneutique, depuis Schleiermacher jusqu'à Gadamer et Heidegger, et situer l'entreprise singulière de Paul Ricœur. Souligner la conception dialectique que celui-ci se fait des rapports entre l'explication et la compréhension ; montrer qu'une telle conception permet de ne pas couper les ponts entre la philosophie et les

sciences humaines. Enfin, laisser entrevoir quelques-uns des horizons qu'ouvre cette démarche herméneutique « vérité narrative, synthèse de l'herméneutique, identité narrative du soi ». L'ensemble se doit par un beau texte de Ricœur lui-même : « L'attestation : entre phénoménologie et ontologie ».

Le choix des contributeurs, la qualité de leurs textes et l'ouverture du champ font de ce volume une pièce importante, tant dans la bibliographie des travaux consacrés à Paul Ricœur que dans celle des études sur l'herméneutique en général. Quelles métamorphoses la raison a-t-elle dû subir pour que le corrigé de « raison herméneutique » ne passe pas inaperçu, mais contrairement à ce qu'on en a dit, la grande question qui gouverne cet ensemble.

F. A.



LIVRES • IDÉES  
ESSAIS

# Questions pour une République morte

La RDA n'est plus, enterrée sans fleurs ni couronnes  
Mais voici qu'en Allemagne même s'amorce, avec Hans Mayer, une réflexion plus nuancée

À ce moment où tout ce qui rappelle la République démocratique allemande est marqué du sceau de l'infamie, que rien ne semble plus distinguer cet État disparu d'une entreprise criminelle, parait, en Allemagne, un livre, « La tour de Babel. Souvenirs d'une République démocratique allemande » (1), qui est le premier, peut-être, à jeter les bases d'une réflexion nuancée, historique, sur la période qui prit fin le 3 octobre 1990.

L'auteur, Hans Mayer, l'un des plus célèbres germanistes allemands, autorité intellectuelle et morale peu contestée, sait de quoi il parle : émigré de la première heure, réfugié en France puis en Suisse pendant la guerre, il se laisse attirer en zone soviétique en 1948, pour une chaire de littérature comparée qu'on lui offre à l'université de Leipzig. Cette terre d'émigration, il la quittera en 1963, à l'occasion d'un congrès en RFA. Mais il n'a rien oublié. Pour lui, « une fin misérable ne préjuge en rien de débuts prometteurs ».

C'est un livre original, où l'expérience se mêle en permanence à l'analyse littéraire. Hans Mayer commence par un exercice criti-

que : la confrontation de deux poèmes écrits de la même main, celle de Johannes Becher, poète expressionniste qui fut, de 1933 à sa mort, le premier ministre de la culture de la RDA. D'un côté, le texte de commande de l'hymne officiel de la RDA ; de l'autre, un poème étrange, intitulé *Tour de Babel* : « Voici la Tour de Babel / Elle parle toutes les langues / Et Cain assassine Abel / Et à l'égal de Dieu est célébré... » Mais bientôt « le Verbe se dégrade en mot / Creux qui résonne / La Tour de Babel bientôt / Tombera et ne sera plus rien ».

## Un charme littéraire

Dans la contradiction entre la platitude officielle du « soleil qui brille comme jamais sur l'Allemagne » et les sombres prévisions de la catastrophe, Hans Mayer voit la pathologie de la RDA tout entière : un « optimisme sans mesure » et, en même temps, un « désespoir secret ». En douze chapitres étincelants, il esquisse, par fragments, une histoire intellectuelle et psychologique du « premier État ouvrier et paysan sur le sol allemand ».

L'unification forcée du SPD et du PC en 1946 ? Une manipulation soviétique, bien sûr, mais aussi l'aboutissement d'un immense espoir, l'unité retrouvée du mouvement ouvrier allemand. Les deux pères fondateurs, le communiste Wilhelm Pieck et le social-démocrate Otto Grotewohl, pensaient bien faire, et rien n'indiquait à l'époque que c'était Kurt Schumacher, le social-démocrate anticommuniste, qui voyait juste.

La Frei Deutsche Jugend ? Une organisation de masse calquée sur les Jeunesses hitlériennes, qu'il s'agissait d'exorciser, mais également un mouvement politique qui avait démocratiquement élu Honecker à sa tête... Le 17 juin 1953 ? Un malentendu savamment exploité de part et d'autre : sans doute une « grève générale à caractère agressif », mais pas une révolution.

Quelques portraits de dirigeants : Pieck, l'ancien méseigneur, admirateur de Rosa Luxemburg, propulsé à la tête du PC allemand pendant l'exil à Moscou, parce que Thaelmann était aux mains des nazis et que les Soviétiques ou voulaient peser d'Ulbricht ; Grotewohl, l'ouvrier

imprimeur de Brunswick, qui avait tiré les leçons des luttes fratricides des années 20 ; Honecker, le jeune communiste courageux des années 30, une personnalité à facettes, capable du meilleur puis du pire ; Ulbricht enfin, le manipulateur, le tacticien qui n'a jamais mouillé sa chemise, le vrai responsable, avec son associé Mielke, ministre inamovible de la Sécurité d'État, de ce que la RDA est devenue...

Il n'empêche : cette RDA avait du charme, un charme littéraire. L'auteur allemand n'a jamais eu, la RFA, en effet, « n'a jamais pu se décider à appeler au retour les émigrés chassés par les nazis, ce qui fut son péché originel ». À l'opposé, la RDA s'affirma, dès le début, comme « l'état des écrivains », même si cette histoire-là « est faite de contradictions, de courage et de lâcheté, de trahisons, de dommages corporels et psychiques ».

Personne, jusqu'à l'automne 1989, n'avait prédit la fin de la RDA. Personne ? Quelques écrivains peut-être. Comme Johannes Becher avec sa *Tour de Babel*, ou Christoph Hein, qui fit jouer à Dresde, en mars 1989, une comédie intitulée *Les Chevaliers de la Table ronde* dans laquelle un des personnages, qui peut passer pour une version idéalisée du chef des services secrets, déclare : « Nous avons sacrifié nos vies pour un avenir qui n'intéresse plus personne ».

## Le silence des écrivains

Aujourd'hui, la plupart des écrivains de la RDA préfèrent garder le silence : Christa Wolf, Christoph Hein, Stefan Hermlin et les autres recueillent leurs forces, écrivent peut-être... Seul Stefan Heym, qui avait publié, à l'époque, un amusant recueil de nouvelles documentaires sur le « tournant » (2), continue de s'exprimer et, tout récemment, félicitait le chancelier Kohl d'avoir précipité la réunification, préférable au sort actuel de l'URSS, tout en invitant Honecker à rentrer, pour qu'enfin il puisse s'expliquer... Mais on attend toujours la preuve que les écrivains de la RDA survivront à leur sujet. On attend les grands livres pour solde de tout compte.

Les souvenirs de Hans Mayer ouvrent la voie. Il ne s'agit pas d'une tentative de réhabilitation d'une République morte, encore moins d'un exercice de *Schadenfreude* (cette « joie mauvaise » que suscite en nous le malheur d'autrui), mais de l'affirmation de la littérature, de son caractère irremplaçable pour comprendre ce qui se passe, ce qui s'est passé.

Pour Hans Mayer, trois questions restent posées en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle : la disparition de la République de Weimar était-elle inévitable ? La victoire de Franco était-elle inéluctable ? La RDA ne fut-elle réellement viable à aucun moment de son histoire ? Trois interrogations proprement littéraires, puisque, probablement, sans réponse...

Bernard Gentaon  
Directeur de l'Institut français de Berlin

(1) *Der Turm von Babel. Erinnerung an eine Deutsche Demokratische Republik*. Suhrkamp, 1991 (en allemand).  
(2) *Ant Sand Geburt. Bonitätsman*, 1990.

La maldonne des sleepings  
TONINO BENACOLISTA  
456 P. 190 Dess. 132 Frs.

# Les deux cultures du Rhin

HOMO AQUALIS II  
L'idéologie allemande : France-Allemagne et retour

de Louis Dumont,  
Gallimard, 314 p., 145 F.

Louis Dumont dit de lui-même : « Je n'ai pas d'idée, la comparaison l'apporte. » Jusqu'à présent, elle n'a pas été avec lui particulièrement chiche et *Homo aqualis II* ne fera pas, dans la série de ses livres, figure d'enfant sous-doté.

Comme dans *Homo aqualis I*, ainsi que dans les *Essais sur l'individualisme* (1), la référence à l'Inde demeure décisive parce qu'elle fournit, les concepts de référence que le travail comparatif, ensuite, a pour charge de mettre systématiquement en œuvre. Après avoir servi à caractériser l'idéologie occidentale dans son opposition globale à l'idéologie indienne, les catégories de « holisme » (subordination de l'individu comme valeur irréductible) sont utilisées, cette fois, pour partager et éclairer les cultures allemande et française. C'est au sein de l'idéologie individualiste occidentale que Louis Dumont s'applique maintenant à repérer les configurations antithétiques du holisme et de l'individualisme.

La culture française, qui se définit en référence aux Lumières et à la Révolution des droits de l'homme, est évidemment l'incarnation même d'une conception universaliste de l'individu, bien exprimée dans ce propos de Montesquieu : « Je suis nécessairement homme et je ne suis Français que par hasard ». À l'inverse, la culture allemande se caractérise par la prédominance forte du holisme.

## Goethe et les Lumières

Mais ce qui rend stimulantes et novatrices les pages de *L'idéologie allemande*, ce n'est pas cette caractérisation sommaire, mais l'analyse toute en nuances qui est faite de ses différentes composantes. Car il y a aussi une version allemande de l'individualisme : le luthéranisme et son prolongement piétiste. Individualisme qui, au contraire du français, est purement spirituel. Antérieur au sujet, il s'accompagne de l'idée d'une réformation de soi et permet, au plan politique, de laisser intacte l'appartenance de l'individu à la communauté nationale.

Cette version allemande de l'individualité permet de montrer comment s'est faite l'ouverture de la culture allemande aux idéaux universalistes et égalitaires des Lumières et de la Révolution, et comment a pu être conservé en son cœur le système de valeurs holistes. D'où la place centrale que tient dans ce livre la belle notion de *Bildung* (« éducation de soi-même »), élevée dans le dernier

quart du dix-huitième siècle à la hauteur d'une idée symbole par Wieland, Herder et Goethe.

Louis Dumont montre, une fois de plus, son aptitude à repenser ce qu'on croyait connu en l'insérant dans une perspective originale.

L'examen contrasté de l'individualisme français de l'égalité, « forme simple applicable au plan extérieur », et de l'individualisme allemand de la différence et de l'incommensurabilité, qui « comporte le devoir de la cultiver et de la développer », jette une lumière vive sur les rapports des deux cultures, puis des deux nations.

Contre Lukacs, Louis Dumont voit dans le *Wilhelm Meister* de Goethe non pas la continuation mais la réponse, en termes holistes, aux Lumières et à la Révolution. Deux études sur le France échangent le parcours comparatiste ; une porte sur le partage droite-gauche comme symbole de la culture française hexagonale, l'autre sur l'impact de la guerre.

Sur une question que les travaux de François Furet et ceux de Claude Nicolet ont déjà étiquetés, Louis Dumont, armé de ses concepts d'individualisme et de holisme, apporte une interprétation significative.

Où sont les traits holistes dans la culture française ? Précisément dans la permanence d'une droite aussi essentielle finalement à l'histoire politique, aussi dynamisante que l'idéal égalitaire de la gauche, irréalisable stricto sensu. Les inévitables compromis que la gauche est amenée à faire à la droite, qui incarne l'« ordre du monde », sont compensés par la reconstitution, toujours plus à gauche de la gauche, de pertes plus radicales les uns que les autres. Qu'est-ce donc que cette dynamique, sinon le résultat de l'affrontement indéfini du holisme et de l'individualisme ?

Le dernier mot de cette histoire, Louis Dumont le confie au principe de hiérarchie. Il n'y a pas, on l'a compris, de société moderne purement holiste ni purement individualiste, mais des sociétés qui combinent, de façon variable, les deux traits. Faut-il penser que l'un doit triompher de l'autre ? Nullement. Le seul bon usage de ces catégories est leur hiérarchisation dans une synthèse culturelle originale.

Il vaut la peine de s'en souvenir toutes les fois qu'une société est travaillée par des intentions qui impliquent une redéfinition de ses propres normes fondatrices. À l'heure où est posée, dans le démagogie généralisée, la question du « droit du sol » et du « droit du sang », il est permis de conseiller à nos hommes politiques la lecture des livres de Louis Dumont.

F. A.

(1) *Republiques aujourd'hui* dans la collection « Points essais » aux éditions du Seuil.

# Leiris et la cérémonie



Gravure du XVIII<sup>e</sup> siècle sur la tauromachie.

LA TAUREMACHIE  
de CALENDRIER taureau  
et de Souvenirs taureaux  
de Michel Leiris.  
Fourbis, 115 p., 95 F.

Joliment préfacés par Francis Mermet qui connaît aussi bien son Leiris que les arènes de la tauromachie, voici trois courts textes inédits de l'auteur de *l'Âge d'homme* sur les courses de taureaux. On sait le rôle central que la métaphore tauromachique joue

dans le concept littéraire de la littérature. Sous peine de n'être qu'un ornementateur, qu'un inutile faiseur de bruit, l'écrivain doit s'engager lui-même dans ce qu'il écrit au point de sentir la come du taureau le frôler.

On se souvient aussi du texte qu'il publia en 1981 chez Fata Morgana, *Miroir de la tauromachie* et dont on retrouve ici les échos : pour Leiris, la course de taureaux est tout à la fois une esthétique et une morale liées par la célébration d'un rituel. Il y a donc pour lui — on le voit bien dans le texte que Pierre

Léonard lui avait demandé pour un film qu'il devait tourner sur le corrida — une concordance intime et qu'il ne cesse de creuser entre la cérémonie littéraire et l'affrontement offert en spectacle, entre l'art de l'homme et la puissance de la nature, sous la permanente menace de la mort.

Les trois textes de Leiris sont illustrés par des gravures du dix-huitième siècle qui rappellent aussi ce que la tauromachie est aussi, indissolublement, une fête offerte à la beauté.

Pierre Lepage

# Toreros, toreros

L'art des princes de l'arène

TOREROS POUR L'HISTOIRE  
Cinquante grands toreros  
de 1730 à nos jours

de Paul Casanova et Pierre Dupuy.  
La Manufacture, 190 p., 325 F.

LA TAUREMACHIE ÉQUESTRE  
AU PORTUGAL

de Fernando Sommer d'Andrade.  
Traduit du portugais  
par Hilda Mendes.  
Ed. Michel Chandeigne,  
150 p., 285 F.

A une époque où il est de bon ton de se montrer sur les gradins des arènes, voici un livre qui devrait permettre aux aficionados éphémères de parfaire leurs connaissances. Aux autres, à ceux qui ont vieilli au rythme des rendez-vous taureaux d'Espagne et de France, il sera un ouvrage de référence.

Toreros pour l'histoire, de Paul

Casanova et Pierre Dupuy, propose, en effet, un choix de cinquante matadors qui, depuis le début du dix-huitième siècle, ont marqué profondément l'histoire de la course de taureaux, telle que nous la connaissons aujourd'hui. Avec sa cape, sa muleta ou son épée, chacun d'eux, en représentation, un art qui a évolué avec le taureau et le public. Professeurs donnant la leçon ou tueurs sauvages, artistes éphémères ou mâtadors pathétiques, rénovateurs ou marquis précieux, de Francisco Romero à Espartaco, ils sont tous là, invités par les auteurs pour peupler nos soirées d'hiver.

Les grandes dynasties de toreros comme les Gallo, les Dominguin, les Bikenvenida et les Camino, qui sont à la tauromachie ce que les Valois et les Bourbons sont à la monarchie, illustrent les pages de ce livre d'or. Dessins tragiques, ch-

chés brumeux du début du siècle et photos récentes célèbrent le liturgie de l'ultime fête palenne et témoignent de ces après-midi de triomphe, ou de désastre, qui sont à jamais inscrits dans la mémoire de Madrid ou de Séville.

Enfin, Paul Casanova, chirurgien marseillais qui sait désarter la cité phocéenne pour courir de plaza en plaza, et Pierre Dupuy, directeur de la revue *Toros*, étudient, dans ce beau livre, l'art de chaque prince de l'arène dont ils content la vie.

Si, en Espagne, les taureaux sont combattus à pied, au Portugal, c'est à cheval que l'homme s'exprime face au fauve. *Abodamneot* illustrée, la *Tauromachie équestre au Portugal* de Fernando Sommer d'Andrade fait l'histoire et décrit tous les aspects de cette tauromachie typiquement lusitanienne.

Jean Perrin

TU REÇUS LA NAISSANCE de G. PIROUÉ.

Le Jura tranquille, les montres gravées par le père, reliefs qui sculptent délicatement une enfance grave.



Collection Haute Enfance.

HATIER

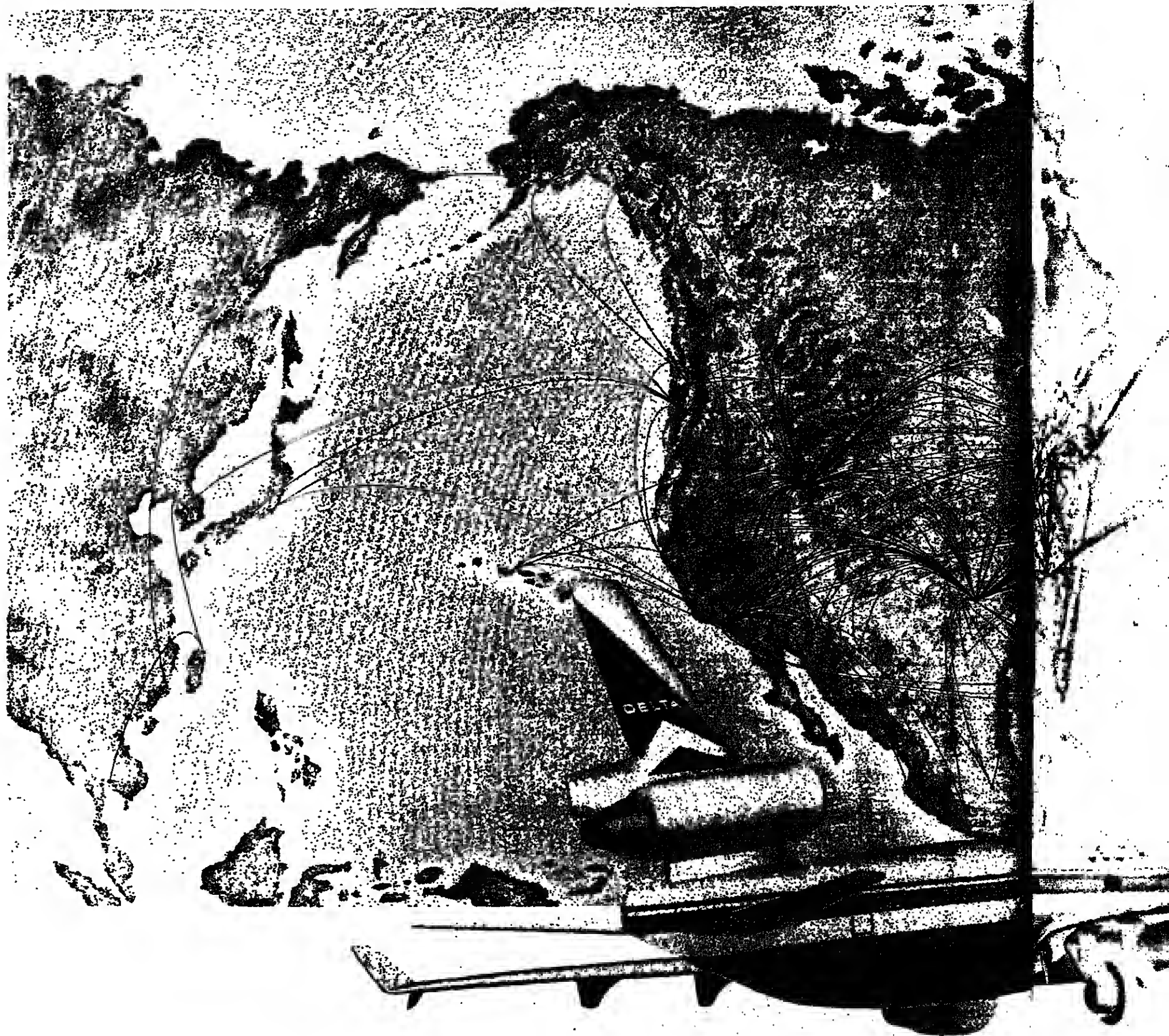
هذا هو الجرح



هنا في الشرق

30 Le Monde • Vendredi 1<sup>er</sup> novembre 1991 •

# Bienvenue dans le nouveau monde



De gauche à droite, Bonita Caringola (hôtesse de l'air), Timothy Therrell (co-pilote), Larry Bacon (capitaine) et Stéphanie Allen (hôtesse de l'air).

Bientôt Delta va considérablement élargir son réseau au départ de 21 villes d'Europe, du Moyen-Orient et d'Asie, le monde va rétrécir et l'atmosphère se réchauffer.

Si Delta offre un plus grand nombre de destinations, elle n'en reste pas moins fidèle à sa philosophie: excellence de son service orchestré par un personnel

chaleureux et compétent.

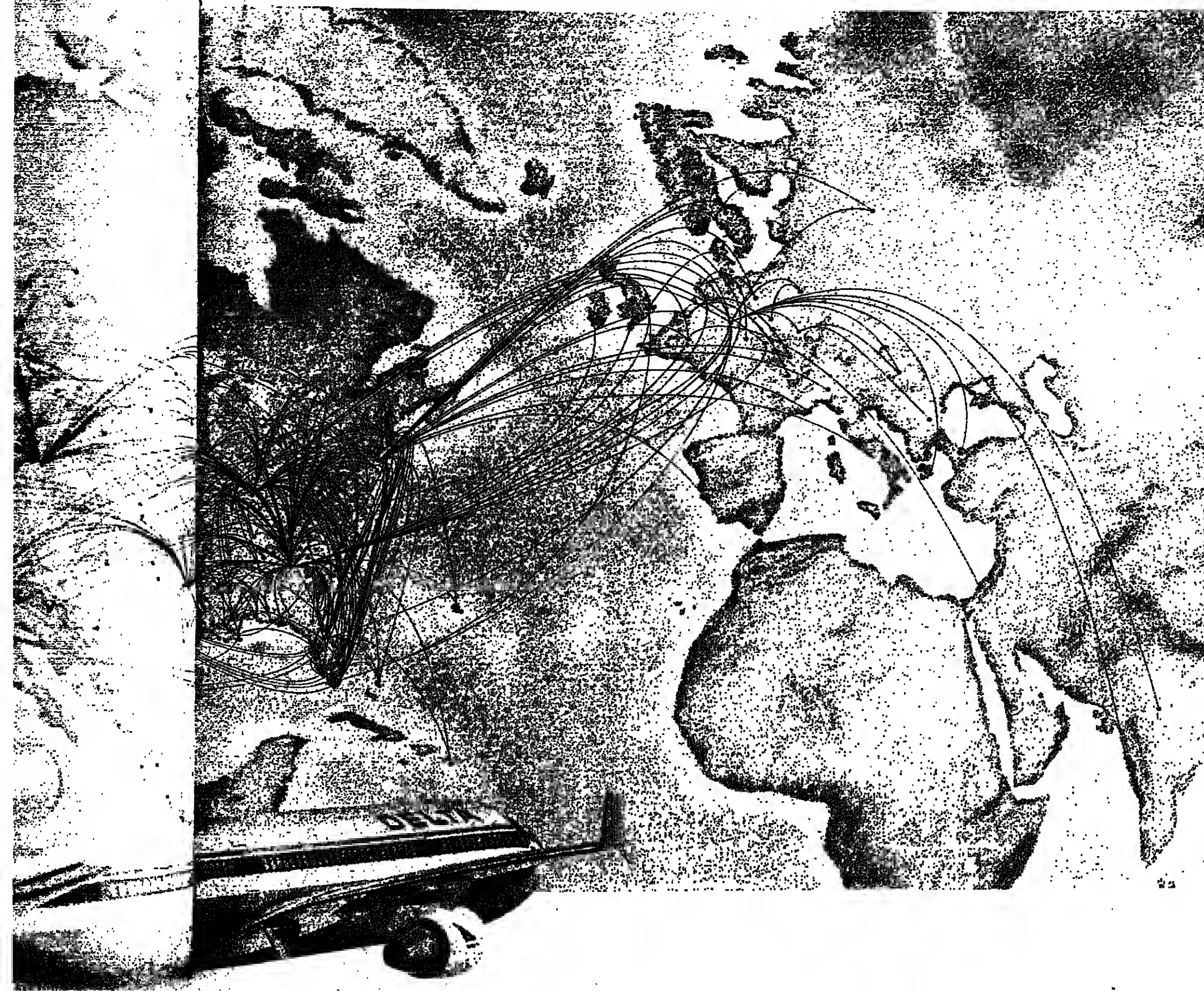
## Nouvelles destinations au départ de la France.

Auparavant vous pouviez, au départ d'Orly, voyager sans escale vers Atlanta ou Cincinnati. A partir du 2 novembre 1991, Delta vous proposera des vols Paris - New York, Nice - New York et Paris - Tel Aviv.

En voyageant sur Delta et avec un seul billet, vous pouvez vous envoler vers plus de 240 villes aux États-Unis.



# ouverture du monde de Delta.



## Premier aux U.S.A., premier dans le monde

Le réseau Delta assure plus de 4800 vols quotidiens vers plus de 300 villes dans 33 pays. En desservant plus de villes aux États-Unis que n'importe quelle autre compagnie, le réseau Delta détient la première place mondiale.

## D'autres atouts

Le choix des horaires est primordial et c'est aussi une des raisons de choisir Delta.

De plus, nous possédons la flotte commerciale la plus récente et la plus moderne de sa catégorie. Nos cartes de fidélité sont parmi les plus avantageuses. En outre la qualité de notre service à bord nous a valu les meilleurs indices de satisfaction parmi les principales compa-

gnies américaines depuis plus de 17 années consécutives\*

Demandez à votre agent de voyages de réserver vos prochains vols sur Delta. Ou bien appelez-nous à Paris au (1) 47 68 92 92, ou tapez sur votre Minitel 3615 GO US rubrique Delta. Et bienvenue dans le monde de Delta.



## DELTA AIRLINES

® Notre Amour Du Métier Nous Donne Des Ailes.®

Horaires sujets à changement sans préavis. \* Statistiques de l'US. Department of Transportation.  
© Delta Air Lines, 1991.

سكاي ميلز



*La somme de Bernard Comte fera date pour ceux qui veulent réfléchir sur l'école d'Uriage, devenue un enjeu de mémoire*

**Philippa Dagen**



LIVRES • IDÉES

# ACTUALITÉS

## Passage en revues

Littérature, poésie

Deux revues récentes et de qualité, *Fig.* et *Niques*, se retrouvent sur le terrain d'une commune référence à Francis Ponge. Dans le cinquième numéro de *Fig.*, Jean Daive met en parallèle deux entretiens qu'il a réalisés en 1984, l'un avec Ponge, l'autre avec Jacques Derrida sur Ponge, considéré comme « poète-penseur de la fin de la langue ». Rapprochant l'auteur du *Parl pris des choses* de Heidegger, Derrida souligne : « Cette pensée (celle de Ponge) n'est pas une pensée théorique, c'est une pensée poétique ou une explication poétique de la langue française. Et ce n'est pas seulement un dévoilement de la langue française, c'est un événement : quelque chose arrive à la langue française, qui à la fois révèle un pouvoir, des pouvoirs, des possibles, dans son lexique, sa syntaxe, son histoire, etc. et en même temps lui fait quelque chose... » Dans ce même cahier, outre un texte de Dominique Rouche qui l'ouvre avec force, une curiosité : quelques-uns des certificats médicaux établis par le célèbre aliéniste Gotian de Clémambault au début du siècle, présentés par Yves Edet. La rigueur de l'observation clinique y rencontre le plus grand écrivain de l'écriture (*Fig.* 5, Ed. Fourbis, 21, bd de La Villette, 75010, distribution Distique, 65 F).

La poésie n'est pas chose « aimable », elle est « une nécessité », un « besoin si mal expliqué par la recherche contemporaine »... A vouloir l'enfermer dans une définition, on la réduit, on en abime d'avance les possibilités auxquelles elle donne accès, plus gravement on affirme sa propre maîtrise en lieu et place de la liberté — et des

contraintes — qu'elle réclame pour être. Dans ce texte accompagnant la troisième livraison de *Niques* qu'il dirige, texte remarquable de pertinence, d'attention critique et d'ouverture, Jean-Marie Gleize opère une traversée des différentes paroles — d'Yves Bonnefoy à Francis Ponge, d'Emmanuel Hocquard à André du Bouchet et Jude Stefan — sur ce qui reste « sans nom », qui s'appuie sur une manière de théorie négative. Rilke : « Il suffit, selon moi, de sentir que l'on pourrait vivre sans écrire pour qu'il soit interdit d'écrire. » Dans ce numéro lui-même : Lucette Finas, Dominique Fourcade, Anne-Marie Albiach, Joseph Guglielmi... (*Niques*, La Sétérée, Jacques Clerc éditeur, 4, rue de Cromer, 26400 Crest, 95 F).

Au moment de la conférence de Madrid sur le Proche-Orient, on se reportera avec intérêt et profit au bel ensemble proposé par Eglal Errera dans la revue *Gulliver*, sous le titre « Un monde en morceaux ». Israéliens et Palestiniens, les « écrivains en guerre » présents dans ce numéro regardent vers le même paix, vers un avenir qui devra bien finir par devenir « commun ». Lieu d'un regard donc sur le monde et d'une conscience de ce monde, la littérature n'annule pas comme par enchantement les questions dont la guerre débat, dans les larmes et le sang. Elle est simplement dialogue, échange, écoute, écoute docile, qui ne doit ignorer ni les exigences propres de la politique ni la dimension essentielle de l'éthique.

L'historien Elias Sanbar analysant la littérature palestinienne à partir du sentiment de perte, d'« englobement », d'« espèce noyée », et se demandant « comment

raconter désormais le passé, en quels termes dire la mémoire et ses liens avec le lieu qui l'a portée, comment réintégrer le temps alors que l'espace est interdit ? » ; l'Israélien Anton Shammas, à propos de l'hébreu, langue déracinée, préservée par l'écrit durant deux mille ans et réinventée à partir de son territoire au début de ce siècle ; le romancier Amos Oz, sur les débuts de la littérature israélienne... Un ensemble de réflexions plus que jamais nécessaires (*Gulliver*, 6, bd de Sébastopol, 75004 Paris, 85 F).

Signalons également quatre ensembles : sur Peter Handke dans *Jungle* (n° 14, Ed. Castor Astral, 95 F) ; un hommage à Henri Thomas, préparé par Paul Martin, dans un numéro spécial de *Sud* (62, rue Sainte, 13001 Marseille, 140 F) ; Jean Roudeux bénéficie d'un bel hommage dans la *Revue de Belles-Lettres* (RBL, n° 3-4, CP 456, 1211 Genève 4, Suisse) ; dans l'excellente revue *Le Chêne de Troie*, c'est la figure de Mafé qui est mise à l'honneur et interrogée (n° 3, 21, cours Victor-Hugo, 33000 Bordeaux, 100 F).

Le *Serpent à plumes*, qui s'est spécialisé avec bonheur dans les récits et les fictions courts, a permis aussi bien de lire de grands auteurs que d'en découvrir d'autres. Le treizième numéro regroupe dix nouvelles de femmes, de Margaret Atwood à Yoko Tsushima et Rosetta Loy (*Le Serpent à plumes*, automne 1991, 78, rue du Bac, 75007 Paris, 65 F).

P. K.

Signalons également le livre de Daniel Briol consacré à l'histoire exemplaire d'une revue de poésie dans la province française : *La Tour de fer* (Ed. du Lérot, 16140 Tussau, 310 p., 220 F).

## Les aventures de la littérature

La troisième livraison de la revue *Quai Voltaire* propose une réflexion sur « Le fait littéraire », riche de dix-neuf contributions et s'ouvrant sur un texte d'Alain Nadaud, le directeur de la revue. Dans « Un fait d'écriture », placé sous le signe de Roland Barthes — « Alors, que faire ? Avant tout, des œuvres, c'est à dire des objets inconnus », Alain Nadaud précise que « l'approche [du fait littéraire] ne pourra se faire que par un mouvement tournant, comme d'un point en effet impossible à atteindre ».

Les autres contributions illustrent ce « mouvement tournant » et la nécessité de poser les questions, avant d'apporter des réponses. Dans un texte rigoureux et drôle, comme il l'est lui-même, Michel Rio parle de « L'essentiel et l'accessoire ». « Ce qui est vendable, écrit-il à propos du fait littéraire contemporain, ce n'est pas l'individualité de la création, mais celle de ses auteurs, leur image. En fait, le code n'a jamais été aussi dictatorial sous le masque d'un libéralisme débridé, et le commerce est beaucoup plus totalitaire que l'Académie. » Dans « Une littérature en actes » notre collaborateur

Patrick Kéchichian se place sous le patronage d'Ernest Hello : « La moquerie domine en ce moment la littérature moderne, qui ne s'en doute pas. Cette littérature, qui se croit très libre, est esclave du lecteur qu'elle méprise. Elle craint la moquerie. »

Laissons la conclusion à Catherine Lépront : « Per quoi, enfin, sont animés tous ceux-là qui ont aciemment réduit la littérature à ce qu'elle concède d'anecdote, à l'apparence, ceux qui ont laissé entendre qu'en aucune manière elle n'est objet de connaissance, et qu'en aucune manière elle ne permet l'accès à d'autre connaissance qu'à celle offerte par la « réalité donnée » ? Par la haine de la littérature ? Par la haine ? Par la peur ? (Quai Voltaire, revue littéraire, n° 3, automne 1991, éd. Quai Voltaire, 135 p., 99 F.)

Le n° 35 de *l'Infini*, n'est pas, lui, thématique, et sous le bandeau « Rien pour la société tout pour nous », il propose un sommaire varié. Il s'ouvre sur divers textes du directeur de la revue, Philippe Sollers, réunis sous le titre « Les aventures du roman », dans lesquels, de « Proust va gagner » à « Une prophétie de

Bataille », on pourra aussi trouver matière à réfléchir sur le fait littéraire. Dans cet ensemble figure notamment un très beau texte sur le désir, paru dans *le Nouvel Observateur* cet été. Malheureusement, on ne l'apprend pas en lisant *l'Infini*, qui omet d'indiquer le lieu de la première publication des articles de Sollers. Autre question sur « Le fait littéraire » : y aurait-il quelque honte pour un grand écrivain à écrire dans les journaux ?

Dans cette livraison de *l'Infini*, on remarquera deux courtes nouvelles fort réussies, l'une du jeune David Di Noia, qui vient de publier son premier roman, *Fantôme local* (Gallimard), et l'autre de Severo Serdary, *Entre un autre*. Milan Kundera réfléchit, lui, en dix pages très argumentées, sur une phrase du Châreau de Kafka « dans le miroir des traductions » ; une phrase qu'il avait citée dans une passionnée étude, « L'ombre castroïde de saint Garte », parue dans le n° 32 de *l'Infini*. Enfin, on notera le court texte de Frans De Hees sur les *Sirènes* de Rodin, accompagné de beaux documents photographiques. (*l'Infini*, n° 35, automne 1991, Gallimard, 128 p., 78 F.)

Jo. S.

## Brive-la-Littéraire

A Brive, cent mille visiteurs — chiffre équivalent à celui de l'an dernier — se sont pressés, du 25 au 27 octobre, sous la Halle Georges-Brassens pour rencontrer, entre deux épisodes gastronomiques, quelques-uns des trois cent quatre-vingts auteurs venus célébrer le dixième anniversaire de cette Foire du livre chaleureuse et conviviale. Depuis l'an dernier, le masifestation de Brive-la-Gaillarde est jumelée avec le Salon du livre de Montréal. L'exposition « Le Monde et la littérature », retraçant l'histoire du « Monde des Livres » (1), a été inaugurée par MM. Jean Charbonnel, maire de Brive, et Jacques Lesourme, directeur du Monde.

Parmi les récompenses décernées au cours de ces trois journées, Pascal Quignard s'est vu attribuer le Prix de la langue de France (d'un montant de 100 000 F) ; le prix Terre de France est allé à Gisèle Le

Rouzie pour les *Mains de Jeanne-Marie* (éd. Viviane Hamy) ; le Prix du livre pour la jeunesse, décerné par la Société des gens de lettres, a couronné Claude Bourgeyx, pour *le Fil à retordre* (Poche/Nathan), et l'illustrateur Georges Lenoire. Enfin, le premier Prix « 12-17 », conjointement attribué par Montréal et Brive à des auteurs de littérature pour adolescents, a récompensé les œuvres de Claude Gutman et Denis Côté.

Pour fêter ce dixième anniversaire de la Foire du livre, quelque cinquante auteurs et sept dessinateurs, fidèles des lieux, ont évoqué leurs souvenirs gourmands dans un recueil illustré de nombreuses photographies, *Mémoires d'auteurs* (2).

Val. C.

(1) Jusqu'au 14 novembre dans les galeries du Grand Théâtre.  
(2) L'ouvrage (130 p., 85 F) peut être commandé à la Foire du livre de Brive, BP 433, 19312 Brive Cedex.

## Dernière sélection du prix Goncourt...

Le jury Goncourt a rendu public samedi 26 octobre, au cours de la Foire de Brive, sa dernière sélection qui comporte cinq titres pour le prix décerné le 4 novembre : *les Filles du calvaire*, de Pierre Combescot (Grasset) ; *Eau de café*, de Raphaël Coiffant (Grasset) ; *la Séparation*, de Dan Franck (Seuil) ; *En douceur*, de Jean-Marie Laclavetine (Gallimard) ; *Sous l'étoile du chien*, de Bernard Puech (José Corti).

## ... du Médicis...

Le jury du Médicis a, de manière inhabituelle, présenté des listes plus larges que les précédentes pour les trois prix — Médicis, Médicis étranger et Médicis essais — qui seront décernés lundi 25 novembre.

Neuf romans pour le Médicis français : *Baltimore*, de Gilles Barbedette (Gallimard) ; *Personnages dans un rideau*, de Jean-Louis Baudry (Seuil) ; *Eau de café*, de Raphaël Coiffant (Grasset) ; *le Troisième Messonge*, d'Agota Kristof (Seuil) ; *le Donjon de Lomeloh*, de Philippe Le Guillou (Gallimard) ; *Au péril de la mer*, de Bruno Racine (Grasset) ; *la Dérive des sentiments*, d'Yves Simoo (Grasset) ; *la Réminiscence*, de Jean-Philippe Toussaint (Minuit) ; *Alto Solo*, d'Antoine Volodine (Minuit).

Six romans sont retenus pour le Médicis étranger : *la Musique du hasard*, de Paul Auster (Actes Sud) ; *Antarctica*, de John Batchelor (Phébus) ; *Histoire qui fut heureuse puis douloureuse et funeste*, de Pietro Citati (Gallimard) ; *Un vaste monde*, de David Malouf (Albin Michel) ; *Vieland*, de Thomas Pynchon (Seuil) ; *S*, de John Updike (Gallimard).

Neuf titres pour le Médicis essais : *le Livre des sens*, de Diane Ackermann (Grasset) ; *la Valeur des éthiques*, d'Alain Etcheberry (Bourrin) ; *Édition et édition*, de Robert Darnton (Gallimard) ; *l'Homme Freud*, de Lydia Flem (Seuil) ; *le Mythe et l'empire*, de Claudio Magris (L'Arpentier) ; *Déchirer cette lettre*, de Michelle Maurois (Flammarion) ; *Wittgenstein*, de Brian McGuinness (Seuil) ; *l'Art de jouer*, de Michel Onfray (Grasset) ; *le Don des morts*, de Danièle Sallenave (Gallimard).

## ... et de l'Interallié

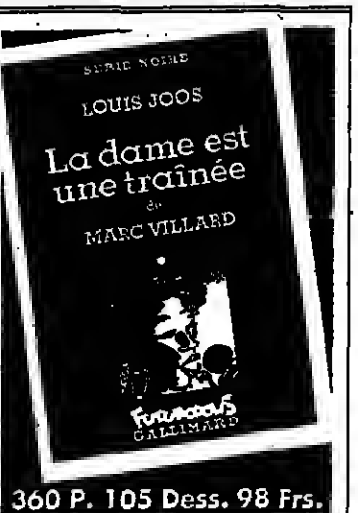
Le prix Interallié vient de rendre publique sa deuxième et dernière sélection de romans en vue du prix qui sera décerné le mardi 19 novembre : *l'Ouest*, de Gilles Martin-Chauffier (Bernard de Fallois) ; *Sonate au clair de lune*, de Nicolas Bréhal (Mercure de France) ; *Deborah et les anges dissipés*, de Paula Jacques (Mercure de France) ; *les Filles du calvaire*, de Pierre Combescot (Grasset) ; *la Maison derrière la grille*, de Jean-Pierre Vivet (Robert Laffont) ; *Sire*, de Jean Raspail (Bernard de Fallois) ; *Un long dimanche de fiançailles*, de Sébastien Japrisot (Deoé).

## Dans le magazine « Lire » Les dessous d'un prix

Pierre Assouline a eu accès aux archives de l'Académie Goncourt conservées aux archives municipales de Nancy — la ville natale d'Edmond de Goncourt — et il publie dans *Lire* les résultats de son enquête sur « Les dessous des Goncourts ».

On y apprend bien des choses sur les liens du jury avec *Gallimard*, le trio *infernale*, sur la non-élection de Félicien Marceau, sur la démission de Bernard Clavel ou sur les mises en garde d'Hervé Bazin : « Remarque très importante pour la santé et la réputation de l'Académie. Il faut sortir absolument cette année du choix réduit à la bande des trois (ou des quatre). »

Le Booker Prize au Nigérien Ben Okri. — Le Booker Prize, le plus important prix littéraire de Grande-Bretagne, a été décerné au Nigérien Ben Okri pour son troisième roman, *The Famished Road* (« La route affamée »). Ben Okri a trente et un ans. Il est né et a passé toute sa jeunesse à Lagos, mais il vit à Londres. Il avait déjà publié deux romans, et deux recueils de nouvelles.

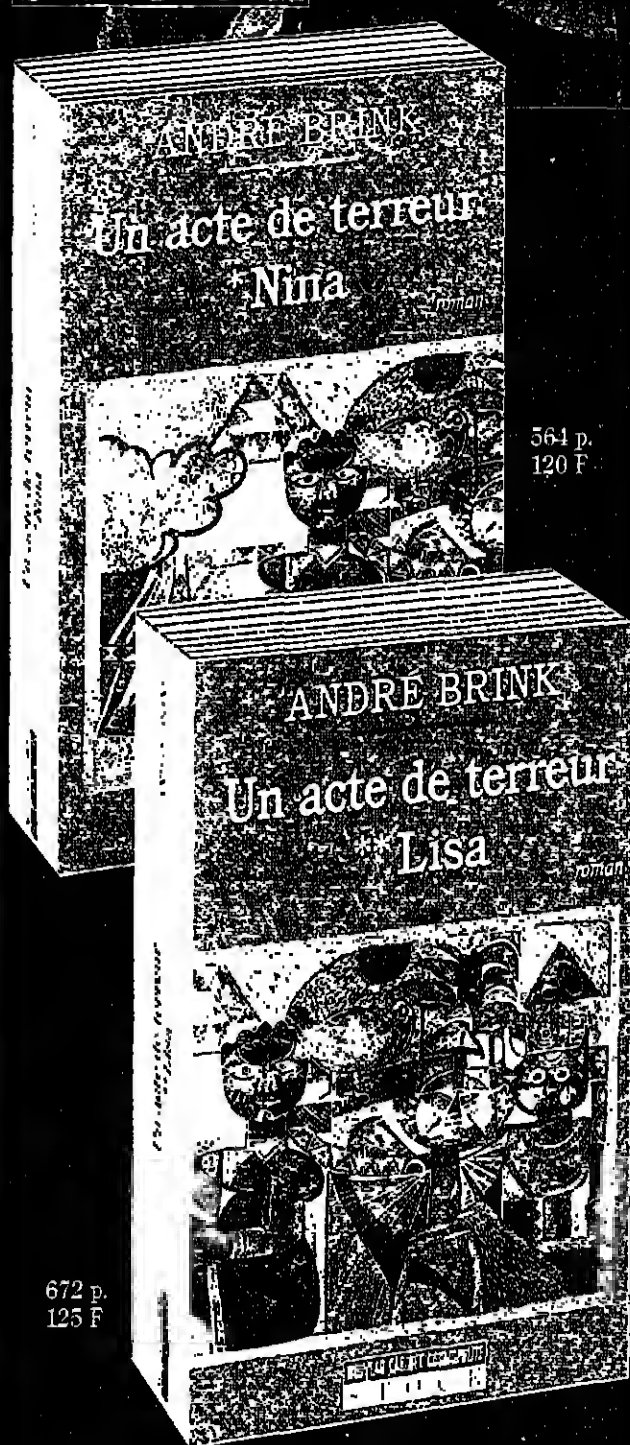


360 P. 105 Dess. 98 Frs.

Un grand livre d'amour et de rage, une réflexion sur la violence comme moyen de changer le monde.



NOUVEAU CABINET COSMOPOLITE STOCK



Un Tolstoï sud-africain.

Bernard Rapp, Caractères

Egalement parus dans la Bibliothèque cosmopolite Stock

Le mur de la peste. Un turbulent silence.

Stock

لغة من اللغة



LE BOUDDHA DE BANLIEUE

de Hanif Kureishi.  
Traduit de l'anglais  
par Michel Courtois-Fourcy,  
Christian Bourgois, 420 p., 160 F.  
**MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE**  
Sammy et Rosie  
s'envolent en l'air  
Le Signe de l'arc-en-ciel  
Quelque temps avec Stephen  
de Hanif Kureishi.  
Traduit de l'anglais  
par Philippe R. Hupp,  
Christian Bourgois, 316 p., 160 F.

« Il y a deux sortes de gens dans le monde, ceux qui sont allés en Inde et les autres... » Lorsqu'il entend ce genre de remarque proférée par des prosélytes zélés pro-zen de retour d'un voyage en Inde, qui organisent des séances de méditation dans leur villa londonienne emplies de bouddhas en bois de santal et d'éléphants en plâtre, Karim, qui n'est « jamais allé en Inde », préfère se détourner, étrangement étranger. Même pas goguenard...

Né à Londres d'un père pakistanais et d'une mère anglaise, Karim, le narrateur du *Bouddha de banlieue*, de Hanif Kureishi, est un vieux *teenager* de la banlieue de Londres qui se prend pour un Britannique et qu'on traite partout comme un étranger. Un des innombrables éléments de cette « invasion » au tout fonce qui, depuis la fin des années 40, a déferlé sur une Angleterre désormais privée du Raj, le plus beau fleuron de son empire. Un être anglais, friand de la cuisine indienne, dont la mère a appris à préparer les *chopalis*, le *keema* et le *dal* (un glossaire succinct vous renseignera à la fin du volume).

Un « Paki », c'est-à-dire un enfant de Pakistanais émigrés, qui se raconte dans le *Bouddha de banlieue*, un roman satirique, provocateur et hilarant, qui décoiffe tout son monde. Un roman avec un « carré blanc ». Mais qui n'en a pas moins été couronné par le Whitbread Prize et qui avait fait sortir de son silence Salman Rushdie : « Voilà exactement le roman que l'on pouvait espérer qu'Hanif Kureishi écrirait : souagement irrésistible et insolent, mais fondamentalement émouvant et plein de vérité. Et vraiment très drôle. »

Né en 1954, auteur de pièces de théâtre, nommé écrivain-résident au Royal Court depuis 1984, Hanif Kureishi n'est pas un inconnu. Il s'était fait remarquer par les cinéastes, il y a cinq ans, comme scénariste avec le succès international de *My Beautiful Laundrette*, le film de Stephen Frears, suivi, deux ans plus tard, par *Sammy et Rosie s'envolent en l'air*, dont il raconte les prémices et la réalisation dans un Journal (2 juin 1986-14 juillet 1987) intitulé

Quelque temps avec Stephen. Lui-même vient de faire ses débuts de metteur en scène avec un film qu'il termine actuellement : *London Kills me*.

Les textes des deux films réalisés par Stephen Frears (avant les *Liaisons dangereuses*), publiés par Christian Bourgois en même temps que le roman, composent une sorte de « série romancée » (1) sur les Pakis de Londres. Deux volumes qui se complètent, qui s'éclairent l'un l'autre et que l'éditeur a, fort opportunément, fait précéder du *Signe de l'arc-en-ciel*, un essai autobiographique tout à fait révélateur, qui est une sorte d'introduction au roman en même temps qu'un excellent document sociologique sur l'état d'esprit des émigrés. Et pas seulement en Grande-Bretagne. « Je suis né à Londres d'une mère anglaise et d'un père pakistanais, commence Hanif Kureishi. Mon père, qui vit à Londres, est originaire de Bombay. Il est venu en Angleterre en 1947 afin d'y recevoir l'éducation de l'ancienne puissance coloniale. Il s'y est marié et n'est jamais retourné en Inde. Après la partition, le reste de son immense famille a quitté Bombay pour s'installer à Karachi, ou Pakistan. »

L'auteur raconte ce que fut son enfance de petit métis moqué, méprisé par les professeurs, chahuté par les élèves : « Je devais avoir neuf ou dix ans quand, un jour, un professeur a posé devant moi des photographies représentant des paysans indiens dans des cabanes de torchis ayant déclaré à toute la classe : Hanif vient de l'Inde. Je me suis interrogé : mes oncles se déplaient-ils à dos de chameau ? Mes cousins, qui me ressemblaient tellement à divers égards, s'accroissaient-ils dans le sable comme des petits Mowgli, à demi-nus, pour monger avec leurs doigts ?... Le racisme ordinaire. Les parents de mes copains, qui appar-

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Le clan des « Pakis »



Kureishi : « Je les entendais parler de races et des « Pakis ». (...) Je redoutais d'être assimilé à ces étrangers que personne n'aimait. »

noient soit au milieu ouvrier, soit aux couches inférieures de la classe moyenne, me disaient souvent qu'ils étaient des porteurs de Powell (1). Je les entendais parfois porter, avec véhémence, de races et des « Pakis ». J'étais terriblement gêné et redoutais d'être assimilé à ces étrangers que personne n'aimait », confesse le garçon, qui doit supporter les contradictions de sa condition de métis et se souvient avoir toujours été sur la défensive, sans pouvoir se reconnaître dans le combat d'Eldridge Cleaver ou d'Elijah Mohammed, sans pouvoir accepter la haine du Blanc. Pas plus que la conversion à l'islam.

A la recherche d'une identité, comme pour s'immerger dans son passé, Kureishi va faire un séjour dans sa famille, au Pakistan, qui va le laisser désespéré : l'islamisation a commencé après l'exécution de Bhutto, la bonne société est divisée entre les pères qui sin-

gent les Britanniques, boivent du whisky et lisent le *Times*, tandis qu'une jeune génération s'adonne à la drogue ou au yoga plutôt que de se risquer à recevoir les vexations et les insultes des Anglais.

Cependant, rentré dans son pays, il garde la nostalgie de l'hospitalité, de la chaleur, des Pakistanais, de la sensualité des contacts humains, comme en témoigne sa description fidèle de la façon dont, là-bas, on se serre la main, qui est un morceau d'anthologie : « Vous commencez par tendre la main et la personne la saisit. Là, de l'autre main, chacun frappe les deux mains l'autre pour confirmer le contact initial. Ce n'est que l'entrée. Ensuite, la personne vous tire vers elle pour le plat principal, la grande étreinte. Vous avez le tête au-dessus de son épaule, vos deux corps se plaquent l'un contre l'autre, leur chaleur se mêle, et on vous tape ou moins trois fois dans le dos avec la pousse de la main. (...) A vous, ensuite, de rendre la pareille. Une fois cette phase achevée, vous reculez d'un pas, mais on garde votre main droite. » Et ce n'est là que le début du rituel !

LES sens, voilà le jardin même pas secret des personnages de Kureishi, qui étaient volontiers leurs attributs sexuels et leurs proesses, comme si c'était là une preuve de la supériorité de Karim et de son clan. Une revanche sur la monotonie banlieusarde qu'il croit jouer à égalité et qui le pousse à posséder tout ce qui passe à sa portée, de tous les sexes, de toutes les races. Véritable hatterie sexuelle constamment excitée-excitée, qui a d'ailleurs bien retenu l'enseignement de son père : « Po m'oppr à flirter avec tous les gens que je rencontre, filles et garçons, et j'en vins à considérer la séduction, plutôt que la politesse ou l'honnêteté ou même les convenances, comme la première des vertus sociales. »

On regrettera que l'auteur, dont c'est le premier roman, perde un peu trop de vue, après le premier quart de livre, ce fabuleux personnage du père. Ce Bouddha qui va abandonner maison, femme et enfants pour se transfigurer, contre espèces sonnantes, en un grand initié d'opérette attirant dans des séances de méditation hido (et transcendante) tout un monde de mystiques illuminés. De banlieue et de la capitale... De droite et de gauche... Ce père aristocrate, envoyé jadis en Angleterre par sa famille pour y recevoir une bonne éducation, et découvrant, stupéfait, qu'il existait une Angleterre pauvre : « Il essaya de parler de Byron dans les pubs du quartier, parce que personne ne l'avait prévenu qu'il y avait des Anglais qui ne savaient pas lire et que ceux-là ne sauraient pas nécessairement recevoir de leçon d'un Indien sur la poésie d'un fou et d'un dépravé. »

Ce père qui, la cinquantaine venue, lassé de sa Margaret, va se laisser enlever par Eva, « une *Mme Verdurin* de Londres-Ouest », rencontrée dans une classe de « plaisir par l'écriture », qui lui arrache dans le plaisir des « *Nom de Dieu* » hrvants qui traumatisent le fils témoin de ces ébats : « *Avais-je été conçu de cette manière, me demandai-je dans l'air nocturne de la banlieue, au milieu d'herons chrétiens émis par la bouche d'un musulman renégat se faisant passer pour un bouddhiste ?* »

Dans le Londres du début des années 70, entre blousons noirs vieillissants, rockers vêtus de cuir et de chaînes et skinheads, Karim se cherche. Grand amateur de Dylan, des Stones, des Soft Machine et de Frank Zappa, mais aussi de Genet et de Stendhal, il multiplie les exploits sexuels, nous force à suivre sa carrière de comédien ethnique jouant Mowgli avec l'accent indien, son dévouement devant la culpabilité d'un bouddha entrevenu par Eva, la complication de relations familiales qui le font devenir l'ami du beau-fils de son père !

Tout un jeu de massacre, un guignol plutôt pour ce roman d'éducation d'aujourd'hui, mal construit, qui aurait gagné à être écourté, mais avec de vraies qualités d'écriture, spirituel et follement doué, allègre et pervers, pour un Karim qui se croit libéré. Et qui crie : Papa-Maman. Stupéfié devant leur fragilité : « *Tout sa vie, on pense à ses parents comme à des monstres protecteurs, écarabotés, possédant un pouvoir infini, puis, un jour, les choses se renversent, on les rencontre par hasard et ils vous apparaissent alors folles, tendus, s'efforçant eux aussi de s'en tirer.* »

(1) Enoch Powell est l'un des représentants de la droite nationaliste. Ses propos sur l'immigration ont conduit M. Heath à l'écrou de son shadow cabinet en 1968.

L'éveil des songes

Mort il y a quarante ans, inconnu en France  
Xavier Villaurrutia est un des grands poètes latino-américains

NOSTALGIE DE LA MORT

de Xavier Villaurrutia.  
Traduit de l'espagnol  
(Mexique) par Jacques Ancet,  
édition bilingue.  
José Corti, 127 p., 85 F.

Il suffit parfois de quelques poèmes pour imposer une voix, une musique singulière, une alchimie de sentiments, de sensations et de mots. Xavier Villaurrutia apparaît ainsi dans la première moitié du siècle, au Mexique, comme un auteur décisif, comme un poète d'évidence, pour avoir publié un petit livre composé de dix-neuf « nocturnes » et de sept « motogies ». Une strophe, un quatrain, un dizein, suffisent à identifier ce maître indolent, cet amant de la mélancolie qui inscrivait chacune de ses plaintes, chacun de ses élans sombres dans le clair-obscur de sa vie.

Son véritable espace, c'est la nuit ; et le thème principal de son œuvre, c'est l'opposition de la veille et du rêve, le conflit du délice et de la parole consciente. Car il y a chez Villaurrutia une aspiration à la lucidité, une volonté d'accéder à l'irréductible, un désir de rester éveillé, même dans le creux des songes. S'il accepte les trouvailles formelles des poètes qui s'abandonnent à l'irrationnel, il entend cependant gagner sa liberté et la reconquérir sans cesse au moyen de ses propres forces : de sa capacité d'attention et de sa vigilance verbale.

Chacun de ses poèmes est un rigoureux prodige qui sait évoquer d'un trait net et précis des états confus, fiévreux, ambigus, comme si, pour venir au jour, un tourment romantique se devait d'emprunter une clarté et des rythmes classi-

ques : « *J'ai peur du bruit que fait mon cœur, /mon ombre en vain je l'ai cherché / (...) /Le vide emplira mon poitrine /et le cœur m'aura déserté ; /mes mains ne seront plus que dures/pulsations de marbre glacé.* »

« Le corps profond de la nuit »

Xavier Villaurrutia explore systématiquement les instants limites, les pulsions fragiles, les intervalles où se tiennent et l'envol et l'abîme. Ce qu'il tente de saisir et de nommer, c'est le moment du passage, le temps intermédiaire. « *Le mot qui définit cette tentative - note excellemment Octavio Paz - est la préposition « entre ». C'est dans cette zone vertigineuse et incertaine qui s'ouvre entre deux réalités, dans ce « entre » qui est le pont suspendu sur le vide sablonneux et stérile, qu'est planifiée la poésie de Villaurrutia, qu'elle s'enracine et pousse. Arbre prodigieux et transparent fait de reflets, d'ombres, d'échos. »* Quatre-vingt ans après la disparition de son auteur, la traduction française de *Nostalgie de la mort*, traduction magistrale et inspirée, fait figure de révélation.

L'un des plus grands poètes latino-américains nous était resté inconnu. Le reconnaître soudain et l'entendre si précieusement se révéler à une effraction rare, à l'irruption souveraine d'un « infrassable noyau de nuit ». « *Si chacun disait à un moment donné d'un seul mot, ce qu'il pense, les cinq lettres du DESIR formeraient une énorme cicatrice lumineuse/une constellation plus ancienne, plus vivante encore que les autres. Et cette constellation serait comme un sexe ardent dans le corps profond de la nuit/ou mieux comme les gémissements pour la première fois de leur vie/se regardaient en face dans les yeux et déjà s'étreindraient pour toujours.* »

pacifique et doux, dans le rôle du bon prédicateur, avec Qasim, organisateur d'une communauté solidaire, dans le rôle de l'ultime prophète, et avec Arafat, alchimiste attaché au bonheur universel, dans le rôle de l'apprenti sorcier, progressiste et meurtrier... Bien sûr, ces personnages, à l'exception du dernier, rappellent les hautes figures des monothéismes, l'Eternel, Adam, Moïse, Jésus, Mahomet. Pourtant, le démarquage n'est jamais besogneux, jamais pauvre, imitatif, systéma-

LE DERNIER VISAGE

d'Alvaro Mutis.  
Traduit de l'espagnol (Colombie)  
par François Maspéro.  
Grasset, 247 p., 98 F.

La maison d'Araucama est trop grande, et cette ampleur de labyrinthe est inquiétante. Le gardien n'a qu'un seul bras et sent l'odeur douce-amère des branches arrachées à la forêt tropicale tout près. Autour survivent d'autres individus brisés ou tordus par la vie, un Maître obèse aux habitudes perverses, la machiste qui s'occupe de toutes les tâches domestiques, un Frère, le Pilote qui a mauvaise haleine et Cristobal, le serviteur haïtien et gaucher. Quand arrive, du monde vivant dans ce monde arrêté, Angela, une jeune fille au cou élancé toujours incliné vers la gauche dans un mouvement très conventionnel, la tragédie se met en marche comme le mécanisme d'une roue. Et si la machiste, qui est une femme monumentale,

archaïque et cruelle, en est la force agissante, chacun y joue son rôle, écrit depuis longtemps. Les images de Bunuel resurgissent.

A cette fable gothique sur le déclin d'une civilisation, le déclin d'une civilisation, Alar, un général sceptique et raffiné, a gouverné Chypre et aimé la Sicile, où les runes témoignent de la vanité des hommes. Il a été relégué en Bulgarie et enfin en Syrie. Sa passion pour les Grecs qui ont su tirer de l'homme lui-même des forces d'harmonie et de beauté en fait l'ennemi, vaincu d'avance, du fanatisme et le témoin lucide de la décadence de l'empire byzantin.

Mais la *Mort du stratège*, récit philosophique d'une musique belle et apaisante, est d'abord l'histoire de l'amour d'Alar et d'Ana Aleji, qui il nomme la Crétoise. « *Car il*

est vain, écrit Mutis, d'exiger de la vie davantage que cette secrète harmonie qui nous unit passagèrement au grand mystère des êtres et nous permet de parcourir en leur compagnie une partie du chemin. » Grâce à Ana, dit Alar l'Ilyrien, j'ai fini par approcher une vérité suffisante pour vivre chaque jour.

La vérité suffisante est certainement une chose bien incompréhensible pour les personnages du Palais noir qu'évoque un autre récit. Dans cette prison métaphorique au goût de lave, de cendres et de chat malade, ils se débattaient et cherchent dans la fausse cocotte de quoi tromper le malheur et l'insomnie. Leurs ruses sont inépuisables, comme la peur qui les habite, les enserme et les tue.

Le *Dernier Visage*, qui donne son titre au recueil, est celui du Libérateur Simon Bolívar, dont les derniers mois sont racontés par un colonel polonais dans un journal qui trompe l'œil. Bolívar s'écroule dans une chambre nue, trahi par les siens ou par l'Histoire, et nourrit vainement l'illusion d'un départ de plus. Le petit village de Tubaro est un théâtre, une impasse de plus.

On retrouve dans ce livre les héros habituels de Mutis, la silhouette du gâbler, les soldats perdus, la mort qui rôde, des marins, des victimes au destin, des femmes énigmatiques, des chats. Mais le talent du poète colombien s'y révèle peut-être dans sa plus grande pureté, sombre et comme épuré.

A travers ces récits qui ont la couleur de contes, les chapitres des rêves et la précision des historiens de l'Antiquité, le style d'un écrivain s'impose, ironique et grave. Il n'est pas une histoire qui illustre le désastre des ambitions humaines. Il n'en est pas une qui nous laisse une trace douce et apaisante... Ce qu'on pourrait appeler la beauté grecque.

Geneviève Brises

Mahfouz, le chroniqueur universel

Suite de la page 25

L'affaire de famille qu'il relate s'étend, en effet, des origines à nos jours : avec, par ordre d'apparition, Gabalawi, patriarche sourcilieux, intraitable, inaccessible, dans le rôle du Commandeur quasi immortel, avec Adham, fils modèle mais poussé à désobéir par un frère démoniaque, dans le rôle de l'homme déchu, avec Gabal, soucieux de vaincre le mal par la force, dans le rôle du guide libérateur, avec Rifaa, individu charitatif,

pacifique et doux, dans le rôle du bon prédicateur, avec Qasim, organisateur d'une communauté solidaire, dans le rôle de l'ultime prophète, et avec Arafat, alchimiste attaché au bonheur universel, dans le rôle de l'apprenti sorcier, progressiste et meurtrier... Bien sûr, ces personnages, à l'exception du dernier, rappellent les hautes figures des monothéismes, l'Eternel, Adam, Moïse, Jésus, Mahomet. Pourtant, le démarquage n'est jamais besogneux, jamais pauvre, imitatif, systéma-

que. Mahfouz est un demiurge qui crée librement son monde et incarne ses créatures au gré de sa fantaisie. Les *Fils de la médina* apparaît surtout comme le livre de la mémoire hardiment, fougueusement et presque charnellement revisitée. « *Quel est donc ce mystérieux besoin qui nous harcèle sans trêve ?* », demande l'un des protagonistes. Et il s'agit de la question centrale, du ressort secret de l'ouvrage, de toute l'aventure humaine : pourquoi certains hommes ne se contentent-ils

pas du sort commun, des idées communes ni de l'usuelle tyrannie ? Et pourquoi certains scribes, en dépit des sacrasmes, des anathèmes ou des condamnations, choisissent-ils encore de ne pas se taire ?

André Velter

« Un livre d'entretiens avec Gamal Qasim, intitulé *Mahfouz par Mahfouz* (Shouba, 176 p., 90 F.), vient aussi de paraître. Il s'agit de *Mémoires à haute voix*, chaleureux et pleins d'humour. Par ailleurs, le livre de poche réédite un autre grand roman de Mahfouz, le *Jardin du passé*.